

Des cas de refus
d'obéissance
sont signalés
dans l'armée iranienne

LIBRE PAGE 7

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,80 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,80 dir; Tunisie, 130 m.;
Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique,
13 fr.; Canada, 5 0/75; Côte-d'Ivoire, 100 F CFA;
Danemark, 2,75 kr.; Espagne, 40 pes.; Grande-
Bretagne, 25 p.; Grèce, 25 dr.; Iran, 30 rls.;
Italie, 400 l.; Liban, 500 l.; Luxembourg, 13 fr.;
Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal,
27 esc.; Sénégal, 150 F CFA; Suède, 240 kr.;
Suisse, 1,10 fr. S.A.; Tch. 100 cs; Yougoslavie, 13 din.

Tarif des abonnements page 2
S. RUE DES ITALIENS
75002 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4287-23 Paris
Tél. Paris n° 65072
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Terrorisme en Grèce

Athènes et ses faubourgs ont connu, le 17 décembre, une « nuit de feu ». Cinquante et un engins de fabrication artisanale ont explosé aux quatre coins de l'agglomération. Il n'y a pas eu de morts, mais seize blessés et des dégâts matériels. Cette flambée rappelle avec plus d'ampleur les explosions qui s'étaient produites le 22 juillet, le 6 et le 8 août. Depuis le début de l'année, et rien qu'en cours du premier semestre, différents attentats ont été perpétrés contre des cinémas projetant des films soviétiques ou aut nazis, des librairies de gauche, des permanences de partis politiques, faisant au total trente-trois blessés.

Le premier ministre, M. Caramanlis, réunissant aussitôt un conseil des ministres restreint, a prescrit un renforcement des mesures de prévention et de répression et averti les responsables que d'éventuelles négociations seraient l'objet de sanctions.

Ce terrorisme sporadique qui touche la Grèce n'offre rien de comparable à celui qui frappe ses voisins : la Turquie, où les attentats sont quotidiens (sept cent quarante morts depuis le début de l'année), l'Italie, où l'activité des Brigades rouges et des organisations qui leur sont liées n'a pas cessé : l'enlèvement et l'assassinat d'Aldo Moro ont été le sommet, mais le nombre des morts s'élève à vingt-cinq (contre six en 1977 et six en 1976).

Il serait difficile de trouver une trace d'organisation commune aux trois pays, même si la méthode idéologique est identique parfois. Après des années d'activité, l'extrême droite semble en sommeil en Italie en ce qui concerne au moins les coups de main et les meurtres. En Turquie, elle tient une place déterminante dans la criminalité politique, mais les nationalistes qui l'inspirent n'ont rien à voir avec ceux des nostalgiques d'une Italie fasciste, encore que les uns et les autres visent à instaurer le même type de régime. Les groupuscules de gauche turcs ne sont pas non plus pardonnablement dans leur manière de rendre coup pour coup.

Certains terroristes grecs, en revanche, manifestent leur fidélité au gouvernement des colonels en se mettant, tels les auteurs des attentats du 17 décembre, sous le patronage d'un policier condamné pour sévices sur des détenus politiques pendant la dictature militaire et exécuté, dans des conditions mystérieuses, le 18 décembre 1976. Mais la diversité des cibles choisies : bureaux américains ou soviétiques, fait conclure à la diversité des idéologies des auteurs de ces attentats.

L'autorité de M. Constantin Caramanlis est fortement assurée. Lors de son retour, à l'été 1974, il a représenté l'unique solution de conciliation capable d'éviter à son pays les épreuves d'une nouvelle guerre civile. Aujourd'hui, plus que jamais, il est le seul rassembleur de fait. Un an après des élections où son propre parti a pourtant perdu un nombre appréciable de députés, sa position est même plus solide qu'auparavant. Les oppositions sont impuissantes, les solutions de rechange inexistantes. Seule une certaine lassitude personnelle pourrait mettre un terme à l'exercice d'une autorité que M. Caramanlis aime et pratique sans partage, et d'ailleurs avec adresse.

Il demeure que l'agitation de l'extrême droite intervient dans un climat social sérieusement perturbé par une cascade de grèves de protestation contre l'inflation. Mais il est peu probable qu'elle fasse monter la fièvre. Elle n'est que le fruit du passé, sans perspectives d'avenir. Si la gauche socialiste et communiste reproche au premier ministre d'avoir été trop modéré dans l'épuration, notamment parmi les fonctionnaires, la droite le taxe de brutalité. En fait, les demi-soldes manœuvres de bombes ne représentent pour la Grèce ni un destin qu'elle a rejeté ni une doctrine qui lui est profondément étrangère.

Les négociations commerciales

La Commission européenne évite un éclat avec Paris et souhaite un « accord équilibré »

Le conseil des ministres des Neuf, réuni le 18 décembre, devait, pensait-on, entériner le désaccord entre la France et ses partenaires appuyés par la Commission de Bruxelles sur la négociation commerciale avec les États-Unis et le Japon. Mais la réunion des ministres de la C.E.E. s'est déroulée dans un climat fort différent du conseil du 12 décembre. La Commission européenne, qui parle au nom des Neuf dans les négociations commerciales multilatérales (N.C.M.) — dites « Tokyo round » — a indiqué qu'elle n'était pas en mesure de soumettre un projet d'accord portant sur l'ensemble des chapitres importants des N.C.M. Elle a noté qu'un maître tarifaire des négociations intensives seront encore nécessaires avant d'arriver à un équilibre global satisfaisant.

Cette concession à la France sur le calendrier — qui a évité un éclat immédiat du représentant français — va donner un délai aux négociations pour rechercher, une nouvelle fois, une position commune aux Neuf en vue d'obtenir un « accord équilibré ». Signifie-t-elle, sur le fond, un glissement de la position de la Commission ? M. Deniau, sénateur socialiste, a répondu à la question en disant que la C.E.E. n'avait reculé ponctuellement de la position américaine face à la déléga-tion américaine, qui n'entend pas remettre en cause les concessions qu'elle a obtenues du Japon.

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Contrairement à ce qui avait été décidé lors du sommet économique de Bonn en juillet 1978, la phase décisive des N.C.M. ne pourra pas être menée à son terme avant la fin de l'année et débordera peut-être largement l'année 1979. À ce stade, la France obtient satisfaction : les Neuf ne négocient plus sous la pression d'un calendrier obligatoire, et la priorité est donnée à la recherche de résultats équilibrés.

Il reste que le changement de ton et la dédramatisation, impressionnante, ont une signification qui n'est pas tout à fait évidente. Il y a une semaine, une

certaine tension régnait entre la France, d'une part, ses huit partenaires et surtout la Commission, de l'autre. Une réunion spéciale du conseil des ministres des Neuf était convoquée le 12 décembre, contre l'avis de la France, pour examiner un premier schéma d'accord, fruit des tractations entre la Commission et les États-Unis. Le ministre français du commerce extérieur, M. Deniau, en signe de protestation, ne participait pas à cette réunion.

M. de Nanteuil, représentant de la France à Bruxelles, jugeait ce schéma déséquilibré au détriment des Français. À la Commission, on s'attendait à ce que le conseil du 18 décembre avec un projet d'accord « équilibré » n'aurait pas été touché, mais complet.

Changement de cap : la Commission explique lundi que le « paquet » n'est pas encore figé. Du coup, le heurt attendu avec les Français ne se produit pas. Que s'est-il passé à Genève ? A première vue, une double réponse semble possible : d'un côté, la Commission, ayant compris que la résistance des Français risquait d'être plus sérieuse qu'elle ne l'avait supputé, est tout à fait consciente qu'un éclat ne serait dans l'intérêt de personne.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

(Lire la suite page 37.)

LA CHINE D'UNE LONGUE MARCHÉ A L'AUTRE

I. — Naissance du soupçon

par ANDRÉ FONTAINE

En moins de trente ans, la Chine populaire sera passée de la condition d'alliée de l'U.R.S.S. contre les États-Unis à celle d'alliée de fait de Washington contre Moscou. De tous les revirements qui ont marqué notre

temps, c'est l'un des plus spectaculaires. Au début de ce siècle, l'Empire du Milieu, en pleine décadence, était l'objet de toutes les convoitises. Non contente de lui avoir imposé jadis les « traités inégaux », si souvent fustigés par Mao, la Russie avait placé sous son protectorat, en 1898, la Corée et la Mandchourie. Elle s'était fait d'ailleurs le défenseur de l'Empire du Milieu, en pleine décadence, contre les ambitions de l'Occident. Londres avait reconnu son « influence » sur toutes les provinces au nord de la Grande Muraille. Mais le président américain Woodrow Wilson avait affirmé l'intention des États-Unis de ne jamais renoncer aux « marchés illimités » de la Chine. Son successeur, Théodore Roosevelt, soutint le Japon lorsqu'il entra en guerre, en 1904, contre l'empire tsariste. C'est la médiation qui aboutit à l'annexion par Tokyo, en 1905, de la Mandchourie du Sud, de la Corée et du sud de Sakhaline. Quarante ans plus tard, Staline devait prendre sa revanche sur un autre président Roosevelt, en obtenant de lui, à Yalta, pour prix de son entrée en guerre contre le Japon, le « rétablissement des droits antérieurs de la Russie violés par la traîtrise alliée japonaise de 1904 ».

Entre-temps, la Chine n'avait cessé d'être un champ de bataille. Sun Yat-sen, qui avait proclamé la République en 1911, avait dû rapidement s'enfuir sans avoir réussi dans son ambition d'occidentaliser son pays, tombé aux mains de généraux-ban-dits ; les seigneurs de la guerre ; de leur côté, les vainqueurs de la guerre de 1914 faisaient régner un ordre brutal dans leurs concessions portuaires : Changhaï, Canton, Tientsin.

En 1922, l'U.R.S.S., ayant renoncé aux avantages obtenus par la Russie tsariste, conclut avec Sun une alliance contre l'impérialisme, excluant formellement toute idée d'introduire en Chine « le communisme ou même le système soviétique ».

(Lire la suite page 3.)

Entre-temps, la Chine n'avait cessé d'être un champ de bataille. Sun Yat-sen, qui avait proclamé la République en 1911, avait dû rapidement s'enfuir sans avoir réussi dans son ambition d'occidentaliser son pays, tombé aux mains de généraux-ban-dits ; les seigneurs de la guerre ; de leur côté, les vainqueurs de la guerre de 1914 faisaient régner un ordre brutal dans leurs concessions portuaires : Changhaï, Canton, Tientsin.

En 1922, l'U.R.S.S., ayant renoncé aux avantages obtenus par la Russie tsariste, conclut avec Sun une alliance contre l'impérialisme, excluant formellement toute idée d'introduire en Chine « le communisme ou même le système soviétique ».

Entre-temps, la Chine n'avait cessé d'être un champ de bataille. Sun Yat-sen, qui avait proclamé la République en 1911, avait dû rapidement s'enfuir sans avoir réussi dans son ambition d'occidentaliser son pays, tombé aux mains de généraux-ban-dits ; les seigneurs de la guerre ; de leur côté, les vainqueurs de la guerre de 1914 faisaient régner un ordre brutal dans leurs concessions portuaires : Changhaï, Canton, Tientsin.

En 1922, l'U.R.S.S., ayant renoncé aux avantages obtenus par la Russie tsariste, conclut avec Sun une alliance contre l'impérialisme, excluant formellement toute idée d'introduire en Chine « le communisme ou même le système soviétique ».

Entre-temps, la Chine n'avait cessé d'être un champ de bataille. Sun Yat-sen, qui avait proclamé la République en 1911, avait dû rapidement s'enfuir sans avoir réussi dans son ambition d'occidentaliser son pays, tombé aux mains de généraux-ban-dits ; les seigneurs de la guerre ; de leur côté, les vainqueurs de la guerre de 1914 faisaient régner un ordre brutal dans leurs concessions portuaires : Changhaï, Canton, Tientsin.

En 1922, l'U.R.S.S., ayant renoncé aux avantages obtenus par la Russie tsariste, conclut avec Sun une alliance contre l'impérialisme, excluant formellement toute idée d'introduire en Chine « le communisme ou même le système soviétique ».

Entre-temps, la Chine n'avait cessé d'être un champ de bataille. Sun Yat-sen, qui avait proclamé la République en 1911, avait dû rapidement s'enfuir sans avoir réussi dans son ambition d'occidentaliser son pays, tombé aux mains de généraux-ban-dits ; les seigneurs de la guerre ; de leur côté, les vainqueurs de la guerre de 1914 faisaient régner un ordre brutal dans leurs concessions portuaires : Changhaï, Canton, Tientsin.

En 1922, l'U.R.S.S., ayant renoncé aux avantages obtenus par la Russie tsariste, conclut avec Sun une alliance contre l'impérialisme, excluant formellement toute idée d'introduire en Chine « le communisme ou même le système soviétique ».

Entre-temps, la Chine n'avait cessé d'être un champ de bataille. Sun Yat-sen, qui avait proclamé la République en 1911, avait dû rapidement s'enfuir sans avoir réussi dans son ambition d'occidentaliser son pays, tombé aux mains de généraux-ban-dits ; les seigneurs de la guerre ; de leur côté, les vainqueurs de la guerre de 1914 faisaient régner un ordre brutal dans leurs concessions portuaires : Changhaï, Canton, Tientsin.

En 1922, l'U.R.S.S., ayant renoncé aux avantages obtenus par la Russie tsariste, conclut avec Sun une alliance contre l'impérialisme, excluant formellement toute idée d'introduire en Chine « le communisme ou même le système soviétique ».

Entre-temps, la Chine n'avait cessé d'être un champ de bataille. Sun Yat-sen, qui avait proclamé la République en 1911, avait dû rapidement s'enfuir sans avoir réussi dans son ambition d'occidentaliser son pays, tombé aux mains de généraux-ban-dits ; les seigneurs de la guerre ; de leur côté, les vainqueurs de la guerre de 1914 faisaient régner un ordre brutal dans leurs concessions portuaires : Changhaï, Canton, Tientsin.

En 1922, l'U.R.S.S., ayant renoncé aux avantages obtenus par la Russie tsariste, conclut avec Sun une alliance contre l'impérialisme, excluant formellement toute idée d'introduire en Chine « le communisme ou même le système soviétique ».

Entre-temps, la Chine n'avait cessé d'être un champ de bataille. Sun Yat-sen, qui avait proclamé la République en 1911, avait dû rapidement s'enfuir sans avoir réussi dans son ambition d'occidentaliser son pays, tombé aux mains de généraux-ban-dits ; les seigneurs de la guerre ; de leur côté, les vainqueurs de la guerre de 1914 faisaient régner un ordre brutal dans leurs concessions portuaires : Changhaï, Canton, Tientsin.

En 1922, l'U.R.S.S., ayant renoncé aux avantages obtenus par la Russie tsariste, conclut avec Sun une alliance contre l'impérialisme, excluant formellement toute idée d'introduire en Chine « le communisme ou même le système soviétique ».

Entre-temps, la Chine n'avait cessé d'être un champ de bataille. Sun Yat-sen, qui avait proclamé la République en 1911, avait dû rapidement s'enfuir sans avoir réussi dans son ambition d'occidentaliser son pays, tombé aux mains de généraux-ban-dits ; les seigneurs de la guerre ; de leur côté, les vainqueurs de la guerre de 1914 faisaient régner un ordre brutal dans leurs concessions portuaires : Changhaï, Canton, Tientsin.

En 1922, l'U.R.S.S., ayant renoncé aux avantages obtenus par la Russie tsariste, conclut avec Sun une alliance contre l'impérialisme, excluant formellement toute idée d'introduire en Chine « le communisme ou même le système soviétique ».

Entre-temps, la Chine n'avait cessé d'être un champ de bataille. Sun Yat-sen, qui avait proclamé la République en 1911, avait dû rapidement s'enfuir sans avoir réussi dans son ambition d'occidentaliser son pays, tombé aux mains de généraux-ban-dits ; les seigneurs de la guerre ; de leur côté, les vainqueurs de la guerre de 1914 faisaient régner un ordre brutal dans leurs concessions portuaires : Changhaï, Canton, Tientsin.

En 1922, l'U.R.S.S., ayant renoncé aux avantages obtenus par la Russie tsariste, conclut avec Sun une alliance contre l'impérialisme, excluant formellement toute idée d'introduire en Chine « le communisme ou même le système soviétique ».

Entre-temps, la Chine n'avait cessé d'être un champ de bataille. Sun Yat-sen, qui avait proclamé la République en 1911, avait dû rapidement s'enfuir sans avoir réussi dans son ambition d'occidentaliser son pays, tombé aux mains de généraux-ban-dits ; les seigneurs de la guerre ; de leur côté, les vainqueurs de la guerre de 1914 faisaient régner un ordre brutal dans leurs concessions portuaires : Changhaï, Canton, Tientsin.

En 1922, l'U.R.S.S., ayant renoncé aux avantages obtenus par la Russie tsariste, conclut avec Sun une alliance contre l'impérialisme, excluant formellement toute idée d'introduire en Chine « le communisme ou même le système soviétique ».

Entre-temps, la Chine n'avait cessé d'être un champ de bataille. Sun Yat-sen, qui avait proclamé la République en 1911, avait dû rapidement s'enfuir sans avoir réussi dans son ambition d'occidentaliser son pays, tombé aux mains de généraux-ban-dits ; les seigneurs de la guerre ; de leur côté, les vainqueurs de la guerre de 1914 faisaient régner un ordre brutal dans leurs concessions portuaires : Changhaï, Canton, Tientsin.

En 1922, l'U.R.S.S., ayant renoncé aux avantages obtenus par la Russie tsariste, conclut avec Sun une alliance contre l'impérialisme, excluant formellement toute idée d'introduire en Chine « le communisme ou même le système soviétique ».

Entre-temps, la Chine n'avait cessé d'être un champ de bataille. Sun Yat-sen, qui avait proclamé la République en 1911, avait dû rapidement s'enfuir sans avoir réussi dans son ambition d'occidentaliser son pays, tombé aux mains de généraux-ban-dits ; les seigneurs de la guerre ; de leur côté, les vainqueurs de la guerre de 1914 faisaient régner un ordre brutal dans leurs concessions portuaires : Changhaï, Canton, Tientsin.

En 1922, l'U.R.S.S., ayant renoncé aux avantages obtenus par la Russie tsariste, conclut avec Sun une alliance contre l'impérialisme, excluant formellement toute idée d'introduire en Chine « le communisme ou même le système soviétique ».

Entre-temps, la Chine n'avait cessé d'être un champ de bataille. Sun Yat-sen, qui avait proclamé la République en 1911, avait dû rapidement s'enfuir sans avoir réussi dans son ambition d'occidentaliser son pays, tombé aux mains de généraux-ban-dits ; les seigneurs de la guerre ; de leur côté, les vainqueurs de la guerre de 1914 faisaient régner un ordre brutal dans leurs concessions portuaires : Changhaï, Canton, Tientsin.

En 1922, l'U.R.S.S., ayant renoncé aux avantages obtenus par la Russie tsariste, conclut avec Sun une alliance contre l'impérialisme, excluant formellement toute idée d'introduire en Chine « le communisme ou même le système soviétique ».

Entre-temps, la Chine n'avait cessé d'être un champ de bataille. Sun Yat-sen, qui avait proclamé la République en 1911, avait dû rapidement s'enfuir sans avoir réussi dans son ambition d'occidentaliser son pays, tombé aux mains de généraux-ban-dits ; les seigneurs de la guerre ; de leur côté, les vainqueurs de la guerre de 1914 faisaient régner un ordre brutal dans leurs concessions portuaires : Changhaï, Canton, Tientsin.

En 1922, l'U.R.S.S., ayant renoncé aux avantages obtenus par la Russie tsariste, conclut avec Sun une alliance contre l'impérialisme, excluant formellement toute idée d'introduire en Chine « le communisme ou même le système soviétique ».

Entre-temps, la Chine n'avait cessé d'être un champ de bataille. Sun Yat-sen, qui avait proclamé la République en 1911, avait dû rapidement s'enfuir sans avoir réussi dans son ambition d'occidentaliser son pays, tombé aux mains de généraux-ban-dits ; les seigneurs de la guerre ; de leur côté, les vainqueurs de la guerre de 1914 faisaient régner un ordre brutal dans leurs concessions portuaires : Changhaï, Canton, Tientsin.

En 1922, l'U.R.S.S., ayant renoncé aux avantages obtenus par la Russie tsariste, conclut avec Sun une alliance contre l'impérialisme, excluant formellement toute idée d'introduire en Chine « le communisme ou même le système soviétique ».

Entre-temps, la Chine n'avait cessé d'être un champ de bataille. Sun Yat-sen, qui avait proclamé la République en 1911, avait dû rapidement s'enfuir sans avoir réussi dans son ambition d'occidentaliser son pays, tombé aux mains de généraux-ban-dits ; les seigneurs de la guerre ; de leur côté, les vainqueurs de la guerre de 1914 faisaient régner un ordre brutal dans leurs concessions portuaires : Changhaï, Canton, Tientsin.

En 1922, l'U.R.S.S., ayant renoncé aux avantages obtenus par la Russie tsariste, conclut avec Sun une alliance contre l'impérialisme, excluant formellement toute idée d'introduire en Chine « le communisme ou même le système soviétique ».

Entre-temps, la Chine n'avait cessé d'être un champ de bataille. Sun Yat-sen, qui avait proclamé la République en 1911, avait dû rapidement s'enfuir sans avoir réussi dans son ambition d'occidentaliser son pays, tombé aux mains de généraux-ban-dits ; les seigneurs de la guerre ; de leur côté, les vainqueurs de la guerre de 1914 faisaient régner un ordre brutal dans leurs concessions portuaires : Changhaï, Canton, Tientsin.

En 1922, l'U.R.S.S., ayant renoncé aux avantages obtenus par la Russie tsariste, conclut avec Sun une alliance contre l'impérialisme, excluant formellement toute idée d'introduire en Chine « le communisme ou même le système soviétique ».

Entre-temps, la Chine n'avait cessé d'être un champ de bataille. Sun Yat-sen, qui avait proclamé la République en 1911, avait dû rapidement s'enfuir sans avoir réussi dans son ambition d'occidentaliser son pays, tombé aux mains de généraux-ban-dits ; les seigneurs de la guerre ; de leur côté, les vainqueurs de la guerre de 1914 faisaient régner un ordre brutal dans leurs concessions portuaires : Changhaï, Canton, Tientsin.

En 1922, l'U.R.S.S., ayant renoncé aux avantages obtenus par la Russie tsariste, conclut avec Sun une alliance contre l'impérialisme, excluant formellement toute idée d'introduire en Chine « le communisme ou même le système soviétique ».

Entre-temps, la Chine n'avait cessé d'être un champ de bataille. Sun Yat-sen, qui avait proclamé la République en 1911, avait dû rapidement s'enfuir sans avoir réussi dans son ambition d'occidentaliser son pays, tombé aux mains de généraux-ban-dits ; les seigneurs de la guerre ; de leur côté, les vainqueurs de la guerre de 1914 faisaient régner un ordre brutal dans leurs concessions portuaires : Changhaï, Canton, Tientsin.

En 1922, l'U.R.S.S., ayant renoncé aux avantages obtenus par la Russie tsariste, conclut avec Sun une alliance contre l'impérialisme, excluant formellement toute idée d'introduire en Chine « le communisme ou même le système soviétique ».

Entre-temps, la Chine n'avait cessé d'être un champ de bataille. Sun Yat-sen, qui avait proclamé la République en 1911, avait dû rapidement s'enfuir sans avoir réussi dans son ambition d'occidentaliser son pays, tombé aux mains de généraux-ban-dits ; les seigneurs de la guerre ; de leur côté, les vainqueurs de la guerre de 1914 faisaient régner un ordre brutal dans leurs concessions portuaires : Changhaï, Canton, Tientsin.

En 1922, l'U.R.S.S., ayant renoncé aux avantages obtenus par la Russie tsariste, conclut avec Sun une alliance contre l'impérialisme, excluant formellement toute idée d'introduire en Chine « le communisme ou même le système soviétique ».

Entre-temps, la Chine n'avait cessé d'être un champ de bataille. Sun Yat-sen, qui avait proclamé la République en 1911, avait dû rapidement s'enfuir sans avoir réussi dans son ambition d'occidentaliser son pays, tombé aux mains de généraux-ban-dits ; les seigneurs de la guerre ; de leur côté, les vainqueurs de la guerre de 1914 faisaient régner un ordre brutal dans leurs concessions portuaires : Changhaï, Canton, Tientsin.

En 1922, l'U.R.S.S., ayant renoncé aux avantages obtenus par la Russie tsariste, conclut avec Sun une alliance contre l'impérialisme, excluant formellement toute idée d'introduire en Chine « le communisme ou même le système soviétique ».

Entre-temps, la Chine n'avait cessé d'être un champ de bataille. Sun Yat-sen, qui avait proclamé la République en 1911, avait dû rapidement s'enfuir sans avoir réussi dans son ambition d'occidentaliser son pays, tombé aux mains de généraux-ban-dits ; les seigneurs de la guerre ; de leur côté, les vainqueurs de la guerre de 1914 faisaient régner un ordre brutal dans leurs concessions portuaires : Changhaï, Canton, Tientsin.

En 1922, l'U.R.S.S., ayant renoncé aux avantages obtenus par la Russie tsariste, conclut avec Sun une alliance contre l'impérialisme, excluant formellement toute idée d'introduire en Chine « le communisme ou même le système soviétique ».

Entre-temps, la Chine n'avait cessé d'être un champ de bataille. Sun Yat-sen, qui avait proclamé la République en 1911, avait dû rapidement s'enfuir sans avoir réussi dans son ambition d'occidentaliser son pays, tombé aux mains de généraux-ban-dits ; les seigneurs de la guerre ; de leur côté, les vainqueurs de la guerre de 1914 faisaient régner un ordre brutal dans leurs concessions portuaires : Changhaï, Canton, Tientsin.

En 1922, l'U.R.S.S., ayant renoncé aux avantages obtenus par la Russie tsariste, conclut avec Sun une alliance contre l'impérialisme, excluant formellement toute idée d'introduire en Chine « le communisme ou même le système soviétique ».

Entre-temps, la Chine n'avait cessé d'être un champ de bataille. Sun Yat-sen, qui avait proclamé la République en 1911, avait dû rapidement s'enfuir sans avoir réussi dans son ambition d'occidentaliser son pays, tombé aux mains de généraux-ban-dits ; les seigneurs de la guerre ; de leur côté, les vainqueurs de la guerre de 1914 faisaient régner un ordre brutal dans leurs concessions portuaires : Changhaï, Canton, Tientsin.

En 1922, l'U.R.S.S., ayant renoncé aux avantages obtenus par la Russie tsariste, conclut avec Sun une alliance contre l'impérialisme, excluant formellement toute idée d'introduire en Chine « le communisme ou même le système soviétique ».

Entre-temps, la Chine n'avait cessé d'être un champ de bataille. Sun Yat-sen, qui avait proclamé la République en 1911, avait dû rapidement s'enfuir sans avoir réussi dans son ambition d'occidentaliser son pays, tombé aux mains de généraux-ban-dits ; les seigneurs de la guerre ; de leur côté, les vainqueurs de la guerre de 1914 faisaient régner un ordre brutal dans leurs concessions portuaires : Changhaï, Canton, Tientsin.

En 1922, l'U.R.S.S., ayant renoncé aux avantages obtenus par la Russie tsariste, conclut avec Sun une alliance contre l'impérialisme, excluant formellement toute idée d'introduire en Chine « le communisme ou même le système soviétique ».

Entre-temps, la Chine n'avait cessé d'être un champ de bataille. Sun Yat-sen, qui avait proclamé la République en 1911, avait dû rapidement s'enfuir sans avoir réussi dans son ambition d'occidentaliser son pays, tombé aux mains de généraux-ban-dits ; les seigneurs de la guerre ; de leur côté, les vainqueurs de la guerre de 1914 faisaient régner un ordre brutal dans leurs concessions portuaires : Changhaï, Canton, Tientsin.

En 1922, l'U.R.S.S., ayant renoncé aux avantages obtenus par la Russie tsariste, conclut avec Sun une alliance contre l'impérialisme, excluant formellement toute idée d'introduire en Chine « le communisme ou même le système soviétique ».

Entre-temps, la Chine n'avait cessé d'être un champ de bataille. Sun Yat-sen, qui avait proclamé la République en 1911, avait dû rapidement s'enfuir sans avoir réussi dans son ambition d'occidentaliser son pays, tombé aux mains de généraux-ban-dits ; les seigneurs de la guerre ; de leur côté, les vainqueurs de la guerre de 1914 faisaient régner un ordre brutal dans leurs concessions portuaires : Changhaï, Canton, Tientsin.

En 1922, l'U.R.S.S., ayant renoncé aux avantages obtenus par la Russie tsariste, conclut avec Sun une alliance contre l'impérialisme, excluant formellement toute idée d'introduire en Chine « le communisme ou même le système soviétique ».

Entre-temps, la Chine n'avait cessé d'être un champ de bataille. Sun Yat-sen, qui avait proclamé la République en 1911, avait dû rapidement s'enfuir sans avoir réussi dans son ambition d'occidentaliser son pays, tombé aux mains de généraux-ban-dits ; les seigneurs de la guerre ; de leur côté, les vainqueurs de la guerre de 1914 faisaient régner un ordre brutal dans leurs concessions portuaires : Changhaï, Canton, Tientsin.

En 1922, l'U.R.S.S., ayant renoncé aux avantages obtenus par la Russie tsariste, conclut avec Sun une alliance contre l'impérialisme, excluant formellement toute idée d'introduire en Chine « le communisme ou même le système soviétique ».

Entre-temps, la Chine n'avait cessé d'être un champ de bataille. Sun Yat-sen, qui avait proclamé la République en 1911, avait dû rapidement s'enfuir sans avoir réussi dans son ambition d'occidentaliser son pays, tombé aux mains de généraux-ban-dits ; les seigneurs de la guerre ; de leur côté, les vainqueurs de la guerre de 1914 faisaient régner un ordre brutal dans leurs concessions portuaires : Changhaï, Canton, Tientsin.

En 1922, l'U.R.S.S., ayant renoncé aux avantages obtenus par la Russie tsariste, conclut avec Sun une alliance contre l'impérialisme, excluant formellement toute idée d'introduire en Chine « le communisme ou même le système soviétique ».

Entre-temps, la Chine n'avait cessé d'être un champ de bataille. Sun Yat-sen, qui avait proclamé la République en 1911, avait dû rapidement s'enfuir sans avoir réussi dans son ambition d'occidentaliser son pays, tombé aux mains de généraux-ban-dits ; les seigneurs de la guerre ; de leur côté, les vainqueurs de la guerre de 1914 faisaient régner un ordre brutal dans leurs concessions portuaires : Changhaï, Canton, Tientsin.

En 1922, l'U.R.S.S., ayant renoncé aux avantages obtenus par la Russie tsariste, conclut avec Sun une alliance contre l'impérialisme, excluant formellement toute idée d'introduire en Chine « le communisme ou même le système soviétique ».

Entre-temps, la Chine n'avait cessé d'être un champ de bataille. Sun Yat-sen, qui avait proclamé la République en 1911, avait dû rapidement s'enfuir sans avoir réussi dans son ambition d'occidentaliser son pays, tombé aux mains de généraux-ban-dits ; les seigneurs de la guerre ; de leur côté, les vainqueurs de la guerre de 1914 faisaient régner un ordre brutal dans leurs concessions portuaires : Changhaï, Canton, Tientsin.

En 1922, l'U.R.S.S., ayant renoncé aux avantages obtenus par la Russie tsariste, conclut avec Sun une alliance contre l'impérialisme, excluant formellement toute idée d'introduire en Chine « le communisme ou même le système soviétique ».

Entre-temps, la Chine n'avait cessé d'être un champ de bataille. Sun Yat-sen, qui avait proclamé la République en 1911, avait dû rapidement s'enfuir sans avoir réussi dans son ambition d'occidentaliser son pays, tombé aux mains de généraux-ban-dits ; les seigneurs de la guerre ; de leur côté, les vainqueurs de la guerre de 1914 faisaient régner un ordre brutal dans leurs concessions portuaires : Changhaï, Canton, Tientsin.

En 1922, l'U.R.S.S., ayant renoncé aux avantages obtenus par la Russie tsariste, conclut avec Sun une alliance contre l'impérialisme, excluant formellement toute idée d'introduire en Chine « le communisme ou même le système soviétique ».

Entre-temps, la Chine n'avait cessé d'être un champ de

Le Monde

CHOMAGE

Les trente-cinq heures : un objectif de lutte

par GÉRARD BAPT (*) et JEAN LAURAIN (**)

DEPUIS l'intervention, au nom du parti socialiste, de François Mitterrand, à Nevers-Maisons, le thème de la réduction hebdomadaire à trente-cinq heures de la durée du travail fait l'objet d'une formidable contre-offensive de la part du gouvernement et du patronat. M. Boulin réaffirme quotidiennement qu'une telle mesure susciterait des fermetures d'entreprises et trois à six mille chômeurs supplémentaires, la taxation d'« irréalisme » et affectant de « ne pas comprendre comment le parti socialiste, qui dispose pourtant de personnalités de valeur, peut soutenir une telle aberration... ».

Cette attitude n'est pas surprenante : l'antagonisme n'a pas changé entre les intérêts du capital et ceux des travailleurs depuis les lois de 1941, limitant à huit heures par jour le travail des enfants de huit à douze ans et à douze heures par jour jusqu'à seize ans, depuis la loi de mars 1950 ramenant de douze à dix heures la durée journalière pour les adultes. Ces lois étaient assorties de nombreuses dérogations qui en limitaient la portée. En 1958, la droite s'opposait, sous prétexte de « réalisme », aux quarante heures et aux congés payés.

Partons de quelques constatations :

1) La France est un des pays où la durée légale du travail — les quarante heures — est la plus courte, mais la durée effective demeure la plus longue. En 1975, la durée hebdomadaire du travail était, en R.F.A., de 41,3 heures dans l'industrie et de 40,8 heures dans le tertiaire, pour 44,2 et

42,2 heures en France, lanternes rouges en Europe ;

2) Les horaires les plus élevés ont régressé : 47,6 % des travailleurs étaient soumis à des horaires de quarante-huit heures et plus en janvier 1967, 2,9 % en janvier 1978. En revanche, le nombre des salariés travaillant moins de quarante heures n'a augmenté que très faiblement : 1,7 % en 1967, 4,6 % en 1978 ;

3) La durée moyenne du travail a subi une réduction lente mais continue : pour les ouvriers de l'ensemble des industries manufacturières, elle est passée de 45,5 heures en 1968 à 43,8 heures en 1973, 41,7 heures en 1975 et 41,4 heures en janvier 1978 ;

4) Cette évolution doit être nuancée par la prise en compte de l'ampleur de la journée de travail, qui correspond au « temps contraint » comprenant le temps de transport. Une enquête de l'INSEE a montré que, entre 1959 et 1974, alors que la durée hebdomadaire du travail diminuait en moyenne de 2 heures 20, celle du transport augmentait de 50 minutes. Le temps de transport est le plus élevé dans les grandes villes : 1 heure 22 minutes dans l'agglomération parisienne, où l'ampleur de la journée de travail est de 11 heures 13 minutes.

Ainsi, le temps contraint par le travail ne baisse-t-il que très lentement, la réduction de la durée du temps de travail ayant été notablement compensée par l'allongement du temps de transport qui dépend du cadre de vie.

Une finalité en soi

La réduction du temps de travail constitue une finalité en soi ; il s'agit de disposer de temps pour vivre autrement. La réduction du temps contraint par un travail insipide pour beaucoup, caractérisant pour la plupart, caractères renforcés par un processus de déqualification accéléré par la crise et par la priorité donnée au rendement, reste un ressort essentiel de la lutte des travailleurs. Elle s'inscrit dans le sens de l'action émancipatrice du socialisme vis-à-vis de la liberté et l'homme, et se conjugue à la contestation croissante de la conception instrumentale et aliénante du travail qu'impose le capitalisme. L'autogestion, le renforcement de l'autonomie de l'individu qui en fasse un acteur conscient de sa propre histoire, voilà bien l'objectif du socialisme : la réduction du temps contraint par le travail en est un instrument privilégié. Qui plus est, le contexte actuel de montée du chômage met au premier plan le problème de la réduction du temps de travail. Car existe une intuition économique populaire fondamentale dans cette contestation selon laquelle il est anormal que notre pays soit à la fois celui où le temps de travail est le plus long et celui où existe un des plus forts taux de chômage.

Ainsi est posé le problème de la réduction du temps de travail utilisée comme instrument de lutte contre le chômage.

Mais s'il est exact que, mathé-

matiquement, une heure hebdomadaire de moins pour une population active de 20 millions de personnes représenterait 800 000 emplois nouveaux disponibles, la réalité économique est néanmoins tout autre.

Car les heures de travail « libérées » ne sont pas automatiquement effectuées par un nouveau salarié. Il faut en effet tenir compte de plusieurs effets de la réduction de la durée du travail :

1) Des gains de productivité, en partie imputables à la moindre fatigue de chaque travailleur, mais aussi à une réorganisation du processus de production pour une meilleure utilisation des effectifs en place, sans que cela aggrave nécessairement les conditions de travail. Un développement du travail par équipes est également envisageable : une enquête menée par l'INSEE, en 1969, montrait que 27 % des entreprises ayant réduit leurs horaires, avaient développé le travail en équipes ;

2) Des effets sur la production : une réduction de la durée du travail tend bien entendu à diminuer la quantité produite. Cet effet est partiellement compensé par l'efficacité accrue de l'heure travaillée. Pour maintenir la production, il faut néanmoins utiliser les capacités de production (employés et (ou) recourir à des investissements supplémentaires : dans la conjoncture de 1969, 38 % des entreprises ont mis en service de nouveaux équipements pour compenser la réduction de la durée du travail.

tion de durée du travail. Pour la plupart, celles qui ont embauché aussi celles qui ont investi sont investissements et embauches dépendent alors de la volonté des décideurs économiques à maintenir la production ;

3) Les effets sur les coûts de production : la réduction du travail avec salaire par tête maintenu, la seule représentant un véritable progrès pour le salarié, entraîne un accroissement des charges salariales. La limitation du profit et de l'autofinancement, c'est-à-dire de l'incitation, risque d'amener les entreprises à limiter leur production, ce qui annulerait les effets sur l'emploi et conduirait à une augmentation des importations pour satisfaire une demande intérieure inchangée. C'est le processus qu'a illustré une des « variantes » des simulations construites à l'occasion de la préparation du VII^e plan, pour tester les effets macro-économiques d'une baisse de la durée du travail. Le modèle « FIFT » a conclu à une détérioration du commerce extérieur et à une légère aggravation du chômage si le salaire par tête est maintenu. C'est là l'argument utilisé par

M. Boulin contre les 35 heures. Il faudrait pourtant apporter, y compris dans la logique économique actuelle, plusieurs correctifs à ces conclusions pessimistes : tout d'abord que la diminution du chômage résultant d'une embauche supplémentaire réduirait le volume des allocations de chômage versées ; ensuite, que l'investissement ne dépend pas seulement des perspectives de profit, mais aussi de la situation financière de l'entreprise ; enfin que l'augmentation du temps de loisir peut conduire à un élargissement de la consommation constituant un facteur de relance.

Mais surtout la principale objection à opposer aux arguments de la droite tient en ce que l'objectif des trente-cinq heures n'est pas une proposition isolée, mais qu'elle s'inscrit au contraire dans une politique d'ensemble associant la relance de la production par l'accroissement de la consommation populaire et des investissements collectifs, la mise au service d'une politique de l'emploi du budget de l'Etat dans le cadre d'un plan démocratique mobilisateur des énergies, appuyé sur un secteur public élargi, et la nationalisation du système financier et bancaire.

Une autre logique économique

C'est dans ce cadre que les propositions socialistes sont réalistes : relance sélective des investissements industriels et retour immédiat aux quarante heures en cinq jours avec maintien du salaire, « une réduction progressive pour atteindre l'objectif des trente-cinq heures avec priorité pour les travaux pénibles, répétitifs ou dangereux, introduction de la cinquième équipe pour le travail posté. Les gains de productivité, la stabilisation des hauts salaires dans le cadre de la réduction des inégalités, la réforme de l'assiette des cotisations sociales pesant sur les industries de main-d'œuvre intensive, cette politique nouvelle, qui sera négociée et adaptée cas par cas aux réalités de chaque branche industrielle.

Ainsi, sera évitée la constitution de goulets induisant des réductions sectorielles de production telles qu'elles furent constatées après la réduction importante, brutale et uniforme du temps de travail en 1936. Il est intéressant de noter, à ce propos, que l'absence de volonté du patronat de main-d'œuvre intensive fut une cause non négligeable, signalée par A. Sauvy, dans son *Histoire économique de la France*. Les travailleurs et leur gouvernement auront infiniment plus de possibilités de contrôle et de moyens d'intervention que n'en avait le gouvernement Léon Blum, dans le cadre réformiste où il s'était placé a priori, laissant pour l'essentiel à l'initiative privée la charge de la relance économique. Il est certain que la réussite dépendait d'un effort d'investissement qui ne fut pas réalisé.

Les études de l'INSEE, les travaux du comité « Emploi et Travail » du VII^e plan, ont montré que lorsque la réduction de la durée du travail est adaptée aux ressources en main-d'œuvre inutilisées, et modulée entre branches industrielles, lorsque des délais suffisants sont laissés aux adaptations inévitables, elle peut se produire sans perte de production avec embauche supplémentaire. Elle est aussi une clé vers une autre croissance, un élément de rupture avec le système du capitalisme sauvage dont font actuellement les frais les travailleurs, un instrument de passage vers une société fondée sur l'autogestion qui permettra de donner au travail une signification radicalement nouvelle, une fonction émancipatrice. Albert Camus disait : « Sans travail, toute vie pourrit, mais lorsque le travail est sans âme, la vie étouffe et meurt ».

L'objectif des trente-cinq heures, c'est aussi un thème unifiant : la Confédération européenne des syndicats l'a inscrite

(*) Député (P.S.) de la Haute-Garonne.

(**) Député (P.S.) de la Moselle.

dans ses revendications prioritaires. Une résolution du comité consultatif de la Communauté européenne du charbon et de l'acier en date du 19 septembre 1978 a inscrit, dans le programme social à l'intention de la Commission des Communautés européennes, la réduction du temps de travail, l'aménagement du travail, le poste et la limitation des heures supplémentaires. Les socialistes allemands ont inclus les trente-cinq heures dans leur programme européen. C'est pour les travailleurs de la sidérurgie allemande se sont mis en grève pour la première fois depuis cinquante ans, réclament augmentation de salaire et sixième semaine de congés que leur offrait le patronat.

Voilà que se profile un thème de lutte pour les travailleurs européens, l'aménagement du travail, leur telle que nous la concevons. Tout à la fois la fidélité à leur stratégie de rupture avec le capitalisme, la rigueur économique et le réalisme : politiques doivent conduire les socialistes à faire des trente-cinq heures un élément clé de leurs propositions pour demain et de leurs luttes d'aujourd'hui.

Le mépris

par JEAN-PIERRE MICHEL (*)

ETAIT-IL vraiment opportun de réunir à Vichy un aéropage de fonctionnaires et d'élus et de leur parler d'une France belle et douce ? Pour annoncer quelques jours plus tard la suppression de milliers d'emplois, décidés après six mois de réflexion sans qu'aucune mesure — aucune — ait été prévue pour les régions touchées (Densain et Longwy). L'inconscience de cette politique d'aménagement du territoire éclate. Alors que depuis des années, à Longwy comme en bien des endroits, de nombreux élus et responsables socio-économiques demandent des mesures précises de désenclavement et d'aménagement de l'espace. La DATAR ne joue plus, à l'échelle du pays, le rôle d'impulsion qui a été si longtemps le sien.

Etait-il bien nécessaire de changer — à grand fracas — les responsables des sociétés sidérurgiques en laissant espérer la mise en route d'une nouvelle politique, pour entendre, au terme de plusieurs mois de réflexion, le nouveau « patron » d'Alsace, M. Claude Eichegayer, justifier sa lourde et difficile décision en disant qu'il a « privilégié le court terme » (1). Alors qu'il s'agit du principal reproche qu'on pouvait adresser au patronat aujourd'hui, de ne pas avoir la politique menée par lui depuis des années.

Etait-il utile de soumettre au Parlement un VII^e plan bis, avant peut-être un VII^e plan ter, alors qu'aucun des grands objectifs de la première esquisse n'a été tenu,

(1) Le *Républicain lorrain*, 13 décembre 1978 (p. 20).

en Lorraine, particulièrement ? Seul le commerce extérieur semble offrir des perspectives favorables, alors que l'inflation, le solde budgétaire, les chiffres de l'emploi sont encore catastrophiques. Que sera-t-il prévu pour Longwy, qui risque de perdre, avec les emplois induits, jusqu'à 40 % de sa population active ?

Une intransigeance cynique

La construction européenne est-elle sur la bonne voie, alors que dans cette dramatique affaire sidérurgique, la Commission de la C.E.E. a refusé les mesures de protection à l'égard de la concurrence déloyale intra et extra-européenne et l'institution de l'état de crise, prévus pourtant par les institutions de la Communauté ? Il est vrai que la demande émanait de la France...

Un dernier mot, enfin, sur la forme et la présentation de cette politique. Il ne s'agit pas ici de faire de procès d'intention, mais les Français, et les Lorrains en particulier, ont de plus en plus de mal à supporter cette intransigeance cynique et cette incroyable certitude qu'on est le plus intelligent, indispensable à l'avenir national, et l'expression de la seule politique possible. On peut mépriser les idées, on ne méprise pas des hommes, surtout s'ils souffrent dans leur dignité.

(*) Étudiant habitant à Longwy depuis dix-huit ans.

Changer de cap

par PIERRE MARCILHACY (*)

POINT ne faut dramatiser, mais les chiffres ont une logique implacable. Chaque jour s'aggrave le chômage, et même si ne sont pas tous chômeurs les demandeurs d'emploi, le nombre des vrais chômeurs dépasse, et de loin, le chiffre de neuf cent mille. Que les systèmes d'aide et d'assistance mis en place amortissent les conséquences financières de la privation de travail ne change rien à ce qui doit commander la réflexion et l'action des responsables. Celui qui ne peut normalement travailler dans une société fondée sur le rapport production-consommation perd une partie de sa propre dignité. Cette situation devient aussi intolérable que le serait la privation de la liberté. Il est étrange, voire scandaleux, qu'il ne se soit encore produit aucun sursaut national violent pour réclamer du travail pour tous ceux qui veulent travailler.

Ce silence, cet état léthargique, peuvent être attribués à de multiples causes. Certaines ne nous font pas honneur. D'autres sont humaines et affectives. Au titre des premières, le fait que les nantis s'obstinent à nier ce qu'ils ne veulent pas voir et qui ne les atteint pas. Faute de contempler les files de chômeurs devant les bureaux d'embauche et des ménagères à la porte des soupes populaires, certains, qui oublient que l'époque de Zola est révolue, refusent de s'émouvoir. Au titre des secondes, il y a tous les jeunes qui, à la recherche d'un premier emploi, se heurtent

à la génération qui les a immédiatement précédés et qui, n'ayant pas encore une attribution dans la collectivité sociale, se sentent abandonnés à eux-mêmes, sans être tout à fait encore des chômeurs. Ceux-ci sont marqués par une bien excusable timidité.

Il y a aussi ceux qui ont du travail et ne veulent pas risquer de le perdre parce que le niveau social qu'ils ont atteint, les engagements qu'ils ont souscrits en logements ou objets ménagers les rivent à leur emploi aussi étroitement que le servage de jadis et leur interdisent d'écarter leurs craintes ou leur révolte solitaire même parfois dans le silence de l'isolement électoral.

Il y a aussi la masse de tous ceux, et il s'en trouve dans toutes les catégories, qui considèrent que le fait du chômage est comparable au cas de forces majeures, qu'il n'y a rien à faire et que la politique suivie est la seule possible.

C'est ce dernier point qui doit être aujourd'hui et très sérieusement considéré.

La politique actuellement mise en œuvre par le très honnête et obstiné M. Barre ne paraît guère porter de fruits. On se prend à regretter amèrement qu'elle n'ait pas été appliquée aux époques prospères pour nous prémunir contre la sombre période actuelle. Le péché du premier ministre sera toujours d'être l'héritier de cette ère de laxisme économique et d'impréparation morale.

« Allons-nous continuer avec les mêmes hommes ? »

Comme nous le disions plus haut, les chiffres ont une logique implacable. Le chômage s'accroît, la hausse des prix se poursuit plus vite que dans des pays qui connaissent des difficultés comparables aux nôtres, et si notre balance commerciale extérieure est en voie de stabilisation, nous restons à la merci de toutes les secousses financières ou économiques dont nous menace un monde dans lequel s'engrègent des problèmes ou des conflits politiques que nous devons subir si nous ne les subissons déjà.

Allons-nous continuer dans la même voie, avec les mêmes hommes, appliquant les mêmes principes qui n'aboutissent qu'aux mêmes résultats ? C'est la question à laquelle le chef de l'Etat répond en disant, en substance, qu'il n'y a pas d'autre politique possible.

A cela, nous répondrons que la preuve n'est pas faite, puisque ceux qui affirment qu'il y a d'autres voies pour aborder les problèmes n'ont jamais eu l'occasion de mettre en œuvre leurs méthodes. Ajoutons qu'il

n'est pas certain qu'ils obtiendront de plus mauvais résultats que ceux que nous observons et que, si des sacrifices doivent être demandés à la nation, il est plus efficace que cela soit fait par l'entremise d'élus qui auront, au moins au départ, la confiance des moins favorisés parce que ce seront eux les plus atteints.

De toute manière, il ne paraît pas possible de continuer longtemps la politique du fil de l'eau.

Quand les hauts fourneaux se ferment, la décadence industrielle n'est pas loin.

Quand les hommes n'ont plus de travail, ils cessent de se sentir concernés par l'effort national et sont tentés de tourner leurs regards vers les tenants de la manière forte.

On se prend à regretter que M. Valéry Giscard d'Estaing, entre une droite qui prétend le soutenir en se déchirant, une gauche qui s'efforce de le combattre en ordre dispersé, un parti communiste et un solidaire parti gauchiste qui d'unissent pour le pire sinon le meilleur, ne s'attache pas à faire la synthèse des véritables bonnes volontés pour tenter de restaurer l'unité nationale.

Il faudrait pour cela changer de politique et remettre en route la machine économique en sauvegardant les libertés. Ni Chirac ni Marchais n'en ont la volonté et la capacité.

Alors, monsieur le président, changez de cap. Il en est encore temps. Attendez ni les rois ni la tempête !

(*) Sénateur (non-inscrit) de la Charente.

REMISES EXCEPTIONNELLES au petit GRAND MAGASIN le plus "Rue de la Paix"



Toutes les grandes marques de PARFUMS ACCESSOIRES HAUTE-COUTURE PRODUITS DE BEAUTE • CHEMISES LACOSTE Porcelaines - Cadeaux

MICHEL SWISS

16, RUE DE LA PAIX - PARIS

Tél. : 261-71-71 - 2 étages (Département)

MEMES REMISES EXCEPTIONNELLES QU'aux TOURISTES ETRANGERS !

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

LA NORMALISATION

Le Monde

étranger

LA NORMALISATION DES RELATIONS SINO-AMÉRICAINES

Pékin souhaite signer un accord commercial à long terme avec Washington

La Chine souhaite signer un accord commercial à long terme avec les Etats-Unis sur le modèle de ceux déjà conclus avec le Japon et la France, à condition que les modalités soient satisfaisantes, a déclaré, lundi 18 décembre, le ministre chinois du commerce extérieur, M. Li Ching, au cours de la première conférence de presse jamais tenue à Hongkong par un membre du gouvernement chinois.

Après la normalisation des relations diplomatiques avec les Etats-Unis, les échanges commerciaux sino-américains vont connaître un développement considérable, a estimé M. Li. Outre les produits agricoles, la Chine est intéressée par les produits de l'industrie américaine, et notamment les équipements industriels. Toutefois, les commandes dépendront des besoins véritables des usines chinoises, a ajouté le ministre.

A propos d'un approvisionnement à long terme des Etats-Unis en pétrole chinois, le ministre a souligné que la Chine possède des ressources importantes qui devront être mises en exploitation avant qu'une exportation massive puisse être envisagée. Six compagnies américaines sont déjà en négociation avec Pékin pour l'exploitation du pétrole au large des côtes chinoises.

● A Taiwan, le président Chiang Ching-kuo a déclaré, lundi, devant le comité central du Kuomintang : « Les Etats-Unis n'avaient jamais rompu leurs relations avec un pays ami. C'est pourtant ce qu'ils viennent de faire avec nous. Honte à eux ! » Cependant, le chef de l'Etat a précisé qu'il était hors de question de conclure un accord avec l'U.R.S.S., comme l'avaient proposé quelques membres du comité central. Le président Chiang Ching-kuo a ajouté que son pays ne négocierait jamais avec Pékin et n'aurait de rapports avec aucun pays communiste.

Les autorités de Taipei semblent particulièrement irritées par les déclarations de M. Richard Holbrooke, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires asiatiques, qui a reconnu lundi que Washington n'avait reçu

aucune assurance formelle de Pékin sur la sécurité de Taiwan. M. Holbrooke a dit que le problème n'avait pas été soulevé par les Etats-Unis ; les « réalités » sont telles, a-t-il ajouté, que la Chine ne s'intéresse pas à une conquête militaire de Taiwan, mais se préoccupe seulement de la présence de millions de soldats soviétiques près de sa frontière.

● A Moscou, rapporte notre correspondant Daniel Vernet, la presse continue à commenter la normalisation des rapports sino-américains. C'est ainsi que la Pravda de ce mardi 19 décembre, dans une « réplique » signée d'un de ses collaborateurs, s'interroge sur les assurances données par le président Carter. Après avoir noté que la normalisation des rapports sino-américains est un « acte tardif », le journal rappelle que M. Carter a déclaré ne pas vouloir utiliser ces nouveaux rapports avec la Chine « au détriment des Soviétiques ou de qui que ce soit ». Cette déclaration est naturellement très importante, écrit la Pravda, et l'avenir montrera si les actions pratiques et les actes politiques correspondent aux paroles. « Mais le journal relève immédiatement que l'interprétation donnée par Pékin est tout autre. Les Chinois cherchent toujours, dit-il, à créer « un front uni très large » contre l'Union soviétique et les Etats-Unis n'ont pas hésité à sacrifier Taiwan.

Les Soviétiques se déclarent aussi particulièrement inquiets des ventes d'armes occidentales à la Chine et mettent en garde les pays européens. « Aujourd'hui, la Chine mène des activités subversives contre les pays voisins, écrit la Pravda ; demain, elle peut ne plus respecter ses actuels protocoles ».

De leur côté, les Izvestia écrivent, lundi 18 janvier : « Ceux qui jouent dangereusement avec le destin du monde ne doivent pas s'y tromper : l'Union soviétique dispose de tout ce qu'il faut pour faire échouer les projets aventuriers dirigés contre les intérêts de la paix universelle ». Cet avertissement est précédé d'un article critiquant la « position particulière » adoptée par les « camarades roumains » au récent sommet du pacte de Varsovie.

● A Paris, le porte-parole du Quai d'Orsay a notamment déclaré, lundi : « Nous considérons la normalisation des relations américano-chinoises comme un événement naturel et positif ; naturel dans la mesure où il est normal que deux grands pays comme la Chine et les Etats-Unis éliminent des relations diplomatiques, et que cet événement est la suite logique du voyage en Chine du président Nixon et du communiqué de Changhaï du 1972 ; positif dans la mesure où cette normalisation contribue à donner à la Chine la place qui lui revient dans le concert international ».

D'une longue marche à l'autre

(Suite de la première page.)

Elle invita les membres du parti communiste chinois, fondé deux ans plus tôt par une douzaine d'intellectuels dont un jeune aide bibliothécaire nommé Mao Tse-toung, à rallier le Kouomintang, le mouvement de Sun. Ce qui ne l'empêcha pas de signer avec le gouvernement central un traité prioritaire, entre autres, la restauration de la souveraineté chinoise sur la Mongolie-Extérieure, devenue un protectorat soviétique de fait. Cette classe demeure lettre morte.

Le drame de 1927

Grâce au soutien soviétique, le Kouomintang enrégimenta des succès foudroyants. Mais Sun, atteint d'un cancer du foie, ne surviva pas longtemps à son triomphe. Tchiang Kai-shek, qui le remplaça, se heurta aux Soviétiques et fut contraint de les éliminer. Les communistes, qui avaient été ses alliés, furent massacrés. Staline, contre l'avis de Trotski, lui maintint pourtant sa confiance. Il finit par lui ouvrir les yeux, que Tchiang Kai-shek n'était pas un communiste de Changhaï. Refusant de reconnaître ses torts, Staline rejette la responsabilité du drame sur le secrétaire général du P.C., Chen Tou-siou, qui est limogé, et donne aux communistes chinois l'ordre d'insurrection.

Chen Tou-siou, qui est limogé, et donne aux communistes chinois l'ordre d'insurrection. Canton, noyé dans le sang. Quelques centaines de survivants, dont Mao, exilés du comité central à la suite de l'échec de l'insurrection. Pour lui ouvrir les yeux, que Tchiang Kai-shek n'était pas un communiste de Changhaï. Refusant de reconnaître ses torts, Staline rejette la responsabilité du drame sur le secrétaire général du P.C., Chen Tou-siou, qui est limogé, et donne aux communistes chinois l'ordre d'insurrection.

1937. Le Japon envahit la Chine. L'U.R.S.S. oblige Mao à placer ses forces sous le commandement de Tchiang, avec lequel elle conclut un traité de non-agression, d'assistance économique et financière. Quatre ans plus tard, Staline, pour assurer ses arrières face à l'Allemagne, signe avec le Japon cette fois, un accord de non-agression qui implique l'arrêt de l'aide à la Chine et la reconnaissance de l'Etat fantoche du Mandchoukouo. Les communistes, disciplinés, réagissent à ce coup de poignard dans le dos en accusant Washington, Tokyo et Tchiang de comploter un « Munich chinois » de la Chine.

Tchiang, à la vérité, laissait aux Américains le soin de se battre avec les Japonais, préférant, quant à lui, faire la guerre aux communistes. En 1945, il s'empare de la Chine, et ceux-là étaient « une maladie de la peau », ceux-ci étaient « une maladie du cœur ».

Les Soviétiques, à l'époque, affectent de se désintéresser de ces « communistes de margarine » (Staline disait que les « communistes » étaient « margarine »). Les Américains, en revanche, interviennent à qui mieux mieux. Fascinés par les succès des missions américaines, ils veulent en faire l'un des piliers de l'ordre qui s'instaurera en Asie après l'écrasement du Japon. Non content d'obtenir pour elle à Yalta, un siège permanent au Conseil de sécurité et de lui accorder une aide massive, Roosevelt multiplie les efforts pour réconcilier Tchiang, de la famille le Gai, et les communistes, dont ses envoyés sur place lui vantent non sans raison l'abnégation et la combativité face aux Japonais.

Ces efforts échouent. Le dernier en date est celui du général Marshall, envoyé à Moscou, en février 1948, que « dans l'état actuel de désordre, de corruption, d'incertitude et d'impuissance du gouvernement central, les problèmes chinois sont pratiquement insolubles ». Les énormes moyens mis par les Etats-Unis à la disposition de Tchiang sont impuissants à le sauver. En 1949, il s'empare avec ses dernières troupes pour Taiwan, tandis que Mao proclame, à Pékin, la République populaire chinoise.

La guerre de Corée

Pour Moscou, apparemment, c'est un triomphe. Les Soviétiques n'ont retiré qu'à la dernière minute leur reconnaissance à Tchiang, et ils ont longtemps encouragé un mouvement séparatiste dans le Sin-Kiang. Lorsque Mao rend visite à Staline, en 1950, pour son soixante-dixième anniversaire, et conclut avec lui une alliance de trente ans, il n'obtient qu'un crédit de 300 millions de dollars, dérisoire par rapport aux besoins de la Chine. De là à dire que Staline redoute de voir ce jeune géant, arrivé au pouvoir par ses propres moyens, échapper un jour à son contrôle, il n'y a qu'un pas. Certains se demandent si Mao n'est pas destiné à devenir un autre Tito. Mais c'est seulement après la mort du Grand Timonier que le maréchal yougoslave

sera reçu — avec quel enthousiasme — à Pékin.

La guerre de Corée, qui éclate en juillet 1950, porte les relations sino-américaines à leur point le plus bas. Lorsque les forces des Nations unies, refoulant les envahisseurs, franchissent à leur tour, le 10 octobre, le 38^e parallèle. En fait, le 30^e parallèle. Washington, qui s'était précipité sur les « Sud-Coréens » pénètrent dans le Nord. Pékin n'hésitera pas à intervenir. Mais Truman n'en veut aucun compte, et les soldats de MacArthur progressent à marches forcées en direction de la frontière chinoise. Le 5 novembre, les volontaires chinois pénètrent en Corée. MacArthur veut lancer des bombes atomiques contre la Chine. Truman l'en empêche, et ses troupes reculent en désordre. Il faudra la mort de Staline pour que les pourparlers d'armistice qui s'engagent bientôt aboutissent en 1953. Eisenhower, président des Etats-Unis en novembre 1952, aura, dans l'interim, menacé Pékin de reprendre à son compte les projets atomiques de MacArthur si la Chine ne montrait pas davantage de souplesse.

« Ike » avait aussi menacé de lâcher les forces de Tchiang, officiellement « neutralisées » par la V^e flotte, à l'attaque du continent. Le généralissime, dont l'armée avait été remise à neuf par les soldats des Etats-Unis, ne se tenait pas en effet pour battu. Il déclara, au début de 1954, que cette année serait celle de la « reconquête ». Mao prenait mal son parti du maintien de son rival à la tête d'une portion du territoire national. De leur côté, les Etats-Unis, comme la plupart de leurs alliés, ne voulaient pas connaître d'autre gouvernement chinois que celui de Tchiang, lequel conservait son siège permanent et donc son droit de veto au Conseil de sécurité.

Le 3 septembre de cette même année 1954, six semaines après la conclusion des accords de cessez-le-feu en Indochine, à Hanoi, Chou En-lai avait été l'un des principaux artisans, l'artillerie communiste commençant à pointer les bords de Quemoy et de Matsou, les deux îles stratégiques au large des côtes chinoises. Washington réagit avec une ferme prudence. Après des semaines de négociations, le 23 avril 1955, que son pays ne voulait pas faire allié jusqu'à dire : « Le substrat pacifique du problème de Taiwan consisterait dans le retour du généralissime Tchiang Kai-shek sur le continent, avec un poste officiel de « président » ». Khrouchtchev était arrivé au pouvoir en U.R.S.S., d'abord par Bouguine interposé, puis directement, en 1953, à la place de Malenkov. Tout donne à penser que le voyage qu'il avait fait à Pékin, en septembre 1954, n'avait pas été étranger à son ascension.

Il avait été très clair, les concessions à Mao, auquel il avait promis notamment une aide nucléaire. Compte tenu de la coïncidence des dates, on peut se demander s'il ne lui avait également donné le feu vert pour Quemoy et Matsou. Par la suite, la déstalinisation, le soulèvement hongrois, avaient surtout été l'occasion pour Pékin de montrer son souci d'éviter la dislocation du camp socialiste.

Le vent d'Est

Toujours est-il que lorsque Mao se rendit à Moscou, à l'automne 1957, pour le cinquantième anniversaire de la révolution d'Octobre et la grande réunion des deux P.C. alors au pouvoir, il conclut avec Khrouchtchev un accord sur la livraison d'armes atomiques et n'eut pas de mots assez forts pour célébrer le rôle dirigeant de l'U.R.S.S. à la tête du mouvement ouvrier. Les « bip-bip » du premier Spoutnik avaient rendu l'espoir aux communistes. Les Chinois déclarent que « le vent d'Est » avait été définitivement emporté sur le vent d'Ouest », et qu'il ne fallait plus se laisser intimider par les velléités de résistance de l'impérialisme. Tant pis s'il décide de se battre, déclara froidement le Grand Timonier devant les deux P.C. il y aura quelques dizaines de millions de morts, mais le socialisme l'emportera définitivement.

Khrouchtchev n'avait pas moins foi que lui dans la victoire finale du communisme. Mais le « bip-bip » de papier, dont parlait tant les Chinois, avait tout de même, selon sa forte expression, des « dents atomiques ». D'accord pour porter la résistance occidentale, mais non pour risquer vainement la guerre. Mao parut décontenancé. On commença à noter, à l'échéance, au moment de la crise provoquée au Proche-Orient par le coup d'Etat d'Irak

et le débarquement de « marines » américains au Liban, un net décalage entre le langage des « colombes » de Moscou et celui des « faucons » de Pékin.

C'est dans ce climat qu'intervient la seconde crise de Quemoy et Matsou, événement bien oublié aujourd'hui et dont pourtant les conséquences ont été considérables. C'est elle, en effet, qui détermina de Gaulle, inquiet à l'idée de voir la France prise dans une guerre soviéto-américaine à propos de l'Extrême-Orient, à mettre en route le processus qui devait conduire, huit ans plus tard, au retrait de la France de l'OTAN. C'est elle, surtout, qui, en montrant à la Chine qu'elle ne pouvait aucunement compter sur l'U.R.S.S. pour récupérer Taiwan, devait la pousser dans les bras des Américains.

Du 27 mai au 27 juillet, le P.C. chinois avait réuni une conférence militaire, à l'issue de laquelle il avait annoncé sa détermination de libérer l'île « n'importe quel moment ». Quelques jours plus tard, Khrouchtchev arriva dans la capitale chinoise, officiellement pour parler de la crise du Proche-Orient, mais les commentateurs, à l'exception de son délégué, sur les « gens aux nerfs sensibles » que les impérialismes effraient, ont donné à penser qu'il venait poser la question de Quemoy et Matsou, dont le bombardement commencerait le 23 août. C'est très vraisemblablement à cette occasion que Moscou a présenté la « demande injustifiable » dont le Quotidien du peuple devait révéler l'existence cinq ans plus tard, et qui visait à placer la Chine « sous contrôle militaire ».

En surface, l'U.R.S.S. soutint la Chine dans la crise, et la Pravda

fut toute pleine de proclamations martiales. Mais lorsque le premier ministre de Tchiang fut menacé de faire attaquer les batteries communistes chinoises si le bombardement n'était pas « ralenti » dans les quinze jours, l'agence Tass déclara, vingt-quatre heures avant l'expiration de l'ultimatum, que l'U.R.S.S. viendrait en aide à la Chine si elle était attaquée par les Etats-Unis, mais qu'elle n'avait pas l'intention « de se mêler à la guerre civile que le peuple chinois mène contre le clique de Tchiang ». Le lendemain, Peng Teh-huai, alors ministre de la Défense, annonçait la suspension des bombardements pour une semaine. La relation de cause à effet paraît évidente. Le gros de la crise est désormais passé. Les bombardements se poursuivront à un rythme rituel avant de s'arrêter définitivement bien des années plus tard.

Khrouchtchev devait revenir encore une fois à Pékin, l'année suivante, le 30 septembre 1959, pour le dixième anniversaire de la Chine populaire. La déstalinisation du climat sera sensible aux yeux de tous. Il faut dire que, le 20 juin, il a dénoncé l'accord atomique bilatéral de 1957 et qu'il s'est tenu aux Etats-Unis pour y rencontrer Eisenhower. Enfin, dans le différend que l'invasion du Tibet a fait naître entre la Chine et l'Inde, il a appuyé celle-ci. Tous les soupçons sont permis. « Le moment n'est pas venu, dira publiquement M. K. », d'ébranler par la force la solidité du régime soviétique.

La rupture est désormais inscrite dans les faits. Mais le retournement d'alliances ?

ANDRÉ FONTAINE.

Prochain article :

TRIANGLE OU AXE ?

BIEN QU'UNE CONFÉRENCE NATIONALE LUI AIT ÉTÉ CONSACRÉE À PÉKIN

Le problème des « jeunes instruits à la campagne » reste entier

De notre correspondant

Pékin. — Une conférence nationale sur le sort des « jeunes instruits à la campagne » a été ouverte à Pékin, le 18 octobre. Elle s'agit d'une conférence (elle s'était ouverte le 31 octobre) et la qualité des personnalités qui y ont participé (le président Hua Kuo-feng lui-même et quatre autres membres du bureau politique) témoignent de la gravité des problèmes examinés.

Depuis 1955, dix-sept millions de jeunes étudiants chinois ont été envoyés à la campagne à la fin de leurs études secondaires. Le mouvement a notamment pris à la fin de la dernière année scolaire de 1968 à 1971 environ, l'ampleur d'un transfert massif et à titre définitif vers les provinces les plus reculées. Dans de nombreux cas, cette implantation forcée s'est très mal passée. Les jeunes gens venus des villes ne parvenaient pas à s'adapter aux conditions de la vie rurale, ils représentaient souvent un fardeau supplémentaire (et mal accueilli) pour les paysans, leur subsistance même se révélait assez difficile pour que beaucoup soient contraints de demander des secours à leurs familles. La majorité d'entre eux, enfin, n'aspirent qu'à rentrer chez eux soit pour poursuivre leurs études, soit pour retrouver les avantages inhérents à la vie urbaine (1).

Les décisions prises, à titre d'essai, précèdent-elles la conférence qui vient de se tenir ? Elles apportent des solutions très partielles aux problèmes posés. Les jeunes étudiants chinois sont d'abord avertis que leur exil à la campagne répond, « compte tenu du niveau de développement du pays », à une nécessité économique ; ce qui est depuis des années l'une de leurs revendications principales. Au contraire, le Quotidien du peuple précise que l'« enrôlement à la campagne » sera encouragé. Cette nécessité se fera sans doute moins sentir au fur et à mesure que le programme de modernisation se réalisera, mais ils sont priés, pour l'instant, de subordonner leurs intérêts particuliers à ceux de l'ensemble de la collectivité nationale.

Le mouvement sera donc poursuivi, mais dans des conditions qui risquent d'aggraver encore les frustrations des jeunes gens ainsi transplantés. Tous ne seront plus en effet soumis au même sort. Il est admis qu'une partie des jeunes étudiants qui terminent leurs études secondaires pourront, soit entrer directement dans des établissements d'enseignement supérieur soit trouver un emploi en ville. Rien n'est dit sur la manière dont seront désignés ceux qui continueront à être envoyés soit dans des zones rurales relative-

ment proches, soit dans les régions frontalières. Il est douteux que la « rhétorique du volontariat » suffise à remplir ces deux derniers contingents.

Rien n'est dit non plus sur les temps que ces jeunes gens devront passer loin de leur ville d'origine.

Partis depuis 1968...

Nulle part, enfin, il n'est question de ceux qui ont été envoyés dans les campagnes depuis 1968 et qui y restent encore bloqués, sans espoir de pouvoir reprendre leurs études ou simplement de retrouver, dans des conditions légales, une vie civile. Des jeunes gens se trouvent dans cette situation ont manifesté à Changhaï — le jour même où l'ensemble du problème était examiné par le bureau politique — pour réclamer un réexamen de leur sort.

A en croire le compte rendu de la conférence publié vendredi 15 décembre par le Quotidien du peuple, les seules mesures actuellement envisagées visent à améliorer la situation actuelle, non à la transformer. Les municipalités sont invitées à créer un nombre d'emplois accru dans leurs services et leurs unités industrielles. Les jeunes envoyés à la campagne ne seront plus dispersés au milieu des paysans dans des équipes et brigades de production des communes populaires, mais regroupés dans des fermes d'Etat ou dans de petites industries locales.

Un effort sera fait pour qu'ils soient assurés de salaires fixes, autrement dit pour que personne ne soit réduit à la famine. Des mesures seront prises enfin pour veiller à leur santé et à l'« éducation de leur niveau culturel ». Le problème n'est pas simple, et le mouvement des « jeunes instruits à la campagne » n'a pas été inventé seulement pour brimer de jeunes citoyens ni à des fins idéologiques. Les « nécessités économiques » ne peuvent être ignorées dans un pays où le déséquilibre de développement entre villes et campagnes reste marqué.

Il est à craindre que dans le climat actuel, où toutes sortes de revendications se manifestent de façon pressante, ces mesures ne donnent guère satisfaction aux catégories les plus défavorisées, dont les difficultés touchent, comme le note le Quotidien du peuple, « des milliers et des milliers de familles ».

ALAIN JACOB.

(1) La situation des « jeunes instruits à la campagne » a été récemment traitée dans un intéressant ouvrage rédigé à partir d'interviews recueillies à Hongkong : « Adolescent en Chine », de J. J. Michel et Françoise Ha, éditions du Seuil.

LE MONDE diplomatique

du mois de décembre EST PARU

Au sommaire :

LA CHINE DES AMBITIONS

Quand un phallocrate aime une féministe...



ALBIN MICHEL

حکومت اسلامی

AMÉRIQUES

Nicaragua

Les négociations entre le gouvernement et l'opposition périclitent

Managua (A.F.P. - Reuters). — Les négociations directes entre le gouvernement nicaraguayen et le Front élargi d'opposition (F.A.O.) semblent dans l'impasse en raison de divergences sur la procédure à suivre. Les négociations se sont engagées, le 16 décembre, après que le président Anastasio Somoza, chef de l'Etat nicaraguayen, eut accepté certaines demandes de l'opposition — notamment la mise au point de réformes politiques, l'amnistie des prisonniers et un référendum pour décider s'il doit rester au pouvoir.

Les deux parties ont accepté l'idée de ce référendum, mais divergent sur les conséquences à tirer d'une éventuelle réponse négative des Nicaraguayens.

Cinquante-six prisonniers politiques libérés

D'autre part, cinquante-six prisonniers politiques ont été libérés le lundi 18 décembre en vertu de l'amnistie décrétée le 15 décembre par le gouvernement du président Anastasio Somoza. Les sept membres du groupe politique des Douze qui s'étaient réfugiés à l'ambassade du Mexique à Managua ont quitté leur asile.

Les membres du groupe avaient décidé de ne participer aux conversations entre le Front élargi d'opposition, dont ils faisaient partie, et la commission de médiation de l'Organisation des Etats américains, chargé de trouver une solution au conflit nicaraguayen. En quittant l'ambassade du Mexique, les membres du groupe, dirigés par le romancier Sergio Ramirez et l'avocat Joaquín Cuadra, ont réaffirmé que les Etats-Unis intervenaient ouvertement au Nicaragua par l'intermédiaire de cette commission de médiation de l'O.E.A.

Enfin, treize sandinistes ont été tués au cours de combats avec la garde nationale du Nicaragua dans la zone proche du Costa Rica, a annoncé, le 18 décembre, l'armée nicaraguayenne à Managua. Un soldat a été tué et quatre autres ont été blessés lors d'un engagement avec le Front sandiniste de libération nationale (F.S.L.N.) au poste-frontière de Puerto-Camino, ajoute l'armée. Des armes lourdes ont été utilisées lors de combats à La Manzanera, à environ 10 kilomètres du Costa Rica. Le nombre des victimes n'est pas connu. Selon l'armée, cet engagement est le plus grave depuis l'offensive sandiniste de septembre dernier.

Uruguay

UN COLLOQUE INTERNATIONAL DE JURISTES A PARIS La loi, la règle et l'exception

L'indépendance de la justice était un des fondements de la vie politique en Uruguay, et figurait en bonne place dans toutes les Constitutions du pays depuis 1830. Le respect des formes juridiques, poussé jusqu'au légalisme, imprégnait l'idéologie libérale qui a inspiré nombre de gouvernements au dix-neuvième et vingtième siècles.

Comment expliquer que, en une dizaine d'années, tout cela ait vacillé, puis sombré. Les participants au colloque sur « L'état d'exception et les droits de l'homme en Uruguay », qui a eu lieu vendredi 15 et samedi 16 décembre au Sénat, à Paris, n'ont pas fourni de réponse globale à cette question. Le rôle de la guérilla des Tupamaros a sans doute été sous-estimé. Mais le Secrétariat international des juristes pour l'amnistie en Uruguay (1), qui organisait le colloque, a atteint son but : démontrer les mécanismes juridiques de l'arbitraire, depuis l'adoption des « mesures urgentes de sécurité », en 1973, et proposer une perspective de lutte, à travers la revendication de l'amnistie.

Pacheco Areco, élu vice-président en 1968, succède constitutionnellement en 1967 au président Gessio (décédé). Pour lutter contre la « subversion », dans un climat de crise économique et sociale, il a recours

aux « mesures urgentes de sécurité » prévues, à titre exceptionnel, à l'article 168 de la Constitution. Elles autorisent l'exécutif à procéder directement à des arrestations sans intervention de la justice.

Rapidement, l'exception devient la règle. « L'Uruguay se trouve ainsi en présence d'un ordre juridique double : l'ordre juridique normal, fondé sur la Constitution et les lois, et l'ordre juridique spécial, fondé sur les mesures urgentes de sécurité », explique M. Senese, secrétaire général de l'Association des magistrats italiens. Les juges n'ont plus à connaître que des délits « ordinaires », tandis que le gouvernement interne, sans aucune garantie juridique, les personnes qu'il estime « subversives ».

Les magistrats tentent de défendre leurs prérogatives en acceptant de recevoir les demandes d'habes corpus des citoyens détenus indéfiniment sans procès. Ils sont soutenus par la Cour suprême, mais le gouvernement refuse de céder, ce qui provoque un conflit ouvert entre le pouvoir exécutif et judiciaire. Une campagne est orchestrée contre la magistrature, que le gouvernement accuse publiquement, en mars 1972, d'agir uniquement par peur de représailles de la part des guérilleros.

La prééminence des tribunaux militaires

Le président Bordaberry, qui a succédé à M. Pacheco, déclare le 14 avril 1972 : « l'état de guerre interne », concept qui n'existait jusqu'alors que dans le code pénal militaire. Tous les délits politiques tombent sous le coup de ce code et sont de la seule compétence des tribunaux des forces armées. Les personnes arrêtées en vertu des « mesures urgentes de sécurité » sont déjà détenues la plus souvent dans des casernes...

La loi sur la « sécurité nationale », votée le 10 juillet 1972, achève de court-circuiter les tribunaux civils. On insère dans le code pénal militaire, sous le nom de crimes de « lèse-nation », une série de délits relevant jusqu'alors des juridictions civiles. L'armée, chargée de la lutte contre la guérilla, est ainsi juge et partie. Des officiers, dont les collègues font quotidiennement le coup de feu contre les guérilleros, « jugent » les suspects.

Les arrestations ont lieu de nuit. L'« inculpé » est torturé jusqu'à ce qu'il signe des « aveux ». Il est alors présenté à un juge militaire qui lui demande s'il confirme ses déclarations. Il sait pertinemment qu'il sera à nouveau torturé s'il se rétracte.

La répression n'a pas cessé en Uruguay, bien qu'elle ait, de l'aveu même des militaires qui ont pris le pouvoir le 27 juin 1973, atteint des limites. Cette année-là son objectif : la destruction de la guérilla. Il reste, selon un des participants du colloque, M. Toolen, avocat néerlandais et secrétaire exécutif de la Commission internationale des juristes, trois mille à quatre mille prisonniers politiques dans le pays. Leurs défenseurs sont toujours considérés comme des « complices de la subversion ». Sept avocats sont en prison et une trentaine en exil.

Toute activité syndicale est illégale depuis le coup d'Etat de 1973. La Convention nationale des travailleurs, qui regroupait 90 % des syndiqués, est dissoute. La grève est interdite. Les militaires ont bien essayé de susciter des organisations ouvrières à leur dévotion. Peine perdue. « Ils n'ont pas encore trouvé le moyen de créer des syndicats sans syndicalistes. Dans tous les votes à bulletin secret, les travailleurs ont choisi les anciens responsables. Il a fallu dissoudre d'urgence les nouveaux organismes », remarque M. Carvalho, avocat uruguayen en exil, qui a défendu de nombreux syndicalistes. Le Secrétariat international, créé en mars 1977, a bon espoir de faire bouger les choses. « Nous voulons dépasser le cadre strictement humanitaire de la défense des droits de l'homme. Nous combattons pour l'amnistie, et ce qui s'est passé récemment dans plusieurs pays d'Amérique latine, notamment en Bolivie, nous montre que celle-ci est porteuse l'annonce d'un processus politique de retour à la démocratie », conclut M. Joinet, ancien président du Syndicat français de la magistrature, l'un des fondateurs du Secrétariat.

Les Boliviens qui avaient commencé une grève de la faim le 28 décembre 1977, pour réclamer l'amnistie dans leur pays, ont réussi à faire céder le général Hugo Banzer. Il est vrai que le 14 janvier, ils étaient plus de mille, et qu'ils avaient le soutien du clergé. Jusqu'à présent, l'Eglise uruguayenne ne s'est pas engagée dans cette voie...

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) 11, rue Jean-de-Beauvais, 75005 Paris, tél. 325-16-47.

vos cadeaux de fin d'année Fayard

Sous la direction de
velyne Sullerot

LE FAIT FEMININ

préface de André Lwoff, prix Nobel

ANOUAR EL-SADATE

A la recherche d'une identité

Fritz Rastler
KARL MARX

Yves Trognon
LE MONDE DU XX^E SIECLE

DOMINIQUE LECA
LA RUPTURE DE 1940

Olivier Merlin
Quand le Bel Canto régnait sur le Boulevard

Jean-Marc Soyez
Quand les Anglais vendangeaient l'Aquitaine

HIFI D 11-13, avenue du Général-Leclerc PARIS (14^e)

AMPLI 2 x 12 W	426 F
AMPLI 2 x 24 W	561 F
AMPLI 2 x 40 W	755 F
AMPLI 2 x 50 W	1.070 F
TUNER AM FM stéréo	532 F
TUNER AM FM stéréo	669 F
CHAÎNE complète 1 AMPLI 2 x 12 W, 2 enceintes, 2 voies 30 W, 1 platine tête magnétique	1.399 F

50 % de remise à tout acheteur sur meuble Hi-Fi de rangement.

Toute une gamme de chaînes complètes à des prix entrecôtés.

AEROPORT DE PARIS
imagine, construit, gère, conseille, exporte

passagers aériens pendant la période des Fêtes allez bon train prendre l'avion

ROISSY RAIL
ONLY RAIL

liaisons tous les quarts d'heure de 5h 30 à 23h 30⁽¹⁾

De Paris / Gare du Nord à Roissy Charles de Gaulle	De Paris / Gare d'Orsay, St Michel et Austerlitz à Orly Aéroports (2)
--	---

CARTE ORANGE VALABLE.

(1) toutes les 30 minutes après 21 h pour Orly Aéroports.
(2) par suite de travaux, les gares du Pont St-Michel et Paris gare d'Orsay ne sont plus desservies après 22 heures.

AEROPORT DE PARIS VOUS OUVRE LES PORTES DU MONDE

50.1 من الأصل

La Guinée vingt ans après

De notre envoyé spécial JEAN-PIERRE LANGELLIER

emprunté à la révolution générale du vingtième Congrès du parti. Celle-ci débute en tendant hommage au « magistral discours du 25 février 1956 » qui a lancé la révolution, document d'une exceptionnelle valeur idéologique caractérisé par une rigueur d'analyse et une clarté d'expression dialectique digne du Grand Penseur, servi par une extraordinaire puissance d'appréhension, de perception et de compréhension de tous les phénomènes sociaux les plus complexes déterminant la trajectoire des peuples dans leur évolution.

Dans les pages de la capitale, les portraits colorés du « Grand stratège », légèrement moins nombreux que ceux du « Grand maître », parfois ceux des héros du tiers-monde : Ho Chi Minh, Fidel Castrol, Amílcar Cabral, M. Sekou Touré et d'autres se bécotent sur

bruyamment. Chaque discours peut être ainsi interrompu dix, vingt, trente fois.

Cette exaltation du président engendre un langage boursoifié et le prolifère à l'excès et même nasales. En voici un échantillon.

La conversion

Ousmane : c'est à la fois le titre d'une pièce didactique, fort en vogue ces temps-ci à Conakry, et le patronyme d'un jeune homme-vedette, un jeune Guinéen bardé de diplômes et rentré au pays après plusieurs années de séjour en France. Affecté à Mamou, une ville du centre du pays, il se comporte en véritable élite, et se fait autoriser à

clandestine; il mène ses paysans à la révolte, il les entraîne à la fois par un hommage empreint de sympathies, mais à la force de persuasion, ce jeune cadre « déraciné » entend raison et conviendra des vertus de la révolution. Il est assez piquant d'assister à la représentation de cette pièce, sans que l'on ait pu en discuter le caractère de Coudray, et devant un public comptant sans doute un nombre d'Ousmane.

La campagne de lutte contre l'opportunisme et la corruption, qui, actuellement, bat son plein en Guinée, ne vise-t-elle pas, en priorité, certains cadres haut placés, qui, en novembre, ont fait des travaux du quatrième Congrès du parti, M. Sekou Touré dénonçait

les « maîtres de la contre-révolution
camosouflés au sein du
P.D.G. » 'qui, 'incompétents,
'laissent pourrir les choses » et
'contournent les décisions ». Il
vilipendait ceux qui distillent
parmi la jeunesse et auprès des
cadres honnêtes une « idéologie
de jouissance » conforme au dic-
ton guinéen : « Au pays des
hyènes, si tu ne fais pas l'hyène,
tu seras croqué »... « Le Congrès

concluait-il, marque l'heure solennelle de distinguer ceux qui, dans la sueur, œuvrent à l'affermissement des bases de la révolution populaire. »

Au cours du congrès, plusieurs orateurs développèrent ce thème. Une déléguée de l'Union des

L'évolution politique en cours à Monrovia lieu à un débat interne opposant doctrinaires et pragmatiques. A la tête des premiers, on place généralement le ministre de l'Information et de l'Idéologie, M. Mamadi Keita, ministre du domaine éducation-culture. Parmi le second groupe, on range la plupart des ministres et gestionnaires de l'administration chargés de faire preuve de réalisme. Au cours d'une session de préparation du congrès tenue à Kankan, en août dernier, M. Sekou Touré a fait la distinction entre les deux courants. Toutefois, la victoire des partisans de l'ouverture et du réalisme ne devrait s'accompagner ni d'une remise en cause de l'idéologie ni d'un abandon du vocabulaire révolutionnaire.

qui leur sont faites l'élargissement des détenus politiques.

Depuis l'ouverture des frontières, quelques milliers d'exilés sont cependant revenus au pays, pour voir. Certains ont été reçus par le chef de l'Etat. Quelques centaines ont été reçus. D'autres font régulièrement la navette entre la Guinée et les pays voisins. La plupart appartiennent à des familles modestes. La dégradation de la situation économique, les problèmes sociaux, celui, notamment, du Soudan, en Sierra-Leone, n'est pas étranger à leur décision. Parmi eux, ne figure aucune personnalité politique de premier plan. A Paris, les contacts ont été multiples, des contacts ont été maintenus entre les représentants du gouvernement guinéen et l'opposition.

Le régime va-t-il, progressivement, se libéraliser ? Il y a un an, M. Sekou Touré souffrait d'«amnistie» tous les jours, car, au sein du cercle, on n'eût pas osé lui adresser aucun effet. En cessant d'exiger, lors du sommet de Monrovia, l'expulsion des communautés guinéennes du Sénégal (sept mille personnes), de la Côte d'Ivoire (cinq cents), du Mali (cent cinquante), de la Guinée (cent personnes), en conservant, au principe de la libre circulation des personnes et des biens, le président a de nouveau lâché du lest. La diaspora guinéenne — estimée à environ un quart de la population — a même pu partir l'instant des sceptiques. Elle exige, avant de répondre aux avances

sakés, grand résultat jusqu'à présent. Seul le renouveau du mouvement des femmes accélérera le retour des exilés vers leur sol natal.

La Guinée de M. Sekou Touré serait-elle donc «récupérable» ? A Washington et à Paris, on paraît le penser. La Maison Blanche, en 1965, qui fut d'abord largement contraincte à la démission de M. Konrivi, croient qu'un adoucissement du régime suivra l'actuelle ouverture. Mais les centaines de milliers de Guinéens contrainsts à l'exil par tous les crimes commis au nom de la révolution seront plus difficiles à convaincre.

FIN

Vient de paraître :

**L'AFRIQUE D'EXPRESSION FRANÇAISE
et Madagascar (18^e édition)**
(270 pages, format 21x27, 26 carter)

L'exemplaire France et zone franc : 84 F - Etranger : 90 F

L'organisation politique et administrative et la situation économique et financière au début de novembre des vingt-cinq États africains où l'on parle français. Un instrument de travail pratique et actuel pour tous ceux qui s'intéressent à ce continent ou y ont des responsabilités. Un ouvrage qui fait gagner du temps.

C'est le numéro exceptionnel de la *Revue Europe Outremer*,
6, rue du Bassano - 75116 PARIS - Tél. : 720-23-84

ISTOIRE CONTEMPORAINE CHEZ ALBIN MICHEL

ARCHITECTS
COMMITTEE CENTER

TROIS DOCUMENTS EXCEPTIONNELS

**RICH AND
POUDROUX
NICOTINE**

lunettes propres
avec
opticien
chez tous
les opticiens

Atelier de poterie
« LE CRU ET LE CUIT »
accueille en groupe,
à toute l'année,
les amateurs de 3 à 83 ans.
5, RUE LACEPEDE, PARIS-12
Téléphon. (la soir) : 707-85-

REALITE 20 le choix réaliste de celui qui tient la barre

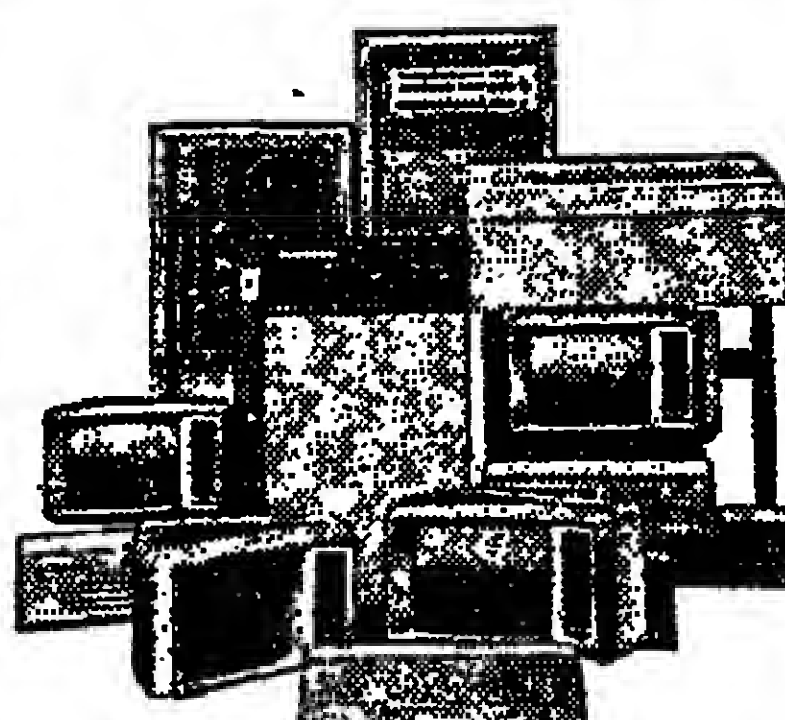


L'ordinateur de gestion REALITÉ 20 travaille en temps réel, en FRANÇAIS, directement relié aux terminaux installés là où il se passe quelque chose dans les bureaux ou les ateliers.

La puissance de REALITÉ 20 peut évoluer très aisément, parallèlement à la croissance de l'entreprise.

Les références prestigieuses de REALITÉ 20 sont convaincantes.

Nous serons heureux de vous les faire partager.



ICN
INTERTECHNIQUE

l'informatique réaliste
78370 PLAISIR - FRANCE
Téléch. : (01) 460.33.00

Dr. R. K. Singh

PROCHE-ORIENT

LA CRISE IRANIENNE

Des cas de refus d'obéissance sont signalés dans l'armée

L'ayatollah Montazeri, l'une des personnalités les plus influentes de la hiérarchie chiite après l'ayatollah Khomeiny, est arrivé, lundi 18 décembre, à Paris. Dans une conférence de presse, il a assuré que le mouvement d'opposition au régime du chah était en s'intensifiant - en raison de la profonde conviction des masses que ce régime doit prendre fin -.

De notre envoyé spécial

Le chah n'acceptera pas que le chah reste sur le trône, même sans pouvoir. Il n'acceptera pas non plus que son fils lui succède.

A Téhéran, M. Gholam Hossein Sadighi, ancien ministre de l'intérieur de Mossadegh, a été reçu par le chah, avec qui il a notamment évoqué la possibilité de former un nouveau gouvernement. Dans l'entourage de M. Sadighi, on affirme que celui-ci a réservé sa réponse

et se prononcera dans un délai de deux semaines. D'autre part, on apprend de très bonne source que cinquante pilotes d'Iran Air auraient présenté collectivement mardi leur démission, à la suite du licenciement, lundi, pour faits de grève de six pilotes de cette compagnie et d'une vingtaine de techniciens. Trente ingénieurs auraient également présenté leur démission.

La tête de l'état-major, pour ouvrir une enquête et tenter d'apaiser les esprits. Le premier ministre a - dans le même souci - interdit les manifestations, y compris celles favorables au chah. A la suite des incidents d'Ispahan et de Meched, le haut commandement aurait fait réunir les soldats dans les casernes où on leur aurait expliqué que les ordres avaient été mal interprétés et qu'il ne fallait pas commettre de brutalités contre la population. Enfin, douze de ces officiers généraux et modérés, appartenant pour la plupart à l'aviation et à la marine, contrôlés de près par les Américains, seraient allés voir le souverain pour lui demander d'autoriser les manifestations du grand deuil chiite.

Les cas de sabotage, de désobéissance et d'attentats sont également signalés. On indique, de source américaine, que depuis le mois de juin tous les avions militaires sont gardés jour et nuit par des sentinelles iraniennes. Or, sur une base non précisée, mais qui pourrait se trouver au Khuzistan, sept ou huit Phantom ont été sabotés il y a quelques jours et rendus inutilisables. Aucun élément étranger à la base ne s'y étant infiltré, les responsables américains estiment que le problème de la protection du matériel militaire contre certains soldats en rébellion est désormais posé.

Les cas de désobéissance semblent également se multiplier. Ainsi, à Meched, un soldat aurait été abattu par son colonel parce qu'il ne voulait pas tirer sur les manifestants.

Général « dur » et « modéré »

Selon un médecin militaire et de multiples sources dans les milieux officiels, l'attentat le plus grave se serait produit à la caserne de Lavisan, proche du palais royal, où se trouve la garde d'élite (la garde des immortels). Créée à l'image des « janissaires ottomans », cette garde est composée d'officiers très jeunes, les « modérés ». La tactique des révoltés et entraînés à Ispahan par le général Khomeiny, qui a une réputation de « dur ».

Un autre incident, survenu le jour du deuil chiite, alors qu'une centaine d'officiers d'élite se trouvaient dans la caserne Lavisan, deux soldats et deux sous-officiers auraient vidé leurs charges sur eux. Ils auraient tué vingt-quatre membres de ce corps d'élite. Après les manifestations en faveur du chah à Ispahan, deux soldats auraient commis un attentat contre le général Khomeiny, mais ils l'auraient manqué et auraient été fusillés.

Ces troubles auraient eu des répercussions au sein du haut commandement où l'on décelerait deux sortes de réactions. D'une part, les généraux « techniciens », surarmés ici les « cols blancs », dont fait partie le premier ministre, le général Azhari, joueraient un rôle modérateur et s'efforceraient de contrebalancer l'influence des « durs ». Ainsi, après les événements de Meched, le général Azhari a envoyé sur place le général Nadjmi, qui lui a succédé à

Dans les milieux de l'opposition modérée et religieuse, on estime que les « durs » déploient actuellement une grande activité pour faire basculer de leur côté les « modérés ». La tactique des révoltés, qui ne semblent pas mécontents des premiers résultats obtenus au niveau de la troupe, consiste à diviser le haut commandement. Pour ce faire, ils cherchent à placer les militaires dans des situations susceptibles de provoquer des tensions entre eux.

PAUL BALTA.

demain l'Afrique

2ème quinzaine de décembre

GISCARD CHEZ SEKOU: POURQUOI?

EN VENTE 7 F. CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX

AFRIQUE

Ethiopie

Les militaires cubains resteront à l'écart des combats en Érythrée

Correspondance

Khartoum. — « Le visage de la guerre a changé », a affirmé le commandant Afewerki, secrétaire général adjoint du Front populaire de libération de l'Érythrée, en rendant visite à un camp de réfugiés ayant fui en novembre la ville de Karen. « Nous ne combattons plus le Derg (conseil militaire éthiopien) mais l'Union soviétique », a ajouté cet officier, qui est âgé de trente-deux ans.

En cours des trois dernières semaines de combats, l'engagement soviétique sur le champ de bataille s'est accru très substantiellement, au point qu'il est comparé par les observateurs à celui des États-Unis au Vietnam en 1965.

En revanche, les treize mille Cubains chargés notamment d'entraîner les soldats éthiopiens en Ouganda ne paraissent pas avoir participé aux combats en Érythrée.

Selon le commandant Afewerki, l'état-major éthiopien est

totallement sous le contrôle de l'U.R.S.S. Entre cent cinquante et deux cents officiers soviétiques ont pris position sur chaque front, ajoute le porte-parole du F.P.L.E. Moscou a également fourni des Mig, des hélicoptères munis d'équipements sophistiqués ainsi que des satellites permettant la prise de photos aériennes.

Selon le F.P.L.E., le général Petrov, qui commandait l'offensive victorieuse des forces éthiopiennes en Ouganda, dirigerait désormais les forces terrestres d'Addis-Abeba en Érythrée.

Certains combattants du front affirment en outre avoir vu les corps de soldats soviétiques à l'intérieur et autour d'un groupe de chars éthiopiens détruits dans la localité d'Elabaret. Aux yeux du F.P.L.E., la guerre d'Érythrée a changé radicalement de nature depuis l'apparition de nombreux véhicules blindés et le recours intensif à l'artillerie et aux bombardements aériens.

DAN CONNELL.

Victor Barthélémy :

« Du communisme au fascisme - L'histoire d'un engagement politique. » Par un militant de l'Internationale qui devint le lieutenant de Jacques Doriot... Remarquables souvenirs... sur la nature exacte des rapports entre l'occupant et les

El Campesino :

« Jusqu'à la mort. » Par l'un des généraux républicains de la Guerre civile d'Espagne qui sera l'une des premières victimes du Goulag... Un document passionnant, un témoignage que ne désavouerait ni Maïakov.

Karel Kaplan :

« Dans les archives du Comité central - Trente ans de secrets du bloc soviétique. » Par l'un des historiens et membre du secrétariat du PC tchécoslovaque... On croyait

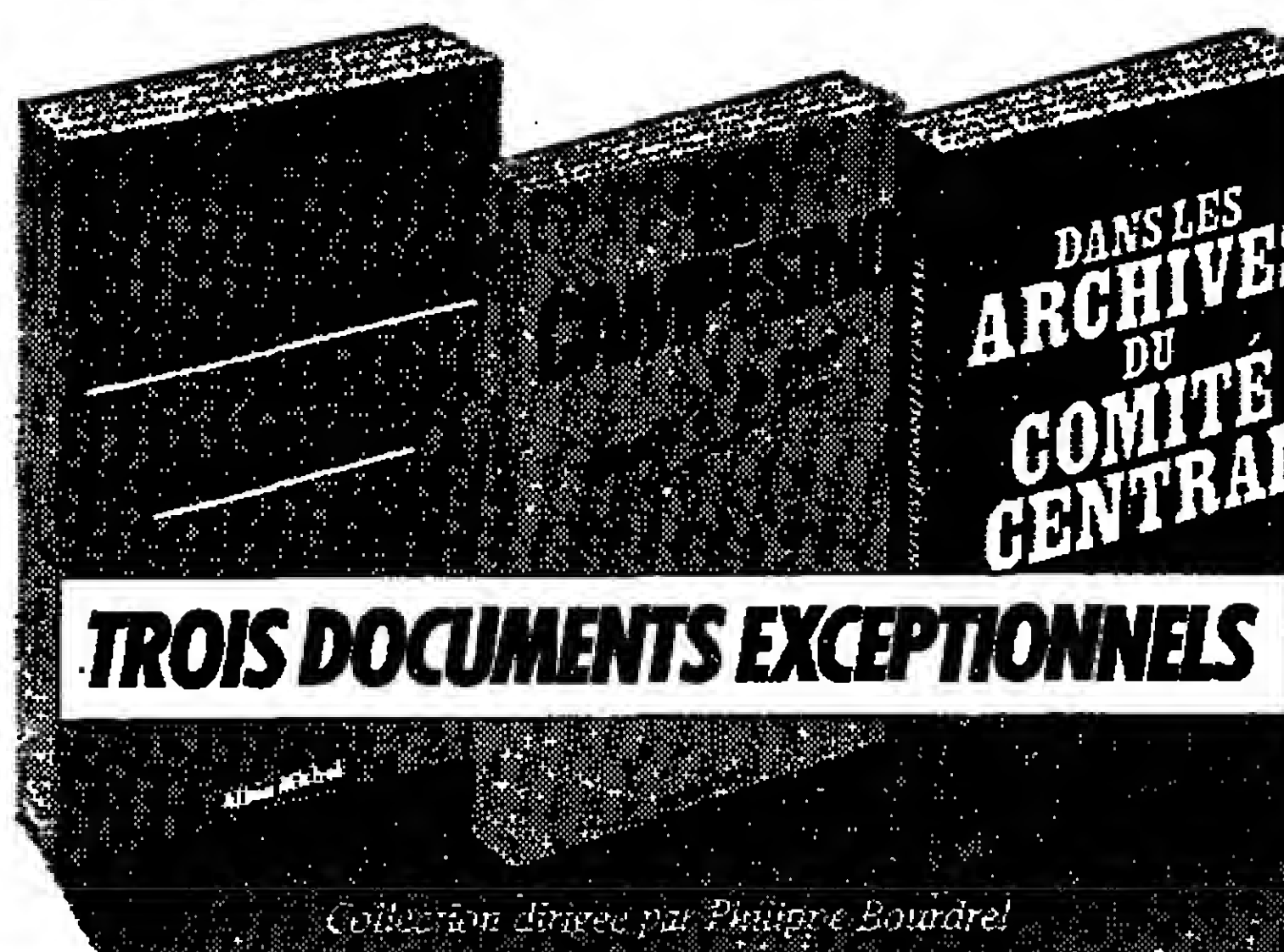
HISTOIRE CONTEMPORAINE CHEZ ALBIN MICHEL

collaborateurs, les illusions de ces derniers et leur isolement au milieu des Français, son livre apporte un témoignage important... Gilbert Comte / Le Monde

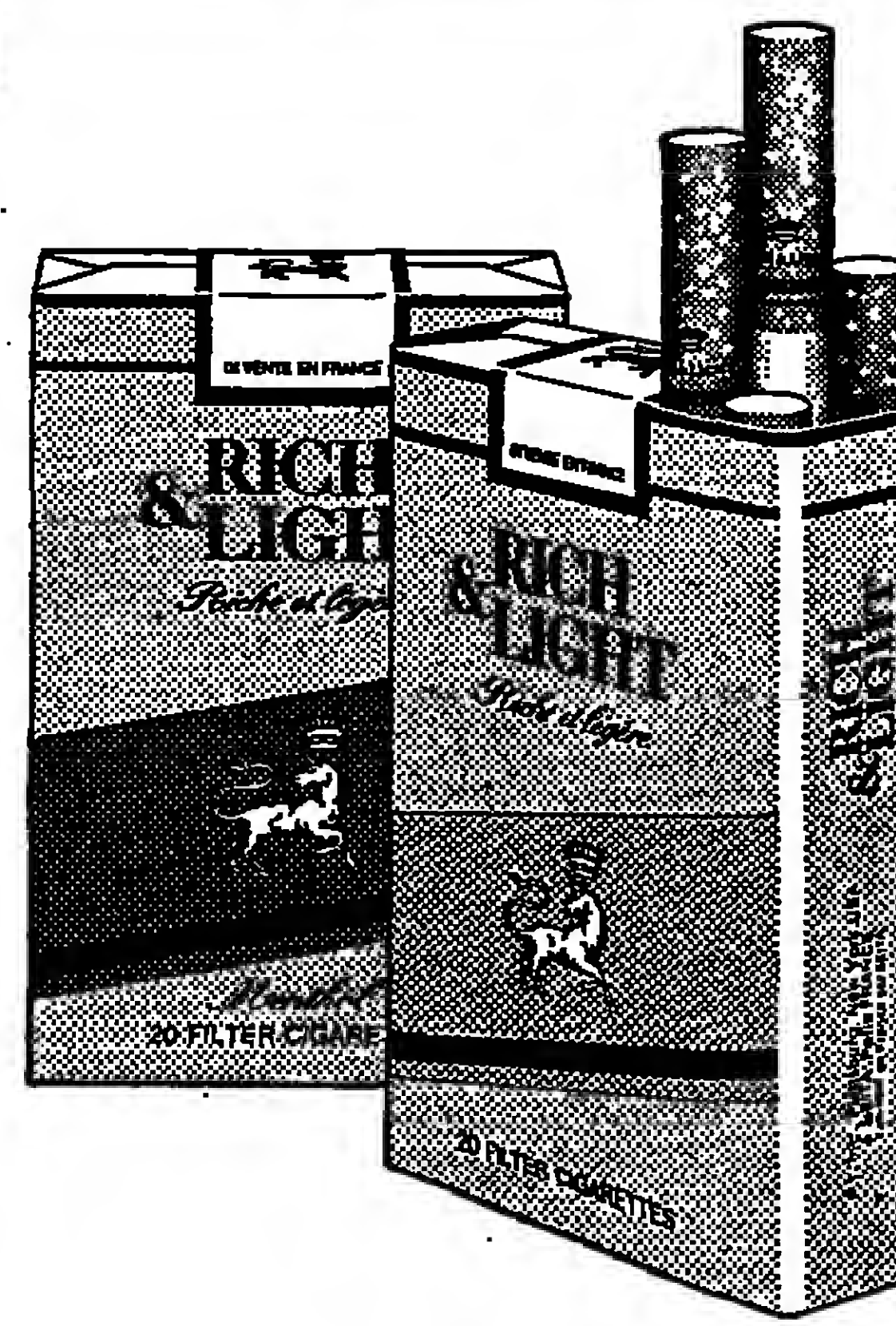
ni Soljenitsyne, ni Papillon... Le Nouvel Observateur

Son livre prend place parmi les documents les plus extraordinaires de notre temps. Ricardo Paseyro / L'Aurore

du truchage des procès à l'Est depuis l'Aveu d'Arthur London. Or ce qu'apporte l'enquête de Karel est inédit et encore plus instructif : ce n'est plus le témoignage des victimes, mais des organisateurs et des bourreaux... Pierre Dab / Le Figaro Magazine



RICH AND LIGHT
(Riche et léger.)
GOUDRONS 8,0 mg
NICOTINE 0,45 mg
(Teneurs moyennes par cigarette.)



مركز الامم المتحدة

EUROPE

Union soviétique

TRIBUNE INTERNATIONALE

Les trois fronts de l'armée soviétique

par MIRCEA OPRISAN (*)

Les analyses sur le rapport des forces militaires entre les deux grandes puissances abondent. Il est cependant des composantes de nature non militaire que les états-majors ne peuvent ou ne sont pas autorisés à prendre en considération, bien qu'elles soient d'un poids non négligeable.

Dans l'éventualité d'un conflit armé, les stratégies du Kremlin se doivent de considérer deux éléments : 1) la forte probabilité d'une intervention chinoise ; 2) la possible défection d'armées nationales signataires du pacte de Varsovie.

Pour Moscou, faire la guerre à l'Ouest signifie ouvrir trois fronts ; les fronts européen et chinois et le front « intérieur » : les armées du pacte peuvent faire défection, l'Union soviétique ne peut compter que sur une seule « fraternité fidèle » : celle de la Bulgarie. Et encore, le contact terrestre entre les deux armées suppose-t-il la collaboration de la Roumanie communiste et rebelle.

La présence de la Roumanie au sein des forces du pacte de Varsovie est devenue formelle. Depuis que Khroutchev a retiré les troupes soviétiques à la demande de « fidèle » Gheorghiu-Dej, en 1958, les dirigeants roumains veillent à ce qu'elles n'aient aucune occasion de revenir.

Comme le reste du monde, en 1968, le gouvernement roumain a ouvert par la radio l'invasion de la Tchécoslovaquie. Cinq des alliés du pacte pénétrant sur le territoire du sixième sans que le septième en soit averti. La réaction roumaine ne se fit pas attendre : la même année, une nouvelle loi stipulait que la seule autorité habilitée à approuver l'entrée de soldats étrangers sur le territoire national était la Grande Assemblée nationale réunie en séance publique. Toute autre forme d'action déclencherait automatiquement l'état de guerre avec le pays concerné qui serait considéré comme agresseur.

Depuis lors, la participation de la Roumanie aux manœuvres militaires organisées par le pacte s'est limitée à quelques représentants de son état-major ; seuls quelques membres des états-majors des pays « alliés » ont participé aux manœuvres roumaines.

Si la défection roumaine est la plus évidente, elle n'est pas la seule possible. En 1956, un des héros de l'armée hongroise, le général Pál Maléter, tint tête aux Soviétiques. La politique de János Kádár est aujourd'hui très prudente et on peut penser que l'armée hongroise ne constituerait pas un allié fidèle des troupes soviétiques d'occupation. Le Kremlin encourage, en outre, les revendications territoriales des Hongrois en la Transylvanie. Le sort de cette région fut réglé en 1918, par la France et l'Angleterre, dans le traité de Trianon. En 1940, Hitler offrit le nord de la Transylvanie aux Hongrois. En 1945, Staline annula cette décision. Aujourd'hui, l'U.R.S.S. veut se passer en arbitre entre les deux pays rivaux. Qu'advienne une guerre à l'Ouest, et il est probable que les armées hongroises et roumaines préféreront en découdre plutôt que de se battre aux côtés des « protecteurs ».

La fidélité tchécoslovaque est tout aussi douteuse. On n'a pas oublié, à Prague, le printemps 1968.

Quant à la Pologne, la situation est plus complexe. La tradition de lutte contre l'occupant soviétique est entretenue par la présence militaire soviétique. Des territoires polonais, « cédés » à l'U.R.S.S. par le pacte germano-soviétique, sont restés soviétiques depuis 1939.

Les Soviétiques peuvent cependant jouer une carte : celle des territoires allemands attribués à la Pologne. Car le sentiment d'allemand de Pologne est encore profond.

Reste le dernier membre du pacte de Varsovie : la R.D.A. C'est l'ennemi séculaire transformé en allié sûr ; le gouvernement est-allemand est fidèle à Moscou, car cette fidélité garantit sa survie. Mais, pour les Allemands, le mur qu'on a dressé sous leurs fenêtres est le tribut payé à cette fidélité.

Ce bilan ne vaut qu'en cas de guerre conventionnelle. La seule solution pour Moscou d'éviter de telles défections est d'engager la guerre atomique. Mais la guerre atomique à l'Ouest pose au Kremlin de gros problèmes de nature non militaire qu'on ne peut ignorer : la riposte atteindrait essentiellement les territoires situés à l'ouest de l'Oural et de la Volga, c'est-à-dire à plus forte concentration de populations slaves, là où se sont développées la culture et la civilisation slaves. Qu'advient-il d'une Union soviétique dans laquelle la population slave deviendrait fortement minoritaire, dans laquelle de grands territoires peuplés de Slaves seraient ravagés et dans laquelle, enfin, les grands centres de décision politique seraient anéantis ?

Il paraît clair que l'U.R.S.S. ne peut adopter une stratégie politique débouchant sur la guerre à l'Ouest.

CONSEQUENCE logique de ce raisonnement : les stratégies du Kremlin doivent éliminer deux des trois fronts et garantir leur population slave contre le péril atomique. La seule solution qui leur reste, c'est donc d'éliminer le péril chinois.

Les arguments à l'appui de cette thèse sont nombreux. La puissance militaire soviétique — conventionnelle et atomique — est, à tous points de vue, supérieure à celle de la Chine. L'émiettement du potentiel atomique chinois et la destruction de son armée peuvent constituer des plans très réalistes pour l'état-major soviétique.

Quant à la non-participation des États-Unis à une guerre opposant les deux géants du bloc communiste, elle est plus que vraisemblable. L'Union soviétique peut imposer la Chine, grâce au Vietnam, la guerre sur deux fronts. Et elle a toutes les raisons de penser que le Vietnam sera, pour la Chine, un adversaire tout aussi coriace qu'il le fut pour la France et les États-Unis.

Sur quoi peut déboucher un tel scénario ? Un gouvernement pro-soviétique à Pékin et une présence « protectrice » de l'armée soviétique en Mandchourie sont des hypothèses fort plausibles. L'entente sino-japonaise serait alors dénoncée, l'Union soviétique et le Vietnam domineraient la plus grande partie du continent asiatique. Le Japon ne pourrait s'appuyer sur des pressions américaines et les États-Unis n'auraient pas les moyens de contrebalancer l'influence soviétique.

Dans le tiers-monde, la concurrence idéologique ferait place à la prédominance soviétique avec l'aide des idées de pont déjà en place. Et puisque la victoire attire les hésitants... En Europe, comme sous Staline, les alliés traditionnels seraient soumis. Quant aux pays de l'Europe de l'Ouest, ils devraient accepter les conditions du Kremlin, comme jadis celles de Hitler.

Il est sûr, ces perspectives peuvent paraître tout aussi fantaisistes que le furent celles inscrites dans Mein Kampf. Mais combien en a-t-il coûté pour mettre un terme à la folle ambition du Führer ? Or, on est en droit de penser qu'un processus similaire est engagé.

La solution logique qui peut empêcher l'accomplissement des desseins soviétiques est un traité de non-agression et d'assistance entre les États-Unis et la Chine. Ce traité devrait comporter deux idées directrices : 1) les États-Unis et la Chine ne se feront pas la guerre ; 2) si une tierce puissance attaque ou menace l'un des deux États avec des armes atomiques, l'autre interviendra avec ses armes atomiques.

Un tel traité comporte des obstacles. Taiwan est au nombre de ceux-ci ; mais son existence n'a pas compromis l'amélioration des relations sino-américaines.

Des divergences politiques et idéologiques peuvent conférer à un tel traité un caractère fantaisiste. Le pacte germano-soviétique fut signé par deux ennemis mortels. L'histoire nous a montré comment les ennemis impérialistes d'Hitler devinrent ennemis des alliés de Staline pour écarquer Hitler et comment ces nouveaux alliés entraînaient les clauses territoriales du pacte germano-soviétique favorables à Moscou. Les alliés sont redevenus ennemis. La Chine, « alliée pour l'éternité » de l'U.R.S.S., est devenue son pire ennemi.

Dans ces conditions un pacte de non-agression sino-américain ne paraît ni illogique ni fantaisiste.

* Mircea Oprisan a représenté la Roumanie au Conseil de 1952 à 1964, puis a été ministre du commerce avant d'être conseiller économique au conseil des ministres. De 1975 à 1977, il a été conseiller au ministère du commerce et de l'industrie d'Israël. Il vit maintenant au Canada.

UNE VOITURE
« HIÉRARCHISÉE »...

(De notre correspondant.)

Moscou. — La femme du représentant à Moscou de la compagnie aérienne finlandaise Finnair a été tuée, vendredi 15 décembre, dans un accident de la circulation. Une voiture qui avait brulé un feu rouge a percuté dans le centre de la capitale soviétique le véhicule du représentant de Finnair.

Un accident malheureusement banal, comme il s'en produit plusieurs fois par jour dans toutes les villes où la circulation est intense. Il est moins cependant quand la voiture en infraction est une ZIL, une de ces longues automobiles noires réservées aux membres du bureau politique (1).

Les Soviétiques ont un sens très développé de la hiérarchie, qui atteint aussi les véhicules. Tout d'abord, le simple citoyen n'a pas le droit d'avoir une voiture noire, cette couleur étant réservée à l'administration. Les membres du bureau politique voyagent dans les ZIL, alors que les ministres et les hauts fonctionnaires du comité central n'ont droit qu'à des grosses Tchaïka, qui semblent sorties d'un film américain des années 30. Les hauts fonctionnaires ou assimilés doivent se contenter de Volga.

Mais tous ces véhicules ont un point commun : se jouent des règles normales de la circulation. Ils ont leurs couleurs réservées au milieu des grandes artères de la ville, et pour eux n'existent ni feu rouge, ni interdiction de tourner à droite ou à gauche, ni interdiction de doubler. — D. V.

(1) ZIL : initiales russes de Vaino Likhatchev, du nom du premier directeur de l'entreprise. L'usine s'est appelée successivement Likhatchev, puis, enfin, Likhatchev.

Irlande du Nord

PLUSIEURS POLICIERS
SONT IMPLIQUÉS
DANS UN MEURTRE
ET UN ENLÈVEMENT

(De notre correspondant.)

Belfast. — Un scandale qui met en cause la Royal Ulster Constabulary (RUC), la police de l'Ulster, en majorité protestante, vient d'éclater. On a appris, dimanche 17 décembre, que huit membres de la RUC étaient actuellement interrogés pour leur participation à un meurtre et à un enlèvement. Deux d'entre eux, au moins, dont un gradé, pourraient être inculpés ces jours-ci. D'autres inculpations et nouvelles arrestations pourraient avoir lieu.

Depuis longtemps déjà, les activistes catholiques prétendaient que des policiers de la province avaient une conception très personnelle du maintien de l'ordre, et il était admis que certains d'entre eux avaient parfois outrepassé leur droit. Plusieurs dizaines de membres du régime de défense de l'Ulster, la police supplétive, ont été condamnés pour des meurtres de catholiques et des hommes de la RUC ont été libérés, le passé, est inculpé de délits variés.

Mais l'affaire qui vient d'éclater va bien au-delà : selon une déclaration du quartier général de la RUC, un policier au moins devrait être inculpé pour l'assassinat, en avril 1977, d'un pharmacien catholique, William Strathairn, tué au petit matin à son domicile du comté d'Antrim par un homme qui disait vouloir acheter de l'aspirine pour un enfant malade. Le même policier, ainsi qu'un sergent seraient probablement inculpés de l'enlèvement d'un prêtre catholique, le Père Hugh Murphy, en juin dernier, dans un petit village du même comté d'Antrim. Le Père Murphy avait été détenu par ses ravisseurs pendant douze heures en représailles de l'enlèvement d'un homme de la RUC par l'IRA provisoire dans une autre partie de la province. Ce dernier avait été retrouvé mort, mais le Père Murphy avait été libéré après l'appel lancé aux ravisseurs par plusieurs dirigeants politiques et religieux d'Irlande du Nord.

DAVID MCKITTRICK.

édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Général
Jacques Favre, directeur de la publication,
Jacques Favre.

Imprimé en France
à la « Mairie »
S. r. l. d'Édition
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Tchécoslovaquie

LA CHARTE 77
DÉNONCE LES DISCRIMINATIONS
DONT SONT VICTIMES
TROIS CENT MILLE TIGANES

(De notre correspondant en Europe centrale.)

Vienne. — La Charte 77 vient de rendre public un nouveau document dans lequel elle dénonce les discriminations dont sont victimes les quelque trois cent mille Tziganes vivant en Tchécoslovaquie.

Après avoir rappelé les mesures autoritaires de dispersion des foyers de peuplement tzigane, prises plusieurs fois dans le passé (en 1955 et en 1965), les auteurs du document indiquent que cette communauté ne bénéficie nullement des droits reconnus à une minorité. Les tziganes se heurtent à de multiples tracasseries bureaucratiques dans leur liberté de déplacement à travers le pays et dans la recherche d'un emploi. Les travaux les plus fréquents qui leur sont offerts sont ceux de terrassier et de manoeuvre.

L'enclavement social de ce groupe humain est très défavorable. Selon le document, pour 30 % la population tzigane de Tchécoslovaquie serait analphabète et, pour la classe d'âge allant de quinze à vingt-neuf ans, ce pourcentage serait encore de 17 %. Seuls 15 % des hommes âgés de trente ans ont déclaré avoir suivi le cycle scolaire normal de huit ou neuf classes. On ne dénombre pas plus d'une cinquantaine de tziganes ayant un niveau d'études universitaires.

Le document de la Charte 77 dénonce particulièrement les pratiques en usage dans le domaine de la justice et notamment celles consistant à enlever les enfants à leur famille et à les placer d'autorité dans des foyers de jeunes. « Il arrive, lit-on, que, sous les yeux des parents, la police utilise des chiens pour faire sortir les enfants de sous les lits où ils se cachent. Le placement de force des enfants tziganes est souvent motivé par le désir de les soustraire à l'influence du groupe ethnique auquel ils appartiennent ».

Tout aussi révoltante est la stérilisation pratiquée sur les femmes tziganes, sans leur consentement de la Charte 77. « Dans certains districts, la stérilisation est devenue un usage courant et le succès des fonctionnaires est jugé en fonction du nombre de femmes qu'ils ont convaincu de se faire stériliser ». Une récompense en argent est souvent offerte aux volontaires.

La Charte 77 rappelle que les tziganes avaient pu créer, au moment du printemps de Prague, en 1968, un organisme autonome pour la défense de leurs intérêts, mais que celle-ci fut dissoute par décision administrative en 1973. Le document dénonce le racisme et la ségrégation augmentant à mesure que le rôle attribué autrefois aux Juifs est aujourd'hui joué par des nouveaux acteurs ».

MANUEL LUCBERT.

République d'Irlande

La nouvelle loi sur la mise en vente des contraceptifs
est vivement critiquée

De notre correspondant

Dublin. — Le projet de loi sur la mise en vente des contraceptifs dans la République, présenté par le ministre de la Santé, M. Charles Haughey, qui fera l'objet d'un débat au Parlement après les vacances de Noël, suscite des controverses.

La loi, préparée par le ministre à la suite de longues consultations avec les représentants de l'Eglise catholique, du corps médical et des organisations de planning familial, envisage la législation de la contraception qui sur ordonnance médicale et uniquement pour les couples mariés. L'importation, la fabrication et la vente des contraceptifs seront rigoureusement contrôlées, et toute infraction à la loi sera punie sévèrement. Selon le ministre, les contraceptifs ne seront pas normalement disponibles pour les couples non mariés, sauf dans des cas jugés exceptionnels par les médecins. M. Haughey insiste sur l'importance des méthodes « naturelles » de contraception, et un colloque international sur le sujet est prévu pour l'année prochaine.

L'aspect restrictif de la loi est déjà très controversé par ceux qui, depuis des années, mènent une campagne en faveur de la planification familiale. Ils estiment que la loi de M. Haughey ne tient pas compte de la situation actuelle dans le pays. Déjà, dans la capitale et plusieurs grandes villes de province, des cliniques en échouage de la vente étant prescrite par la loi — distribuent des contraceptifs. Les associations d'étudiants des deux universités de Dublin mettent un service de distribution des pilules à la disposition de leurs membres. Depuis 1973 et l'affaire McGee, lorsque la Cour suprême, après la confiscation en douane de contra-

La situation politique demeure confuse
au lendemain des élections

De notre correspondant

Bruxelles. — La situation politique belge se complique d'heure en heure après la démission, lundi 18 décembre, du gouvernement de M. Vanden Boeynants, au lendemain des élections générales anticipées (le Monde du 19 décembre). Du côté flamand, un élément nouveau risque de retarder le développement d'une crise dont on considère qu'elle risque d'être particulièrement longue et durant laquelle le cabinet de M. Vanden Boeynants expédiera les affaires courantes.

Deux présidents de partis de la majorité sortante, M. M. Martens pour les sociaux-chrétiens flamands du C.V.P., et Van Miert pour les socialistes du nord du pays, ont dit clairement que, en cas de retour de la Volksunie dans l'opposition, il ne pouvait être question que le F.D.F. bruxellois reste dans la coalition. « Pas de parti communautaire francophone sans équivalent flamand », disent les deux présidents. Or tout indique que la Volksunie, qui a perdu un tiers de ses sièges, se prépare à une cure d'opposition. Dans ce cas, le F.D.F. majoritaire à Bruxelles, serait écarté du gouvernement ; à moins que, finalement, M. Martens et Van Miert acceptent de considérer que les libéraux du P.V.V. (parti du pro-

PIERRE DE VOS.

Portugal

Le Conseil de la révolution juge
anticonstitutionnelle la loi électorale

De notre correspondant

Lisbonne. — Le Conseil de la révolution juge anticonstitutionnelle la loi électorale adoptée par le Parlement en octobre dernier. Cette décision prise le 13 décembre est motivée, entre autres raisons, par le fait que la loi accorde le droit de vote par correspondance aux militaires, alors que ce même droit n'est pas reconnu aux civils.

Outre l'examen de la constitutionnalité des textes soumis à l'Assemblée, le Conseil de la révolution, créé à l'issue de la tentative de coup d'État de droite le 25 mars 1976, doit examiner le projet de loi électorale, l'autoriser à déclarer la guerre et à conclure la paix, à proclamer l'état de siège ou l'état d'urgence sur l'ensemble ou sur une partie du territoire et à s'absenter du pays. En tant que « garant de la fidélité à l'esprit de la révolution portugaise », le Conseil est appelé à se prononcer sur la nomination et le renvoi du premier ministre.

Enfin, c'est lui qui doit édicter les règlements concernant l'organisation et la discipline des formations armées, ainsi que l'organisation chargée d'approuver les traités et les accords internationaux sur les questions militaires.

C'est la deuxième fois que le Conseil donne un avis négatif sur une loi : il a déjà rejeté en 1977, une loi sur les commissions de travailleurs. Sa décision oblige le président de la République à exercer son droit de veto contre la loi électorale, qui passera de nouveau devant le Parlement et ne sera promulguée qu'en cas d'approbation par une majorité des deux tiers des députés. Si cette majorité n'est pas atteinte, la loi sera définitivement annulée. Or il est douteux que deux tiers des députés soient d'accord pour s'opposer à la décision du Conseil de la révolution. La loi électorale a été votée en effet par les communistes, les socialistes, le représentant de l'Union démocratique populaire (extrême gauche) et par cinq parlementaires « indépendants », anciens membres du P.S. Soit 148 députés contre 119 du parti social-démocrate et du Centre démocratique et social.

Un nouveau projet devra sans aucun doute être soumis au Parlement, ce qui entraînera un retard dans la préparation d'éventuelles élections législatives anticipées.

JOSE REBELO.

Danemark

RIEN NE VAUT LE RITZ

(De notre correspondante.)

Copenhague. — M. Anders Joergensen, chef du gouvernement dans une coalition, a télégraphié pendant le dernier week-end à Pékin à son ministre de l'Éducation, M. Ritt Bjerregaard (social-démocrate), en la priant de regagner Copenhague dès la fin de la visite officielle qu'elle fait en Chine populaire. Elle devra donc renoncer au voyage prévu qu'elle avait l'intention de faire en Thaïlande. Ce rappel est motivé par une note de frais insolite et malencontreuse dont un quotidien local a dévoilé la teneur.

En octobre, lors de l'Assemblée générale de l'Unesco, M. Bjerregaard, ne trouvant pas son goût à l'hôtel, où il avait été prévu qu'elle logerait, avait préféré s'installer dans un hôtel de la ville. Cette affaire a été divulguée dans une suite de la capitale, coûtant 60 000 couronnes (48 000 F) en treize jours.

Après avoir épluché les comptes de son ministre, M. Joergensen a annoncé que M. Bjerregaard serait inculpé de remboursement au Trésor d'une partie des sommes. Ces mesures ne suffiront sans doute pas aux représentants de l'opposition qui porteront cette affaire devant le Parlement et le chef du gouvernement ne se décide pas, de lui-même, à se séparer du ministre. La carrière de Ritt est finie, murmurent déjà les journalistes, et, citant encore, cet homme, qui avait reçu son premier portefeuille à trente-deux ans, comme le successeur le mieux placé de M. Joergensen.

CAMILLE OLSEN.

un grand
deux grands
trois grands pa

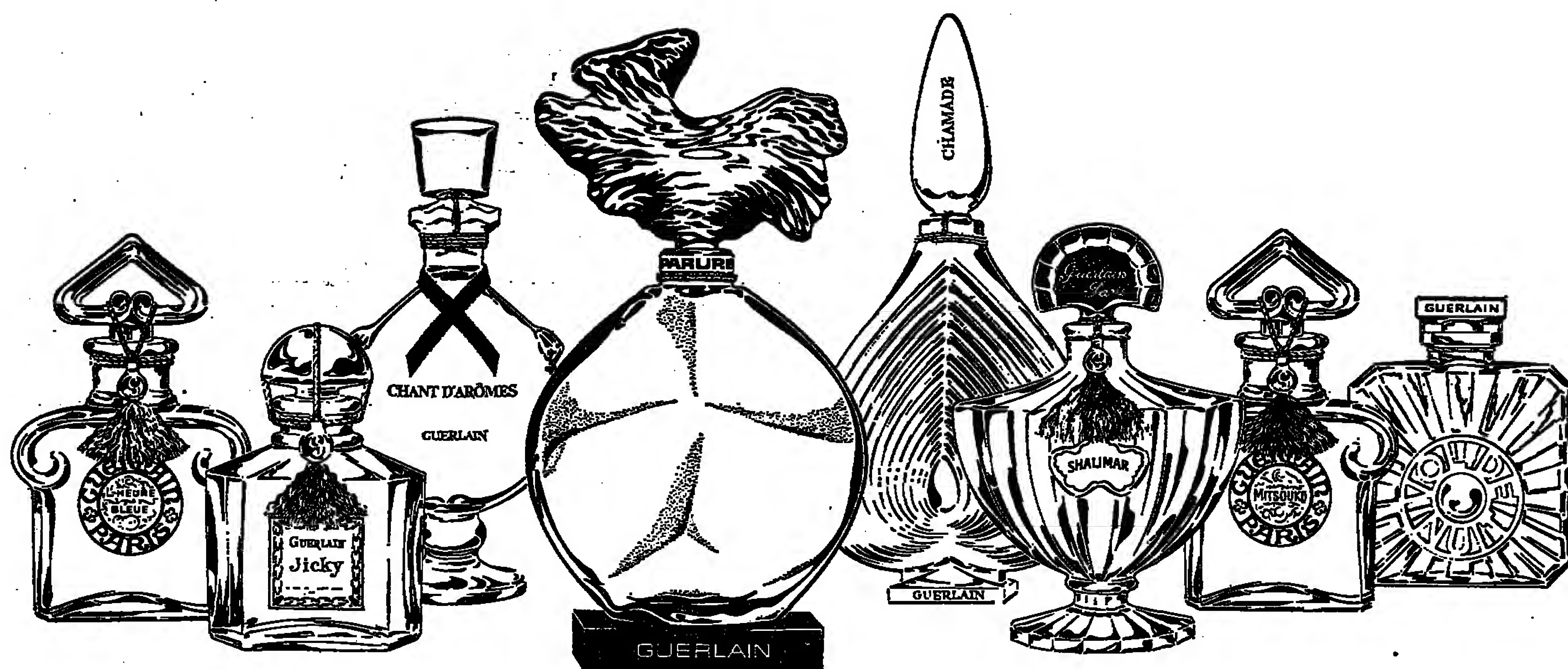


huit gr

gu

JOY • CHART D'AN

un grand parfum... c'est rare
deux grands parfums... c'est très rare
trois grands parfums... c'est exceptionnel



huit grands parfums
c'est
guerlain

L'HEURE BLEUE • JICKY • CHANT D'ARÔMES • PARURE • CHAMADE • SHALIMAR • MITSOUKO • VOL DE NUIT

مركز امن الاحمل

LE DÉBAT AU SEIN DU P.S.

Deux logiques d'affrontement dans la majorité du parti

Les membres de la majorité du bureau exécutif du parti socialiste, c'est-à-dire ceux qui, depuis 1974, soutiennent M. François Mitterrand, vont se réunir le nouveau mercredi 20 décembre pour « vérifier » leur accord. Leur première séance de discussion, il y a huit jours, avait rassemblé à un rond d'observation. Pour la seconde, un certain nombre de textes auront été préparés : ni les partisans de M. Mitterrand, ni ceux de M. Rocard ne se rendront à cette nouvelle réunion avec l'idée de trouver un accord.

Les amis du premier secrétaire compilent d'ailleurs protester contre la réunion, dimanche à Paris, de plusieurs centaines de partisans du député des Yvelines et contre la mise en place dans le département d'équipes chargées de diffuser ses thèses. M. Rocard, qui est ainsi déjà engagé dans la préparation du congrès du mois d'avril, répliquera qu'en juin dernier les amis de M. Mitterrand étaient, eux aussi, réunis à Massy.

Ainsi, le parti socialiste tend-il de plus en plus à ressembler à une confédération de tendances. Cette situation contrarie les rêves de synthèse de M. Pierre Mauroy. Le

maire de Lille, qui devait s'entretenir ce mardi avec M. Rocard, se trouve, bon gré mal gré, entraîné à éviter mais qui apparaît de plus en plus inéluctable. Indépendamment des divergences d'analyses réelles qui séparent M. Mitterrand et M. Rocard, le calendrier même de la vie politique les conduit à régler sans plus attendre leur différend. Si le député des Yvelines veut pouvoir être sérieusement candidat à la présidence de la République en 1981, il convient qu'il soit désigné le plus rapidement possible. Une part, parce qu'il devra, dans un premier temps, obtenir l'apaisement des passions au sein du P.S. et la réunification du parti, tâches pour lesquelles l'aide de M. Mauroy est indispensable. D'autre part, en dépit de la notoriété acquise, il lui faut encore s'imposer auprès des électeurs. Un an pour chaque étape paraît indispensable.

La position personnelle de M. François Mitterrand est diamétralement opposée. Le premier secrétaire du P.S. n'a ni besoin de se faire connaître de l'opinion. Il peut lancer sa campagne présidentielle au dernier moment.

M. Hervé, maire de Rennes, rejoint les partisans de MM. Pierret et Guyard

A l'occasion d'une conférence de presse, mardi 19 décembre, M. Christian Pierret, député des Vosges, et les signataires de la « contribution des vingt et un », qui viennent de rompre avec le CERS (le Monde du 19 décembre), ont rendu public un « appel » dans lequel ils déclarent :

« Ceux qui se veulent les « modernes » et cherchent à s'imposer à coup de petites phrases et de campagnes de presse, s'ils prennent en compte des questions pertinentes qui se posent à la gauche, ils y répondent trop souvent d'une façon floue et ambiguë qui peut cacher la remise en cause de certains acquis d'Épinay. »

Réaffirmant leur attachement à la « stratégie d'union de la gauche » et à la rupture avec le capitalisme, ils notent cependant qu'il n'y a pas « de transition vers le socialisme, sans une prise en compte sérieuse des contraintes économiques, sans construction d'un rapport de forces au niveau de l'Europe des travailleurs, sans négociations conflictuelles avec l'investissement capitaliste international », et qu'il n'y a pas non plus « de reconquête de l'union de la gauche sans confrontation sur le terrain, avec le parti communiste, sans affirmation du projet socialiste antagoniste ». Ils se réclament du socialisme autogestionnaire, poursuivent-ils. Nous refusons donc les fausses synthèses préétablies dans chaque courant, et qui bloquent le débat de l'ensemble du parti. Nous souhaitons que les diverses sensibilités du parti s'expriment dans des motions différentes, et nous estimons que le débat doit être ouvert à la gauche et à la minorité en excommunication tous ceux qui ne veulent pas signer sur leurs textes la synthèse ne peut se faire qu'au congrès. »

L'appel insiste ensuite sur l'importance de l'antagonisme dans le pays mais aussi au niveau du P.S. Il souligne que « la stratégie de la gauche ne peut pas se réduire en quelque sorte à une réduction de la gauche à la gauche ». Il rappelle en outre que la négation des contraintes économiques « a toujours conduit le mouvement ouvrier à la défaite », réduisant à la violence, renouant des objectifs, ou recourant à l'autoritarisme lorsque, face à la ré-

lité, il faut bien gagner la « bataille de la production ». Ce texte est signé à la fois par MM. Guyard, Pierret et Portelli, qui ont mené le combat au sein du CERS autour de la « contribution des vingt et un », mais aussi par M. Roland Beix, député de Charente-Maritime, par deux maires de villes de plus de trente mille habitants, MM. Edmond Héris (Rennes) et Gérard Cerny (Villeneuve-d'Azay), par M. Daniel Grocolas, premier secrétaire de la fédération socialiste de Meurthe-et-Moselle, par M. Benakar (Sarcelles), par M. Rosenfeld (Val-de-Marne), par Mme Noëlle Marlier (Paris) et par Mme Cécile Goldet, qui avait participé au lancement d'un courant « femmes » au sein du P.S.

THIERRY PFISTER.

Son vrai problème est de savoir s'il sera une troisième fois candidat. Pour se décider en pleine connaissance de cause il lui faut attendre le plus longtemps possible afin de connaître le contexte politique, économique et social qui sera celui du scrutin de 1981. Pour pouvoir réaliser l'œuvre de sa décision, il est absolument indispensable qu'il fasse en sorte que le P.S. n'engage pas, dès l'automne, le processus de désignation de son candidat. Il lui est donc nécessaire de conserver la direction du parti socialiste afin de repousser au maximum cette échéance.

Parce que M. Rocard connaît ce schéma, il a besoin de débloquer la situation dès le congrès du mois d'avril. Il ne saurait accepter la thèse de M. Mauroy selon laquelle les assises de Metz devaient être passées en douceur et si possible par un P.S. unanime, de telle sorte que l'élection européenne du 10 juin puisse être abordée dans les meilleures conditions possibles. Parallèlement, les amis du premier secrétaire, inquiets de la progression rapide du député des Yvelines dans l'opinion, souhaitent eux aussi avancer l'heure de la confrontation décisive car ils sont convaincus qu'actuellement M. Rocard reste nettement minoritaire au sein du P.S. Échouant au congrès de Metz, il se trouverait placé dans une situation très inconfortable pour solliciter ensuite son investiture de candidat à la présidence de la République.

Coïncé entre ces deux logiques d'affrontement, M. Pierre Mauroy a maintenu le plus longtemps possible l'idée de l'unité à préserver, à la fois par conviction et par tactique. Cette position lui permettait en effet d'apparaître aux yeux des militants comme l'arbitre et donc de conforter son autorité dans le P.S. L'heure de l'enjeu n'est pas officielle de la confrontation, ayant semblé-t-il sonné, le maire de Lille ne peut paraître choisir d'ores et déjà son camp. C'est pourquoi il est probable qu'il continuera de chercher à rester autonome au moins dans la première phase de préparation du congrès socialiste.

THIERRY PFISTER.

Les difficultés du R.P.R.

La lettre de M. Chirac à M. Barre

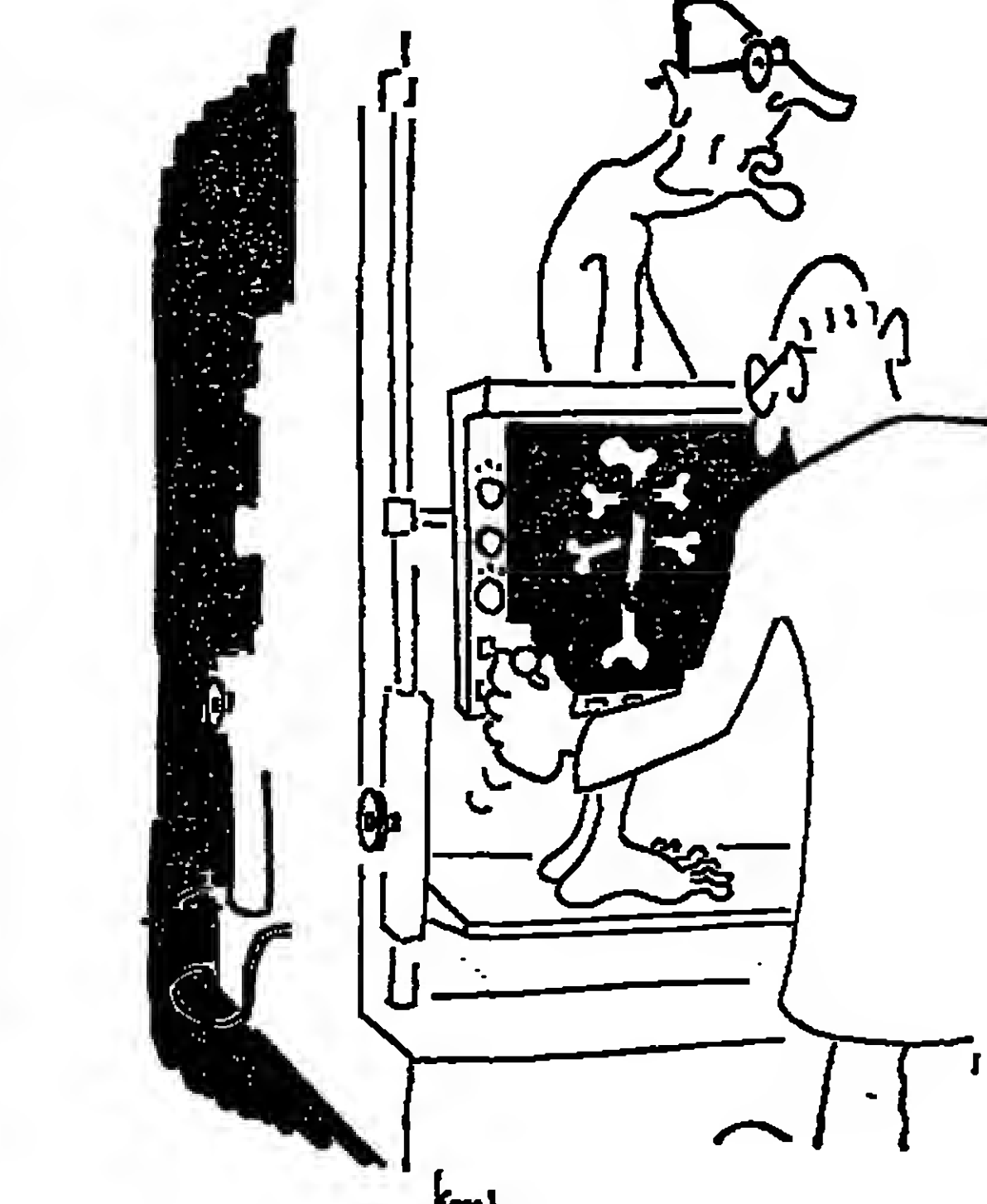
Voici le texte de la « lettre ouverte » que M. Jacques Chirac a fait remettre par porteur, mardi 19 décembre, à l'hôtel Matignon : « Monsieur le premier ministre, j'ai estimé de mon devoir de m'adresser aux Français pour leur annoncer ma décision de tout faire pour qu'ils puissent juger en pleine clarté quel doit être l'avenir de la France dans l'Europe. Certains ont cru habile d'essayer de déformer le sens de ma déclaration, de l'enlourdir d'une incompréhension ou de la détourner de son objectif. Je suis sûr que les Français ne se laisseront pas prendre à ces manœuvres, mais je connais assez les responsabilités, qui sont celles du premier ministre, pour souhaiter que ne subsiste aucune équivoque sur notre attitude à l'égard du gouvernement. »

C'est pourquoi j'ai décidé de m'adresser publiquement à vous, afin que nul n'en ignore. Vous connaissez les réserves que m'inspire la politique du gouvernement en matière économique et sociale ; malgré ses incertitudes et ses insuffisances, nous n'avons rien de plus à lui reprocher. Mais alors que depuis deux ans, elle a coûté tant d'efforts et de sacrifices aux Français, il serait incohérent de la sanctionner avant des résultats que l'on nous dit prochains et de remettre ainsi en cause le choix de société sur lequel le pays s'est prononcé en mars dernier.

La politique européenne, quant à elle, doit être directement et expressément soumise à la nation à l'occasion des élections au suffrage universel, qui se dérouleront

le 10 juin 1979. Il ne nous appartient pas, par une décision hâtive, de priver le peuple français de son corps électoral ni de nous y soustraire. En conséquence, le Rassemblement pour la République ne prendra pas l'initiative de mettre en cause l'existence du gouvernement. J'ai manifesté des appréhensions extrêmement vives sur la réalité de l'Europe telle qu'elle est en train de se faire. L'intérêt national qui est en cause ne m'a pas permis d'en réduire le tranchant. Qu'on le veuille ou non, le 10 juin, le peuple français ne se bornera pas à élire des représentants de la France à l'Assemblée des Communautés européennes, il se prononcera pour une certaine idée de l'Europe et, par là même, il choisira son avenir pour les prochaines décennies. Le général de Gaulle nous l'a appris : c'est un principe de base de la République que le peuple français doit trancher lui-même dans ce qui est essentiel à son destin.

Voilà le sens de mon entreprise. C'est vous dire que le débat que je souhaite pour la France et les Français doit se situer au niveau de responsabilité et de dignité que la gravité de l'enjeu commande. Je suis sûr que vous êtes conscient comme moi-même. Par-dessus tout, nous serons fidèles à la France, à son honneur, à sa grandeur et à sa destinée. Veuillez croire, monsieur le premier ministre, à l'assurance de ma haute considération.



(Dessin de KONE.)

PAS DE MISE EN CAUSE DE L'EXISTENCE DU GOUVERNEMENT

(Suite de la première page.)

Il a voulu aussi désamorcer ou prendre de vitesse toute éventuelle contre-offensive de la part des membres du gouvernement issus du R.P.R. ou de certains « caciques » du gaullisme. Si ces derniers ont manifesté leur irritation, s'ils ont critiqué souvent la façon d'agir de M. Chirac, ils n'ont pas encore contesté leur riposte et se sont, pour le moment, contentés de réactions en ordre dispersé.

Le directeur du groupe R.P.R. devait, mardi après-midi, fournir une première occasion d'explication aux élus gaullistes, désormais en possession d'une définition plus claire et moins violente de la tactique de M. Chirac. M. Peyrefitte, en participant, dans la soirée de mardi, à la réunion du comité fédéral de Seine-et-Marne, devait, lui aussi, apporter des précisions sur sa contestation de l'action de M. Chirac.

Toutefois, l'équivoque sera-t-elle pour autant dissipée — comme le souhaite M. Chirac — sur son propre comportement et sur ses intentions à plus long terme ? A. P.

« M. Alain Peyrefitte a reçu de M. Christian Farra, conseiller municipal de Nancy, une lettre d'approbation dans laquelle il écrit notamment : « Nous sommes nombreux en Meurthe-et-Moselle à vous apporter notre total soutien, ainsi qu'à tous les compagnons qui se retrouvent dans les déclarations du général de Gaulle. »

« Nous sommes nombreux à avoir été profondément attristés par les propos de Jacques Chirac et d'un « quartier de conjurés monarchistes ». »

« Nous sommes nombreux à souhaiter que notre mouvement soit reconstruit selon les traditions d'honnêteté politique qui ont été les nôtres depuis 1958. »

M. Farra avait été exclu du R.P.R. en août 1978 pour s'être présenté, après l'invalidation de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, à l'élection législative partielle dans la première circonscription de Meurthe-et-Moselle, alors que le mouvement gaulliste apportait officiellement son soutien à un autre candidat, M. Claude Euzet. M. Farra avait recueilli, au premier tour, le 17 septembre, 6,82 % des suffrages exprimés. Au second tour, il avait apporté en tant que conseiller municipal son « soutien d'été » au président du parti radical.

LES ACTIVITÉS DU PREMIER MINISTRE

Après avoir déjeuné à l'Élysée, où il avait été convié par le président de la République, en compagnie des membres du gouvernement, à l'issue du conseil des ministres, M. Raymond Barre devait assister, mardi après-midi 19 décembre, au Sénat, à l'ouverture de la discussion de plusieurs projets de loi relatifs à la situation de l'emploi adoptés en première lecture par l'Assemblée nationale.

M. Barre devait ensuite recevoir à 17 h. 30, à l'hôtel Matignon, MM. Claude Abbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale ; Roger Chénard, président du groupe U.D.F. et Jacques Limouzy, secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement, afin de s'entretenir avec eux de la préparation de la session extraordinaire convoquée pour le jeudi 21 décembre.

L'ENQUÊTE DE ROLAND CAYROL ET JÉROME JAFFRÉ SUR LE PARTI SOCIALISTE

Un communiqué de la commission des sondages

La commission des sondages, instituée par la loi du 9 juillet 1977, a publié le communiqué suivant en date du 15 décembre :

La commission des sondages a été saisie par M. Charles Hernu, député du Rhône, d'une réclamation concernant une enquête publiée par le journal *Le Monde*, en date du 11 décembre 1978, sous le titre : « Quel est le meilleur candidat socialiste pour 1981 ? » et reprise par le journal *Le Matin* de la même date.

Après un examen approfondi avec les intéressés, la commission est parvenue aux conclusions suivantes :

Certains règles de forme prescrites par la loi n'ont pas été observées. »

M. Hernu invoque la méconnaissance de la loi du 9 juillet 1977, qui prévoit que la publication de tout sondage doit mentionner le nom et la qualité de l'auteur ainsi que les dates des enquêtes.

Il demande que les dispositions prescrites par le décret du 10 août 1978 de la commission ont été respectées.

Les auteurs de l'article contesté font valoir qu'étant donné le caractère de cette étude, qui constitue une analyse de résultats collectés par la SOFRES au cours des derniers mois, il ne leur paraît pas qu'elle doive être considérée comme un sondage proprement dit.

La commission estime que cet article, représentant les résultats d'enquêtes non encore publiées, constitue une publication de sondages au sens de la loi. Par leur objet, ces sondages ont un rapport avec l'élection présidentielle, puisqu'ils s'inscrivent dans l'opinion des électeurs sur d'éventuels candidats à cette élection.

En ce qui concerne la date des sondages, l'article contesté se borne à indiquer qu'il reprend les résultats d'enquêtes réalisées en octobre-novembre. Il ressort des informations recueillies par la commission que ces enquêtes ont été effectuées du 3 au 9 octobre et du 27 octobre au 2 novembre.

Les noms et qualités de l'auteur des sondages ne sont pas mentionnés. Ceux-ci ont été réalisés à l'initiative de la SOFRES, dans le cadre d'enquêtes nationales menées habituellement par cet institut et comportant d'autres questions d'ordre politique. Il n'apparaît donc pas qu'elles aient un caractère de sondage proprement dit, le *Monde* ayant seulement résumé MM. Cayrol et Jaffré pour leur article et le *Matin* n'ayant fait que reprendre l'essentiel des informations publiées.

La notice prévue à l'article 3 de la loi n'a été remise à la commission qu'après la publication et sur sa demande. Les indications contenues dans cette

notice, si elles ne répondent pas à toutes les questions soulevées par la réclamation, ont été complétées par des informations détaillées fournies au cours de l'enquête.

Les enquêtes ont été conduites conformément aux usages de la profession.

Les enquêtes en cause ont été menées auprès de deux échantillons de mille personnes sélectionnées selon la méthode des quotas, c'est-à-dire des échantillons démographiques, géographiques et socio-professionnels correspondant à celle de l'ensemble de la population.

Il est vrai que par rapport à la question : « A votre avis, qui de François Mitterrand ou de Michel Rocard serait le meilleur candidat pour l'élection présidentielle de 1981 ? » l'échantillon comprenant des personnes déterminées à voter pour d'autres candidats peut paraître hétérogène, ce qui conduit à interpréter le résultat global avec précaution.

Aussi les enquêtes ont-elles cherché à isoler le groupe des « sympathisants socialistes » à l'aide de la question rapportée dans l'article publié par le *Monde* : « Sans penser seulement aux élections, pouvez-vous dire de quel parti politique vous vous sentez le plus proche ou, disons, le moins éloigné ? »

Les cinq cent soixante personnes ayant répondu en réponse à la question ont été répartis en deux groupes : ceux qui ont répondu « oui » et ceux qui ont répondu « non ». Il n'existe pas de données statistiques tirées d'un recensement qui permettent de contrôler la composition de ce sous-échantillon, mais cette composition, d'ailleurs, se rapproche de celle de la population dans son ensemble, correspond aux résultats d'autres sondages récents effectués par plusieurs instituts.

Sans doute ce groupe comprend-il, comme le précise l'un des tableaux publiés, des personnes plus ou moins proches du parti socialiste et même un certain nombre (plus d'un tiers) qui déclarent n'avoir pas voté pour les candidats de ce parti en mai 1978.

Le groupe défini à partir de la question posée peut cependant être considéré comme représentatif des « sympathisants socialistes ». Par contre, la mention « électeurs socialistes » figurant en tête des tableaux ne peut que prêter à confusion.

Les résultats doivent être interprétés avec les précautions requises.

Les deux sondages commentés par l'article de MM. Cayrol et Jaffré ne donnent, comme tout autre sondage, qu'une mesure approchée des opinions qu'ils cherchent à observer.

L'expérience des vingt dernières années permet de dire que la

précision de ces estimations varie principalement en fonction des caractéristiques de l'échantillon, par des informations de taille et de la répartition des opinions exprimées. Cette précision diminue à mesure que l'effectif de l'échantillon est plus faible ; en outre, lorsque la répartition des opinions exprimées est plus grande quand les opinions sont très contrastées que quand elles sont partagées sensiblement par moitié.

Dans le cas des enquêtes contestées, et pour l'échantillon total de deux mille personnes, les écarts peuvent être considérés comme satisfaisants sur le plan statistique dès lors qu'ils dépassent 4 % ; en-deçà, ils doivent être interprétés avec prudence.

Pour un échantillon d'environ six cents personnes, comme celui des sympathisants socialistes, les écarts supérieurs à 8 % sont certainement significatifs, les écarts inférieurs à 8 % ne sont plus guère ; ceux qui sont compris entre ces deux chiffres peuvent être valablement utilisés, mais moins pour leur valeur chiffrée que pour des indications sur les positions relatives qu'ils révèlent.

Les comparaisons faites avec d'autres sondages récents ne sont pas valables.

Des comparaisons ont été faites et des contradictions ont été dénoncées entre les deux enquêtes de la SOFRES et d'autres sondages récemment publiés. La commission ne peut que mettre en garde contre les conclusions tirées de ces rapprochements.

Elle a constaté notamment que, contrairement à l'indication donnée dans l'article de MM. Cayrol et Jaffré, la date (2-4 octobre 1978) du sondage Louis-Harris publié par le *Matin* du 6 octobre et repris le 11 décembre est trop proche de celle des enquêtes de la SOFRES pour qu'on puisse faire état d'une évolution de l'urne à l'autre.

Elle a noté d'autre part, qu'il n'y a pas de contradiction entre les résultats de ces enquêtes et ceux du sondage de l'IFOP publié par le *Provençal* du 5 décembre. Ce sondage portait sur la popularité actuelle de MM. Mitterrand et Rocard, ce qui est tout différent de l'appréciation de leur candidature éventuelle en 1981.

La même observation peut être faite pour le sondage de la SOFRES publié par le *Figaro Magazine* du 9 décembre à partir de la question : « Pour chacune des personnalités politiques suivantes, pouvez-vous me dire si vous souhaitez lui voir jouer un rôle important au cours des mois et des années à venir ? » Cette question est d'un tout autre ordre et n'implique pas l'idée d'une compétition entre les hommes politiques qui en sont l'objet.

JACQUES CHIRAC ET EUROPE 1

Au pied de la tour Eiffel, du haut de laquelle Giraudoux s'écriait : « Ainsi, j'ai sous les yeux tout ce que l'homme a rêvé et ce qu'il a été le plus près, le plus parlé, le plus écrit », sur quelques aires d'essai de ce lieu béni « de l'esprit, du raisonnement, du goût », s'étale depuis quelques jours le chapiteau d'Europe 1.

L'on y est salué par ces mots, écrits en lettres lumineuses qui passent et repassent sans fin, comme pour attirer l'indispensable attention des bienheureux : « Jacques Chirac et Europe 1 vous souhaite (sic) un joyeux Noël. »

Merci. Heureuse faute, instantanément touchante qui nous fait tant d'aveux. La politique, enfin, confesse qu'il ne fait qu'un avec les masses média. Et réponse nous est donnée sur l'Europe à laquelle s'identifie Jacques Chirac. Noël, temps de la vérité ! Cette vérité dont il a été écrit : « Je désobéirai, si la Justice et la Vérité le veut. » Mais cela n'est plus une faute. Et ce n'est plus notre sujet, Jacques Chirac et Europe 1 n'est pas le même sujet que Péguy.

BERTRAND PETIT.

« M. Robert Boulin, ministre du travail et de la participation, ancien député R.P.R. de Girondie, écrit dans *Stat-Quest* du 18 décembre : « Rien n'empêche de mettre en cause les objectifs gouvernementaux définis ou à prêter des arrière-pensées à des intentions clairement exprimées, sous à pratiquer un électoralisme à tout-va qui passerait outre aux impératifs nationaux supérieurs. C'est pourquoi, en mon âme et conscience, fidèle à mes sentiments gaullistes de toujours, je continuerai, dans le cadre de la majorité issue du scrutin de mars dernier, à soutenir l'action du président de la République, qui me paraît servir au mieux les intérêts supérieurs de la nation. »

Prenant la parole à Pujols (Gironde), M. Boulin a déclaré : « Le caractère confédéral de l'Europe, le respect des traités, l'indépendance nationale réaffirmée à maintes reprises, nous ont permis en aucune façon de craindre un changement d'orientation dans la perspective d'une Europe européenne. »

Enfin, la naissance de l'ECU, dans une zone de stabilité monétaire, constitue une autre expérience dans la tradition gaulliste de relations privilégiées entre la France et l'Allemagne. »

Les difficultés du R.P.R. de M. Chirac à M. B...

Au Conseil de Paris, l'intergroupe U.D.F. se pose en s'opposant au maire

Les conseillers de Paris, réunis lundi 18 décembre, ont approuvé plusieurs dossiers et projets rendus publics récemment par le maire, notamment sur l'aménagement des Halles, la création d'un théâtre lyrique populaire au Châtelet, le budget de l'Assistance publique et l'extension du stationnement payant. Il ressort des débats que la plupart des élus, y compris ceux de l'opposition, approuvent les impulsions nouvelles décidées par M. Jacques Chirac, telles que l'abandon de

l'immeuble Boffill aux Halles, par exemple. Mais beaucoup lui reprochent sa façon de procéder, ses « actes brutaux », selon l'expression de M. Jack Lang (P.S.).

Cette lassitude à l'égard d'une méthode de gouvernement jugée trop unilatérale explique pour une part que l'intergroupe U.D.F., à peine constitué, se soit opposé à la transformation du Théâtre du Châtelet.

Les sept élus du groupe centriste Libertés de Paris, que préside M. Paul Pernin (C.D.S.),

et les sept élus du groupe giscardien Paris-Renouveau, présidé par M. Raymond Long (P.R.), ont en effet décidé de constituer un intergroupe U.D.F., chacun conservant son autonomie et ses structures.

Il y a, bien sûr, des raisons techniques qui permettent d'expliquer que les élus U.D.F., sauf cinq d'entre eux qui, adjoints au maire, n'ont pas pris part au vote — se soient, pour la première fois, désolidarisés nettement de M. Chirac. Ils ne croient guère à l'avenir d'un

nouveau théâtre lyrique dans la capitale. Mais ce vote hostile au maire traduit l'inquiétude des élus centristes et giscardiens face aux conséquences financières des décisions prises et, au-delà, à l'égard de la gestion de la capitale. Il traduit également leur souhait d'une meilleure information entre le maire et les élus de la majorité. Il marque enfin leur souci de ne pas apporter une nouvelle pièce à l'épineux dossier des relations entre la Ville et l'Etat.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

● ASSISTANCE PUBLIQUE : UN BUDGET D'AUSTERITE.

A l'ouverture de la séance, M. Claude-Gérard MARCUS (R.P.R.) et Mme Jacqueline NEBOUIT (rad.) interrogent le préfet de police sur la multiplication des attentats dans la capitale. Puis M. Marcus présente l'épave de budget pour 1979 de l'Assistance publique, qui s'élève à 9 238 millions de francs. Il indique : « Ce budget se situe dans une perspective de double austerité. » Il précise que ce budget est commandé par le prix des journées des hôpitaux, ce prix étant soumis à une telle rigueur de journée es tifiée à 12,70 francs. L'augmentation du prix de journée est fixée à 12,70 %, modifiée selon les catégories de séjour. Les nouveaux tarifs sont les suivants : médecine, 588 F ; médecine spécialisée, 888 F ; chirurgie et maternité, 1 007 F ; chirurgie spécialisée, 1 007 F ; services hospitaliers spécialisés, 1 928 F ; pose et fourniture de stimulateurs cardiaques, 3 670 F ; neurochirurgie, 1 147 F.

Ce budget doit permettre le recrutement de mille trois cent cinquante agents supplémentaires, dont cinq cent quarante créations d'emplois, ainsi que la réalisation d'un effort en faveur de l'humanisation des hôpitaux. M. MARCUS précise également que le budget d'investissement, qui est de l'ordre de 4 milliards de francs, ne permet pas de grandes opérations, mais une « poussée » d'aménagements susceptibles d'améliorer le fonctionnement global de l'Assistance publique.

Mme André DELBOS (P.C.) estime que ce budget ne permet pas d'humaniser les hôpitaux et de recruter le personnel nécessaire.

M. Jean-Pierre WELTERLIN (P.S.) souligne l'insuffisance de la politique de l'Etat en matière de santé et le « grignotage des droits et libertés ». Finalement, le projet de budget est adopté, les groupes communiste et socialiste votant contre.

● UN THEATRE LYRIQUE POPULAIRE AU CHATELET.

Les conseillers examinent ensuite le projet de réalisation de la convention conclue par la ville avec M. Jean Baubet pour l'exploitation du théâtre du Châtelet. Ce texte prévoit la reprise et l'exploitation de ce théâtre par la ville en vue de la création d'un « théâtre lyrique populaire ». M. PIERRE BAS (R.P.R.), adjoint chargé des affaires culturelles, précise notamment : « Pour réaliser ce projet dans des conditions dignes du prestige de Paris tout en étant réaliste, dans des limites financières prudentes et raisonnables, les grandes lignes de l'exploitation sont, en l'état actuel des études, les suivantes : cinq mois d'art lyrique, comprenant pour toute la durée de l'opération une opérette de haute qualité. Pour la première année la Belle Hélène d'Offenbach serait en principe choisie. (...) L'équipe artistique de direction sera confiée à M. Alain Lombard. Il sera directeur artistique de l'ensemble. M. Jean-Pierre Ponnelle sera directeur de la mise en scène, et M. Eddy Frigier directeur de la décoration. (...) Enfin, ce théâtre sera populaire et justifiera ainsi pleinement sa création en étant accessible au public le plus large non seulement par le contenu des spectacles mais aussi par le nombre et le prix peu élevé de ses places. »

M. Bas chiffre à 7 millions de francs le coût de la réalisation de la convention avec M. Baubet. Mme FRANÇOISE DURAND (P.C.) approuve le principe de la création d'un tel théâtre. Mais elle craint de « donner un blanc-seing » au maire et demande le report de la discussion. Elle regrette que les élus n'aient pas été consultés. M. GUY GENINÉ (S.E.A.U.) souligne les risques d'une telle opération et précise quelles sont, à ses yeux, les conditions du succès.

Daniel BENVASSA (P.S.) regrette que le maire supprime des subventions qui lui paraissent souhaitables et qu'il s'engage « dans une opération coûteuse ». M. RAYMOND LONG (P.R.) exprime le refus de l'intergroupe U.D.F. Il affirme : « Si nous acceptons ce projet, nous nous lançons dans un engrenage dont nul ne sait où il mènera les finances de la ville. De même que nous sommes opposés à engager la Ville dans des participations financières sur la gestion de l'Opéra, d'ailleurs nous ne voulons pas nous laisser entraîner dans un processus dont nous ne savons pas aujourd'hui sur quoi il débouchera. »

La proposition du groupe communiste demandant le report du vote ayant été repoussée, les conseillers adoptent le projet du

maire par 54 voix (celles du groupe Union pour Paris et des deux élus M.R.G.) contre 9 voix (U.D.F.), les conseillers communistes s'abstenant, les cinq adjoints au maire membres de l'intergroupe U.D.F. et les élus du P.S. ne prenant pas part au vote.

● DE NOUVELLES ORIENTATIONS POUR L'AMENAGEMENT DES HALLES.

Mme MONIQUE GARNIER-LANSON (R.P.R.) présente ensuite le projet de délibération relatif aux orientations d'aménagement du secteur des Halles. Il ne s'agit pas de la présentation du schéma d'aménagement, qui doit être soumis aux élus de la capitale prochainement. Les orientations retenues par M. Chirac en vue d'un schéma définitif s'appuient sur la volonté de créer une grande zone piétonne et « un jardin naturel » à l'échelle du quartier. L'abandon de l'immeuble Boffill, qui devait masquer

à côté de l'église Saint-Eustache la centrale de climatisation, entraîne la mise au point d'un projet de remplacement. Celui-ci devra respecter le tracé de la rue Rambuteau et les perspectives de l'église, tout en dissimulant la centrale, les dépenses résultant de l'interruption des travaux de l'immeuble Boffill étant prises en charge par la ville.

M. Claude QUIN (P.C.) estime que le Conseil de Paris « n'est pas doué pour aujourd'hui qu'il y a quelques mois ». Il demande, d'une part, que l'assemblée de la capitale « procède à un bilan financier de l'opération et établisse un plan de dévouement des travaux à prévoir » et, d'autre part, l'organisation d'un concours international pour l'aménagement en surface du site des Halles.

M. PIERRE DABEZIES (app. P.S.) juge que les nouvelles orientations du maire sont meilleures car elles font des Halles « un espace ouvert », mais il déplore le manque de précision du projet.

M. LANG (P.S.) : pour un référendum sur les Halles.

M. JACK LANG (P.S.) évoque « le mur du silence » qui fait obstacle à une bonne information des élus et de la population. Il demande : « Pourquoi est-ce que de ville n'est-elle pas cette maison de la tolérance où il serait fait appel au concours de tous ? » L'animateur socialiste affirme que beaucoup d'erreurs « auraient pu être évitées si les socialistes avaient été entendus ».

Il fait l'inventaire de ces erreurs, à commencer par la destruction des pavillons abrités, siège selon lui, « de la maison de la culture la plus vivante de France ».

Il propose le choix d'une procédure « claire et démocratique », à savoir la création d'une « commission d'impulsion et de contrôle », « sortie de jury » élu à la proportionnelle des groupes du conseil, avec des représentants des associations et des hommes de l'art, afin d'élaborer deux ou

plusieurs projets qui feraient, par référendum, l'objet d'une consultation populaire.

M. JEAN CONNEHAYE (P.R.) estime que la décision du président de la République de placer au centre du secteur un jardin répond au vœu général. Il formule plusieurs recommandations, à savoir : « donner à Saint-Eustache la place prépondérante qu'elle commande dans la composition ; en respectant les orientations à dominante orthogonale non seulement du quartier, mais de Paris, s'inspirer de caractéristiques françaises de l'art des jardins, et obtenir une composition architecturale, harmonieuse et d'ensemble vienne cadrer les éléments majeurs nouveaux que sont le forum et le jardin. Enfin, faite en sorte qu'une maîtrise d'œuvre unique réponde à la maîtrise d'ouvrage unique, afin d'éviter les amalgames de journaux disparates ou de compromis dissolvants. »

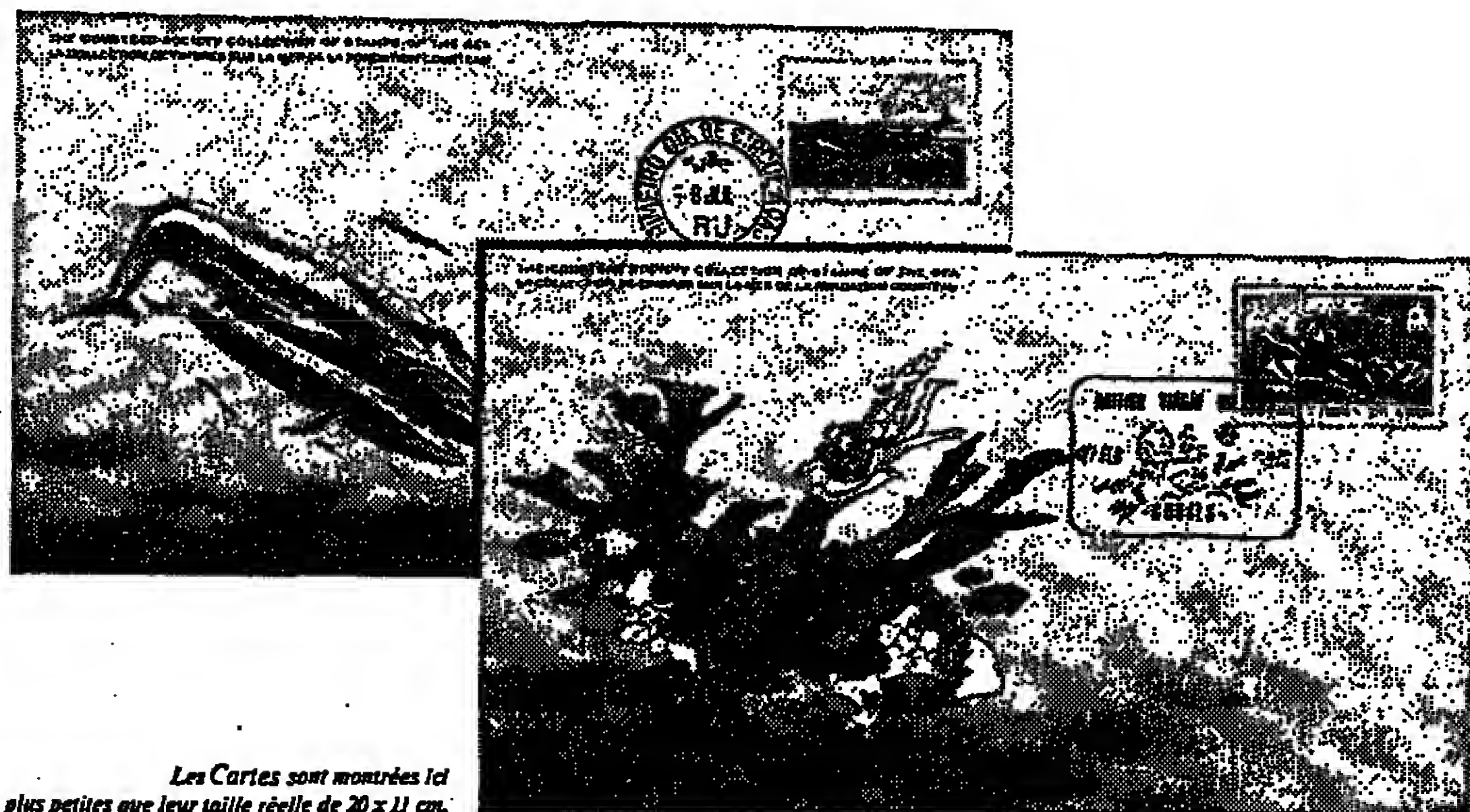
M. PHILIPPE MITHOUDARD (C.D.S.) se déclare opposée à

l'aménagement de bureaux dans ce secteur et attire l'attention de l'Assemblée sur les répercussions financières du « redressement tardif » de l'opération.

Au cours de la discussion, M. CHRISTIAN DE LA MALENE observe que la logique initiale de l'opération, qui était un parti-pris d'aménagement en sous-sol, est respectée. Répondant à M. Lang, il indique : « La proportionnalité et le référendum sont peut-être des procédures sympathiques, mais elles sont peu pratiques. Or nous voulons aller vite. »

Finalement, les orientations soumises au Conseil par le maire sont approuvées par 85 voix contre 22 (P.C. + M.R.G.), le groupe socialiste s'abstenant. La création de cinq mille nouvelles places de stationnement payant est approuvée. L'augmentation prévue pour le tarif du stationnement résidentiel est ramenée de 10 francs par jour à 8 francs par jour. Les groupes communiste et socialiste votent contre.

Jacques-Yves Cousteau vous invite à partager sa passion pour les merveilles et la beauté du monde marin avec LA COLLECTION DE TIMBRES DE LA MER DE LA SOCIÉTÉ COUSTEAU



Les Cartes sont numérotées et plus petites que leur taille réelle de 20 x 11 cm.

Une sélection des nouveaux timbres les plus fascinants émis dans le monde, sur le thème de la faune et de la flore marines, sur des Cartes Officielles Premier Jour d'Emission de la Société Cousteau. Chacune d'elles porte le cachet Premier Jour d'Emission apposé dans le pays d'origine.

Édition à tirage strictement limité au prix de 25 F TTC seulement par carte. Date de clôture des souscriptions : le 31 décembre 1978, minuit, le cachet de la poste faisant foi.

Dans le monde entier, l'année 1979 verra l'inauguration d'une campagne consacrée à la protection de la faune et de la flore marines. Les gouvernements de nombreuses nations contribueront officiellement à cette campagne en émettant de nouveaux timbres représentant les plus intéressantes espèces marines qui peuplent leurs eaux côtières.

Pour encourager cette action de portée mondiale, le Commandant Jacques-Yves Cousteau et la Société Cousteau sélectionneront les plus représentatifs et les plus beaux de ces nouveaux timbres, destinés à figurer dans cette Collection Internationale de Timbres de la Mer, rendant ainsi un hommage permanent à l'interdépendance de l'homme et de la mer. De plus, la Société Cousteau fera exécuter une œuvre d'art illustrant le sujet de chaque timbre. Chaque illustration figurera avec le timbre correspondant sur une Carte Officielle Premier Jour d'Emission de la Société Cousteau.

Des commentaires de Jacques-Yves Cousteau Pour accroître la valeur éducative de cette collection, Jacques-Yves Cousteau préparera des commentaires spécialement écrits pour cette collection et figurant au revers de chaque carte philatélique. Au fur et à mesure que vous complétez votre collection, de nombreuses espèces vous deviendront familières ; vous découvrirez leur habitat, leur comportement... et même leur rôle dans les vieilles légendes de la mer.

D'importantes émissions philatéliques Toutes les cartes de cette collection seront des émissions officielles Premier Jour de

la Société Cousteau, identifiables par leur oblitération Premier Jour d'Emission apposée dans le pays d'origine, sur le timbre et sur la carte et par le sceau officiel de la Société Cousteau. L'oblitération officielle Premier Jour garantit à jamais l'authenticité du statut Premier Jour de cette émission de timbres et conférera une valeur particulière aux cartes.

Cette collection émise en édition à tirage strictement limité est exclusivement disponible par souscription, avec une limite supplémentaire d'une seule collection par souscripteur. Comme les émissions Premier Jour revêtent un intérêt particulier pour les collectionneurs, la Société Cousteau fournira un Certificat d'Authenticité à chaque souscripteur. Ce Certificat attestera les limites de l'édition de cette collection ainsi que son statut d'émission officielle de la Société Cousteau et portera en outre, la signature de Jacques-Yves Cousteau. Peu après le début de la collection, vous recevrez aussi, sans frais supplémentaires, un élégant coffret, ainsi qu'un index qui vous permettra de classer vos Cartes Premier Jour d'une manière pratique et systématique.

Cette collection dépassant les limites nationales et nécessitant la coopération de nombreuses autorités postales, Philatélie Franklin a été désignée pour collaborer à la constitution de cette collection de Cartes Premier Jour d'Emission. Elle supervisera la création de chaque Carte, et s'assurera que chacune d'elles est effectivement disponible dans le pays d'origine, pour recevoir l'oblitération spéciale Premier Jour d'Emission.

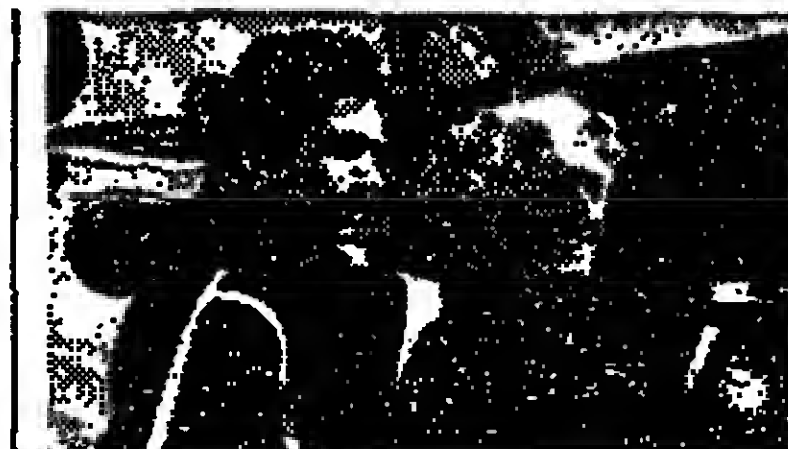
Disponible uniquement par souscription en édition à tirage strictement limité

Les Cartes Premier Jour seront émises au rythme de 3 mois, pendant trois années consécutives à partir de mars 1979, et ne pourront être vendues séparément.

Le prix de chacune d'elles est de 25 F TTC, soit 75 F TTC par mois, le prix hors taxes étant garanti constant pendant toute la durée de la collection.

En France, l'unique possibilité de se constituer la collection complète est réservée aux collectionneurs ayant souscrit avant la date limite du 31 décembre 1978. Ainsi, le nombre total de Cartes Premier Jour y sera-t-il limité au nombre de collectionneurs qui auront souscrit avant cette date limite. Passé le délai de trois ans, correspondant à la durée de cette collection, la Société Cousteau se réserve le droit d'offrir en France une nouvelle collection comprenant des cartes et des timbres différents de ceux de la première collection.

Une collection qui restera passionnante Les Cartes de la Société Cousteau seront aussi variées et belles que le monde marin. Elles associeront des nouveaux timbres riches en couleurs, des illustrations originales, des commentaires à la fois fascinants et instructifs, et des oblitérations Premier Jour d'Emission provenant de nombreux pays.



Cher ami, La Collection de Timbres de la Mer de la Société Cousteau est la première collection de ce genre jamais émise par la Société Cousteau et nous sommes convaincus que vous la trouverez aussi fascinante que belle. C'est donc avec plaisir que nous vous recommandons cette collection.

Bien sincèrement,
J.-Y. Cousteau Président
P. Cousteau Directeur

TITRE PERSONNEL DE SOUSCRIPTION
LA COLLECTION DE TIMBRES DE LA MER DE LA SOCIÉTÉ COUSTEAU

Date limite des souscriptions : le 31 décembre 1978 minuit le cachet de la poste faisant foi

Veuillez accepter ma souscription pour la Collection de Timbres de la Mer de la Société Cousteau.

J'ai bien noté que je recevrai 3 Cartes Premier Jour par mois, pendant trente-six mois, à partir de Mars 1979, au prix de 25 F TTC par carte, soit 75 F TTC par mois, le prix hors taxes de chaque carte étant garanti constant pendant toute la durée de la collection. Je ne vous envoie pas d'argent maintenant. Je recevrai une facture pour mes 3 premières cartes, dès que celles-ci seront prêtes à m'être expédiées.

[V] Veuillez avoir l'amabilité de cocher cette case, si vous faites déjà partie des collectionneurs du Méditerranée Franklin.

Offre uniquement valable en France métropolitaine, Corse et Principauté de Monaco. Toutes les souscriptions sont soumises à l'acceptation de Philatélie Franklin.

PHILATÉLIE FRANKLIN (une division Le Méditerranée Franklin)
4, avenue de l'Escoeur, 95200 Sarcelles

Limite : une collection par souscripteur

M. _____
Mme _____
Mlle _____
Prénom _____
Adresse _____
Commune _____
Code postal _____
Bureau distributeur _____
Signature _____

سكزامن الأمل

LE SÉNAT, POUR QUOI FAIRE ?

Un mode de contrôle original

مَكْنَزُ الْمُصَلِّ

Page établie
par **ALAIN GUICHARD.**

Après le massacre de Jonestown
LE FILS DU « RÉVÉREND » JONES
AVOUE QUATRE MEURTRES

Stephen Jones, un des fils, âgé de dix-neuf ans, du « révérend » Jim Jones, a avoué lundi 18 décembre, au cours d'un interrogatoire par un magistrat guyanais, à Georgetown, qu'il était le meurtrier de Mme Sharon Amos, la responsable des relations extérieures de la secte avec l'extérieur et de ses trois enfants. Mme Amos et ses enfants avaient été trouvés égorgés au quartier général du Temple du peuple, dans la capitale guyanaise, le 18 novembre, peu après l'annonce du massacre collectif de Jonestown.

Un ancien fusilier-marin de l'armée américaine, Charles Belknap avait été inculpé pour ces quatre assassinats. Stephen Jones était appelé à témoigner à son procès mais n'était pas véritablement soupçonné. Belknap avait reconnu qu'il était présent dans la pièce où les meurtres ont été commis, mais a toujours nié y avoir participé.

À Washington, un porte-parole du département de la justice a annoncé d'autre part, lundi, que les États-Unis avaient pris des mesures pour faire bloquer les comptes bancaires de la secte aux États et dans d'autres pays. Les fonds déposés sur ces comptes « sont plus que suffisants pour couvrir les dépenses engagées par le mouvement américain » dans la tragédie de Guyana, a ajouté le porte-parole. Des documents trouvés par la police guyanaise ont montré que Jones avait l'intention de léguer plus de 7 millions de dollars au parti communiste soviétique. (A.F.P., U.P.I.)

À la Cour de cassation
LE PRÉVENU
ET LES DROITS DE L'HOMME

La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par le président de la Cour, a rendu lundi 18 décembre ses décisions sur les articles 68 et 69 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, appliqués en France depuis 1974, pour casser un arrêt de la cour d'appel d'Orléans qui avait infligé, le 5 mai dernier, cinq ans de prison, cinq ans d'interdiction de séjour et 3 000 F d'amende à M. Barroum, poursuivi pour détention illégale et commerce illicite d'armes et de munitions.

Pour aggraver ainsi le sort du prévenu, condamné en première instance à six mois de prison, les magistrats d'Orléans avaient fait application de l'article 68 alinéa 2 du décret-loi du 18 avril 1959, selon lequel la peine pourra être portée à ce maximum si le prévenu a été condamné antérieurement à une peine de prison. C'était le cas en l'espèce, puisqu'une condamnation à quinze jours de prison par défaut pour outrage à commandant de la force publique figurait au dossier judiciaire de M. Barroum.

Mais cette circonstance aggravante n'était pas mentionnée dans l'ordonnance de renvoi de M. Barroum devant le tribunal correctionnel et avait été relevée d'office par les magistrats de la cour d'Orléans.

Statuant sur le rapport de M. Stanislas Kehrli, conseiller référendaire, les observations de M. Ryziger, conseil du requérant et les conclusions de M. Elissalde, avocat général, la chambre criminelle a constaté qu'« il ne résultait d'aucune des déclarations de l'arrêt de la cour d'Orléans que le prévenu comparait au procès préalablement informé de cet élément modificatif de la prévention et ainsi mis en mesure de se défendre spécialement sur ce point de l'affaire du dossier fond ».

M. Barroum sera renvoyé par la cour de Versailles.

COUPS PAR AGENTS
ET RÉBELLION

Dans la nuit du 27 au 28 mai 1978, à la suite d'un incident sur la voie publique, place Victor-Basch, à Paris-14^e, M. Georges Pellerin, ingénieur, et sa fiancée, étaient emmenés par police-sécurité au commissariat le plus proche. Dans le car de police, l'ingénieur et sa fiancée, devenue depuis sa femme, furent « passés à tabac » au point que M. Pellerin dut subir ensuite une intervention chirurgicale. Plus de cinq ans après, l'affaire a connu le 18 décembre, son épilogue judiciaire devant la dix-septième chambre correctionnelle de Paris.

Pour coups par agents de la force publique, le brigadier François Lauch, qui commandait le car de police-sécurité, a été condamné à six mois d'emprisonnement avec sursis, le gardien Raymond Boulevard à quatre mois de la même peine, et le gardien Gérard Daverio à deux mois. En revanche, M. et Mme Pellerin ont été condamnés chacun à 600 F d'amende pour rébellion.

JUSTICE

Après l'assemblée générale des avocats parisiens
La crise de « considération » du barreau de Paris

Près de deux mille avocats, sur les cinq mille que compte le barreau de Paris, ont répondu, lundi 18 décembre, à l'appel de leur bâtonnier, M. Louis Pettiti, qui entendait expliquer pourquoi le barreau de Paris avait quitté la conférence des bâtonniers (le Monde du 7 décembre) et quelle lutte il entendait mener pour que la « multipostulation » ne prenne pas fin.

La « multipostulation » est la possibilité, pour les avocats parisiens, de plaider à Bobigny, Nanterre ou Créteil sans prendre comme ils doivent le faire partout ailleurs pour les procès civils, un « correspondant » qui suit l'évolution de la procédure avant l'audience (le Monde du 8 décembre). La loi du 31 décembre 1971, qui prévoyait ces mesures, indiquait qu'elles devaient prendre fin en 1979 pour ce qui concerne Bobigny, en 1980 pour Nanterre, et en 1985 pour Créteil. « La vie de nos cabinets et de nos familles est en jeu », estime le bâtonnier de Paris. « La fin de la multipostulation, c'est un rideau de fer entre les barreaux et les tribunaux de la périphérie et Paris, c'est le retour au temps des diligences et des barrières d'octroi ».

Selon M. André Damien, ancien bâtonnier de Versailles, premier vice-président de la conférence des bâtonniers, « la querelle est une querelle sur un faux prétexte. Le barreau de Paris souffre de l'absence de légalité plus de 7 millions de dollars au parti communiste soviétique. (A.F.P., U.P.I.)

LE S.M. : protéger le statut des magistrats

« L'indivisibilité des magistrats du siège, définie par l'article 64 de la Constitution, n'est pas effective en France », ont expliqué M. Dominique Conard et M. Michel Maréchal, président et secrétaire généraux du Syndicat de la magistrature (S.M.), au cours d'une conférence de presse réunie lundi 18 décembre à Paris. Selon eux, « lorsqu'un magistrat interrompt la loi qui est de l'essence même de la fonction du juge — dans un sens qui dépasse la hiérarchie ou au pouvoir exécutif, ou le statut des magistrats —, il viole le statut de la magistrature — pour le détournement — pour mettre fin à une pratique professionnelle qui gêne le bon exercice de la fonction strict de la légalité ».

La lutte pour le statut du magistrat doit être, estime le Syndicat de la magistrature, définie comme ligne prioritaire d'action. Elle doit permettre « une action commune avec l'Union syndicale des magistrats (U.S.M.) sur tous les points d'actualité, de la défense des magistrats, de la défense des organisations d'avocats, l'organisation d'un colloque international sur l'indivisibilité des juges en Europe dans la justice pénale », dit le S.M. « Le statut des magistrats français est en effet très en retrait sur celui dont bénéficient les magistrats dans la plupart des pays d'Europe, en particulier en Italie, où le Conseil supérieur de la magistrature est composé de la majorité d'élus des magistrats ».

M. JEAN SOLOMIDES
EST CONDAMNÉ
UNE NOUVELLE FOIS
POUR EXERCICE ILLÉGAL
DE LA MÉDECINE

Pour exercice illégal de la médecine et de la pharmacie, M. Jean Solomides a été condamné, le 18 décembre par la dixième chambre correctionnelle de Paris, à 18 000 F d'amende, à 2 000 F de dommages et intérêts envers le conseil départemental, et à l'ordre des médecins, autant envers le conseil départemental et 5 000 F envers l'ordre des pharmaciens. Le tribunal a prononcé la fermeture de l'institut Solomides, établi à Sceaux, et la saisie de son matériel.

Après la lecture du jugement, une vingtaine d'amis du condamné ont traversé le Palais de justice en criant : « Ordre des médecins, assassins ! ».

M. Solomides, qui comparait pour la neuvième fois pour exercice illégal de la médecine, affirme avoir découvert un traitement efficace contre le cancer, ce que contestent formellement les plus éminents oncologues, dont le professeur Jean Bernard, venu témoigner au procès (le Monde du 22 novembre).

● Pour avoir proposé à la vente des fausses sculptures de Giacometti, obtenues par surmoulage, M. Daniel Piodowski, quarante-sept ans, négociant en œuvres d'art demeurant à Rome, a été condamné par défaut, le 18 décembre, à trois ans d'emprisonnement par la trentième chambre correctionnelle de Paris qui a délivré un mandat d'arrêt contre lui. Mme Giacometti a obtenu 10 000 francs de titre de dommages-intérêts.

de, il a un sous-prolétariat, une crise de la formation. En fait, il souffre surtout d'une crise de considération ». Les douze barreaux de la région parisienne, dont onze ont voté sans hésitation, ont unanimement décidé qu'il n'y avait pas lieu de modifier le système existant. « Il est clair, ajoute M. Damien, que bien des avocats qui composent les trois barreaux concernés ne seraient pas venus dans ces barreaux s'ils n'avaient pas eu la certitude, au terme du délai fixé par la loi, d'obtenir la postulation ».

Seul, mais sûr « d'avoir le meilleur dossier, celui du service public, d'être un visage indéniable à la vie de la nation », le barreau de Paris a décidé de montrer sa force, de « faire la démonstration » que « le citoyen attend de lui. A l'heure où l'on a supprimé les frais de justice, la suppression de la multipostulation est un archaïsme ».

Après avoir rappelé « la compréhension » dont son initiative avait bénéficié auprès des organisations et syndicats d'avocats, le bâtonnier Pettiti a indiqué qu'il avait été reçu par le garde des sceaux « qui, dès qu'il a eu connaissance des préoccupations, s'est employé à faire savoir les verrous qui empêchaient que notre proposition de loi ne soit votée ». « La multipostulation de la multipostulation ne fut déposée », cette proposition a été déposée le 12 décembre par M. Jacques P. député de l'Oise. Selon M. Pettiti, « le gouvernement, de l'apex même du garde des sceaux, s'emploiera à ce que cette loi soit inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale pour la prochaine session ».

Cette action n'est, pour M. Damien « qu'une poignée pour un barreau malade et souffrant ». Prétendant que la loi ne promettrait qu'elle sera discutée n'est en rien préjuger son avenir. « Les avocats ne font des grèves comme de grandes manifestations », conclut M. Damien, « pour un motif différent de celui qui les préoccupe au fond. Les véritables problèmes du barreau de Paris ne sont pas dans la multipostulation. Les élèves, militants de l'A.J.S. (Alliance des jeunes pour le socialisme, trotskistes), ainsi que des militants du P.S. et quelques « inorganisés », ont tenté de s'emparer de l'appareil syndical actuellement contrôlé par les étudiants communistes (une vingtaine de militants sur les trente membres du bureau national).

Le collectif — une cinquantaine d'élèves de grandes écoles réunis à l'Institut national agronomique — a dû se scinder après un vote sur l'ordre du jour où le bureau national aurait dû voter l'indivisibilité par 19 voix contre 12. Refusant d'entendre ce « coup de force de l'A.J.S. relayé à l'extérieur par les militants de l'O.C.T. » (Organisation communiste internationaliste), dont une centaine de membres procéderaient au filtrage des entrées à l'Institut, le bureau national de l'U.G.E. s'est retiré avec les membres du collectif restés fidèles, au cours d'une bousculade.

Les militants de l'A.J.S. et de l'O.C.T. se sont aussitôt érigés en bureau national provisoire et ont appelé à un congrès national à Paris les 2, 3 et 4 février prochain. Le bureau national en fonction a pour sa part, appelé à un congrès national aux mêmes dates, mais à Lyon. Toutes ces manœuvres ont pour but de s'emparer, avant les élections aux élections nationales régionales des œuvres universitaires et scolaires, du seul appareil syndical étudiant qui ait encore, grâce à

Scission à l'Union des grandes écoles

La réunion du collectif national de l'Union des grandes écoles (U.G.E.), le 16 décembre à Paris, a abouti à une scission. Les élèves, militants de l'A.J.S. (Alliance des jeunes pour le socialisme, trotskistes), ainsi que des militants du P.S. et quelques « inorganisés », ont tenté de s'emparer de l'appareil syndical actuellement contrôlé par les étudiants communistes (une vingtaine de militants sur les trente membres du bureau national).

Le collectif — une cinquantaine d'élèves de grandes écoles réunis à l'Institut national agronomique — a dû se scinder après un vote sur l'ordre du jour où le bureau national aurait dû voter l'indivisibilité par 19 voix contre 12. Refusant d'entendre ce « coup de force de l'A.J.S. relayé à l'extérieur par les militants de l'O.C.T. » (Organisation communiste internationaliste), dont une centaine de membres procéderaient au filtrage des entrées à l'Institut, le bureau national de l'U.G.E. s'est retiré avec les membres du collectif restés fidèles, au cours d'une bousculade.

Les militants de l'A.J.S. et de l'O.C.T. se sont aussitôt érigés en bureau national provisoire et ont appelé à un congrès national à Paris les 2, 3 et 4 février prochain. Le bureau national en fonction a pour sa part, appelé à un congrès national aux mêmes dates, mais à Lyon. Toutes ces manœuvres ont pour but de s'emparer, avant les élections aux élections nationales régionales des œuvres universitaires et scolaires, du seul appareil syndical étudiant qui ait encore, grâce à

POLICE

M. BONNET
ET LES « BREBIS ÉGARÉES »

Rédacteur en chef d'un récent « journal instauré » de R.T.I., M. Ynges Solomides a été condamné, le 18 décembre par la dixième chambre correctionnelle de Paris, à 18 000 F d'amende, à 2 000 F de dommages et intérêts envers le conseil départemental, et à l'ordre des médecins, autant envers le conseil départemental et 5 000 F envers l'ordre des pharmaciens. Le tribunal a prononcé la fermeture de l'institut Solomides, établi à Sceaux, et la saisie de son matériel.

Après la lecture du jugement, une vingtaine d'amis du condamné ont traversé le Palais de justice en criant : « Ordre des médecins, assassins ! ».

M. Solomides, qui comparait pour la neuvième fois pour exercice illégal de la médecine, affirme avoir découvert un traitement efficace contre le cancer, ce que contestent formellement les plus éminents oncologues, dont le professeur Jean Bernard, venu témoigner au procès (le Monde du 22 novembre).

● Pour avoir proposé à la vente des fausses sculptures de Giacometti, obtenues par surmoulage, M. Daniel Piodowski, quarante-sept ans, négociant en œuvres d'art demeurant à Rome, a été condamné par défaut, le 18 décembre, à trois ans d'emprisonnement par la trentième chambre correctionnelle de Paris qui a délivré un mandat d'arrêt contre lui. Mme Giacometti a obtenu 10 000 francs de titre de dommages-intérêts.

● Dans une question écrite au ministre de l'Intérieur, M. Maxime Vallin, député du Val-de-Marne (P.C.), s'élève contre les conclusions du récent rapport de l'inspection générale de l'administration sur l'utilisation de dix mille policiers à des tâches négligeables. Le rapport, paru dans le Monde du 14 décembre, n'a pas été communiqué aux parlementaires lors du débat budgétaire du 19 octobre dernier. A l'époque, en effet, M. Christian Bonnet, était depuis quatre jours en possession de ce document, déclare M. Vallin, qui regrette d'autre part que l'administration ait refusé « de façon catégorique » de lui fournir une copie de ce rapport.

ÉDUCATION

Grève de la faim à l'université de Vincennes
Empoignades au bord du gouffre

« Moi, Jean-Pierre, sous-bibliothécaire de Paris-VIII, révolté par l'iniquité de la décision du dernier conseil de l'université, je cesse de manger jusqu'à ce que Mohammed soit réintégré. » Boutelle d'eau minérale, maites ou soi, barbe naissante, Jean-Pierre ne s'agitait plus depuis lundi 14 décembre. Haut-parleurs, assemblées générales houleuses, millions d'intransigeantes, coups de théâtre, l'université de Vincennes s'est mobilisée, lundi 18 décembre, contre son conseil d'université, qui a licencié, le 21 septembre, M. Mohammed Zemzem, agent de service du nettoyage à l'I.U.E.R. (unité d'enseignement et de recherche) d'anglais-américain. « Il s'est absenté à plusieurs reprises sans justification », explique M. Pierre Merin, président de l'université. « Ce n'est pas l'avis des représentants du personnel au comité de grève : la C.F.D.T. estime même que le dossier de Mohammed est irréprochable. » Ce comité a brisé l'union sacrée, déclare M. Merin. Jusque-là, les Vincennais portaient ensemble contre les menaces de démantèlement, le transfert de l'université à Saint-Denis, le décret du 20 septembre sur le statut des assistants et des vacataires. L'ennemi campait à l'extérieur. C'était trop simple, trop manichéen pour rendre compte de la réalité de Vincennes. Le licenciement du balaieur Mohammed,

Jean-Pierre qui ne mange plus, affaibli et révolté, dévoile à présent un conflit interne et indique d'autres cibles que le ministère des universités et Mme Sauhier-Selès. A leur tour, le conseil université et son président sont aujourd'hui visés. « Ils veulent en réalité, pour sauver Vincennes, normaliser l'université, rassurer le pouvoir en refaisant la façade. Il faut que tout soit propre, convenable, et le renvoi de Mohammed, c'est une première tentative. » Deux conceptions s'opposent. Au bord de l'échec, Vincennes s'efforce, dit-on, d'apporter des preuves : pour les uns, il faut avoir une bonne conduite, et savoir ce qui peut être encore sauvé, pour les autres, il faut au contraire accélérer le tourbillon, accentuer le caractère de l'université. « On n'avait pas vu ça depuis la séquestration de Froux », affirmait l'ancien président de l'université, une documentaliste, d'une voix qui couvrait le son des tam-tams. A moins que tout, pris de vertige — et de certitudes — à l'approche de la fin, veuillent témoigner une nouvelle fois et de façon « bien vincennaise » qu'il, la démocratie à l'université serait possible et que mai 68 n'est pas tout à fait oublié... même si tout cela évoque cette maison en équilibre au bord de l'abîme qu'on voit dans la Rue vers l'or.

CHRISTIAN COLOMBANI.

Scission à l'Union des grandes écoles

La réunion du collectif national de l'Union des grandes écoles (U.G.E.), le 16 décembre à Paris, a abouti à une scission. Les élèves, militants de l'A.J.S. (Alliance des jeunes pour le socialisme, trotskistes), ainsi que des militants du P.S. et quelques « inorganisés », ont tenté de s'emparer de l'appareil syndical actuellement contrôlé par les étudiants communistes (une vingtaine de militants sur les trente membres du bureau national).

Le collectif — une cinquantaine d'élèves de grandes écoles réunis à l'Institut national agronomique — a dû se scinder après un vote sur l'ordre du jour où le bureau national aurait dû voter l'indivisibilité par 19 voix contre 12. Refusant d'entendre ce « coup de force de l'A.J.S. relayé à l'extérieur par les militants de l'O.C.T. » (Organisation communiste internationaliste), dont une centaine de membres procéderaient au filtrage des entrées à l'Institut, le bureau national de l'U.G.E. s'est retiré avec les membres du collectif restés fidèles, au cours d'une bousculade.

Les militants de l'A.J.S. et de l'O.C.T. se sont aussitôt érigés en bureau national provisoire et ont appelé à un congrès national à Paris les 2, 3 et 4 février prochain. Le bureau national en fonction a pour sa part, appelé à un congrès national aux mêmes dates, mais à Lyon. Toutes ces manœuvres ont pour but de s'emparer, avant les élections aux élections nationales régionales des œuvres universitaires et scolaires, du seul appareil syndical étudiant qui ait encore, grâce à

PROGRAMMEUR ANALYSTE D'EXPLOITATION
Niveau exigé : Baccalauréat.
Durée : 6 à 7 mois.

POPITREUR D.O.S. INFORMATIQUE
Niveau exigé : B.E.P.C.
Sélection rigoureuse avec tests après 30 heures de cours.

F A X
6, rue d'Amsterdam-9 - 874-85-68
84, rue Saint-Lazare-9 - 874-56-60

ISTH
Depuis 1953
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES
ET TECHNIQUES NORMALES

- Examen du CAPA
- Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat
- Préparation complète (thématiques)
- Avec préparation intensive en Audit
- Espaces limités
- Équipement de 12 Étudiants

AUTEUIL 6, Av. Léon-Henry
75016 Paris - Tél. 224-10-72

TOLBIAC 83, Av. d'Italie
75013 Paris - Tél. 960-63-91

Les élections dans les lycées et les collèges

LEGER RECUL DE LA FEN CHEZ LES ENSEIGNANTS

Le ministère de l'éducation a rendu publics les résultats définitifs des élections aux conseils d'établissement du second degré (collèges, lycées et lycées d'enseignement professionnel), qui désignent les représentants du personnel (enseignants, personnel administratif et de surveillance, ouvriers et agents de service) au sein des conseils.

La participation reste élevée chez les ouvriers (87,5 % contre 87,7 % en 1977). Elle baisse de 3,5 % chez les enseignants (77,5 % contre 80,8 %) et d'un point chez les administratifs (68 % contre 69 %). Chez les enseignants, les listes d'union inter-syndicale emportent 49,5 % des sièges, comme l'an dernier. La FEN accuse une légère baisse (38,5 % des voix contre 31,4 % en 1977). Le SGEN-C.F.D.T. obtient 5 % des voix (contre 4,7 %). Les syndicats autonomes (S.N.A.C., S.N.C., etc.) passent de 18,1 à 10,3 %, et les non-syndiqués de 4,3 % à 4,4 % des voix.

Chez les administratifs, les deux tiers des voix sont recueillies, comme l'an dernier, par des non-syndiqués — avec toutefois une légère baisse (de 38,8 % à 38 %) — et les listes d'union, qui progressent (de 26,4 % à 28,3 %). La FEN passe de 21 % à 22,5 %.

Chez les personnels de service, les non-syndiqués obtiennent 25,1 % des voix (contre 25,4 %). La FEN passe de 50,7 % à 22,1 % — seul collègue où elle progresse — la C.G.T. passe de 20,2 % à 17,8 %.

● Spectacle scolaire déconseillé à Amiens. — Le recteur et l'inspecteur d'académie d'Amiens ont publié un communiqué commun à propos du spectacle de la Compagnie Bonifio sur lequel la commission académique d'action culturelle avait donné un avis défavorable (le Monde du 14 décembre). Ils précisent que cet avis est pour des raisons « d'ordre de langage, un style agressif, une incitation à la violence, l'absence de rapport avec la réalité historique de la Révolution française ». Les autorités académiques, ajoutent-ils, sont « responsables devant les parents de l'éducation des élèves qui leur sont confiés ».

A L'UNIVERSITÉ DE LILLE 1

L'alternance fait son chemin

De notre correspondant

Le gouvernement prépare un projet de loi sur l'enseignement en alternance. Plusieurs universités, dont celle de Lille-1, ont déjà, dans ce domaine, une certaine expérience.

Lille. — Il y a cinq ans qu'une équipe de l'université des sciences et techniques de Lille anime une expérience d'enseignement alterné pour la préparation du DEUG (diplôme d'études universitaires générales) en sciences des structures de la matière et en sciences de la nature et de la vie. Les étudiants qui acceptent cette formule suivent normalement les cours, mais ajoutent à leurs études un stage de quatre mois dans une entreprise de la région. Trois acteurs sont donc en présence : l'étudiant, le professeur, le chef d'entreprise, ce qui, au-delà des formules habituelles sur la liaison Université-entreprise, crée une confrontation d'un type nouveau... en France tout au moins.

Le samedi 18 décembre, sur le campus de Villeneuve-d'Ascq, au cours d'une réunion organisée par M. Dubois, maître de conférences, responsable du DEUG alterné, les partenaires étaient en présence — une soixantaine de personnes — pour lancer d'établir un bilan et de tracer quelques perspectives.

Quarante stagiaires

On atteint seulement cette année la limite fixée pour le nombre d'étudiants participant à cette formation : quarante. Cela semble peu par rapport aux quatre cents jeunes qui pourraient y prétendre (ils étaient vingt la première année et les suivantes), mais cela s'explique. Tout d'abord les responsables de l'université souhaitent avancer prudemment. En outre, le DEUG alterné rencontre des obstacles psychologiques et une réticence évidente dans le milieu des étudiants et, surtout, peut-être dans leur famille. On retrouve là une méfiance, voire un certain mépris envers le travail manuel.

GEORGES SUEUR.

Le Monde

vitamine C dans

Mythes et ré

placebo à la

L'enf

Le Monde

DE LA MÉDECINE

Aspirine et vitamine C dans les états grippaux

Mythes et réalités

L'utilisation d'aspirine, d'une part, et de vitamine C, d'autre part, est largement répandue dans tous les pays occidentaux où le public leur attribue des effets bien-faisants, préventifs ou thérapeutiques, dans les infections virales saisonnières, rhumes ou états grippaux.

et il n'est guère de foyers où l'on ne compte actuellement une victime de la grippe, la vrate, ou d'une rhino-pharyngite.

La consommation de vitamine C et de préparations à base d'aspirine connaît donc un grand succès annuel, et les très nombreuses spécialités qui les contiennent sous forme de comprimés, de poudres à goût d'orange, de boissons effervescentes ou autres, sont largement utilisées par le public (qui les acquiert librement et leur attribue une action bienfaisante), et non moins largement prescrites par les médecins, qui les rangent au nombre des « médicaments mineurs » qui, s'ils ne font pas de bien, ne font en tout cas pas de mal, mais dont ils se demandent si - on connaît un jour leur efficacité réelle -.

Du placebo à la nuisance

par le docteur ESCOFFIER-LAMBIOTTE

À la vogue de l'acide ascorbique, ou vitamine C, date de plusieurs années déjà et a trouvé en l'Américain Linus Pauling, prix Nobel de chimie, en 1954 et prix Nobel de la paix, un défenseur inattendu et passionné. Les positions qu'il a prises à ce sujet ont déclenché de vives polémiques, et la controverse entre adversaires de l'efficacité thérapeutique de la vitamine C a pris des dimensions internationales, après que Linus Pauling lui eût consacré un ouvrage entier.

Une constatation est à l'origine de cette utilisation thérapeutique, à savoir qu'en cas d'infection par un virus le taux d'acide ascorbique normalement présent dans le sang et les globules blancs s'abaisse rapidement pour remonter quelques jours plus tard. De très fortes doses d'acide ascorbique (6 grammes par jour) corrigent partiellement la chute de son taux lors des atteintes virales.

La Lettre médicale d'information (1) rappelle que ces faits

flaque dès lors que les patients avaient à son sujet une opinion favorable; et cela, que cette substance soit réellement de la vitamine C, ou un placebo (eau sucrée colorée en orange).

Un bilan négatif

En somme, le bilan de tous les essais comparatifs menés avec rigueur pour vérifier l'efficacité qu'aurait la vitamine C pour la prévention ou l'atténuation des affections saisonnières des voies respiratoires supérieures et des syndromes grippaux est jusqu'à présent négatif. Il indique que l'acide ascorbique n'a, dans ces affections, qu'une efficacité très modeste ou nulle et que les rares effets favorables observés sont d'ordre psychologique.

Bien qu'aucun effet toxique de la vitamine C n'ait été signalé à ce jour, l'acidification chronique de l'urine que provoque son administration pourrait favoriser l'apparition de calculs urinaires.

Il est donc permis de se demander s'il ne serait pas souhaitable que les firmes pharmaceutiques restreignent du commerce d'innombrables spécialités coûteuses et inutiles, et renonceraient aux publicités tapageuses dont elles font l'objet concernant leur prétendue action antigrippale ou antirhumale.

Alliée des virus

Le problème que pose l'administration d'aspirine pour l'allègement des symptômes des diverses affections virales saisonnières, rhino-pharyngites ou gripes, est très différent. Bien que l'aspirine (ou acide acétyl-salicylique) soit connue et utilisée depuis plus d'un siècle, et que son usage soit répandu dans le monde entier, son efficacité thérapeutique n'a cessé de se voir élargie et précisée ces dernières années, à la lumière des connaissances scientifiques modernes, concernant notamment les prostaglandines.

Le recours à l'aspirine à fortes doses comme anti-inflammatoire puissant dans les affections rhumatismales ou son utilisation dans les suites d'affections cardio-vasculaires, en raison de ses effets anticoagulants, sont des exemples de ces applications médicales.

Mais l'essentiel de ses indications reste pour le grand public tout au moins l'allègement des maux de tête, courbatures, douleurs musculaires ou malaises divers, et de la fièvre que provoquent les affections virales saisonnières.

Le département des maladies infectieuses de l'université d'Illinois (Chicago) a conduit une étude en double aveugle (2) chez quarante-cinq volontaires étudiants en médecine, afin de tester de façon sérieuse l'effet de l'aspirine sur les symptômes du rhume et sur la prolifération virale.

Des solutions de rhinovirus appartenant à des types classiques (21 et 25) furent préparées et instillées dans les narines des volontaires, lesquels notèrent quotidiennement durant huit jours leur état.

Chacun recevait trois fois par jour, pendant cinq jours, après la contamination, deux capsules qui, bien que d'apparence identique, contenaient, pour la moitié des sujets, 0,3 gramme d'aspirine, et pour les autres, du sucre (placebo).

Les symptômes inflammatoires du rhume (maux de tête, décharges nasales, brûlures oculaires) furent très légèrement moins marqués chez les volontaires qui recevaient réellement de l'aspirine dans leurs capsules que chez

les autres; l'aspirine a donc, confirme l'équipe américaine, une certaine action analgésique, mais les résultats sont si peu marqués qu'ils sont qualifiés de « décevants ».

Mais en diminuant les réactions inflammatoires (qui permettent la destruction des agents infectieux), l'aspirine comme d'ailleurs les hormones stéroïdes (cortisone), favorise la prolifération de ces agents.

Les volontaires qui avaient reçu de l'aspirine quotidiennement présentaient, en effet, dans leurs sécrétions nasales des quantités de virus beaucoup plus importantes que ceux qui n'avaient absorbé que du sucre.

Une telle situation n'est pas sans inconvénients, conclut l'équipe américaine, en ce qu'elle risque de favoriser les complications de ces infections virales normalement bénignes, et notamment les trachéobronchites. En outre, les porteurs de virus « que sont ces patients traités à l'aspirine constituent une source de contamination non négligeable.

Grâce aux lecteurs

L'enfant du miracle

De jeunes parents, qui n'avaient eu jusqu'à présent que des enfants morts, fêteront pour la première fois cette année le Noël d'un magnifique bébé de trois mois.

Cet enfant doit la vie à ceux des lecteurs du « Monde » qui, appartenant à un groupe sanguin rare, ont permis ce succès remarquable, étape nouvelle et décisive de la lutte contre la malédiction Rhésus.

Le centre d'hématologie pédiatrique de Paris lançait, en juillet dernier, un appel aux volontaires par l'intermédiaire du « Monde de la médecine » (5 juillet 1978).

Des sujets appartenant au groupe AB négatif étaient sollicités pour donner à une ou plusieurs reprises du plasma, afin de pouvoir mettre en œuvre un traitement qui permette de sauver un enfant menacé par l'incompatibilité de son groupe sanguin avec celui de sa mère.

Cette dernière, Mme X., avait, à vingt-deux ans, perdu déjà trois enfants, morts avant leur naissance, tous par les anticorps anti-rhésus que produisait leur mère, laquelle avait un groupe sanguin (rhésus négatif) différent de celui du père (rhésus positif) et de celui des enfants conçus par le couple.

L'équipe du centre d'hématologie pédiatrique, qui dirige le professeur Pinon, en collaboration avec les docteurs Maigret et Marie, et sous la prise en charge clinique du professeur Chavril, avait tenté, et réussi, dans une première série de sept cas, de sauver les enfants de Mme X., un traitement nouveau visant à remplacer le plasma agressif de la mère par du plasma sain provenant de donneurs volontaires, et cela durant les quatre derniers mois de la grossesse.

Les quantités considérables de plasma sain (80 litres), provenant de donneurs appartenant à un groupe rare, nécessaires à une telle entreprise faisaient qu'en dépit de tous leurs efforts le Centre national de transfusion sanguine et les centres de transfusion de l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul et des autres hôpitaux de Paris n'auraient pu engager le traitement sans le miracle du quatrième enfant de Mme X., n'aurait aucune chance de survie.

Plus de cent cinquante lecteurs du Monde, appartenant au groupe AB négatif, se présentèrent au centre d'hématologie dans les quarante-huit heures suivant l'appel lancé dans nos colonnes, chiffre d'autant plus remarquable que ce groupe sanguin est exceptionnel : une personne sur cinq cents seulement est AB Rh. négatif dans la population française.

Les plasmaphéreses (ou remplacement complet du plasma toxique de la future mère par le plasma des volontaires) débutèrent immédiatement et devaient se poursuivre tout l'été. Après plus de trente séances, durant lesquelles 70 litres de plasma ont été donnés, Mme X. donnait naissance, le 17 octobre, à un enfant de 3 kilos atteint d'une maladie hémolytique modérément sévère, et qui fut aisément matrisée par deux échanges transfusions (remplacement complet du sang de l'enfant contenant les anticorps toxiques de la mère par du sang de donneur).

L'enfant est aujourd'hui en pleine santé, et nous écrit le professeur Pinon, « nous devinez la joie des parents, qui est profondément émouvante ».

Toutefois grâce à des volontaires, des traitements analogues sont tentés actuellement à Paris, Bordeaux et Besançon pour d'autres jeunes femmes qui se trouvent dans la même situation dramatique.

Il semble que sous l'angle du progrès scientifique les enfants du miracle de ce Noël 1978 soient bien des survivants de la malédiction Rhésus. Ils doivent leur salut, hier encore impensable, à un remarquable travail de recherche, certes, mais aussi à la générosité et à la solidarité d'un certain nombre de lecteurs, qui partagent aujourd'hui l'indéfinissable joie de parents qui s'estiment, eux-mêmes, miraculés.

Dr E.-L.

Alcool et conduite automobile

Les fêtes à l'épreuve de la loi

Pour la première fois, cette année, les retours en voiture de réveillons trop arrosés seront dominés, non plus par la crainte d'un hypothétique accident - celui qui n'arrive qu'aux autres - mais par la peur du gendarme. Ce sont les premières fêtes de fin d'année qui ont lieu depuis le vote, le 12 juillet 1978, de la loi permettant le dépistage de l'imprégnation alcoolique au volant, en dehors de toute infraction.

Deux mesures, semble-t-il à beaucoup, devraient permettre de conduire sans renoncer à boire : une bonne information sur les quantités d'alcool à ne pas dépasser pour que l'alcoolémie reste en dessous du taux légal de 0,8 gramme par litre; et le recours, le cas échéant, aux produits nouvellement mis sur le marché pour diminuer le taux d'alcool dans le sang (« le Monde » du 12 septembre).

En fait, les taux d'alcoolémie dépendent de variables trop nombreuses et trop individuelles pour être calculées avec un degré de précision suffisant. Quelques heures de repos ou l'abstinence d'un des convives, comme cela se fait couramment dans les pays nordiques, apparaissent encore comme les meilleurs moyens de concilier la nouvelle loi et les fêtes de fin d'année.

DANS un livre intitulé *Pratique de l'alcool et de l'alcoolisme* (1) que viennent de publier les éditions Bordas, des tableaux fort nombreux permettent à chacun de calculer en fonction de son sexe, de son poids et des quantités absorbées, son taux d'alcoolémie.

1.1 gramme d'alcool par litre dans le sang : tel est le taux qu'atteindrait une femme de 45 kg, trente minutes après avoir absorbé à jeun trois verres contenant chacun 11 grammes d'alcool. En revanche, un homme de 80 kg pourrait rester à 0,7 gramme par litre, donc en deçà du taux légal, en absorbant au cours d'un repas cinq verres d'un même teneur en alcool.

La légende de ce tableau précise que l'on ne devient un « criminel en puissance » qu'à partir d'une dose d'alcool dans le sang supérieure à 2,2. Pour autant, les risques pour le conducteur sont multipliés par quatre.

L'Institut de recherches scientifiques, économiques et sociales sur les boissons (IREBS), organisme d'études financé par les fabricants de spiritueux, publie des plaquettes qui font varier de façon plus rigoureuse les doses d'alcoolémie en fonction du nombre de verres dont le volume n'est pas défini avec précision.

Le professeur Cot, chef de service à l'hôpital de Garches, reste très sceptique face à ce type d'initiative : « Les taux d'alcoolémie varient en fonction d'un nombre de variables beaucoup plus nombreuses que le sexe et le poids : la nature des boissons, la vitesse à laquelle elles sont absorbées, le moment de la prise de sang, peut provoquer des variations de 10 % ». Interviennent aussi l'état général, l'âge, l'activité déployée et même, à poids égal, la répartition des tissus adipeux. L'alcool se fixe moins sur les graisses. Il reste, enfin, au-delà de tous ces facteurs identifiables, un facteur résiduel qui peut encore faire varier de manière significative les doses d'alcoolémie selon les individus.

Ceux des alcooliques qui se montrent sceptiques sur l'aptitude de chacun à mesurer sa capacité de résistance à l'alcool, conseillent en cas de conduite une grande modération dans la consommation de boissons alcoolisées, soit l'équivalent, au cours du repas, d'un quart de litre de vin, sans apéritif ni digestif.

Du sucre en pharmacie

Ces normes plus ou moins strictes peuvent-elles être assouplies grâce à l'absorption de produits diététiques à base de sucre qui permettraient de diminuer les taux d'alcoolémie ? « L'action de doses importantes de fructose pour prévenir l'élévation de l'alcoolémie n'est pas discutable », écrit dans *La Revue du praticien* du 25 octobre 1978, le professeur Jean Lereboullet, directeur de l'Institut d'alcoolologie de l'hôpital de Bicêtre.

Les nombreuses expérimentations qu'il a faites sur ce sujet permettent d'affirmer que l'absorption, en même temps que des boissons alcoolisées (2) de 100 grammes de fructose, fait baisser de près de 40 % en moyenne les pics d'alcoolémie.

« Les tests psychométriques », affirme également le professeur Lereboullet, « prouvent à double titre (ou double aveugle) étaient améliorés de façon très significative ». Il visait à comparer les performances de deux groupes de volontaires ayant absorbé la même quantité d'alcool et une substance neutre pour les uns, du fructose (sucre) pour les autres.

La même expérience effectuée avec deux sachets de 30 grammes de poudre Alsaver, vendue dans le commerce depuis septembre et composée à 97,5 % de sucres divers montre une diminution moyenne de 20 % des taux d'alcoolémie des sujets testés. Il ne semble pas, en revanche, que dans ce cas les réflexes soient améliorés notablement.

De sérieuses réserves peuvent être faites pourtant sur l'utilisation de sucres comme antidotes de l'alcool :

● Ils n'agissent d'abord que s'ils sont absorbés avant ou en même temps que la boisson alcoolisée.

● Seules des alcoolémies peu élevées (de 0,5 à 1 gramme par litre) sont réellement sensibles à l'action de ces produits.

● Tout repas qui accompagne l'absorption de boissons alcoolisées permet aussi de ralentir le temps de séjour de l'alcool dans le tube digestif et élimine ainsi dans des proportions importantes l'efficacité des sucres.

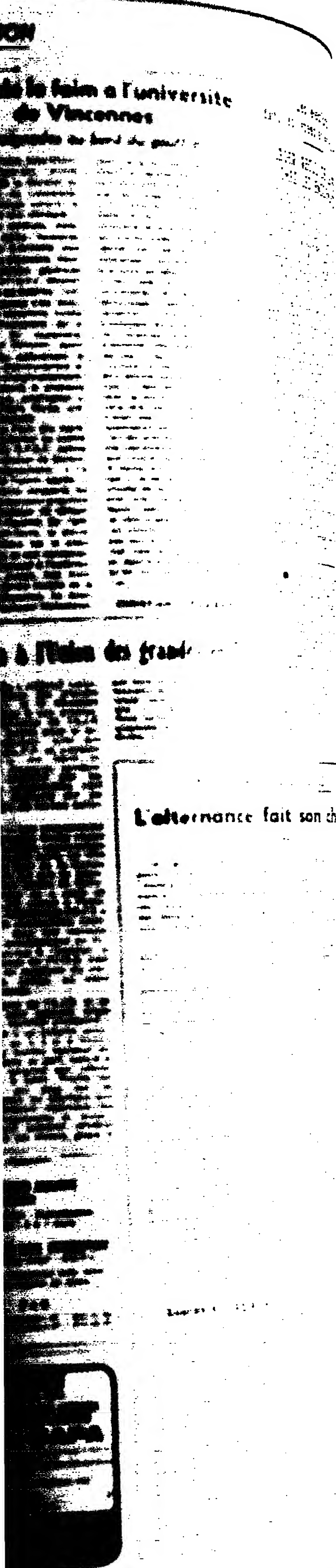
● Enfin, l'absorption fréquente de telles quantités de sucres constitue un facteur de risque pour de nombreuses maladies (diabète, maladies cardio-vasculaires, troubles gastriques).

L'absence de publicité de ces produits, qui ne doivent pas mentionner leurs effets sur l'alcool, et le fait qu'ils sont néanmoins vendus en pharmacie leur donnent un semblant de caution tout en privant les consommateurs d'informations directes.

« Apprendre à se connaître face à l'alcool » : tel pourrait être le thème de la prochaine campagne d'éducation sanitaire du ministère de la santé et de la famille; les usagers ignorant trop souvent les limites de leurs nouveaux devoirs ne seraient plus ainsi désarmés face à une loi nécessaire. — N. B.

(1) *Pratique de l'alcool et de l'alcoolisme*, de M. Alexandre Dorigny et du docteur Michel Volnay. Ed. Bordas, coll. « Pratique de la santé », 85 p., 19 F.

(2) Ces boissons alcoolisées ont été administrées à la dose de 0,8 gramme d'alcool par programme de poids chez l'homme (et 0,5 chez la femme).



مركز الأمل

صحة من الأهل

La recherche
II. Des rep...

La Commission des Communautés européennes

La Commission des Communautés européennes cherche pour Bruxelles un

pharmacien

- Les candidats devront :
- posséder un diplôme universitaire de pharmacien ou de médecin,
 - posséder une certaine expérience administrative ainsi qu'une connaissance approfondie des législations pharmaceutiques des Etats membres et de la Communauté,
 - posséder une connaissance satisfaisante d'une deuxième langue communautaire autre que leur langue maternelle,
 - être âgé de moins de 32 ans et posséder la nationalité d'un pays membre.

La rémunération et les conditions de travail sont en rapport avec l'importance que revêt le poste pour la Commission et seront communiqués aux candidats retenus.

Les personnes intéressées sont priées d'envoyer leur curriculum vitae détaillé à l'adresse suivante, en mentionnant la référence PBP/1: M. A. J. CASTON, rue de la Loi 200, 1049 Bruxelles (Belgique).

La date limite pour le dépôt des dossiers complets de candidature est fixée au 19 janvier 1979.

best-seller depuis 6 mois

le nouveau livre du Professeur

Jean Bernard

de l'Académie française

l'Espérance

ou le nouvel état de la médecine

Une somme du monde médical, explique clairement comment la Recherche et les techniques de pointe peuvent soulager la misère humaine.

Buchet/chastel

13, rue de Condé, 75006 Paris

En souscription jusqu'au 15 Février 1979 chez votre librairie médicale

NÉPHROLOGIE

édité par JEAN HAMBURGER, JEAN CROSNIER, JEAN-PIERRE GRÜNFELD de l'hôpital Necker

Seule, l'équipe de l'Hôpital Necker pouvait obtenir que les cent meilleurs néphrologues du monde, appartenant à 11 pays différents, collaborent à une œuvre collective de cette ampleur.

conditions de souscription : 2 volumes de 800 pages environ chacun - au total 700 illustrations : prix de souscription 590 FF / prix définitif 720 FF (frais de port, assurance, emballage : 35,00 FF en sus)

flammarion médecine 20, rue de vaugrand - 75005 Paris

Gladys Swain

Le sujet de

de la folie

Naissance de la

psychiatrie

36 F

PRIVAT

TRADUCTIONS

ABC 44 R.N.D. DES VICTOIRES

PARIS 2^e TEL. : 236.13.03

PLUS RAPIDE - MEILLEUR MARCHÉ

Robert Laffont

Par un grand spécialiste international, l'information la plus sûre et la réflexion la plus objective sur les grands choix énergétiques.

LA POMME NUCLEAIRE

et

L'ORANGE SOLAIRE

un livre de

MICHEL GRENON

collection REPONSES ECOLOGIE

S. O. S. SANTÉ : LE 15

Un seul numéro de téléphone centralisera les appels d'urgence dans plusieurs départements, dès l'hiver 1979

Nous aurons, d'ici à 1980, avec la mise en place d'un numéro national « santé », le 15, le meilleur système du monde de l'urgence à condition toutefois que les deux médecines, publique et privée, s'entendent », affirme M. Colrier, responsable des questions de l'urgence au ministère de la Santé et de la Famille. Les crédits du budget affectés aux secours d'urgence ont augmenté de près de 50 % par rapport à l'année dernière. Une circulaire doit, d'ici peu, définir de manière souple le fonctionnement des centres départementaux 15. Mais Mme Simone Vell, ministre de la Santé et de

la famille, a posé un préalable à leur mise en place : l'entente entre les Services d'aide médicale urgente (SAMU) des hôpitaux et la médecine de ville.

Cette collaboration a déjà été réalisée dans une dizaine de villes : elle devrait permettre l'ouverture, durant le premier semestre 1979, dans quelques départements, d'un centre unique de réception des appels d'urgence répondant aux grandes détresses et assumant, dans le même temps, une permanence de soins pour la médecine de ville.

Le calendrier de M. Colrier, fixant à 1980 la généralisation du 15, est-il crédible ? S'agit-il simplement de l'optimisme

excessif d'un homme qui, depuis plus de vingt ans, a lutté pour que les urgences s'organisent ? Les difficultés à surmonter avant la généralisation du 15 restent, en tout cas, importantes : l'existence de SAMU dans près de quarante départements, la difficile définition de la localisation et surtout de la responsabilité de ces centres 15, et enfin les risques d'encombrement et de dilution de responsabilités, entraînés dans les grandes agglomérations par la centralisation d'appels très nombreux, constituent encore des obstacles.

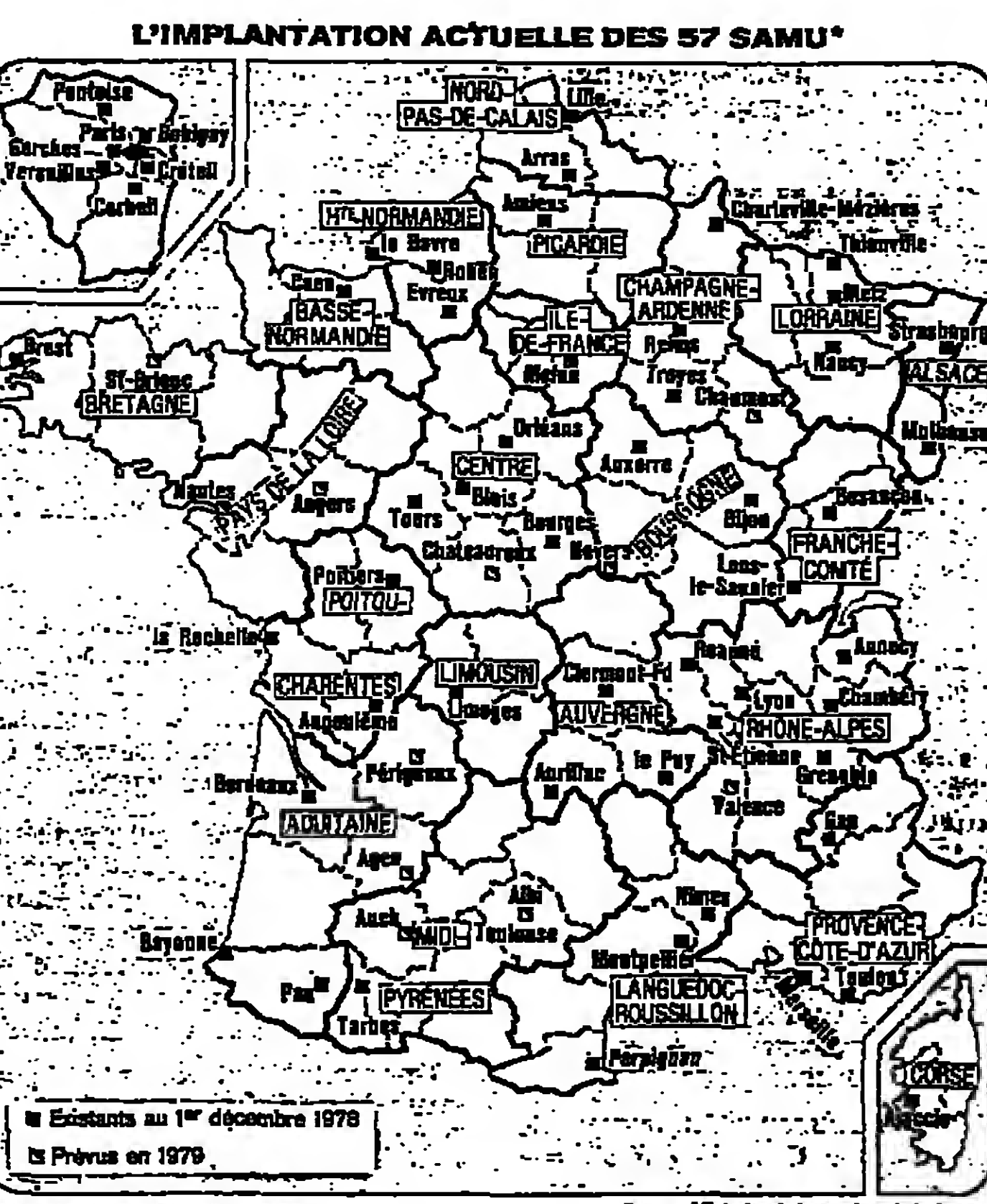
Le 15, pour l'instant, ne répond pas : il n'est plus un indicatif interurbain depuis qu'un protocole, en janvier dernier, est intervenu entre les P.T.T. et le ministère de la Santé ; mais il n'est pas encore un numéro national santé.

Pourtant le 15 représente d'ores et déjà une idée force, une dynamique : depuis quelques mois, les publications médicales lui consacrent de nombreux articles ; les syndicats et l'ordre des médecins se réunissent depuis plus d'un an pour en débattre ; surtout, le 15 a permis ce que vingt ans d'expérience des C.E.U. n'ont jamais même amorcé : la coopération entre les deux médecines, publique et privée.

De fait, les procès d'intention ne manquent pas : les uns soupçonnent une volonté de monopole de la part de l'hôpital, les autres craignent l'éparpillement et le manque de structure de la médecine de ville. Pourtant à Toulon, à Pontoise, à Chambéry et dans une dizaine d'autres villes, médecins hospitaliers et praticiens de ville se sont organisés ensemble pour accueillir les appels d'urgence. Pour une raison simple : il y a de l'intérêt bien compris des uns et des autres. Toute sortie inutile du SAMU représente, en effet, une dépense importante pour celui-ci et un manque à gagner pour la médecine de ville. Ainsi, actuellement, le SAMU de Tours, qui n'a pas de relais auprès des médecins de ville, fait, d'après ses propres statistiques, près de 20 % de sorties inutiles. Une sortie de SAMU coûte, selon les départements, entre 200 F. et 400 F.

La définition des responsabilités

Mme Simone Vell a fait de cette entente entre la médecine publique et la médecine privée un préalable à la mise en œuvre du 15 : en renonçant, il y a un an, à déposer un projet de loi, elle a voulu éviter les réactions de rejet et les procès d'intention que l'annonce d'un tel texte avait à elle seule provoqués. Les rencontres qui se multiplient localement entre les intéressés ne sauraient cacher le chemin à parcourir encore : quarante départements, notamment dans l'ouest de la France, sont dé-



pourvus de SAMU ; dans de nombreuses agglomérations, comme Strasbourg ou Tours, la médecine de ville commence seulement à s'organiser en associations pour relever le défi des urgences. A Bordeaux, la présence d'un médecin vacataire généraliste auprès du SAMU ne donne qu'une image bien déséquilibrée de la collaboration entre les deux médecines.

En revanche, dans les villes comme Grenoble et Rouen, le système est bien rodé : un même numéro, rendu public d'ores et déjà, reçoit tous les appels qui requièrent une présence médicale, du médecin de garde pour un enfant fiévreux à l'ambulance médicalisée pour un grave accident.

Le 15 pourrait-il être utilisé immédiatement dans ces deux villes ? Sans doute pas : pour deux raisons. La première d'ordre technique : le nombre de lignes téléphoniques des SAMU actuels devrait être multiplié : la mise en œuvre du 15 ne manquera pas, en effet, d'augmenter le nombre

d'appels et, à Rouen, on estime qu'il faudrait passer des trois lignes actuelles à une dizaine.

La mise en place des centres 15 suppose aussi que soient tranchées, notamment par la circulaire en préparation, certaines questions de doctrine. Faut-il localiser le centre 15 au SAMU lui-même ou sur un terrain neutre, à côté du SAMU, comme dans le Val-de-Marne ? Surtout, à qui reviendra la responsabilité ultime des erreurs commises dans le fonctionnement de ces centres ? La création évoquée d'un comité médical responsable et associant les uns et les autres permettrait de ne donner la préférence à personne. La définition d'une telle responsabilité collective restera délicate.

Psychiatrie et clinique privée

La dynamique, actuellement créée, laisse pourtant un peu de côté à la fois la psychiatrie et les cliniques privées. Les urgences psychiatriques sont rarement évoquées dans le débat actuel, alors que la mise en service du 15 ne manquerait pas de multiplier les appels de gens angoissés ou simplement désarçonnés, qui échouent actuellement aux services, à la porte des hôpitaux ou dans les commissariats. Or le médecin régulateur des futurs centres 15 accueillera-t-il cette population, entre un secteur de psychiatrie (1), qui n'assume pas de garde de nuit à de très rares exceptions, et un hôpital psychiatrique qui effraye toujours ?

Les cliniques, elles, sont quelquefois intégrées au système d'urgence, comme dans le Val-de-Marne, où elles représentent 55 % des lits de chirurgie. Leur place reste encore, dans la plupart des cas, à définir, même si les textes à venir leur reconnaissent une participation à un comité départemental de l'urgence, placé sous l'autorité du préfet.

Dernier obstacle, et de taille, à la généralisation des centres 15 : l'opposition de principe de certains à la centralisation des appels d'urgence. « Est-il bien possible et même souhaitable, demande le professeur Larcen, directeur du SAMU de Lorraine, dans la Revue du praticien du 25 novembre 1978, que tous les départements disposent d'un SAMU avec permanence de radio-téléphonique et médicalisation de l'appel ? Ne faut-il pas plutôt insister sur la nécessaire multiplication et décentralisation des services mobiles d'urgence et de réanimation (SMUR) plus légers, plus souples et plus opéra-

tionnels, chargés du ramassage médicalisé, laissant au seul SAMU de région l'organisation et la coordination des transports secondaires, des transports primaires difficiles, des transports aériens, de l'enseignement ? »

Le 15, en outre, d'après le professeur Larcen, « renforce la nécessité d'un tri, très difficile en fait à réaliser par téléphone pour des raisons d'incompétence des interlocuteurs imprécis ou émus ».

La double nécessité d'une grande souplesse dans la réalisation de ces centres 15 ainsi que d'une éducation bien menée dans les écoles en matière de secourisme devrait permettre de pallier les difficultés de principe évoquées par le directeur du SAMU de Lorraine. Ce dernier apparaît, en tout cas, bien isolé parmi les responsables de SAMU devenus, pour la plupart, des militants du numéro national de santé.

NICOLAS BEAU.

(1) Le secteur représente une zone géographique de près de 100 000 habitants où une même équipe prend en charge, sur le plan psychiatrique, l'ensemble de la population.

Paris se hâte lentement

La police, les pompiers, le SAMU, l'AMUP, les associations, la Croix-Rouge, SOS-Médical, les Parisiens, qui pour 40 % d'entre eux n'ont pas de médecin traitant, ont le chef en cas d'urgence entre une bonne dizaine de numéros. Et généralement ils ne savent que faire.

Pourtant, la mise en place d'un numéro unique d'urgences à Paris sera particulièrement délicate. Alors que de nombreux SAMU entretiennent de bonnes relations avec les pompiers, les uns et les autres disposant de Paris d'ambulances médicalisées, qui n'interviennent pas, pour l'instant, de manière coordonnée. En outre, pour des raisons historiques, les ambulances des SAMU sont presque toutes conduites par des policiers, dont la présence pour des suicides, des affaires de drogue ou des cas de troubles mentaux apparaît peu souhaitable.

La médecine de ville est également divisée. A Paris, entre des associations de médecins spécialistes de l'urgence et des associations de quartier, qui revendiquent les appels d'urgence pour les seuls praticiens installés.

Autre difficulté propre à Paris : les urgences recensées actuellement par toutes les parties prenantes représentent près d'un demi-million d'appels par an ; or le numéro unique ne manquerait pas de multiplier ce chiffre au moins par deux.

La centralisation de tous ces appels présente donc le risque d'une dilution des responsabilités et, en tout cas, suppose la construction de nouveaux locaux, dont le coût a été évalué au SAMU de Paris à 10 millions de francs, soit 5 F par Parisien, souligne-t-on au SAMU.

Dernière question, et non la moindre : à qui reviendra le financement et donc la responsabilité du centre 15 de Paris ? Au département, et donc, au-delà, à l'Etat, ou à l'Assistance publique, dont le maire de Paris, M. Jacques Chirac, préside le conseil d'administration et a demandé, à ce titre, un rapport sur ce sujet au professeur Florian Delbarre, responsable des questions de santé ? Ce dernier souligne la nécessité d'associer au débat actuel toutes les parties intéressées et de ne pas précipiter le mouvement : la répartition des responsabilités entre l'Etat et la mairie ne sera pas, en tout cas, sans conséquence sur la réorganisation des urgences à Paris, une nécessité que personne, au demeurant, ne conteste. — N. B.

édition en tir
revues les plus impor



La recherche française en péril

II. - Des reproches en retard de dix ans

par CLAUDE KORDON (*)

Dans un premier article, M. Claude Kordon, rappelant les progrès qu'a faits la recherche française depuis vingt ans, a montré pourquoi il était important de préserver une recherche fondamentale de qualité, et souligné que ce ne sont pas les structures de la recherche publique qui gênent le transfert des connaissances à l'industrie (« le Monde » du 19 décembre).

Les commissions spécialisées qui
sont de la recherche et orientent
son développement au sein des
grands organismes nationaux trop
« conservateurs » me souviennent
« suivi de modes », indiquent
régulièrement M. Algrain, secrétaire
général (1).

Ceux qui ont travaillé au tra-
vail de ces commissions savent
quelles sont devenues des ques-
tions d'orientation et de contrôle
la stratégie scientifique des
laboratoires nationaux n'a rien
à envier à celle des ins-
titutions analogues d'autres pays
à haut potentiel de recherche ;
avoir l'expérience, pour
être en mesure d'espérer que
étranger à des commissions de
la Communauté allemande de
recherche et de des experts
de la Fondation nationale, pour
la science des États-Unis ;

Les commissions d'Etat à la recherche ont d'ans de retard. Ils semblent tenir compte de quelques expériences faites judicieusement par certains membres des cabinets ministériels qu'à une analyse objective des données et des disciplines, les commissions ont résolu de écarter les orientations immédiates et dégrader la recherche des supports théoriques posant à sa modernisation. Encore faut-il s'entendre sur le sens du terme « conservatisme ». Une telle attitude est le résultat de concepts ou de méthodes archaïques doit être réorientée; mais elle n'est pas la conséquence des commissions scientifiques, qu'elles ont souvent mené à bien, en envoyant ses représentants à l'étranger pour s'informer, en suggérant des stratégies de remplacement, ou en aidant les chercheurs à trouver d'autres voies de recherche. La « conservation » des connaissances et du savoir-faire dans des secteurs qui ne sont pas, ou pas encore, en crise n'est pas non plus un aspect fondamental de la pré-

servation du patrimoine scientifique

Une « percée », c'est-à-dire l'émergence d'un nouveau concept dans un domaine déterminé, n'est possible que là où préexiste une masse critique de connaissances. Il est très difficile de prévoir dans quel domaine vont se produire les prochaines émergences.

Pour lutter contre ce prétendu conservatisme, le secrétaire d'Etat prononce le recours à de nou-

[illegible]

tisme » : les chercheurs ne se soucient pas assez de mobilité. La non-mobilité est un mal français. Elle tient sans doute à des habitudes et à des traditions, mais aussi, on le sait, à de bien plus grandes difficultés matérielles de déracinement que dans les pays où cette mobilité est habituelle.

Malgré des obstacles, on peut persuader des chercheurs ou des techniciens de changer de thème de recherche ou de laboratoire lorsque des perspectives sérieuses leur sont proposées. Mais il est naïf de croire qu'on augmentera la mobilité en supprimant des emplois publics en l'absence d'une volonté d'une capacité de recrutement du secteur privé, ni d'ailleurs en diminuant simplement la durée de la période « probatoire » des chercheurs.

On dit enfin que la recherche coûte trop cher pour la conjoncture économique que nous connaissons, qu'il faut faire des choix. Sans doute faut-il en faire, mais lesquels ?

technique depuis deux ans et
 qu'il parviendrait à en vertu
 des règles sacro-saintes de la
 fonction publique, bloque la pro-
 motion d'agents méritants.
 Pourtant, dans les projections
 nationales communes, l'accroisse-
 ment de l'effectif des chercheurs
 est fixé à 3 %, par an
 par le Plan et par le budget ;
 mais, dans la réalité, il est
 dans la pratique : en raison de
 retards calculés dans la remise
 en équilibre des postes libérés
 par départ, la commission
 retranche l'effectif de la commis-
 sion que je préside (et dont
 relèvent pourtant trois dispen-
 sées dites « prioritaires », la
 géologie, la paléontologie et
 l'immunologie cellulaire) et
 s'accroît de moins de 2 % en 1978
 par rapport à l'année précédente.
 On ne peut donc pas parler
 de jeunes chercheurs ayant un
 remarquable niveau de forma-
 tion. On ne trouve pas de tra-
 vail dans ce pays.

« Bien sûr, tout cela ne veut pas dire qu'il y a rien à faire pour améliorer la recherche. La mutation d'une société industrielle en une société scientifique est en cours. Les universitaires et les chercheurs. Conscients de ses exigences, des présidents d'université, les commissions scientifiques et les ministres de l'Enseignement Supérieur. VII. Plan d'équipement avaient avancé plusieurs propositions réalistes, qui dormaient malheureusement dans les tiroirs. Mais, malheureusement, quatre membres de section du Comité national de la recherche scientifique, représentant les grands secteurs de la recherche scientifique et des sciences de la vie et des sciences humaines, — ont demandé à l'audience à M. Aigrain : inquiète de la situation de la recherche publique, ils désiraient lui présenter quelques-unes de ces suggestions. « Le ministre, répondit-on, reçoit déjà beaucoup de suggestions. » Et, en ne peut les recevoir pour l'instant, car il s'est « attaché à disposer d'un document d'évaluation de la recherche scientifique en France, » et, en attendant, les Français, dont la connaissance

(*) Président de la commission de biologie des interactions cellulaires du Comité national de la recherche scientifique.

(lui) parait nécessaire pour la conduite de la politique nationale de recherche ».

Il est pour le moins étonnant que le ministre, s'il a vraiment besoin de cette évaluation, refuse précisément d'entendre les repré-
sentants du Comité national, c'est-à-dire ceux qui, analysant chaque année les succès, les échecs et les perspectives de la recherche, constituent le meilleur thermomètre de la science française. Et qu'ont donc fait la délégation générale à la recherche scientifique et technique et le secrétariat d'Etat, si un tel document d'évaluation n'existe pas encore ?

Ceci porte à croire que, si le secrétaire d'Etat a été de consulter les scientifiques, c'est pour

que l'idée dominante de la réforme du C.N.R.S. sera de transformer « une bonne part du pouvoir de décision des commissions spécialisées vers des instances nouvelles, des instances de concertation avec le gouvernement. Il se trouve malheureusement qu'au cours des dernières décennies c'est par une telle voie que la recherche scientifique a progressé, en France comme à l'étranger. Nos meilleures performances proviennent — plus qu'elles ne le paraissent — directement par la communauté scientifique — de ce que l'on nomme outre-Atlantique la « gestion par les pairs ». Ce mode de gestion, qui ne peut être administré comme une usine, en fonction des fluctuations du marché national, est le mode de gestion de l'activité. Activité de création, elle s'accommodait encore moins que celle d'une orientation autoritaire d'une orientation autonome.

Préserver les prérogatives du Comité national

Pour ne pas être régressive, une réforme doit donc d'abord présenter des avantages immédiats, nationaux qui fait chaque année davantage la preuve de son efficacité. Elle doit aussi maintenir l'indépendance des universités du C.N.R.S., pour s'attaquer aux causes réelles de blocage de nos structures. Par exemple, la situation des universités françaises, ces universités représente un danger réel pour l'avenir, d'organisme plus que le budget des établissements, qui ne permet pas d'aider les jeunes équipes qui émergent dans les facultés; ce n'est pas cela qu'on réforme. Une réorganisation faillitonne en est parfois le résultat, et on ne peut le faire qu'en réduisant les dépenses d'opérations sur lesquelles tout le monde est d'accord, elle pousse chercheurs et enseignants à multiplier leurs sources de financement, leurs demandes de crédit, à produire des dizaines de rapports et de notes, au lieu de faire confiance, pendant une durée déterminée, à une équipe. Ce n'est pas cela qu'on réforme. Un meilleur dialogue des scientifiques avec des représentants, des industriels, des universitaires, s'attache de recherche est nécessaire; il est possible; mais que fait-on ? On lui substitue une commission d'étude composée d'émules comme de nos jours, on apprécie certaines règles qu'

bien gérer, mais semblent tout ignorer des servitudes de ce qu'il faut faire pour que les réformes d'avoir raison de leurs réformes : en attendant, on aura bridé encore davantage les secteurs productifs, on aura éliminé les richesses productives, au profit de chimères qui resteront des constructions de papier. On aura donc, en attendant que l'on s'en apercevra trop tard, ceux qui connaissent bien les problèmes du développement de la France, ceux qui savent ce que sont les remarquables progrès de la période récente, notre potentiel scientifique demeuré intact, si ce n'est accru, pendant des années d'effort — et d'investissements importants — seront nécessaires pour le reconstruire.

Le président de la République aura fixé pour objectif à la France de « atteindre le premier rang des pays de dimensions comparables pour ce qui est de la science et de la qualité des recherches », et de « garantir la qualité, et dans plusieurs disciplines, nous n'en sommes pas si loin. Il faut espérer que ses efforts, et ceux de la recherche tenant notre recherche, le cœur apparemment léger et à coups de réformes « originales », dans la voie du sous-développement.

F. N.

(1) *Le Monde* du 16 septembre.
(2) Document annexe de la loi de finances pour 1978.

Réédition en tirage limité

des revues les plus importantes de ce siècle

**AVANT GARDE
DADA - SURREALISME :
UNE INCOMPARABLE COLLECTION
5 680 PAGES !
1000 DOCUMENTS !**

HET OVERZICHT

BIFUR
Entre 19
les colla
ses ; Ar
senstein
Buster
pault, T
On y ti
d'excom
ainsi qu
chistes :

TROPIQUES
Créée en septembre
de France (Mar
Césaire et René
refus total du r
l'affirmation de
culture des Ant
l'état pur, Tro
avec enthousias
tion d'André B
MAINTENANT

MANOMETRE
Manomètre est u
nationale d'uspi
puis suridéaliste
Principaux cent
littérature, lang
graphique, archit
A noter la lon
de son directie
lyonnais Emile M

LE GRAND JEU
Dirigé par René D.
Gilbert Lecomte,
Vailland, le Grand
mouvement qui ne
tient tête aux cur-
rents de créer une
nouvelle fondée sur le
renoncement et la
ction fondamentale.

**LE SURREALISME
AU SERVICE
DE LA REVOLUTION**
André Breton affirmait que, de toutes les écoles surréalistes, la plus riche, la plus équilibrée, la plus vivante et aussi la plus va-

Ces revues, à l'origine de tous les mouvements novateurs de notre temps sont aujourd'hui introuvables. Leur reconstitution et leur réédition en tirage limité, après des années de recherche, constitue un témoignage irremplaçable sur une époque charnière de notre siècle.

Cette collection est proposée pour la première fois dans son intégralité. Chaque volume constitue – par la rareté, la qualité et l'originalité des documents qu'il contient – une pièce de choix dans toute bibliothèque.

Het Overzicht 1 vol. 203 x 250 - 360 pages relié pleine toile sous jaquette illustrée	250 F
Bifur 2 vol. 235 x 190 - 812 et 786 pages reliées pleine toile noire sous jaquette illustrée	200 F
Tropiques 2 vol. 145 x 190 - 828 pages thazon reliés pleine toile sous jaquette illustrée	200 F
Maintenant 1 vol. 190 x 130 - 154 pages relié pleine toile sous jaquette illustrée	45 F
Macronomètre 1 vol. 190 x 250 - 220 pages relié pleine toile sous jaquette illustrée	75 F
Le Grand Jeu 1 vol. 190 x 250 - 356 pages relié pleine toile sous jaquette illustrée	150 F
Le Surréalisme A.S.D.L.R. 1 vol. 205 x 295 - 404 pages relié pleine toile sous jaquette illustrée	150 F
La Révolution surréaliste 1 vol. 205 x 295 - 520 pages relié pleine toile sous jaquette illustrée	150 F
Littérature 2 vol. 150 x 225 et 193 x 250 - 640 et 403 pages reliés pleine toile sous jaquette illustrée reus sous emboîlage	280 F

BON POUR RECEVOIR CES OUVRAGES
 Découpez ce bon, remettez-le avec le règlement correspondant aux ouvrages choisis, à votre librairie ou retournez-le aux Editions J.M Place, 12 rue Pierre et Marie Curie, 75005 Paris.

M : _____

Adresse : _____

_____ désire recevoir :

<input type="checkbox"/> Le Grand Jeu	: 150 F+port en recommandé	13,90 F
<input type="checkbox"/> Het Overzicht	: 250 F+port en recommandé	17,90 F
<input type="checkbox"/> Maintenan	: 45 F+port (poste simple)	5,00 F
<input type="checkbox"/> La Révolution		
<input type="checkbox"/> Surréaliste	: 150 F+port en recommandé	16,90 F
<input type="checkbox"/> Le Surréalisme		
<input type="checkbox"/> ASDLR	: 150 F+port en recommandé	13,90 F
<input type="checkbox"/> Bifur	: 300 F+port en recommandé	23,30 F
<input type="checkbox"/> Manomètre	: 75 F+port en recommandé	10,70 F
<input type="checkbox"/> Tropiques	: 200 F+port en recommandé	13,90 F
<input type="checkbox"/> Littérature	: 280 F+port en recommandé	17,90 F

Ci-joint mon règlement de _____ F par chèque bancaire, mandat-lettre, chèque postal à l'ordre des Editions Jean-Michel Place.

**Vous pouvez souscrire
chez les libraires suivants :**

"LITTÉRATURE" LA REVUE D'ARAGON, BRETON ET SOUPAULT.
Expression du Dadaïsme parisien, Littérature allait faire éclater la bombe surréaliste.
Autour d'Aragon, Breton et Soupault, ses trois fondateurs, Littérature allait accueillir quelques unes des signatures les plus prestigieuses du XX^e siècle et devenir un exceptionnel «carrefour de talents», qui reste à peu près unique dans l'histoire.

**LA REVOLUTION
SURREALISTE**

SURREALISTE
Son propos ? Libérer l'activité inconsciente de l'esprit. Il faut aboutir à une nouvelle déclaration des droits de l'homme. C'est à ce titre qu'elle doit intéresser tous les individus de quelques manières qu'ils aient pensé ou agi jusqu'ici. Si vous êtes prêts à pénétrer dans le champs inexploré du rêve, laissez la *Revoluttion Surrealiste*, dirigée par Pierre Naville, Benjamin Peret, André Breton, de 1924 à 1929.

هكذا من الأصل

DÉFENSE

Avec la création d'une division blindée et de deux divisions d'infanterie

Le dispositif militaire en région parisienne sera remanié en 1979

Dans sa revue mensuelle, *Terre Information*, de décembre, l'état-major de l'armée française confirme la création, en région parisienne, du 3^e corps d'armée et de la 2^e division blindée avant la fin de l'an prochain. Deux autres unités — il s'agit de deux divisions d'infanterie — seront créées dans le même temps.

C'est, en principe, en 1980 que sera achevée la réorganisation, en cours depuis 1977 (*le Monde* daté 24-25 avril 1977), de l'armée de terre. Au terme de cette réorganisation, l'armée de terre disposera alors de huit divisions blindées de 7 500 à 8 000 hommes chacune, une division alpine de 10 000 hommes, d'une division parachutiste de 13 750 hommes et d'une division d'infanterie de marine de 8 300 hommes. L'ensemble constitue les forces d'active réserves ou d'intervention outre-mer. Il est complété en cas de mobilisation par quatre divisions de 6 000 hommes chacune, issues des écoles ou de la réserve.

Le terme de division ne doit pas faire illusion. Comme le faisait récemment observer l'un des rapporteurs du budget militaire à l'Assemblée nationale, M. Jacques Cressard, député R.F.R. d'Ille-et-Vilaine, « au niveau des équipements, les divisions d'active française ne représentent, grosso modo, un tiers des divisions du pacte de Varsovie », l'alliance des pays socialistes est-européens.

En 1977, l'état-major de l'armée de terre a réorganisé le 1^{er} corps d'armée, dont le P.C. est à Metz, et qui est constitué, principalement, de quatre divisions blindées : la 4^e D.B. (à Nancy), la 6^e D.B. (à Strasbourg), la 7^e D.B. (à Besançon) et la 10^e D.B. (à Châlons-sur-Marne).

A la suite d'une décision gouvernementale de fusionner le commandement opérationnel et le commandement territorial, le général qui commande le 1^{er} corps d'armée est, aussi celui qui commande la 1^{re} région militaire. Il a donc autorité sur un ensemble de personnels militaires de 78 800 hommes, dont 45 000 dans les forces opérationnelles, y compris l'environnement du corps d'armée. En 1978, l'état-major de l'armée de terre a réorganisé le 2^e corps d'armée, dont le siège est à Baden, en République fédérale d'Allemagne, et qui comprend trois divisions blindées : la 1^{re} (à Trèves), la 3^e (à Fribourg) et la 5^e (à Landau). Avant la réorganisation, les effectifs des troupes françaises outre-Rhin s'élevaient à 51 500 hommes environ, et les effectifs à 49 500 hommes au terme de la refonte de l'armée de terre française.

La 2^e D.B.

L'an prochain, il est donc prévu de réorganiser le dispositif militaire de la région parisienne et celui de la 1^{re} région militaire (Lille). Cette décision se traduira par des dissolutions d'unités, des créations d'autres et de changements de garnison de certains régiments.

Terre Information précise notamment : « L'état-major du 1^{er} corps d'armée, fusionné avec celui de la 1^{re} région militaire, sera mis sur pied à Saint-Germain-en-Laye, celui de la brigade

logistique du corps d'armée à Beauvais.

« Les états-majors de la 2^e division blindée, de la 3^e division d'infanterie, fusionnée avec la 12^e division militaire territoriale, de la 12^e division d'infanterie, fusionnée avec la 13^e division militaire territoriale, seront respectivement créés à Versailles, à Amiens et à Rouen. »

Ainsi, Paris et la région parisienne retrouveront la division blindée qui leur fut longtemps attachée, la célèbre 2^e D.B., à la tête de laquelle le général Leclerc — élevé après sa mort à la dignité de maréchal de France en 1952 — entra dans la capitale pour y recevoir la reddition de la garnison allemande à la fin de la dernière guerre mondiale.

Installée à Versailles, la 2^e D.B., basée sur le modèle des autres divisions du même type, devrait comprendre deux régiments de chars (soit total d'une unité de ce genre : 25 millions de francs), deux régiments mécanisés (235 millions de francs chacun), un régiment d'artillerie, un régi-

ment du génie et un régiment de commandement et de soutien. Les divisions d'infanterie sont, en revanche, constituées chacune de trois régiments d'infanterie, d'un régiment de cavalerie légère blindée, d'un régiment d'artillerie, d'une compagnie du génie et d'un régiment de commandement et de soutien.

Pour l'essentiel, ces nouvelles forces, qui seront stationnées dans leur quasi-totalité sur le territoire de la 1^{re} région militaire (Paris) et de la 12^e région militaire (Lille), seront constituées à partir de l'ancienne 8^e division mécanisée et des formations appartenant aux anciennes forces du territoire.

L'un des rapporteurs du budget militaire à l'Assemblée nationale, M. Guy Cabanel, député de l'Isère, a estimé que les effectifs de la 1^{re} région militaire, après la réorganisation de l'armée de terre, auront diminué de 5 000 (pour se situer à environ 38 200 hommes), tandis que ceux de la 12^e région militaire auront progressé de 3 %, pour s'élever à 24 850 hommes.

RELIGION

Principal négociateur entre Rome et Écône

LE PÈRE DHANIS EST MORT

Cité du Vatican (A.F.P.). — Le principal négociateur entre Rome et Écône, le Père Édouard Dhanis, est mort le 17 décembre à Rome à l'âge de soixante-seize ans des suites d'une hémorragie cérébrale. Théologien et jésuite belge, le Père Dhanis avait été choisi par Paul VI, pour mener les pourparlers avec Mgr Marcel Lefebvre après sa suspension « *à divinis* ». Dès juin 1978, il avait tenté vainement d'empêcher le prêtre rebelle de procéder aux premières ordinations. En mai 1977, il parvint presque à la rédaction d'un communiqué commun, quand l'ancien archevêque de Dakar rompit brusquement les conversations.

[Né en 1902 à Gand, le Père Dhanis avait enseigné la théologie à Louvain, puis à la Grégorienne de Rome. Il a été le rédacteur d'un des schémas de la constitution conciliaire sur l'Eglise et a collaboré à la préparation des synodes de 1967 et 1977. Il était consultant à la congrégation pour la doctrine de la foi et membre de la Commission internationale de théologie.]

SPORTS

SKI

Marie-Thérèse Nadig remporte le combiné du critérium de Val-d'Isère

De notre envoyé spécial

Val-d'Isère. — La Suissesse Marie-Thérèse Nadig, qui s'est classée troisième du slalom géant et quatrième de la descente, a remporté, lundi 18 décembre, le combiné du critérium de Val-d'Isère devant l'Autrichienne Anne-Marie Moser-Proell (première de la descente et dixième du slalom géant) et du Liechtensteinois Hanni Wenzel (deuxième du slalom géant et quatorzième de la descente). La jeune Allemande Christa Kinshofer a gagné de son côté le slalom géant, épreuve dans laquelle les meilleures Françaises ont joué de malchance.

Elle est blonde comme la bière de sa ville natale, elle a dix-sept ans; coléogène, elle se destine à l'étude des langues. Et tout cela n'a pas empêché la Munichoise Christa Kinshofer de gagner le slalom géant du critérium de Val-d'Isère de ski de maître. Elle a triomphé dans la deuxième manche en prenant un avantage de 49 centièmes de seconde après n'avoir concédé que 2 centièmes dans la première manche à la concurrente du Liechtensteinois, Hanni Wenzel, gagnante, la saison passée, de la Coupe du monde.

La jeune Allemande, qui n'a pas encore gagné une seule place, a donc créé une certaine surprise en remportant ce premier grand succès pour son entrée en coupe du monde. Elle a manifesté une belle maîtrise tout au long des deux parcours très différents : le premier, sinueux, demandait des concurrentes un « glissé » en douceur, le second, plus rapide, tracé dans la ligne des pentes, exigeait de grandes ressources physiques et présentait, à la huitième porte avant l'arrivée, une enfilade vertigineuse qui fut fatale à un grand nombre de concurrentes. Hanni Wenzel s'y laissa notamment chahuter, perdant ainsi son court avantage de la première manche et sa première place. L'Allemande trène Epple, qui partageait la deuxième place avec sa compatriote à l'issue de la première manche, blâma tout bonnement sur l'obstacle et se retrouva disqualifiée.

Finalement, la course s'est résumée à une âpre conversation entre Allemandes et Autrichiennes, chaque équipe plaçant trois concurrentes dans les dix premières, conversation à laquelle se sont mêlées les habitudes vedettes suisses, italiennes, américaines et du Liechtensteinois, alors que les Françaises en restèrent exclues. Après les bons résultats d'ensemble de la descente, dimanche 17 décembre, on s'attendait pourtant que les filles en combinaison couleur vert sapin se plaçaient plus qu'honorablement en slalom géant. Après avoir raté la première manche en accrochant

dès la quatrième porte, Fabienne Serrat n'a pu, en dépit d'un excellent second parcours, que se hisser au vingtième rang, en gagnant toutefois onze places. Danièle Debernand, qu'on attendait pour une place d'honneur au combiné, et Perrine Felen, qui a réalisé le meilleur temps intermédiaire du premier parcours, sont « sorties », ainsi que Patricia Simonet, sur le second tracé. Elles ont ainsi laissé échapper les meilleures chances titulaires.

Le coup était d'autant plus rude pour Perrine Felen que celle-ci accusait maintenant un retard important au classement de la Coupe du monde, dont elle avait encore la tête avant que ne commençât le critérium. Les jeunes de l'équipe, Martine Liouche, Sophie Caprio, Anne-Flore Rey, Marie-Cécile Gros-Gaudenier, Christiane Fournier s'étant contentées de performances honorables à leur niveau, il restera donc beaucoup de travail pour que les Françaises retrouvent le chemin de la victoire.

ALAIN GIRAUDO.

MORT D'UN MONITEUR

Dimanche 17 décembre, au moment où était donné le départ du Critérium de Val-d'Isère, une avalanche de neige poudreuse est partie sur la droite de la piste de descente sur le massif de Baldevarda, balayant, en fin de course, un groupe de skieurs. Un moniteur de la station, Hervé Scarlatti, vingt-six ans, qui avait été enseveli, n'a pas pu être ramené.

Après s'être révolté dans les courses d'été et l'été, Hervé Scarlatti avait appartenu à l'équipe de France de ski au début des années 70. Très bon skieur de slalom spécial, il avait brillé en Coupe d'Europe, avant de devenir, ces trois dernières années, moniteur auxiliaire.

A. G.

VOILE

Le bateau d'Alain Colas avait été révisé avant le départ de la Transatlantique

Alain Colas n'a plus donné de ses nouvelles depuis plus d'un mois. Les opérations de recherches entreprises par la marine nationale avec les avions-patrouilleurs Breguet-Atlantic se poursuivent, lancées de Pointe-à-Pitre et des Açores. Un faible espoir demeure toujours de retrouver le navigateur français, dont on sait qu'il était en bonne condition physique, malgré le handicap de son pied blessé et que les vivres embarquées à bord de son trimaran « *Manureva* » lui permettaient de tenir beaucoup plus d'un mois. « *Manureva* », enfin, avait fait l'objet d'une révision sérieuse.

Manureva, ex *Pen-Duick IV*, est un trimaran (trois éléments) construit en 1985 au chantier de la Perrière, à Lorient, en aluminium. Il mesure 20,50 m. de long pour la coque centrale et 17,40 m. pour chacun des flotteurs laté-

raux. Sa largeur totale est de 10,80 m., son tirant d'eau de 1,80 m. et son poids de 2,40 tonnes. Il pèse 10 tonnes. Ses deux mâts (grément de ketch) portent 140 m² de voilure.

À la veille du tour du monde en solitaire (septembre 1973 - mars 1974) *Manureva* avait fait l'objet d'un examen complet (radiographie des soudures) et d'améliorations. La coque et les flotteurs avaient été cloisonnés de façon à rendre le bateau insubmersible. Les deux mâts avaient été rendus autonomes afin que l'un d'eux puisse continuer à jouer son rôle en cas de défaillance de l'autre. Ultérieurement, la coque et les flotteurs ont été revus et les fonds changés.

Avant le départ de la transatlantique française, *Manureva* a été révisé par le chantier de la Landraie, au Minihio-sur-Rance, près de Saint-Malo. Le grément et l'appareillage électrique ont été changés ; les voiles étaient neuves. Dans les courses transocéaniques, les multicoques et en particulier les trimarans gagnent du terrain. On comptait vingt trimarans et deux catamarans sur soixante-huit engagés dans la transatlantique française. Plus légers que les monocokes, les multicoques permettent d'atteindre des vitesses élevées. Tandis qu'un monocoke comporte un lest qui peut représenter la moitié du poids total, voire davantage, les multicoques obtiennent la stabilité en s'appuyant sur deux (catamarans) ou trois (trimarans) éléments. Un trimaran comme *Manureva* peut dépasser 20 nœuds, vitesse considérable pour un voilier.

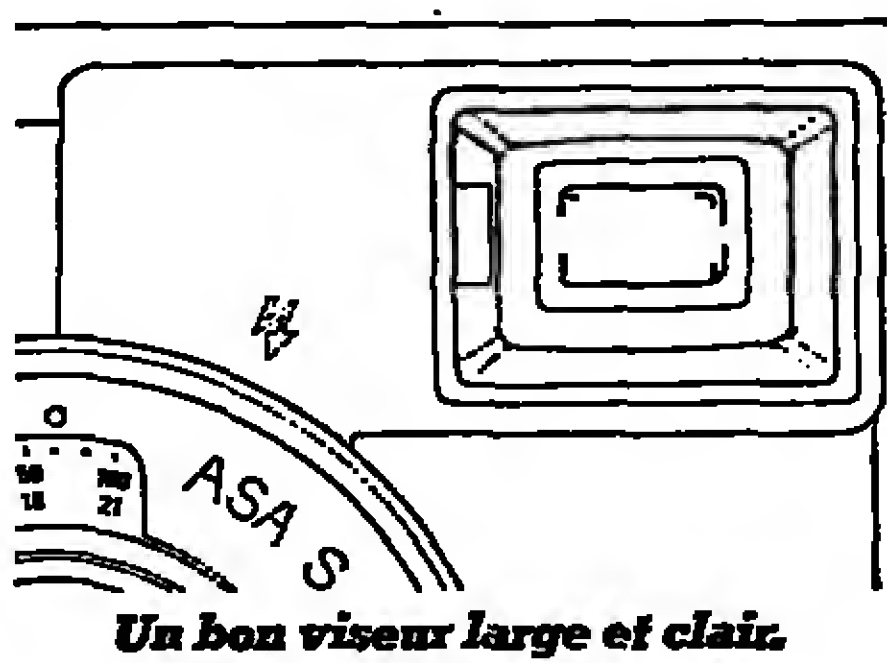
Michael Birch, deuxième de la Transatlantique de 1976, premier de la Transatlantique de 1978 sur un trimaran de 11,50 m. va se faire construire un nouveau trimaran d'une quinzaine de mètres pour la Transatlantique de 1980.

PROPRIÉTAIRES D'APPAREILS DE PLUS DE 2.000 F, CECI VA VOUS FAIRE SANGLOTER.

Pour faire de bonnes photos, vouloir un bon appareil 24x36, c'est une bonne idée.

Voici l'Optima electronic. C'est un 24x36 : il utilise la plus large gamme de films. Il possède un excellent objectif 2,8/40 mm à 4 lentilles, et un obturateur électronique qui va de 15 secondes à plus de 1/500e.

Mais il a aussi ce que la plupart des 24x36 n'ont pas : il pèse moins de 300 grammes, il coûte moins de

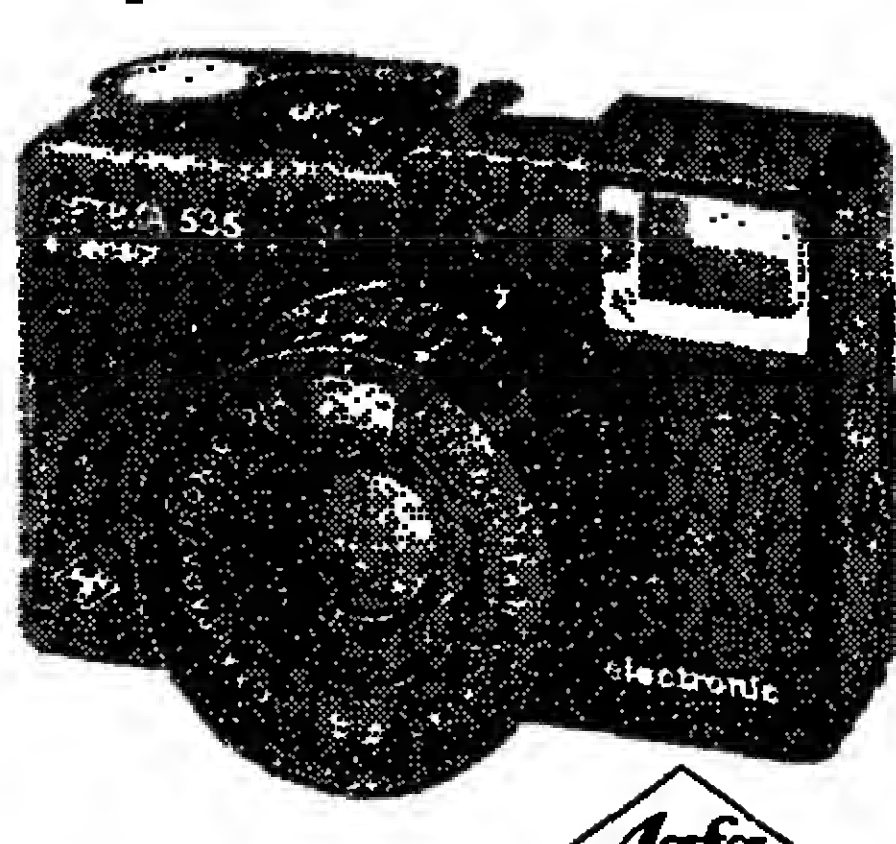


Un bon viseur large et clair.

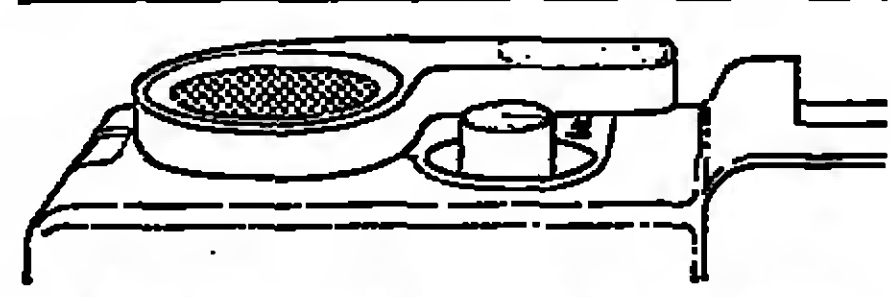
est vert, vous pouvez prendre votre photo, lorsqu'il est rouge, vous devez utiliser un flash ou un pied.

C'est tout ce dont vous avez à vous occuper.

En fait, l'Optima electronic a vraiment de quoi donner des regrets à tous ceux qui ont payé leur 24x36 bien plus cher.



AGFA-GEVAERT



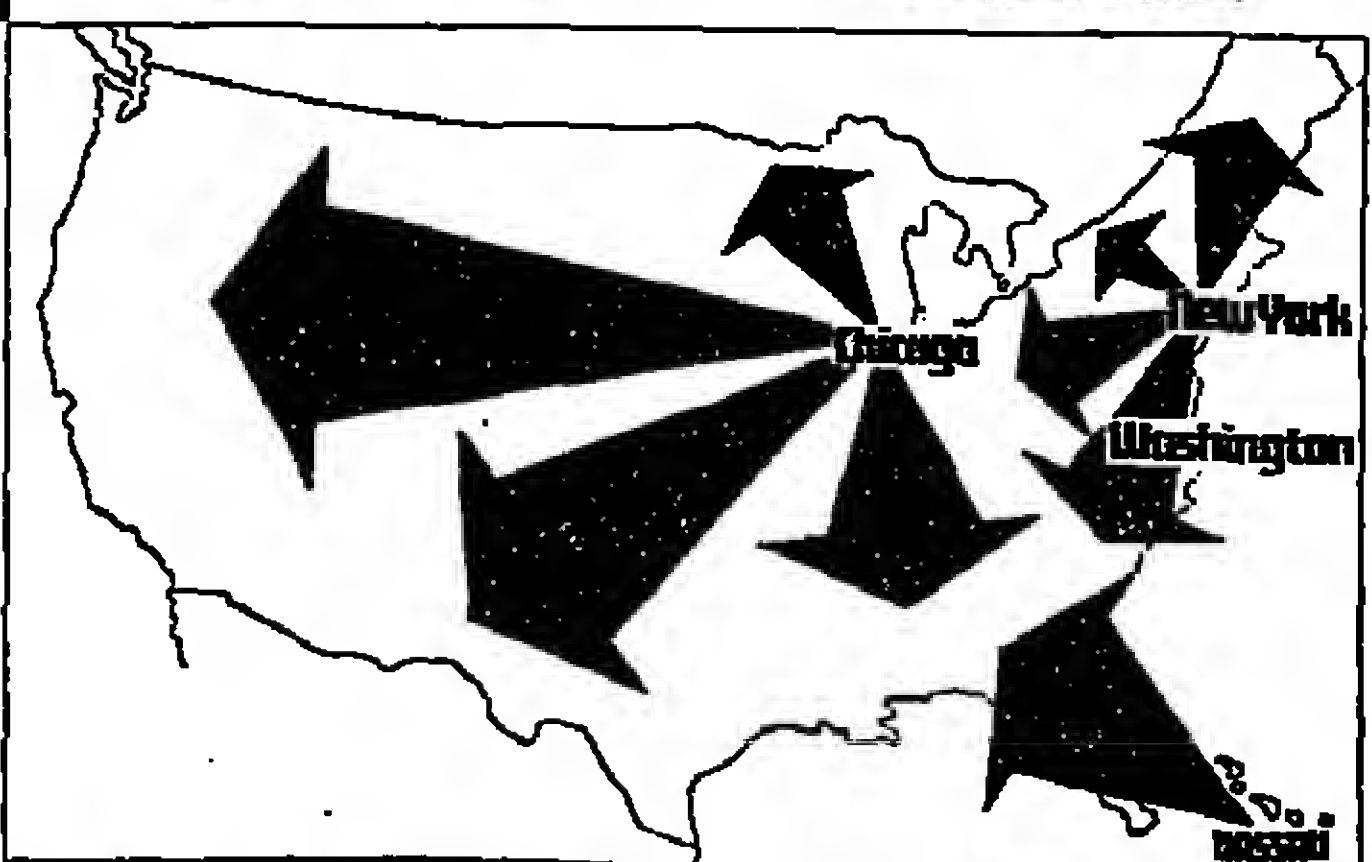
Le fameux déclencheur "sensor".

800 F, et surtout, il est extrêmement simple à utiliser. Avec l'Optima electronic, pas besoin de faire tout une série de manœuvres pour prendre une photo.

Une seule manette à bouger pour avancer, armer et même rembobiner le film, un déclencheur "sensor" qui élimine pratiquement tout risque de bougé et surtout un ordinateur qui s'occupe de tout le reste : la mesure de la lumière, le réglage de l'exposition. Lorsque le signal placé dans le viseur

AGFA OPTIMA ELECTRONIC
LA PERFECTION DU 24x36 A MOINS DE 800 F.

toute l'AMÉRIQUE avec LOFTLEIDIR



• New York
• Washington
• Chicago

le tarif A.P.E.X. est soumis à certaines contraintes.

Par contre, les tarifs excursions 14/45 jours pour NEW YORK ou WASHINGTON } F. 1.650 } aller-retour et CHICAGO. } F. 1.745 }

n'impliquent pas de limite d'inscription et autorisent les changements de réservation

LOFTLEIDIR vous propose également, vers NEW YORK, son aller/retour valable un an à F. 2.150 ou son aller/simple (réservation 3 jours avant le départ) à F. 845.

Grâce à ces tarifs transatlantiques, toute l'Amérique vous est offerte. Quelle que soit votre destination finale aux USA, bénéficiez des tarifs intérieurs spéciaux US pratiqués sur le continent américain.

Vois quotidiens vers les USA au départ de Luxembourg.

Nos hôtesses seront ravies de vous accueillir et... elles parlent français.

★ (Nouvelle ligne depuis le 3 novembre.)
Votre agent de voyages nous connaît bien, interrogez-le !

retournez ce coupon :
le 4 Septembre 75002 Paris

742.52.26

Nice

88.73.41

et vous recevrez la documentation choisie.

- ☐ tarifs et horaires
- ☐ dépliant "USA/Caraïbes"
- ☐ forfaits à l'intérieur des USA
- ☐ "stop over" en Islande

NOM

adresse

LOFTLEIDIR
ICELANDIC

Maria Theresia Nadig remporte le combat du criterium de Val d'Isère

Fêtes et cadeaux

A la bonne heure

Aujourd'hui la montre à cristaux liquides à cinq fonctions reste le cadeau-gadget-type. Sous les 300 F. Les montres mécaniques dominent toujours le marché, avec une légère avance de la montre à quartz avec cadran. J'ai vu de lancer une collection « économique » d'une trentaine de modèles mécaniques à 100 F pour concurrencer les Timex et les Kelton vendues dans les tabacs. Celles-ci sont distribuées par le circuit des horlogers-bijoutiers et bénéficient donc de leur service après-vente normal. Les montres à gousset font un retour marqué avec la vogue des gilets pour hommes, dont la Jax à quartz et cadran en émail à l'ancienne est l'une des plus originales pour son prix (700 F en quatre designs XVIII^e siècle).

Les prévisions donnent la montre à quartz de présentation traditionnelle comme étant l'avenir de l'horlogerie de précision. *Ebauches S.A.*, la réponse suisse la plus percutante aux intrusions japonaises, a réussi à affiner ses modules pour réduire de moitié le profil des montres. Aussi les créateurs peuvent-ils sortir cette année dans cette technique d'avenir de nouveaux modèles souvent en acier, réalisant ainsi la synthèse de l'élégance de l'outil de travail. *John Donk Van* encadre le dernier module rond entre

deux blocs d'acier taillé, reliés par six vis. La montre est étanche, à cadran de verre minéral trempé mat pour supprimer aussi tout rayet (3.900 F). *Hermès*, après des années de recherches, personnalise un modèle rond en acier poli, monté sur un seul arc-en-ciel, à cadran bien de nuit et chiffres anglais blancs posés « en coup de vent », à lecture analogique (2.500 F).

Mellier propose des *Seiko* en or, dont la boîte est fabriquée en France (4.500 F) ; la *Plagel* à une

seule couronne permettant de rattraper les fuseaux horaires avec la seule petite aiguille ; la *Baume et Mercier* offrent désormais une aiguille trotteuse et un calendrier (à partir de 4.590 F toujours à quartz).

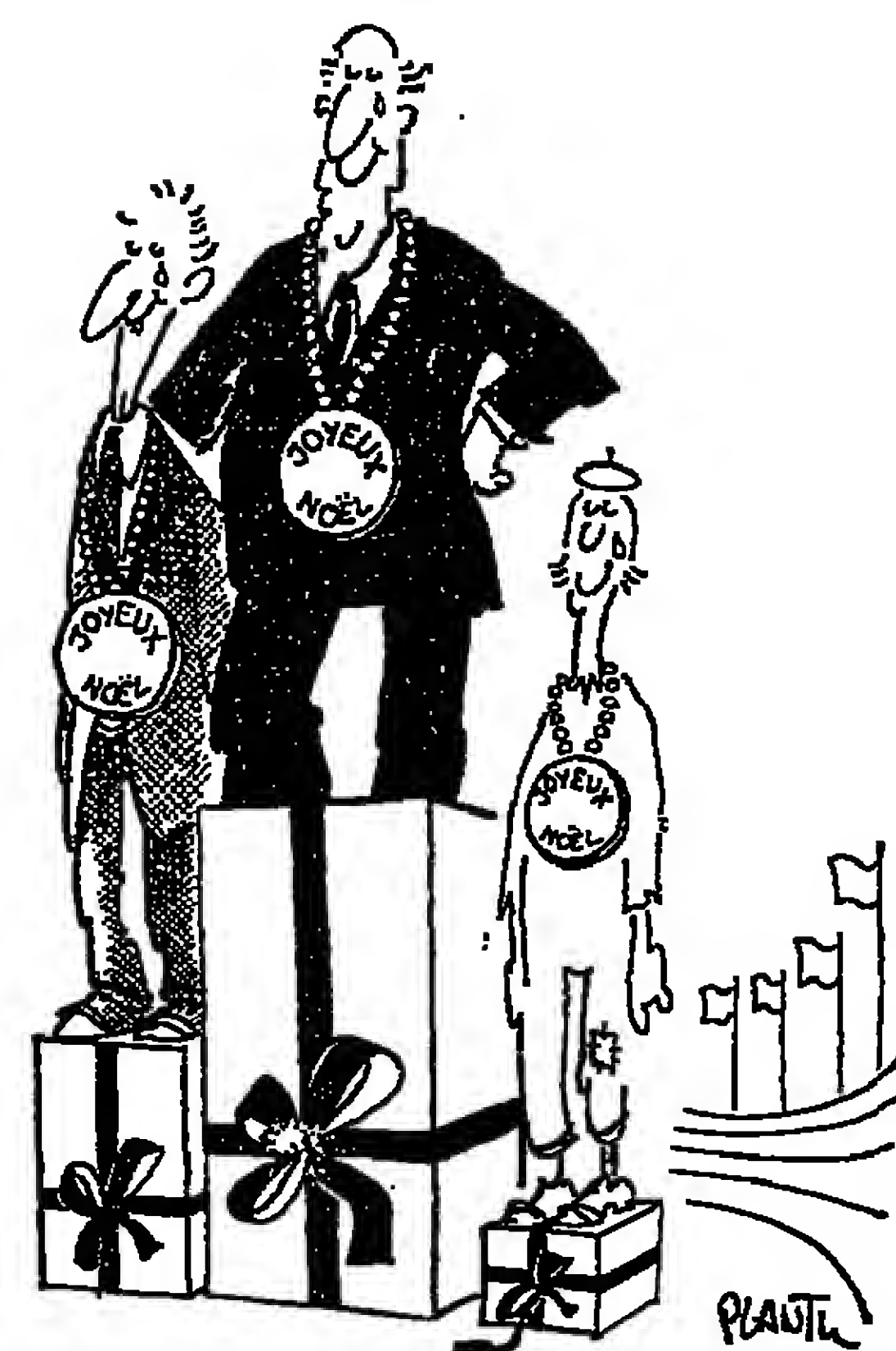
Boucheron lance des montres extra-plates à son nom, carrées, à chiffres romains, cadran or ou noir à boîtier guilloché, de taille moyenne (6.750 F).

La Boutique des Heures de *Chaumet* réunit les Bréguet et toutes les grandes marques suisses

avec une sélection importante de montres à gousset, voire de pendentifs pour dames.

Chez *Van Cleef et Arpels*, les révels en pendulettes mécaniques rappellent le cadran du tableau de bord des voitures rétro. La dernière montre, avec le même type de mouvement, se loge dans un boîtier de la taille d'un domino en bois précieux (1.400 F).

NATHALIE MONT-SERVAN.



(Dessin de PLANTO.)

Feu !

« Les briquets de poche, dans la fourchette de 100 F à 250 F, souffrent de la concurrence des « rétables » (1), surtout auprès des femmes », dit André Blanchard, un des orfèvres parisiens en la matière. Pour lui, les clients les choisissent, comme leur rouge à lèvres ou leur pointe Ble, sans plus y penser. Aussi les fabricants font-ils des efforts de miniaturisation électronique, voire de changement de techniques : le dernier *Ronson* au gaz s'enflamme à l'air par une capsule de 1/2 cm, donnant trois mille allumages (310 F).

D'autres varient les présentations luxueuses, dont la plus inédite est une laque « à la coquille d'oeuf » de T.S. Dupont, reprenant la formule chinoise, à base de coquille d'oeuf écaillée, en relief, en trois cents exemplaires numérotés (2.500 F). De même note-t-il un changement dans la façon de fumer avec une baisse de consommation des tabacs bruns en faveur des blonds de Virginie, traités pour en diminuer le taux de goudron et de nicotine.

Toujours dans cet esprit, les cigarettiers tendent à remplacer les cigarettes auprès des gros fumeurs, dont les pots à fumer, pour dames (50,80 F les cinquante). Dans les schémas « à budget », on préfère maintenant les havanes moyens aux « bâtons de chasse » (à partir de 230 F la boîte de vingt-cinq). Triomphe du classement.

(1) Lesquels, 59, avenue Victor-Bugo, 75018 Paris.

Le poster à l'affiche

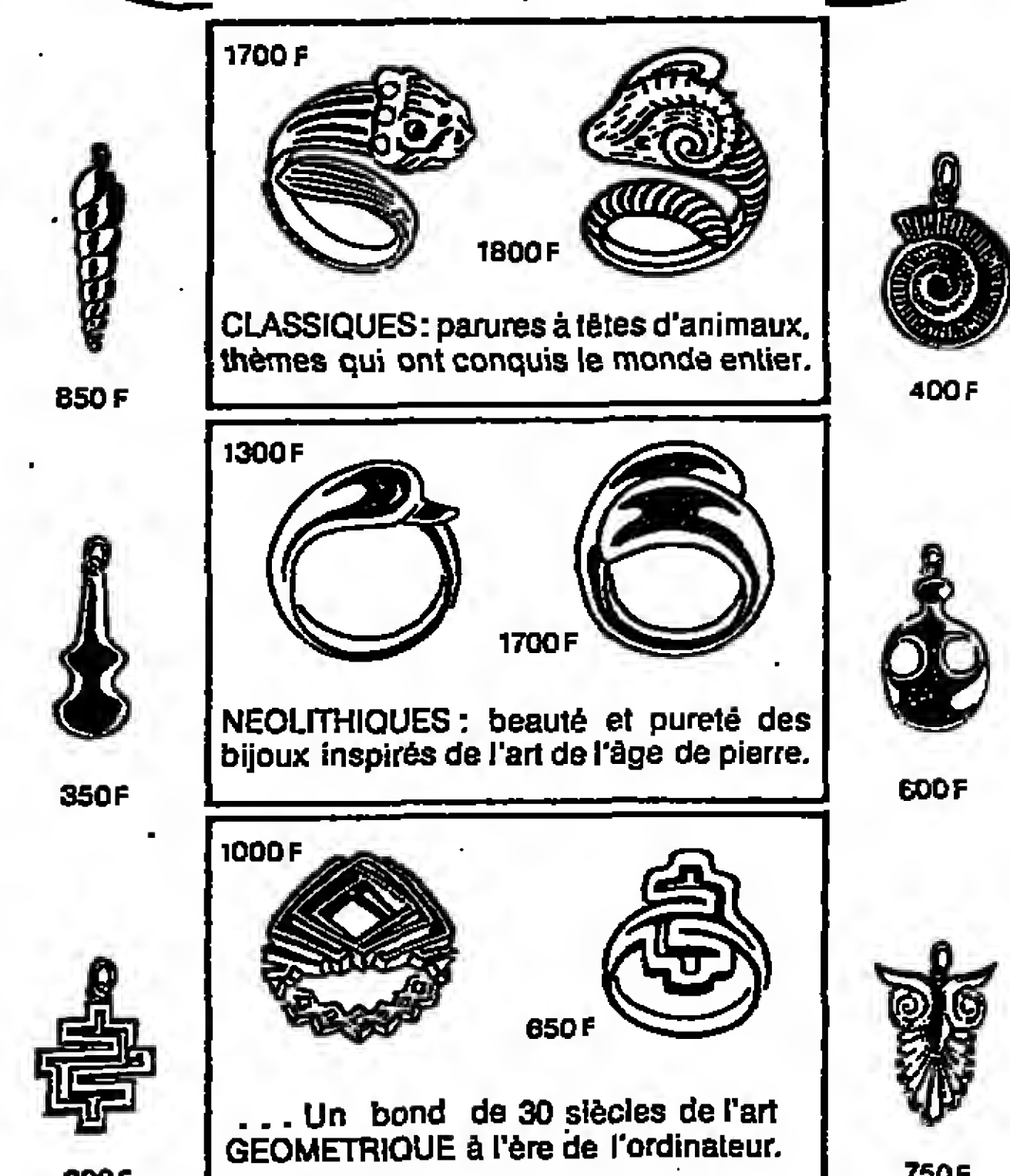
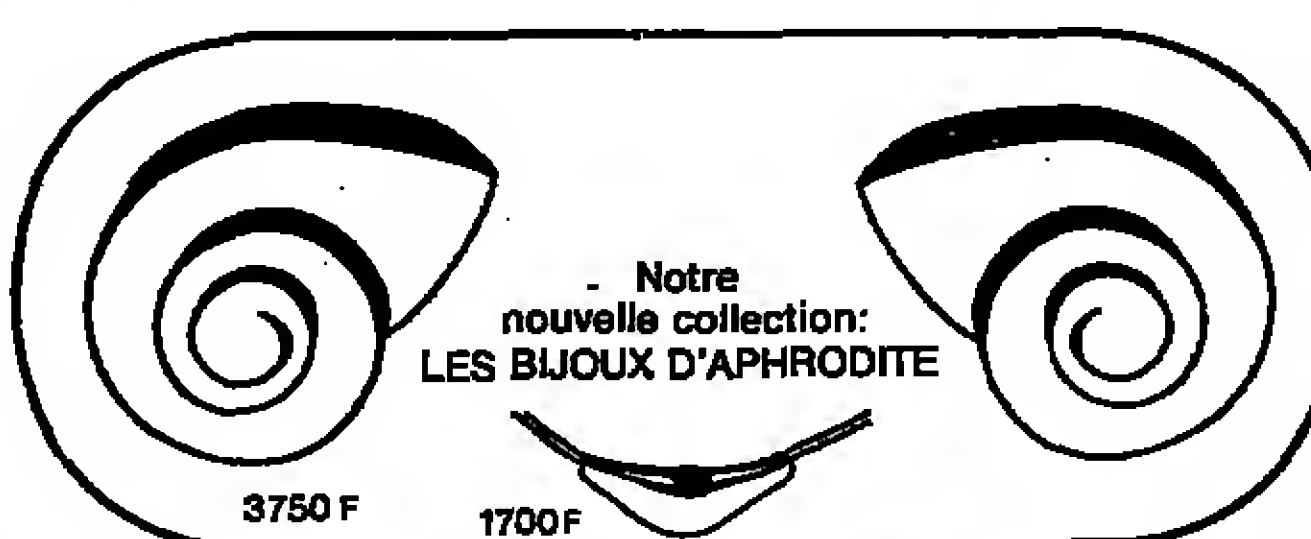
CENT ans ont suffi pour que l'affiche (née vers 1870), essentiellement destinée à la publicité et à la propagande, soit considérée comme une forme d'art. Objets de collection dès lors qu'elles furent l'œuvre d'artistes prestigieux tels que Toulouse-Lautrec, Jules Chéret, Steinlen ou Aubrey Beardsley, les affiches sont d'autant plus coûteuses qu'elles sont rares. Certains collectionneurs s'intéressant davantage aux créations des dessinateurs de l'Art nouveau (Alphonse Mucha, Eugène Grasset ou Hector Guimard), d'autres recherchent les affiches post-cubistes (Cassandre) et art-déco (Paul Colin, Jean Carlu...), tandis que certains attachent plutôt la période symboliste ou les travaux des artistes et typographes révolutionnaires du Bauhaus ou du mouvement de Stijl. Dans tous ces cas, l'affiche est fort onéreuse.

Mais, dès le début du siècle, de nombreuses affiches populaires, parfois anonymes, à l'image de la vie sociale des rues où elles étaient apposées, raillaient les styles de décoration accommodés au goût du jour. Les uns, teintés de naïveté, vantaient les mérites des produits ménagers, d'autres la saveur de tel mel ou de telle liqueur, ou encore chantant les bienfaits des bains de mer ou la joie que procure le cyclisme. Ces affiches, qui ne sont pas forcément considérées par des amateurs comme des pièces de collection, constituent en revanche une partie de la décoration murale. Côté d'un fonds d'affiches signées d'artistes prestigieux, vendus au prix fort, de nombreux panneaux décoratifs et affichettes publicitaires sont proposés dans les galeries spécialisées à des prix abordables (à partir de 450 F). Elles peuvent faire l'objet d'un cadeau original.

Domaine plein d'invention, l'affiche de cinéma est exposée dans des galeries telles « Ciné-Bazar-Minotaur » ou « Au temps présent ». Celles-ci, parce qu'exceptionnelles (« les Enfants du paradis », par exemple, sont vendus 2.500 F), ont très souvent oubliés raconter l'histoire d'une époque où l'affiche était vivante dans la ville. Des séries d'affiches contemporaines sont également proposées à partir de 30 F, aux alentours de 100 F s'il s'agit de créations d'illustrateurs du talent (Topor, Folon...). Pour décorer une chambre d'enfant, des posters récents classés par litres de films en trois dimensions (la Guerre des étoiles fait l'effet d'un véritable « Zinzin d'Hollywood »). De 25 à 30 F.

E. M.

ilias LALAOUNIS vous propose des BIJOUX SYMBOLES EN OR



La plus grande collection de bijoux modernes inspirés de l'histoire, de la nature et de la technologie moderne. Nos bijoux soulignent le charme et la personnalité de la femme d'aujourd'hui. Ils sont les messagers de l'éternelle beauté.

ilias LALAOUNIS
PARIS 364, rue Saint-Honoré (Place Vendôme) tel. 261.55.65
GENEVE: BON GENIE, ZURICH: GRIEDER, LAUSANNE: ATHEMES 6, Avenue Panchaud, Hôtel Grand Bretagne et Athens Hilton-MYCONOS, CORFOU, RHODES

Dites-le avec un livre

Tauromachie

S'il est vrai que « nous sommes ces choses dont nos rêves sont faits », comme nous le rappelle Antoine Blondin dans l'allégre préface d'adieu qu'il a donnée à ce bel album de Jacques Legris et Mario Chusellier, « Tauromachie », qui désire de plus que des rêves éphémères et renouvelés ? Et quelle machine à rêver que la corrida, formidablement ici fixée dans les mots et les images — pour peu que les mots soient justes et les images ouvertes sur le fertile mémoire.

Andalou de cœur, vieux radeur d'arènes, Jacques Legris portait en lui depuis quelques lustres ce « memento » de lumières. Il a payé sa dette à la société protectrice de l'aficion, avec ferveur, compétence, éloquence. Rappels historiques, informations contemporaines, indications pratiques, histoires quotidiennes de la « pléiade des taureaux » sont de bon aloi. On le chicanera bien un peu sur l'anonymat où glisse ici tel « capotazo » du Viti, telle évocation d'un « paseo » illuminé par la prestance superbe de Curro Romero que le désastre le fasse probable ou le triomphe demi-dieu.

Pourquoi faire une si modeste place au grand Antonio Ordoñez quand des clichés du très habile mais rustaud Curro Gijón encombreront plusieurs pages ? Pas la moindre du précieux seigneur Tenel ? Du soveux Manzanarés ? Ah ! il y a tant à voir, tant à montrer, tant à oublier aussi... Merci tout de même Don Jaime, pour ces feux d'été en hiver. Et merci d'avoir cité cette formule merveilleuse de Belmonte pour qui la « faena » c'est le moment où le matador sent que « la barbe pousse plus vite ». — J. L.

* Tauromachie, de Jacques Legris et Mario Chusellier, Éditions Réalités, 188 p., 200 F.

Heureux chez soi

Lorsqu'on aménage un appartement, ou que l'on souhaite renouveler le décor existant, c'est de conseils de décoration dont on ressent le besoin, pour ne pas commettre d'erreurs, sources d'ennuis et de dépenses inutiles. « Le nouvel art de s'installer » est un livre qui apporte des idées pratiques et de bon goût. On y trouve pas de solutions inédites, pour une décoration d'avant-garde, mais des conseils d'aménagement à partir desquels chacun apportera son style.

* Le Nouvel Art de s'installer, Bachelier, 125 F.

L'architecte d'intérieur et décorateur Jacques Debaigis vient de consacrer un grand livre, très illustré, à « Le Couleur dans la maison ». Après avoir exposé le phénomène physique et le concept de la couleur, l'auteur nous entraîne dans les jeux subtils de la juxtaposition des couleurs ; ses propositions sont illustrées de palettes et de tableaux plus explicites qu'un long discours.

* Le Couleur dans la maison, 181 F. France. Ce livre est vendu par correspondance : Publitra, opération la couleur, B.P. 123, 91180 Longjumeau. Clientèle à établir à l'ordre de la Compagnie française d'éditions.

La cuisine avec l'accent

Quelqu'un qui parle de son métier, c'est toujours intéressant. S'il a en plus l'accent des nantis de Menton, qu'il est restaurateur et qu'il s'appelle Robert Rayon cela donne un livre savoureux. Ses souvenirs, parfois cocasses, et l'évocation de ses rencontres avec des clients illustres sont interrompus de recettes qu'il glisse, ça et là, en aparté.

* Du soleil dans les casseroles, éditeur Marcel Jullian, 39 F.

C'est une cuisine très aromatique que Robert Landry propose dans son « Guide culinaire des épices, aromates et condiments ». Tous les ingrédients d'une cuisine parfumée — qu'elle soit méditerranéenne ou nordique, asiatique ou africaine — sont énumérés et commentés dans ce livre. Ce parcours des épices est jalonné de recettes de tous les pays du monde.

* Guide culinaire des épices, éd. Marabout, 19,50 F.

au Centre Montparnasse — CADEAUX — LANVIN - NINA RICCI - Dior pour elle, pour lui chez raymonde lescur

IDEE CADEAU IDEE LUMIERE TIZIO



Artemide

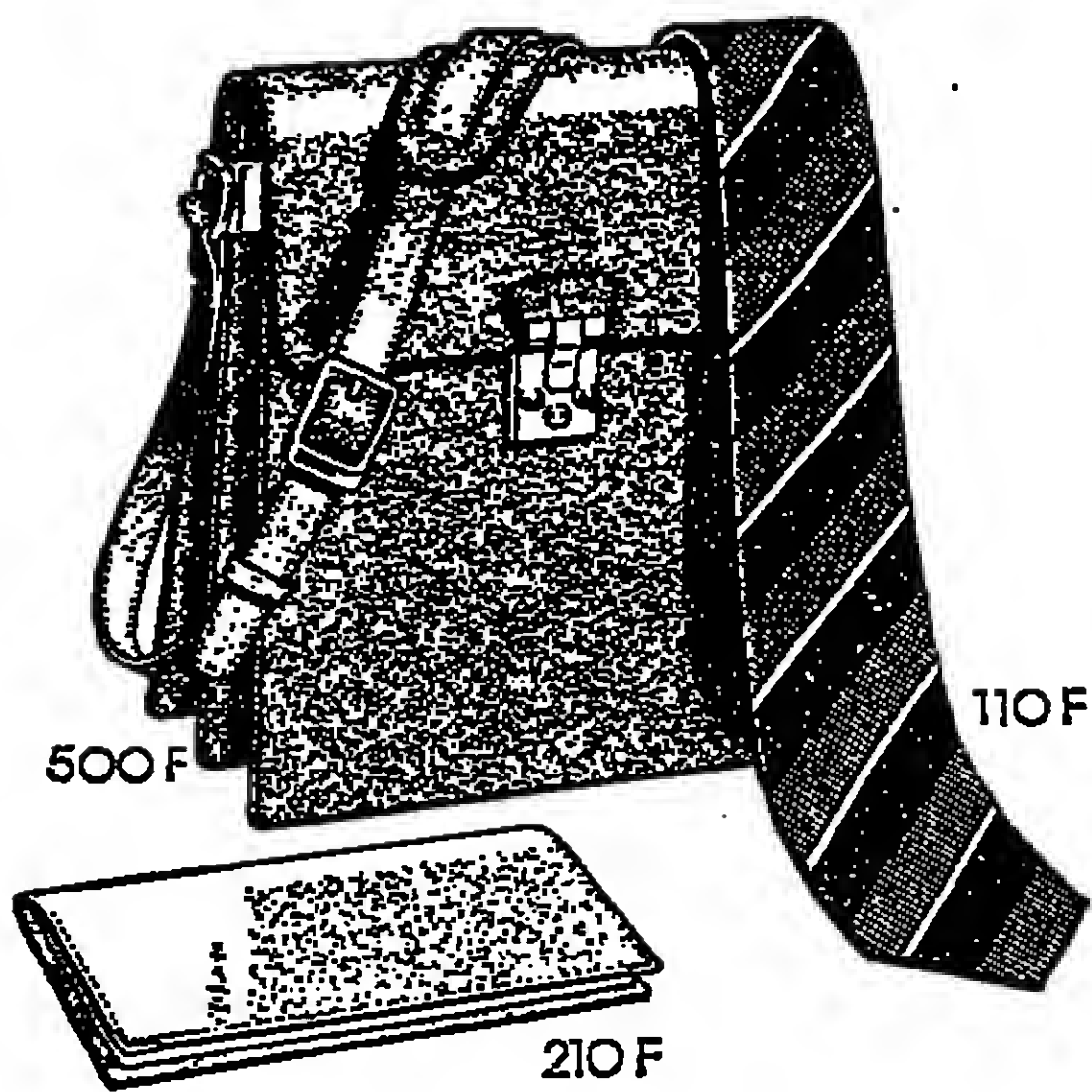
DANIEL LUCAS / ARTOPES

LOFTLEIDIR ICELANDIC

مكتبة الأمل

حكايا من الماضي

tout un monde
de cadeaux



LANCEL

Magasins Lancel: Paris • Opéra • Rond-Point Champs-Élysées
• 43 rue de Rennes • Palais des Congrès, Porte Maillot • Parly 2
• Vélizy 2 • Créteil-Soleil • Lyon • Nice • Toulouse • Ajaccio.

Marquise de Sévigné
PARIS

Les meilleurs chocolats
dans les plus belles présentations

Catalogue sur demande

Marquise de Sévigné, 1 place Victor-Hugo, 75116 Paris
Tél. 727.37.63

Le Monde
DE L'ÉDUCATION

NUMÉRO DE DÉCEMBRE



UNIVERSITÉS
LES DIX ANS DE LA LOI EDGAR FAURE

BULLETIN D'ABONNEMENT

Pour ceux d'entre vous qui souhaitent recevoir régulièrement le Monde de l'éducation, il suffit de nous renvoyer le bulletin ci-dessous. Vous ne paierez que 60 F pour onze numéros ou lieu de 66 F, et vous recevrez, EN CADEAU, l'un des numéros déjà publiés.

RECEVEZ EN CADEAU
l'un des numéros suivants :

- ☐ « Les lycéens », n° 43, octobre 1978
- ☐ « La palmarès des universités », n° 41, juillet-août 1978
- ☐ « Les débouchés du baccalauréat », n° 40, juin 1978
- ☐ « Mai 1968-Mai 1978 », n° 39, mai 1978
- ☐ « Les jeunes parents », n° 38, avril 1978
- ☐ « Les livres d'enfants », n° 37, mars 1978
- ☐ « Le vote des enseignants », n° 36, février 1978
- ☐ « La politique au lycée », n° 35, janvier 1978
- ☐ « Les jouets », n° 34, décembre 1977
- ☐ « L'enfant et la ville », n° 33, novembre 1977
- ☐ « Qui sont les étudiants ? », n° 32, octobre 1977

Vous pouvez, et vous le souhaitez, commander, en plus de votre numéro cadeau, d'autres numéros. Il suffit que vous joignez à votre règlement la somme de 6 F par exemplaire demandé.

NOM
Prénom
Adresse

Je vous règle la somme de 60 F pour mon abonnement d'un an (onze numéros) au Monde de l'éducation, et je reçois en cadeau l'un des numéros cochés ci-dessus.

Envoyez votre bulletin et votre règlement (chèque bancaire ou postal à l'ordre du « Monde ») au Monde de l'éducation, serv. abonnements, 8, rue des Italiens, 75227 PARIS - Cedex 09 - Téléphone : 346-72-23.

Fêtes
et cadeaux

CAISSE A JOUETS

LES POUPEES

Bonbon a un corps de chiffon, une tête qui ressemble à de la porcelaine et porte une robe aux tons acidulés (C. Refabert, 120 F). L'un verse de vraies larmes, l'autre rit quand on le fait sauter (Babyboudé et Hoplarit de C.E.T.-Clodrey, 210 et 135 F).

De plus en plus petites, avec leurs frimousses attachantes : Nitouche, Bonbon, Bébé-tulipe (Ajena, 32,50 F, 80 F et 35 F).

Pour soigner et installer ces dévôts, des accessoires de toilette dans une petite mallette (Pipo, 57 F). Un bureau en bois (Comix, 90 F) : une chaise en bois (Comix, 90 F).

Pour leur donner à boire et à manger : un service à thé et une batterie de cuisine raffinée (C.E.T.-Clodrey, 25 à 101 F) ; des casseroles, assiettes, poêles, couvertes en métal (Dac, de 2 à 15 F pièce) ; un bloc cuisine (Coqueval, 80 F).

L'entretien de la maison : une lessiveuse de fer-blanc parfaitement rétro (Bon Marché, boutique des trois hiboux, 35 F) ; un évier qui fonctionne (Coqueval, 82 F) ; une moderne machine à laver (Coqueval, 85 F, Comme maman, 65 F).

Acquiescer et vendre : un étalage de primeurs avec balance,

monnaie (Pipo, 160 F) ; la boutique du traiteur (Superjouet, 59 F).

Une machine à coudre sans danger (Matti, 108 F).

Pour bricoler, un coffret à outils en bois et métal (Superjouet, 106 F).

Les véhicules : des buggies, jeeps et voitures de course qui se déplacent à la vitesse de 25 mètres en 5 secondes, sans pile ni clé (Darda, 22 à 25 F).

Pour s'entraîner : un simulateur de conduite, autocours (Congest, 175 F).

Utilitaires : une excavatrice pour creuser, charger, décharger (C.E.T.-Joustra, 48 F) ; un camion-grue hydraulique (C.E.T.-Arbois, 146 F). Le camion postal avec accessoires et personnages (Plays-bis, 155 F) ; le studio mobile : dans un camion : des personnages, un praticable, une caméra dont la lentille fonctionne (Fisher price, 125 F).

L'aéroport : un hélicoptère, un tracteur et des wagonnets pour le transport des bagages (Tonka, 85 F).

Des signaux routiers en bois vernis (Comix, 8 F).

Pour dramatiser des situations délicates : l'hôpital des enfants, avec des personnages, un ascenseur, un appareil de ra-

diographie, une ambulance... (Fisher price, 145 F) ; la trousse de docteur (Fisher price, 99 F) ; la clinique, à monter soi-même (Lego, 135 F).

Le ramassage scolaire (Fisher price, 70 F).

La poupée qui aime les sham-poings Linda (Galeries Lafayette).

CONSTRUIRE ET FABRIQUER

Des voitures, des avions, des chariots avec les nouvelles pièces Clippo (pour les plus jeunes, de 21 à 92 F).

Un village du Far-West (Jeu-jura, 95 F).

Des véhicules en bois démon-tables (Monoprix, 42,50 F).

Des éléments et acteurs de la vie quotidienne (Leggo, à partir de 6,50 F).

Pour construire en laissant libre cours à son imagination, 120 éléments en bois (Gégé, 65 F) ; un jeu de construction en bois coloré (Nathan, 55 F).

Des perles à fabriquer, à décorer et à enfiler (Mako, 63 F, à partir de 6 ans).

Un métier à tisser en bois (deux dimensions : 53 et 123 F, Mako).

Des marionnettes à fabriquer avant de les animer (Ravensburger).

Premiers découpages, premiers collages : Papivole (Nathan, 48 F) ; tableau crépon (Nathan, 17,50 F).

CATHERINE ARDITTI.

* Les jeux et jouets mentionnés ci-dessus sont en vente dans les grands magasins et chez les détaillants spécialisés. Les prix, variables à titre indicatif, sont susceptibles de variations.

Bric-à-brac

David Hicks propose une très importante collection de tissus d'ameublement qu'il a fait plastifier et presser en boîtes à mouchoirs de papier (120 F), en plateaux (70 F et 150 F) et en cadres de photos (80 F et 115 F). Des boules de faïence, de la taille d'un bilboquet, unies en tons vifs, habillent une entrée ou le rebord d'une fenêtre (120 F et 40 F le socle translucide). Des blocs de papier kraft au sigle du décorateur rappellent sur un socle de laiton doré (120 F). Enfin, à poser par terre, des spots de métal doré, chromé ou patiné éviteront les taches d'ombre derrière un canapé ou une grande table basse (350 F et 420 F). (12, rue de Tour-non, 75008 Paris.)

Chez Jean Luc de sobres saffores découvrez la table de fête (20 F), sous des suspensions en « parapluie » qui reprennent les tissus des lampes et des lampadaires (130 F). (30, rue de la Boétie.)

A l'Artisanerie de Meudon sont regroupées en exclusivité les poteries de Taber, à Vallauris, dont des bols à gratin et des vases pique-fleurs (39 F). Les Faïences anglaises, dans la série des « fruits dans un panier », sont très décoratives, sur la table comme au mur (à partir de 15 F l'assiette plate ou creuse ; à 85 F le grand plat ovale). Des tresses et des coeurs en épis de blé (13 F et 20 F) sont de charmants porte-bonheur. (61, rue de la République, 92190 Courcouronnes.)

Flammarion offre aux particuliers et surtout aux professions libérales une permanence téléphonique fonctionnant trois cent soixante-cinq jours par an, sans interruption. Les abonnés (sur la base de 500 F par trimestre pour 100 communications) utilisent un répertoire téléphonique semblable qui répertorie les appels. Flammario se charge de prendre les messages, les rendez-vous, voire de la correspondance sur cassettes ou sur téléphone. Créés voici deux mois par Florence Langlumé et Fleur Vendamme, les services de cet organisme peuvent aussi être modulés en fonction des week-ends et des vacances.

Haute papeterie

Dupré (1) est installé à la même adresse depuis le Second Empire. Il s'agissait, au début, d'une papeterie et d'un magasin d'encadrement, à la limite de la plaine Monceau. Le papeterie a évolué, la section artistique aussi, pour regrouper maintenant une très importante bibliothèque d'arts graphiques, un étage consacré à la photo sur le plan technique et un sous-sol pour les grosses pièces. Les boîtes de classement sont diversifiées pour s'intégrer dans les décors modernes (de 60 F à 200 F). Il en existe de toutes sortes, compartimentées pour les quittances et abonnements de la maison.

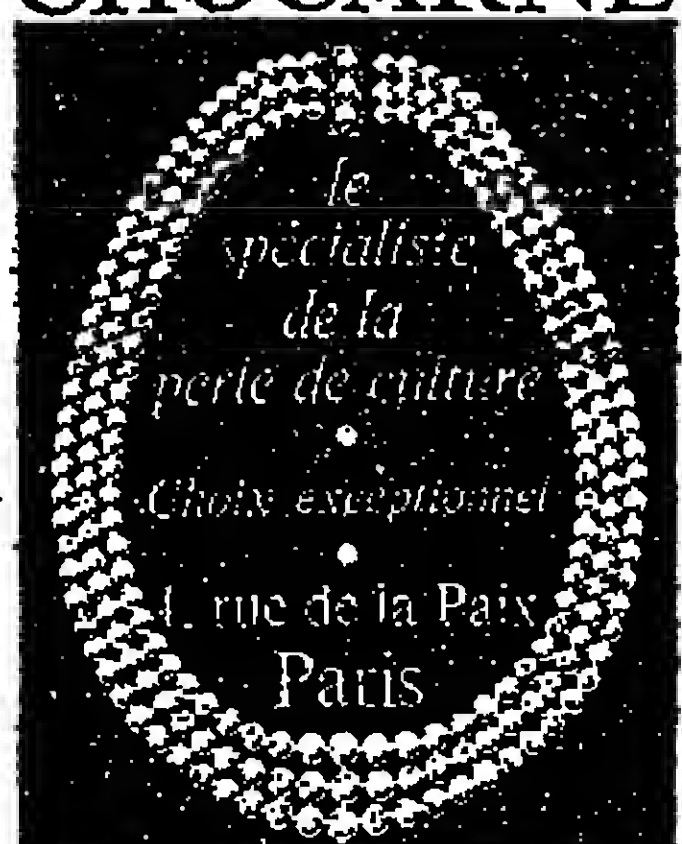
Les derniers « Extendo » sont habillés de cotons de tons vifs ou rappelant le cuir (95,20 F). Mais le rangement le plus original est la table roulante de téléphone et de classement de l'architecte Jo Colombo, faite de trois modules qui s'emboîtent, en plastique, laque rouge, laque, noir ou blanc (665 F). Enfin les « press-books », autre spécialité maison, existent en forme compacte (95 F en 30 x 40 cm) et en plusieurs formats de classeurs à trous, parfois même fermés d'une glissière.

(1) 42, rue de Berri, 75008 Paris.

Noël chez

Point sellé

CHOCARNE



LA BAGAGERIE®



Paris : 13, rue Tronchet, 75008
41, rue du Four, 75006
74, rue de Passy, 75016
Tour Maine-Montparnasse, 75015
Lyon : La Part-Dieu, magasin 107, nouveau 1

DISQUES
le pouvoir des sons...



224-23-88

ouvert
24h/24

Fêtes
et cadeaux

Le Père Noël chez les artisans

Dans nos pages « Fêtes et cadeaux » parues dans le Monde du 6 décembre, nous donnions une première liste d'artisans chez lesquels on pouvait trouver des idées de présents originaux. En voici d'autres...

Instruments de musique

Jean-Baptiste Comiti (14, impasse Chaudron, 93210 La Plaine-Saint-Denis, tél. 243-26-20).

Flûte de Pan en bambou de Chine et base enveloppante en makoré d'Afrique, pré-accordage à la cire. De nouveau à la mode dans la musique contemporaine, toujours présent dans la musique folklorique, cet instrument au son si doux et pénétrant peut être aussi une œuvre d'art : mais pourquoi ne lui donneriez-vous pas vie avec votre souffle ? Flûtes pour enfants ou pour concerts, de 150 F à 900 F.

Dinanderie

Nicole Bouquet (40, rue Orfila, tél. 636-74-48).

Une femme dinandier, qu'est-ce que c'est ? C'est un potier de métal qui sait batiser l'acier ou le cuivre. Sa première rencontre avec le métal et le métier remonte au Pérou où déjà le travail de l'argent massif est devenu une spécialité. Plaqueaux, assiettes, coupes, gobelets, vases, en argent, de 1000 à 10000 F, œuvres signées, pièces uniques. Une femme redoutable, le marteau à la main, sinon exquise.

Céramiques

Daniel Saver (30, rue Saint-Paul, tél. 274-52-07).

Un céramiste qui culte des grès, des porcelaines, au cœur du Marais et exposé dans son Atelier des amis prestigieux, de Champy à Deblander, ou des verriers comme Véronique Monod, etc. Des vases, coupes, soliflores, formes-sculptures, de 500 à 1000 F à 10000 F pour la maison et pour les collectionneurs des formes-sculptures, de 500 F à 10000 F.

Luminaires

Philippe Loup (10, rue Ch.-De-lesclapart, tél. 874-64-87).

Des luminaires contemporains qui s'imposent par leur simplicité, leur élégance et leur efficacité. Il s'agit de tours de lumière réalisées par un maître verrier, avec armatures de laiton et vitraux à l'italienne, dans des tons dominants rouge et orange. Sur socle en ardoise des Pyrénées. De 220 F à 3200 F.

Tapisseries

La Demière (19, rue Lagrange, tél. 326-02-74 et 033-83-59 (3^e ét.).

Depuis plus de trente ans Denise Majorel défend les meilleurs peintres-cartonniers et tissiers. Elle a puissamment contribué au renouveau et à la renaissance de la tapisserie d'Aubusson, avec ses amis : Lurçat, Dom Robert, Calder, Le Corbusier, Matigot, Borderie, Saint-Saëns, Frassinotti, Tournier, Julien, Lagrange, Wogensky, Singier, Gillou. On trouve aussi à La Demière : Sonia Delaunay, Furt, Graubert, Julien, Millespays, Ubae, Vasarely, etc. Ces murs de laine prestigieuse sont présents dans le monde entier, dans des salons, des ambassades, des halls, des bureaux, des usines, des églises. Pourquoi ne pas réchauffer vos murs avec la complexité de deux artisans-artistes qui possèdent à la fois un art et un métier : le peintre et le tissier ? De 9000 F à 16000 F le mètre carré.

Lithographies

Atelier Jacques Gourdon (Union des arts et traditions lithographiques, 37, rue Paul-Fort, tél. 540-65-13).

Lithographe depuis vingt-cinq

ans, a édité : Agostini, Brayer, Caron, Hilaire, Lapique, Jean Martin, Zorou, etc. Tirages à cent vingt exemplaires, de 700 à 1700 F. L'artiste travaille sur place, à côté de l'imprimeur, décompose son œuvre couleur par couleur, puis, par passages successifs — de six à douze en moyenne — parvient à une œuvre originale qu'il signe et numérote.

Meubles

Michel Milleret (L'Orme, 270, bd Raspail, tél. 033-90-46).

Travaille l'orme des champs ou des montagnes qui chante dans tous les tons, et devient, sous les doigts habiles de Milleret des meubles contemporains d'une simplicité biblique, massifs : tables, chaises, lits, bureaux, bibliothèques, éléments, etc., de 800 F à 10000 F, mais aussi l'autentique en orme et cuir — 1250 F — aptes au confort et à la méditation. Vous trouverez aussi des grès de Julien, natures et sympathiques, de 15 F à 150 F, qui s'harmonisent avec le bois, la vie, la joie.

Laques

Bernard Dunand (128, avenue du Général-Leclerc, téléphone 883-45-23).

Dans la ligne tracée par son père, Jean Dunand met en valeur les qualités de transparence et de profondeur de la laque authentique. Figuratifs ou abstraits, ses paravents, ses paravents, ses petits meubles sont autant de pièces de collection, utiles et riches en émotions. Petit paravent, 3500 F ; paravent de 170 cm de hauteur, 300 cm de largeur, en cinq feuilles, 25000 F (actuellement exposé avec d'autres artisans-artistes de la laque, mairie du III^e) ; table basse, 8000 F.

Point sellier

LES grosses besaces, si pratiquées pendant la journée, tendent à être déposées au vestiaire ou au fond de la valise quand on en retire la pochette élégante ou le petit sac qui complète mieux la silhouette actuelle. A Tokyo, on attache à sa ceinture les minaudières en forme d'œuf d'autruche d'Hanad Mori ou les bourses à plumes d'Yagagier, 13, rue Tronchet, 41, rue du Four, 74, rue de Passy et tout le Maine-Monparnasse, assoupli et arrondi, ses formes en chèvre ou en chevreau, autour de 180 F. Les baluchons se nouent en bandoulière à l'épaule, dans une vaste gamme de coloris à la mode.

Le lézard apporte une note brillante aux petites formes souples à chaînes dorées, 195 F, votre une musette à petit rabat à 295 F. Le cuir velours frappé en diagonale devient pochette du soir grâce à sa bandoulière amovible. Yves Saint-Laurent, 5, avenue Marceau, 21, rue de Tournon et 38, faubourg Saint-Honoré, tresse les pochettes en satin laqué, matelassé ou gaufré or, 1800 F environ. Encore du lézard coupé droit, à coins en métal, chez Saunoyat (grands magasins), à 705 F. L'élégance (grands magasins), pour sa part, borde d'un gansé de rayonne une sabretache miniature

Verres peints

Maté Lapière (15, rue du Petit-Musc, tél. 273-15-80).

Sculpteur, multigraphie, verrier. Terres cuites, bas-reliefs de petits formats, socles, 350 F à 800 F ; sculptures, objets en bronze, de 1000 F à 7000 F ; monotypes rehaussés d'aquarelles, de 180 F à 700 F. Qu'est-ce qu'un monotype ? L'artiste peint sur du verre avec des encres lithographiques et impressionne sur une feuille de papier mouillé ; suivant la pression, le papier retient plus ou moins les encres. Divertissement en rouge, noir et bleu. Les formes sont toujours jeunes, puis, qu'un retour aux sources à l'encre, à la fécondité, à l'amour.

Porcelaines

Pascal Geoffroy (5, passage Larousse, 82240 Malakoff, téléphone 253-70-87, Métro Porte de Vanves).

Charme d'un vieux passage bordé de petits pavillons fleuris qui recèle un jeune et grand céramiste. Grès et porcelaines émaillées avec ce raffinement chinois qui permet de mettre au monde des rouges somptueux ou des verts, des bruns, des gris délicats. Formes pures, classiques. Coupes, vases, théières, bols à thé, assiettes, de 50 F à 450 F. Pièces uniques ou formes utiles, vous vous en servirez ou les garderez jalousement comme un trésor. Faites-vous inviter à un dîner : c'est une fête !

Mobilier contemporain

Odile et Catherine Noll (5, villa des Roses, 92280 Fontenay-aux-Roses, tél. 661-09-25).

Le grand Alexandre Noll, maître des bois, peut être fier de sa postérité s'il voit du paradis des

artisans sculpteurs sa fille Odile continuer son œuvre avec des tablettes admirablement polies et dessinées, toujours creusées dans des bois tropicaux et précieux, ou sa petite-fille Catherine, créatrice de bijoux en bois marquetés, étonnants et suaves, allier des matières comme l'ivoire à l'ébène, l'écaillé à l'acajou, le poil d'éléphant au palissandre. Objets utiles ou sculptures, de 80 F à 5000 F ; bijoux, de 60 F à 500 F.

Reliures

Monique Mathieu (52, rue de Bourgogne, tél. 651-80-82).

Reliure pour bibliophile. Si vous avez un livre rare, contemporain, une édition originale, illustrée, imprimée sur un beau papier, si vous avez du temps devant vous (les délais des grands reliers sont de un à deux ans), vous trouverez une artiste qui connaît le cuir à la perfection et qui se donnera à votre ouvrage avec passion. De 2000 F à 8000 F. A relire : « Les Amies mortes » de Gogol, gravures de Chagall, « Vieux Dags » d'André Breton, illustré par Uta, « Déserts pleins » de Jean Tardieu, gravures et frottages de Max Ernst, etc.

Mosaïques

Claude Baraud (28 bis, rue des Thermopyles, tél. 203-27-74).

Mosaïste utilisant le marbre, la tuile, la brique, la pâte et la dalle de verre ou l'ardoise. Vous pourrez commander des tables, des paravents, des murs de toutes dimensions. Petits formats ou le mètre carré : 2000 F environ, les prix pouvant varier suivant carton et matériaux. Abstraites ou figuratives, les œuvres seront imprimables à tous les niveaux, sur un meuble ou sur vos murs, et pourquoi pas, aux plafonds de votre salon ou de votre chambre ?

Automates

Rinaldo (80, rue Victor-Fulceux, 95100 Argenteuil, tél. 982-83-03).

Automates, personnages grandeur nature sur commande, à partir de 12000 F. Ils sont habillés, évoquent des métiers anciens, des métiers de rue, du vitrier au joueur de limoncello, mais représentent aussi des êtres fantastiques ou de science-fiction.

Grands menuisiers

Fondation de Coubertin (Fonderie d'art, ateliers bois et métal, 7870 Saint-Rémy-lès-Chevreuse, tél. 069-01-43 ou 052-66-06).

Dans un parc de trente hectares, aux portes du R.E.R., vous trouverez des compagnons qui réalisent encore des « chefs-d'œuvre », des menuiseries de qualité pour la maison, des escaliers difficiles et beaux — à limon — en bois, en fer forgé ou en acier inoxydable. On y forme également le laiton et le cuivre pour des sculptures. La fonderie exécute en ce moment un exemplaire des « Portes de l'enfer », de Rodin (30000 heures de travail) pour un collectionneur américain. Mais elle est prête à réaliser tous travaux, depuis des médaillons à 200 F jusqu'à des œuvres signées : Belmondo, Cardot, Hadu, Courcier ou bien des tirages non encore épuisés (limités à huit) de Desplan, Bourdelle, Joseph Bernard, Rodin, etc.

MAURICE PERRIER.

Torsades de perles



Cécile
JOAILLIERS
2, rue de la Paix
261-03-29

MIKITO

DES JADES...
DES PERLES...
DES PIERRES...

Modèles exclusifs en or
9, AVENUE VICTOR-HUGO

Tél. : 501-70-11

1878 Centenaire 1978

Didier Nèveux
Maison fondée en 1878

Spécialistes
Rascars - Broserie fine

Contellerie
39, rue Marbeuf - Tél. : BAL 61.70
20, rue de la Paix, PARIS

des cadeaux prestigieux
à offrir à ceux que vous aimez

L'année du cinéma 1978
DANIELE HEYMANN
ALAIN LACOMBE

L'année de l'opéra et de la danse 1978
SYLVIE DE NUSSAC
SIMONE DUPUIS
SERGIO SEGALINI

très abondamment illustrés de photos noir et couleur.

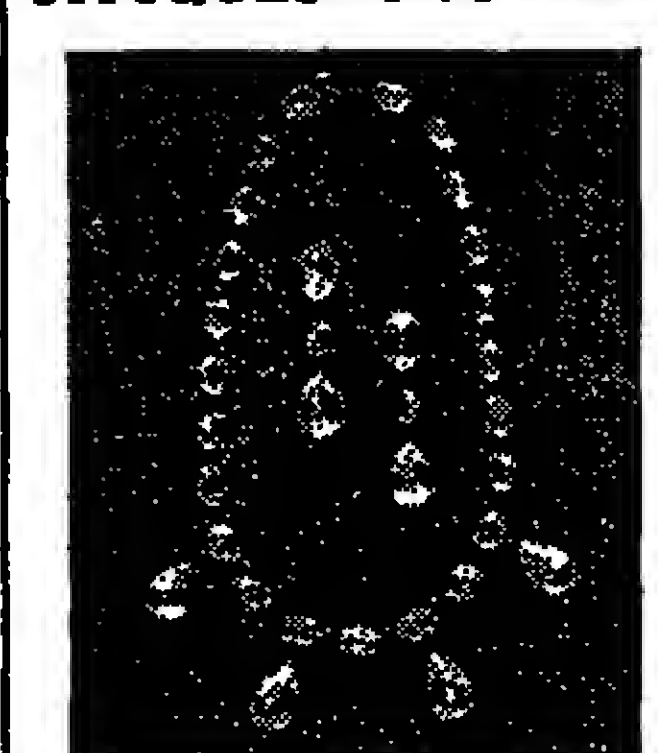
calmann-lévy

CETTE ANNEE OFFREZ MISS WORTH

AUX TORTUES

JEUX D'ECHECS
MINIATURES SUR IVOIRE
LAMPES CHINOISES
VASES ET COUPES CHINOISES
PIERRES DURES
IVOIRES CHINOIS ET JAPONAIS
NETSUKES anciens
BIJOUX, IVOIRE, BOIS
CORAIL, AMBRE, NACRE
et PIERRES DURES
55, boulevard Haussmann
(angle rue Truchet)
265-56-74

BIJOUX JACQUES GAUTIER



Rivière « cristalline »

Collier (750 F)

et clips d'oreilles (320 F)

36, rue Jacob, PARIS (6^e)

260-64-33

88, R. DE BOURGOGNE, PARIS-7

Aux 2 écoles

Rhums millésimés
Confitures des Epices
Artisanat Madras
Livres sur les Asturies
37, rue Dauphine, Paris (6^e)
633-20-60

MUNIER
cadeaux
ouvert
24 & 31

Signé par Fred, votre signe est d'or

Pendentif scorpion.

FRED

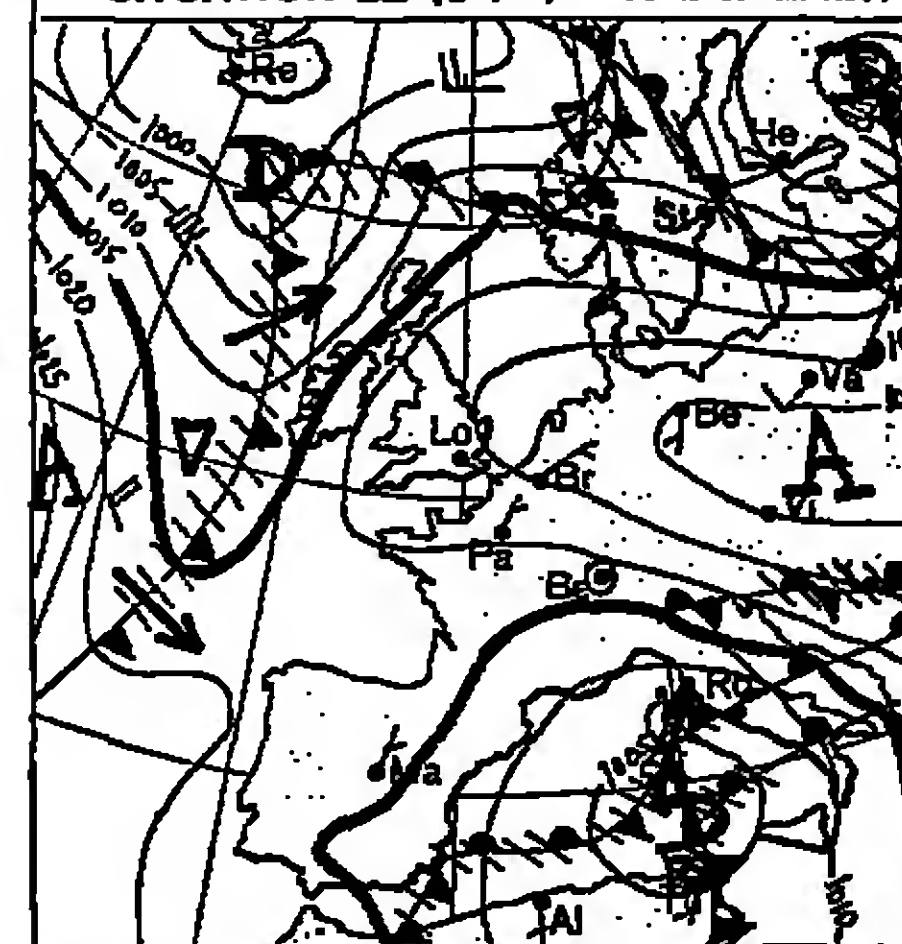
Joailleur, 6, rue Royale, Paris 8^e. Tél. 260 30 65.
Boutique Fred, 84, Champs-Élysées. Hôtel Loews, Monte-Carlo.
Hôtel Byblos Saint-Tropez. Aéroport d'Orly, Beverly Hills.

سكنا من الأصل

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 19-12-78 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le mardi 19 décembre à 0 heure et le mercredi 20 décembre à 0 heures :

L'air très froid d'origine continentale, qui pénétrera dans la progression des masses d'air atlantiques plus douces, qui resteront encore au large des côtes méditerranéennes, ne qu'il régnera les perturbations de Corse et d'Italie.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel daté 18-19 décembre 1978 :

UN DECRET

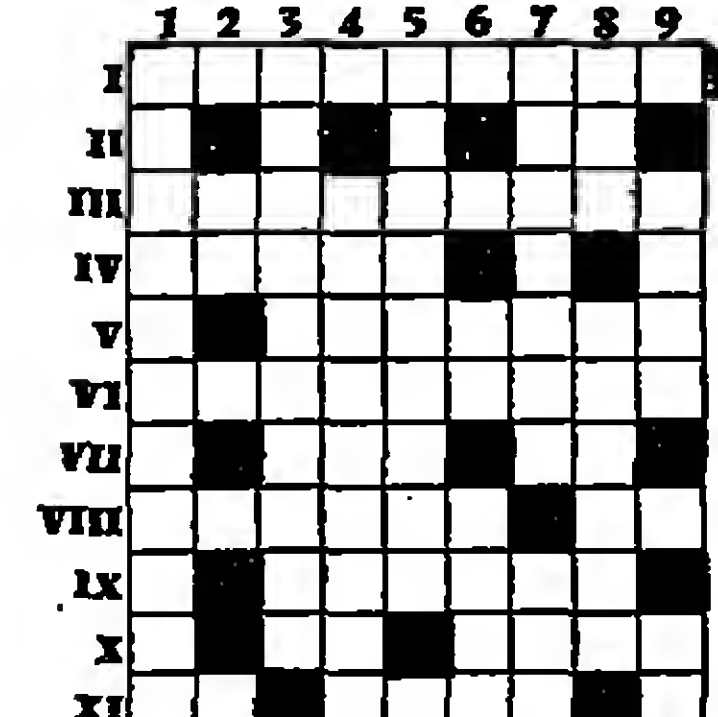
● Rendant applicables aux salariés agricoles les nouvelles dispositions de l'article L. 351-2 du code de la Sécurité sociale assurant à un conjoint survivant le conjoint divorcé non remarié en matière de pension de réversion.

DÉS ARRÊTÉS

● Portant nomination d'ingénieurs techniciens d'études et de fabrication.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2250



HORIZONTALEMENT
I. Spécialiste des soins pour les barbes. — II. Symbole. — III. Adjectif très prestigieux pour un secrétaire. — IV. S'utilise brin à brin. — V. Endroit où l'on peut prendre un express. — VI. Qui l'arrête pas de balancer. — VII. Genre de prophète. — VIII. Dénché de ferraille. — IX. Adjectif qui se dit d'un vent à la bourre. — X. Pronom. — XI. Possède. — XII. Faire passer.

VERTICALEMENT
1. Prouve parfois qu'on manque vraiment de chaleur humaine. — 2. Préposition. — 3. Qui pourra donc facilement tourner. — 4. Qualifie un ciel plein de nuages. — 5. Implique qu'il y a des redites. — 6. Fossés; Ville très appréciée par ceux qui aiment les promenades. — 7. Peseur de mines. — 8. A l'origine, le mot désignait le second du pignon. — 9. Avec elle, c'est toujours le même disque. — 10. Entre deux propositions.

Solution du problème n° 2250

Horizontalement
I. Emouvant. — II. Nègre. — III. Tuer. — IV. Enjeu. — V. R. Orme (cf. « Loupe »). — VI. Régulier. — VII. Erre. — VIII. Ere. — IX. Envolée. — X. Noers. — XI. T6. — XII. Pan.

Verticalement
1. Entièrement. — 2. Meunier. — 3. Nue. — 4. Grave. — 5. Ur. — 6. Ire. — 7. R. Ra. — 8. Peau. — 9. Adjectif qui se dit d'un vent à la bourre. — 10. Tien. — 11. Eureka. — 12. S. — 13. Tien. — 14. Eureka. — 15. S. — 16. Tien. — 17. Eureka. — 18. S. — 19. Tien. — 20. Eureka. — 21. S. — 22. Tien. — 23. Eureka. — 24. S. — 25. Tien. — 26. Eureka. — 27. S. — 28. Tien. — 29. Eureka. — 30. S. — 31. Tien. — 32. Eureka. — 33. S. — 34. Tien. — 35. Eureka. — 36. S. — 37. Tien. — 38. Eureka. — 39. S. — 40. Tien. — 41. Eureka. — 42. S. — 43. Tien. — 44. Eureka. — 45. S. — 46. Tien. — 47. Eureka. — 48. S. — 49. Tien. — 50. Eureka. — 51. S. — 52. Tien. — 53. Eureka. — 54. S. — 55. Tien. — 56. Eureka. — 57. S. — 58. Tien. — 59. Eureka. — 60. S. — 61. Tien. — 62. Eureka. — 63. S. — 64. Tien. — 65. Eureka. — 66. S. — 67. Tien. — 68. Eureka. — 69. S. — 70. Tien. — 71. Eureka. — 72. S. — 73. Tien. — 74. Eureka. — 75. S. — 76. Tien. — 77. Eureka. — 78. S. — 79. Tien. — 80. Eureka. — 81. S. — 82. Tien. — 83. Eureka. — 84. S. — 85. Tien. — 86. Eureka. — 87. S. — 88. Tien. — 89. Eureka. — 90. S. — 91. Tien. — 92. Eureka. — 93. S. — 94. Tien. — 95. Eureka. — 96. S. — 97. Tien. — 98. Eureka. — 99. S. — 100. Tien. — 101. Eureka. — 102. S. — 103. Tien. — 104. Eureka. — 105. S. — 106. Tien. — 107. Eureka. — 108. S. — 109. Tien. — 110. Eureka. — 111. S. — 112. Tien. — 113. Eureka. — 114. S. — 115. Tien. — 116. Eureka. — 117. S. — 118. Tien. — 119. Eureka. — 120. S. — 121. Tien. — 122. Eureka. — 123. S. — 124. Tien. — 125. Eureka. — 126. S. — 127. Tien. — 128. Eureka. — 129. S. — 130. Tien. — 131. Eureka. — 132. S. — 133. Tien. — 134. Eureka. — 135. S. — 136. Tien. — 137. Eureka. — 138. S. — 139. Tien. — 140. Eureka. — 141. S. — 142. Tien. — 143. Eureka. — 144. S. — 145. Tien. — 146. Eureka. — 147. S. — 148. Tien. — 149. Eureka. — 150. S. — 151. Tien. — 152. Eureka. — 153. S. — 154. Tien. — 155. Eureka. — 156. S. — 157. Tien. — 158. Eureka. — 159. S. — 160. Tien. — 161. Eureka. — 162. S. — 163. Tien. — 164. Eureka. — 165. S. — 166. Tien. — 167. Eureka. — 168. S. — 169. Tien. — 170. Eureka. — 171. S. — 172. Tien. — 173. Eureka. — 174. S. — 175. Tien. — 176. Eureka. — 177. S. — 178. Tien. — 179. Eureka. — 180. S. — 181. Tien. — 182. Eureka. — 183. S. — 184. Tien. — 185. Eureka. — 186. S. — 187. Tien. — 188. Eureka. — 189. S. — 190. Tien. — 191. Eureka. — 192. S. — 193. Tien. — 194. Eureka. — 195. S. — 196. Tien. — 197. Eureka. — 198. S. — 199. Tien. — 200. Eureka. — 201. S. — 202. Tien. — 203. Eureka. — 204. S. — 205. Tien. — 206. Eureka. — 207. S. — 208. Tien. — 209. Eureka. — 210. S. — 211. Tien. — 212. Eureka. — 213. S. — 214. Tien. — 215. Eureka. — 216. S. — 217. Tien. — 218. Eureka. — 219. S. — 220. Tien. — 221. Eureka. — 222. S. — 223. Tien. — 224. Eureka. — 225. S. — 226. Tien. — 227. Eureka. — 228. S. — 229. Tien. — 230. Eureka. — 231. S. — 232. Tien. — 233. Eureka. — 234. S. — 235. Tien. — 236. Eureka. — 237. S. — 238. Tien. — 239. Eureka. — 240. S. — 241. Tien. — 242. Eureka. — 243. S. — 244. Tien. — 245. Eureka. — 246. S. — 247. Tien. — 248. Eureka. — 249. S. — 250. Tien. — 251. Eureka. — 252. S. — 253. Tien. — 254. Eureka. — 255. S. — 256. Tien. — 257. Eureka. — 258. S. — 259. Tien. — 260. Eureka. — 261. S. — 262. Tien. — 263. Eureka. — 264. S. — 265. Tien. — 266. Eureka. — 267. S. — 268. Tien. — 269. Eureka. — 270. S. — 271. Tien. — 272. Eureka. — 273. S. — 274. Tien. — 275. Eureka. — 276. S. — 277. Tien. — 278. Eureka. — 279. S. — 280. Tien. — 281. Eureka. — 282. S. — 283. Tien. — 284. Eureka. — 285. S. — 286. Tien. — 287. Eureka. — 288. S. — 289. Tien. — 290. Eureka. — 291. S. — 292. Tien. — 293. Eureka. — 294. S. — 295. Tien. — 296. Eureka. — 297. S. — 298. Tien. — 299. Eureka. — 300. S. — 301. Tien. — 302. Eureka. — 303. S. — 304. Tien. — 305. Eureka. — 306. S. — 307. Tien. — 308. Eureka. — 309. S. — 310. Tien. — 311. Eureka. — 312. S. — 313. Tien. — 314. Eureka. — 315. S. — 316. Tien. — 317. Eureka. — 318. S. — 319. Tien. — 320. Eureka. — 321. S. — 322. Tien. — 323. Eureka. — 324. S. — 325. Tien. — 326. Eureka. — 327. S. — 328. Tien. — 329. Eureka. — 330. S. — 331. Tien. — 332. Eureka. — 333. S. — 334. Tien. — 335. Eureka. — 336. S. — 337. Tien. — 338. Eureka. — 339. S. — 340. Tien. — 341. Eureka. — 342. S. — 343. Tien. — 344. Eureka. — 345. S. — 346. Tien. — 347. Eureka. — 348. S. — 349. Tien. — 350. Eureka. — 351. S. — 352. Tien. — 353. Eureka. — 354. S. — 355. Tien. — 356. Eureka. — 357. S. — 358. Tien. — 359. Eureka. — 360. S. — 361. Tien. — 362. Eureka. — 363. S. — 364. Tien. — 365. Eureka. — 366. S. — 367. Tien. — 368. Eureka. — 369. S. — 370. Tien. — 371. Eureka. — 372. S. — 373. Tien. — 374. Eureka. — 375. S. — 376. Tien. — 377. Eureka. — 378. S. — 379. Tien. — 380. Eureka. — 381. S. — 382. Tien. — 383. Eureka. — 384. S. — 385. Tien. — 386. Eureka. — 387. S. — 388. Tien. — 389. Eureka. — 390. S. — 391. Tien. — 392. Eureka. — 393. S. — 394. Tien. — 395. Eureka. — 396. S. — 397. Tien. — 398. Eureka. — 399. S. — 400. Tien. — 401. Eureka. — 402. S. — 403. Tien. — 404. Eureka. — 405. S. — 406. Tien. — 407. Eureka. — 408. S. — 409. Tien. — 410. Eureka. — 411. S. — 412. Tien. — 413. Eureka. — 414. S. — 415. Tien. — 416. Eureka. — 417. S. — 418. Tien. — 419. Eureka. — 420. S. — 421. Tien. — 422. Eureka. — 423. S. — 424. Tien. — 425. Eureka. — 426. S. — 427. Tien. — 428. Eureka. — 429. S. — 430. Tien. — 431. Eureka. — 432. S. — 433. Tien. — 434. Eureka. — 435. S. — 436. Tien. — 437. Eureka. — 438. S. — 439. Tien. — 440. Eureka. — 441. S. — 442. Tien. — 443. Eureka. — 444. S. — 445. Tien. — 446. Eureka. — 447. S. — 448. Tien. — 449. Eureka. — 450. S. — 451. Tien. — 452. Eureka. — 453. S. — 454. Tien. — 455. Eureka. — 456. S. — 457. Tien. — 458. Eureka. — 459. S. — 460. Tien. — 461. Eureka. — 462. S. — 463. Tien. — 464. Eureka. — 465. S. — 466. Tien. — 467. Eureka. — 468. S. — 469. Tien. — 470. Eureka. — 471. S. — 472. Tien. — 473. Eureka. — 474. S. — 475. Tien. — 476. Eureka. — 477. S. — 478. Tien. — 479. Eureka. — 480. S. — 481. Tien. — 482. Eureka. — 483. S. — 484. Tien. — 485. Eureka. — 486. S. — 487. Tien. — 488. Eureka. — 489. S. — 490. Tien. — 491. Eureka. — 492. S. — 493. Tien. — 494. Eureka. — 495. S. — 496. Tien. — 497. Eureka. — 498. S. — 499. Tien. — 500. Eureka. — 501. S. — 502. Tien. — 503. Eureka. — 504. S. — 505. Tien. — 506. Eureka. — 507. S. — 508. Tien. — 509. Eureka. — 510. S. — 511. Tien. — 512. Eureka. — 513. S. — 514. Tien. — 515. Eureka. — 516. S. — 517. Tien. — 518. Eureka. — 519. S. — 520. Tien. — 521. Eureka. — 522. S. — 523. Tien. — 524. Eureka. — 525. S. — 526. Tien. — 527. Eureka. — 528. S. — 529. Tien. — 530. Eureka. — 531. S. — 532. Tien. — 533. Eureka. — 534. S. — 535. Tien. — 536. Eureka. — 537. S. — 538. Tien. — 539. Eureka. — 540. S. — 541. Tien. — 542. Eureka. — 543. S. — 544. Tien. — 545. Eureka. — 546. S. — 547. Tien. — 548. Eureka. — 549. S. — 550. Tien. — 551. Eureka. — 552. S. — 553. Tien. — 554. Eureka. — 555. S. — 556. Tien. — 557. Eureka. — 558. S. — 559. Tien. — 560. Eureka. — 561. S. — 562. Tien. — 563. Eureka. — 564. S. — 565. Tien. — 566. Eureka. — 567. S. — 568. Tien. — 569. Eureka. — 570. S. — 571. Tien. — 572. Eureka. — 573. S. — 574. Tien. — 575. Eureka. — 576. S. — 577. Tien. — 578. Eureka. — 579. S. — 580. Tien. — 581. Eureka. — 582. S. — 583. Tien. — 584. Eureka. — 585. S. — 586. Tien. — 587. Eureka. — 588. S. — 589. Tien. — 590. Eureka. — 591. S. — 592. Tien. — 593. Eureka. — 594. S. — 595. Tien. — 596. Eureka. — 597. S. — 598. Tien. — 599. Eureka. — 600. S. — 601. Tien. — 602. Eureka. — 603. S. — 604. Tien. — 605. Eureka. — 606. S. — 607. Tien. — 608. Eureka. — 609. S. — 610. Tien. — 611. Eureka. — 612. S. — 613. Tien. — 614. Eureka. — 615. S. — 616. Tien. — 617. Eureka. — 618. S. — 619. Tien. — 620. Eureka. — 621. S. — 622. Tien. — 623. Eureka. — 624. S. — 625. Tien. — 626. Eureka. — 627. S. — 628. Tien. — 629. Eureka. — 630. S. — 631. Tien. — 632. Eureka. — 633. S. — 634. Tien. — 635. Eureka. — 636. S. — 637. Tien. — 638. Eureka. — 639. S. — 640. Tien. — 641. Eureka. — 642. S. — 643. Tien. — 644. Eureka. — 645. S. — 646. Tien. — 647. Eureka. — 648. S. — 649. Tien. — 650. Eureka. — 651. S. — 652. Tien. — 653. Eureka. — 654. S. — 655. Tien. — 656. Eureka. — 657. S. — 658. Tien. — 659. Eureka. — 660. S. — 661. Tien. — 662. Eureka. — 663. S. — 664. Tien. — 665. Eureka. — 666. S. — 667. Tien. — 668. Eureka. — 669. S. — 670. Tien. — 671. Eureka. — 672. S. — 673. Tien. — 674. Eureka. — 675. S. — 676. Tien. — 677. Eureka. — 678. S. — 679. Tien. — 680. Eureka. — 681. S. — 682. Tien. — 683. Eureka. — 684. S. — 685. Tien. — 686. Eureka. — 687. S. — 688. Tien. — 689. Eureka. — 690. S. — 691. Tien. — 692. Eureka. — 693. S. — 694. Tien. — 695. Eureka. — 696. S. — 697. Tien. — 698. Eureka. — 699. S. — 700. Tien. — 701. Eureka. — 702. S. — 703. Tien. — 704. Eureka. — 705. S. — 706. Tien. — 707. Eureka. — 708. S. — 709. Tien. — 710. Eureka. — 711. S. — 712. Tien. — 713. Eureka. — 714. S. — 715. Tien. — 716. Eureka. — 717. S. — 718. Tien. — 719. Eureka. — 720. S. — 721. Tien. — 722. Eureka. — 723. S. — 724. Tien. — 725. Eureka. — 726. S. — 727. Tien. — 728. Eureka. — 729. S. — 730. Tien. — 731. Eureka. — 732. S. — 733. Tien. — 734. Eureka. — 735. S. — 736. Tien. — 737. Eureka. — 738. S. — 739. Tien. — 740. Eureka. — 741. S. — 742. Tien. — 743. Eureka. — 744. S. — 745. Tien. — 746. Eureka. — 747. S. — 748. Tien. — 749. Eureka. — 750. S. — 751. Tien. — 752. Eureka. — 753. S. — 754. Tien. — 755. Eureka. — 756. S. — 757. Tien. — 758. Eureka. — 759. S. — 760. Tien. — 761. Eureka. — 762. S. — 763. Tien. — 764. Eureka. — 765. S. — 766. Tien. — 767. Eureka. — 768. S. — 769. Tien. — 770. Eureka. — 771. S. — 772. Tien. — 773. Eureka. — 774. S. — 775. Tien. — 776. Eureka. — 777. S. — 778. Tien. — 779. Eureka. — 780. S. — 781. Tien. — 782. Eureka. — 783. S. — 784. Tien. — 785. Eureka. — 786. S. — 787. Tien. — 788. Eureka. — 789. S. — 790. Tien. — 791. Eureka. — 792. S. — 793. Tien. — 794. Eureka. — 795. S. — 796. Tien. — 797. Eureka. — 798. S. — 799. Tien. — 800. Eureka. — 801. S. — 802. Tien. — 803. Eureka. — 804. S. — 805. Tien. — 806. Eureka. — 807. S. — 808. Tien. — 809. Eureka. — 810. S. — 811. Tien. — 812. Eureka. — 813. S. — 814. Tien. — 815. Eureka. — 816. S. — 817. Tien. — 818. Eureka. — 819. S. — 820. Tien. — 821. Eureka. — 822. S. — 823. Tien. — 824. Eureka. — 825. S. — 826. Tien. — 827. Eureka. — 828. S. — 829. Tien. — 830. Eureka. — 831. S. — 832. Tien. — 833. Eureka. — 834. S. — 835. Tien. — 836. Eureka. — 837. S. — 838. Tien. — 839. Eureka. — 840. S. — 841. Tien. — 842. Eureka. — 843. S. — 844. Tien. — 845. Eureka. — 846. S. — 847. Tien. — 848. Eureka. — 849. S. — 850. Tien. — 851. Eureka. — 852. S. — 853. Tien. — 854. Eureka. — 855. S. — 856. Tien. — 857. Eureka. — 858. S. — 859. Tien. — 860. Eureka. — 861. S. — 862. Tien. — 863. Eureka. — 864. S. — 865. Tien. — 866. Eureka. — 867. S. — 868. Tien. — 869. Eureka. — 870. S. — 871. Tien. — 872. Eureka. — 873. S. — 874. Tien. — 875. Eureka. — 876. S. — 877. Tien. — 878. Eureka. — 879. S. — 880. Tien. — 881. Eureka. — 882. S. — 883. Tien. — 884. Eureka. — 885. S. — 886. Tien. — 887. Eureka. — 888. S. — 889. Tien. — 890. Eureka. — 891. S. — 892. Tien. — 893. Eureka. — 894. S. — 895. Tien. — 896. Eureka. — 897. S. — 898. Tien. — 899. Eureka. — 900. S. — 901. Tien. — 902. Eureka. — 903. S. — 904. Tien. — 905. Eureka. — 906. S. — 907. Tien. — 908. Eureka. — 909. S. — 910. Tien. — 911. Eureka. — 912. S. — 913. Tien. — 914. Eureka. — 915. S. — 916. Tien. — 917. Eureka. — 918. S. — 919. Tien. — 920. Eureka. — 921. S. — 922. Tien. — 923. Eureka. — 924. S. — 925. Tien. — 926. Eureka. — 927. S. — 928. Tien. — 929. Eureka. — 930. S. — 931. Tien. — 932. Eureka. — 933. S. — 934. Tien. — 935. Eureka. — 936. S. — 937. Tien. — 938. Eureka. — 939. S. — 940. Tien. — 941. Eureka. — 942. S. — 943. Tien. — 944. Eureka. — 945. S. — 946. Tien. — 947. Eureka. — 948. S. — 949. Tien. — 950. Eureka. — 951. S. — 952. Tien. — 953. Eureka. — 954. S. — 955. Tien. — 956. Eureka. — 957. S. — 958. Tien. — 959. Eureka. — 960. S. — 961. Tien. — 962. Eureka. — 963. S. — 964. Tien. — 965. Eureka. — 966. S. — 967. Tien. — 968. Eureka. — 969. S. — 970. Tien. — 971. Eureka. — 972. S. — 973. Tien. — 974. Eureka. — 975. S. — 976. Tien. — 977. Eureka. — 978. S. — 979. Tien. — 980. Eureka. — 981. S. — 982. Tien. — 983. Eureka. — 984. S. — 985. Tien. — 986. Eureka. — 987. S. — 988. Tien. — 989. Eureka. — 990. S. — 991. Tien. — 992. Eureka. — 993. S. — 994. Tien. — 995. Eureka. — 996. S. — 997. Tien. — 998. Eureka. — 999. S. — 1000. Tien. — 1001. Eureka. — 1002. S. — 1003. Tien. — 1004. Eureka. — 1005. S. — 1006. Tien. — 1007. Eureka. — 1008. S. — 1009. Tien. — 1010. Eureka. — 1011. S. — 1012. Tien. — 1013. Eureka. — 1014. S. — 1015. Tien. — 1016. Eureka. — 1017. S. — 1018. Tien. — 1019. Eureka. — 1020. S. — 1021. Tien. — 1022. Eureka. — 1023. S. — 1024. Tien. — 1025. Eureka. — 1026. S. — 1027. Tien. — 1028. Eureka. — 1029. S. — 1030. Tien. — 1031. Eureka. — 1032. S. — 1033. Tien. — 1034. Eureka. — 1035. S. — 1036. Tien. — 1037. Eureka. — 1038. S. — 1039. Tien. — 1040. Eureka. — 1041. S. — 1042. Tien. — 1043. Eureka. — 1044. S. — 1045. Tien. — 1046. Eureka. — 1047. S. — 1048. Tien. — 1049. Eureka. — 1050. S. — 1051. Tien. — 1052. Eureka. — 1053. S. — 1054. Tien. — 1055. Eureka. — 1056. S. — 1057. Tien. — 1058. Eureka. — 1059. S. — 1060. Tien. — 1061. Eureka. — 1062. S. — 1063. Tien. — 1064. Eureka. — 1065. S. — 1066. Tien. — 1067. Eureka. — 1068. S. — 1069. Tien. — 1070. Eureka. — 1071. S. — 1072. Tien. — 1073. Eureka. — 1074. S. — 1075. Tien. — 1076. Eureka. — 1077. S. — 1078. Tien. — 1079. Eureka. — 1080. S. — 1081. Tien. — 1082. Eureka. — 1083. S. — 1084. Tien. — 1085. Eureka. — 1086. S. — 1087. Tien. — 1088. Eureka. — 1089. S. — 1090. Tien. — 1091. Eureka. — 1092. S. — 1093. Tien. — 1094. Eureka. — 1095. S. — 1096. Tien. — 1097. Eureka. — 1098. S. — 1099. Tien. — 1100. Eureka. — 1101. S. — 1102. Tien. — 1103. Eureka. — 1104. S. — 1105. Tien. — 1106. Eureka. — 1107. S. — 1108. Tien. — 1109. Eureka. — 1110. S. — 1111. Tien. — 1112. Eureka. — 1113. S. — 1114. Tien. — 1115. Eureka. — 1116. S. — 1117. Tien. — 1118. Eureka. — 1119. S. — 1120. Tien. — 1121. Eureka. — 1122. S. — 1123. Tien. — 1124. Eureka. — 1125. S. — 1126. Tien. — 1127. Eureka. — 1128. S. — 1129. Tien. — 1130. Eureka. — 1131. S. — 1132. Tien. — 1133. Eureka. — 1134. S. — 1135. Tien. — 1136. Eureka. — 1137. S. — 1138. Tien. — 1139. Eureka. — 1140. S. — 1141. Tien. — 1142. Eureka. — 1143. S. — 1144. Tien. — 1145. Eureka. — 1146. S. — 1147. Tien. — 1148. Eureka. — 1149. S. — 1150. Tien. — 1151. Eureka. — 1152. S. — 1153. Tien. — 1154. Eureka. — 1155. S. — 1156. Tien. — 1157. Eureka. — 1158. S. — 1159. Tien. — 1160. Eureka. — 1161. S. — 1162. Tien. — 1163. Eureka. — 1164. S. — 1165. Tien. — 1166. Eureka. — 1167. S. — 1168. Tien. — 1169. Eureka. — 1170. S. — 1171. Tien. — 1172. Eureka. — 1173. S. — 1174. Tien. — 1175. Eureka. — 1176. S. — 1177. Tien. — 1178. Eureka. — 1179. S. — 1180. Tien. — 1181. Eureka. — 1182. S. — 1183. Tien. — 1184. Eureka. — 1185. S. — 1186. Tien. — 1187. Eureka. — 1188. S. — 1189. Tien. — 1190. Eureka. — 1191. S. — 1192. Tien. — 1193. Eureka. — 1194. S. — 1195. Tien. — 1196. Eureka. — 1197. S. — 1198. Tien. — 1199. Eureka. — 1200. S. — 1201. Tien. — 1202. Eureka. — 1203. S. — 1204. Tien. — 1205. Eureka. — 1206. S. — 1207. Tien. — 1208. Eureka. — 1209. S. — 1210. Tien. — 1211. Eureka. — 1212. S. — 1213. Tien. — 1214. Eureka. — 1215. S. — 1216. Tien. — 1217. Eureka. — 1218. S. — 1219. Tien. — 1220. Eureka. — 1221. S. — 1222. Tien. — 1223. Eureka. — 1224. S. — 1225. Tien. — 1226. Eureka. — 1227. S. — 1228. Tien. — 1229. Eureka. — 1230. S. — 1231. Tien. — 1232. Eureka. — 1233. S. — 1234. Tien. — 1235. Eureka. — 1236. S. — 1237. Tien. — 1238. Eureka. — 1239. S. — 12

C'est devenu une affaire importante ;
il y a même des spécialistes pour ça.

Des tissus dans leurs meubles

Au moment où de nombreux magasins (de mobilier et d'objets) laissent leurs clients choisir en toute liberté, le tissu d'ameublement requiert de plus en plus de conseils pour s'acheter. Le soin que chacun désire apporter au décor de son intérieur et une diversité sans cesse renouvelée des tissus amènent un certain désarroi de la part des acheteurs. D'où le succès de ces boutiques, où l'on peut exposer son cas personnel et être conseillé pour faire son choix.

« Pour cerner l'ambiance qui règne dans la pièce, dit Françoise Dorget, je m'enquiers de la couleur des murs, de la moquette et des autres tissus existants. » Dans cette boutique « Etamine », située près du boulevard Saint-Germain, la clientèle, au début, était très confor- miste, aimant le velours et le damassé. Aujourd'hui, ces mêmes clientes ont adopté les tissus contemporains, n'hésitant pas à en recouvrir leurs sièges anciens et à en faire des rideaux.

« Une harmonie plus subtile »

En matière de décoration, les tendances évoluent aussi. « On ne conjugue plus actuellement, explique Françoise Dorget, le même dessin, de la nappe au mur ; on ose composer une harmonie plus subtile, en créant des liens entre les coloris et les graphismes. » Dans la nouvelle collection anglaise Designers Guild (diffusée en France par « Etamine »), les tissus de coton sont imprimés de motifs géométriques en pointillés, formant des mosaïques légères dans des tons très doux de rose et de beige ; ils valent 98 F le mètre en 125 cm de large. Plus exubérant, le chintz américain, lavable (39 F le mètre en 90 cm), est parsemé de grands dessins fleuris et vifs ; on en fait des stores intérieurs et des housses de canapé. A ce propos, on indique chez « Etamine » des adresses de tapissiers qui recouvrent les sièges, font des rideaux et autres confections.

Parce qu'elle ne trouvait pas dans le quinzième arrondissement, où elle habite, les tissus

qu'elle aime, Chrystel de Rougé a ouvert sa propre boutique, il y a un an, à l'enseigne « Les Décoratrices gourmandes ». Pour quel cette appellation insolite ? « J'aime la nouvelle cuisine parce qu'elle nous permet, à nous les gourmandes, de profiter des plaisirs de la table sans nuire à notre santé. Ma conception de la décoration s'apparente étroitement à cette nouvelle cuisine par un retour à la simplicité : aux tissus brodés (c'est néfastes à notre budget qu'une crème fraîche l'est à notre ligne) je préfère des percales fleuries. »

Dans la boutique de Chrystel, les tissus sont suspendus à des cintres, mêlant des imprimés différents dans chaque gamme de couleur. A côté de cotonnades (à partir de 30 F le mètre), il y a les tissus pour sièges et les « matelassés » pour dessus de lit. En grignotant un sablé, on découvre tissu, papier peint ou bibelot, on repart avec une idée de décor original et quelques bonnes adresses d'artisans.

Le système le mieux adapté

C'est dans le tissu mural que Jean-Marie Huot s'est spécialisé. Dans sa boutique « Coton », ouverte au printemps dernier à Montparnasse, il propose une grande variété de tissus dont les grandes larges — de 2,40 m à 2,80 m — évitent la fastidieuse couture des lés (80 F le mètre en 260 m). Une partie de sa sélection est présentée sur les murs de la boutique, dans des affinités de tons, vifs ou pastel, et des mariages d'unis et d'imprimés. « Poser soi-même son tissu au mur n'est pas compliqué, dit J.-M. Huot, j'ai réuni les conseils de base dans une notice et je peux fournir agrafeuse ou

baguettes pour une pose tendue sans agrafe. » Ayant réalisé lui-même de nombreuses poses de toute nature, il peut conseiller ses clients sur le système le mieux adapté à chaque revêtement.

Outre des tissus, on trouve en effet à « Coton » des tissages de paille polonaise, du plastique fin, brillant comme de la laque, dans des tons ravissants (15 F le mètre en 130 cm) et des imitations de daim.

JANY AUJAME.

« Etamine », 13, bd Raspail, 75007 Paris. Les Décoratrices gourmandes, 118, rue de Lourmel, 75013 Paris. Coton, 6, rue Stanislas, 75006 Paris.

Brandebourgs pour le réveillon La coupe Châtelet



TED LAPIDUS :
costume avec brandebourgs, s'ouvrant sur une chemise de soie blanche. Cravate tuban.

Aller faire ses achats en Angleterre. En hovercraft. Entre deux coups de tabac.

Les cachemires de Canterbury

SHOPPING-ECLAIR entre deux tempêtes en Angleterre. La liaison Calais-Ramsgate par hovercraft permet de gagner Canterbury, la ville cathédrale, qui règne au cœur de la campagne verte du Kent. Voici donc ce divertissement anglais à la portée du voyageur, quand toutefois le temps est clémente. Un déplacement différent du classique voyage à Londres.

A l'intérieur de ses remparts, Canterbury offre le passé et le présent. Maisons à pignons desisserants, ruelles des merciers, ancien marché au beurre sont bordés de magasins et de vitrines. Tout ici est rassemblé le long de la grande rue commerçante, Saint Peter Street, et autour de la cathédrale. Le visiteur saisit donc vite la marche à suivre. Celui qui souhaite approfondir sa visite trouvera chez les libraires des itinéraires bien conçus (10 pence). On conseillera enfin au voyageur de changer son argent sur place. Le taux y est plus avantageux.

A Canterbury, l'Angleterre est là telle qu'on l'attend avec ses tartans et ses laines. Chez Marks and Spencer, les rayons d'alimentation et de confection sont importants. On trouve des kilts pour les petites filles (de 5,50 livres à 6,90 livres pour ceux à boutons), pour les femmes de bon shirtings (8,90 livres) et surtout un excellent veston en tweed (30 livres). Pour les hommes : un col roulé en cachemire

(25 livres), un veston de tweed (29,50 livres) et un imperméable (25 livres). C'est à côté, chez Maitland, qu'il faut trouver des superbes chaussures dans le style « Church » (17,99 livres).

Du classique encore, mais du classique de grande classe. Jenny Hamilton, dans sa petite boutique du 55, Palace Street, vend des tartans authentiques (20,50 livres), des tricotés écru (tricotés) (23,95 livres), des écharpes et des châles en mohair (4,50 et 15,75 livres). Jenny vend aussi des tricotés en kit à compléter à partir d'un plastron Jacquard (8,50 livres).

Carnaby Street a gagné Canterbury. Chez Van Allen et chez

Snob, la musique « disco » coule à flots. On y trouve des socquettes rayées en lurex (1,40 livre), des chapeaux-bourbons à plumes ou à volants (3,99 livres) et des bustiers en paillettes (12,99 livres).

L'artisanat s'abrite à l'ombre de la cathédrale. Poteries en grès à la Canterbury Pottery (Buttermarket). On y vend pour une livre un bol tendu comme une tirelire qui permet de séparer le jaune du blanc de l'œuf. Counterpoint, une boutique pour la maison s'est ouverte en face. Terrina, dans Palace Street, sa consacre, comme son nom l'indique, à la cuisine.

veraine dans son enceinte privée. Il faut passer l'ancienne porte de la ville, toute caparotée d'écrousses, et, tout d'un coup, l'espace s'élargit, l'air devient plus vif. Le volé, cette vaste nef, sur sa pelouse verte avec ses tours, son porche, ses chapelles et ses broderies gothiques. Ici reposent les rois et les guerriers. Edoard, le Prince noir, au-dessus duquel veillent à jamais son casque, sa robe, ses gants et son épée. Et surtout Thomas Beckett, l'archevêque assassiné sur ordre du roi le 29 décembre 1170 par quatre chevaliers. A gauche du chœur, là où son corps est tombé, les pas des pèlerins de Canterbury ont usé la dalle.

FLORENCE BRETON.

Le George and Dragon Hotel

Bijoux, bougeoirs en cuivre, argenterie, boîtes-écritures : les antiquaires sont rassemblés dans Palace Street. Chez Rachel Lloyd aux numéros 35-36, la sélection est de qualité. Elle porte sur des meubles rustiques du dix-huitième siècle. Au 12 de la même rue, le magasin est spécialisé dans les poupées anciennes.

Partout dans la ville on trouve des petits restaurants : authentique auberge comme le Queens Elizabeth Chamber qui remonte à 1573, salon de thé Moral. Cet endroit, frais comme une glace à la vanille, a pour voisin un pub, L'Olive Branch. Il est très

quant par la jeunesse, on le dit bruyant.

Une nuit au Country Hotel de Canterbury pour deux personnes coûte 18 livres. Mais on peut aussi aller coucher à la campagne au bord d'une rivière. Le George and Dragon Hotel à Fordwich est un petit hôtel charmant de treize chambres, à 5 kilomètres seulement de Canterbury sur la route de Margate. Pour celui qui veut dépenser moins, il reste les « bed and breakfast ». Renseignements au Tourist Office, 22, Saint Peter Street.

Avant de lever l'ancre, il faut saluer la cathédrale, isolée, sou-

* La liaison Calais-Ramsgate en hovercraft permet de gagner Canterbury. Traversée rapide puisqu'elle ne dure que quarante minutes, mais tributaire en hiver des aléas du temps, et surtout du vent. L'aller et retour pour une personne à pied est de 14 F. Une formule est pratiquée pour les voyageurs motorisés. Seuls la voiture pale (170 F aller et retour pour une Renault-5). Les passagers voyageurs gratuits. Des liaisons régulières en train avec Canterbury sont assurées à partir de l'horizontale de Ramsgate. La station balnéaire anglaise est située à une demi-heure de route de la ville-cathédrale. Pour tous renseignements, s'adresser à : Hoverlloyd, 24, rue Saint - Quentin, 75013 Paris. Tél. : 278-75-03.

Fascination du tatouage chez les jeunes.

Pourquoi ?

Peau d'encre

LA, sous les spots qui balayent la piste du « Palace », un aigle passe par toutes les couleurs de l'arc-en-ciel. Un aigle dont les ailes se déploient au rythme du dos qui s'agite. La musique s'arrête. L'homme à l'aigle remet son pull en se dirigeant vers le bar. On l'entoure. « On fait peau neuve, un jour, dit-il, laconique, et ça vous tient après. » A ceux qui le questionnent : « Si ça vous dit, allez chez Etienne Usher, 40, rue de la Roquette... » La bonne adresse.

Etienne Usher a pignon sur rue, à la Bastille. Boutique ouverte au regard des passants, très fréquentée par les jeunes du quartier. Une moto complète le décor de la devanture : c'est l'engin d'Etienne, vingt-cinq ans, présentement au travail sur l'avant-bras d'un « rocker ». Sur les murs sont affichés les dessins que l'artiste peut réaliser. Iconographies qui font appel au jeu des symboles : références animalières (renard-rose, loup, indépendance, aigle-puissance, panthère-lutte, bateau-évasion), et plus bas, les inévitables signes du zodiaque. Mais aussi des slogans : « Marche ou crève... », « Vivre libre ou mourir... », « Ne pour perdre ». Et encore : « A moi... mère, cœur, amère ». Mais surtout idées pour fans de tout poil : Elvis Presley (côté cœur et sa réplique sur réservoir de moto), Johnny Halliday et les autres.

« Mes clients ne choisissent pas toujours des motifs traditionnels. Ils m'apportent souvent des dessins originaux à reproduire. Du reste, chaque création est un cas d'espèce. Du « rocker » nouveau recrue dans une bande, qui subit l'épreuve du tatouage pour ne pas être en reste, au dandy en quête d'une excentricité, les motivations des postulants sont diverses. Mais tous revendiquent le droit d'intervenir sur leur corps en faisant fi des conventions : « Après tout, c'est ma peau, ça me fait plaisir

et je n'agresse personne », dit l'un d'eux. Loubards, punks, teddy-boys et gens du show-business affluent chez Etienne Usher et, si les hommes forment la majorité de la clientèle, les femmes ne sont pas absentes.

Autre tatoueur, Bruno, qui officie depuis vingt-cinq ans à Pigalle dans son petit musée au 6 de la rue Germain-Pilon. Avec lui, on ne badine pas avec le tatouage. D'emblée, il annonce la couleur : « Je m'élève contre ceux qui ont voulu dresser des grilles d'interprétation et ont systématisé le phénomène du tatouage. S'il est vrai que, à la lumière de mon expérience, j'ai esquissé un schéma du tatouage (1), en évoquant la prédisposition du sujet (talent, milieu d'origine), les motivations varient selon chaque individu (accidents de parcours, choc psychologique, panurgisme, révolte, etc.). A l'heure actuelle, les marques imposées, comme les codes entre prisonniers ou gens du milieu, sont en régression ; les signes d'affiliation à un groupe professionnel, tels ceux des compagnons-artisans, en déshérence. Ils ont cédé le pas au dessin spirituel librement consenti. »

Si les jeunes semblent prêter souvent les motifs évoquant la bande dessinée en vogue (le rêve américain) à l'imagerie populaire d'antan, le tatouage est loin d'être considéré en France comme un simple élément décoratif. C'est au sentiment d'angoisse que Bruno attribue la recrudescence du tatouage parmi les jeunes : « Méfiant à l'égard des institutions, anxieux face à l'avenir qu'on leur propose... Ils sont comme les enfants qui, sortant de l'état végétatif, se dessinent parfois des figures sur la peau. »

EVELITA MOOD.

(1) « Tatoués, qui êtes-vous ? » de Bruno. Aux éditions Peyronelles, 17, rue des Eglises, 1040 Bruxelles.

Givenchy
habille aussi
les hommes.



GIVENCHY GENTLEMAN

BOUTIQUE GIVENCHY GENTLEMAN
8, Avenue George V - 75008 PARIS

محکمات الہی

صكنا من المصل

MODES DU TEMPS

Une nouvelle profession

« GENTLEMAN-GARDIEN »

LA maison de vacances ouvre plus souvent ses volets. Aujourd'hui, au moindre « pont », la famille débarque. Ce castel sur la falaise, cette villa sous les pins, avaient autrefois leurs gardiens, un luxe qu'aujourd'hui on peut se permettre de moins en moins. Aussi voit-on se créer, de Dinard à Saint-Tropez, en passant par la Côte basque et la Provence, des sociétés qui proposent le gardiennage des résidences secondaires. Franchement sortis des écoles de commerce ou plus chevronnés, ces « gentlemen-gardiens » ont ceci en commun : ils ont tous voulu monter leur propre « boîte ».

Ce gardiennage implique des visites régulières. Mais d'autres prestations sont offertes. Ainsi Michel de Lasfayrie, trente et un ans, qui sillonne le Pays basque dans son « tous-terrains », fournit d'autres services à la carte en plus de l'abonnement annuel : ouverture et fermeture de la maison, « fourniture » d'une femme de ménage, jardinage, inspection de la toiture, ramonage, surveillance de travaux, petits et gros. « Tous les mois, dit-il, j'envoie un rapport à mon client, car je veux qu'il sache que je travaille pour lui. »

La confiance du client gagnée — cela prend du temps — ces nouveaux gardiens peuvent être chargés de menus services : réserver des tentes sur la plage, expédier la pièce détachée d'un bateau et même recevoir une procuration pour signer chez le notaire. « Peu à peu, nous sommes devenus la cuisine de Dinard », disent Guy-Henri Ducas et Dominique Motte, qui ont ouvert « la Coccinelle » dans la station bretonne.

La tarification varie selon les sociétés, les régions et la taille des maisons. Dans l'ensemble, le gardiennage coûte de 700 F à 2 400 F par an. Ce dernier chiffre vaut pour une résidence de cinq pièces sur la côte, rattachée à un contrat de surveillance sur le vol.

Cette jeune profession tente beaucoup, mais elle se heurte à des difficultés. Nombreux sont ceux qui se sont lancés ces dernières années, mais qui, presque aussitôt, ont abandonné. Il faut dire que ces « gentlemen-gardiens » disposent de moyens financiers limités et que les travailleurs au noir sont des concurrents sérieux. Les propriétaires préfèrent, en effet,

remettre leurs clés à la voisine et s'adresser à un retraité qui fera leur jardin. La prospection, surtout, est très délicate. Pour se monter progressivement une clientèle, chacun a trouvé son « joint ». A Saint-Tropez, Jacques Parvay s'occupe de l'entretien des piscines, tandis que sa femme tient un magasin d'accessoires sur le port. Dans le Gard, la restauration des mas a permis à Jean Ruelschmann d'aborder le gardiennage. A Dinard, « la Coccinelle » s'est spécialisée dans la surveillance contre le vol qui intéresse aussi la clientèle sédentaire. A Saint-Jean-de-Luz, enfin, l'associé de Michel de Lasfayrie dirige une entreprise de bâtiment.

Les « intendants »

Une nouvelle société va-t-elle bouleverser toutes ces données ? Home-Assistance, dont le nom évoque immédiatement celui d'Europe-Assistance, aborde le marché avec un appui non négligeable : celui du groupe Drouot, qui vient d'acquiescer 65 % de son capital. L'assistance offerte concerne tous les services dont peuvent avoir besoin une maison et ses habitants. « Jusqu'ici le métier n'a été tenu que par des artisans », déclare Gérard de Mory, qui a créé la société. Au même titre que Hertz, qui a réglementé le marché de la voiture de location, nous voulons faire de ce métier nouveau dont nous ressentons le besoin quelque chose de sérieux et de coordonné. »

Si les prestations sont sensiblement les mêmes que celles offertes par les autres sociétés de gardiennage, l'originalité d'Home-Assistance est d'avoir mis au point un contrat qui définit

très précisément les prestations et surtout les responsabilités. Une sécurité donc pour les signataires.

Le contrat est à options et la tarification est modulée selon qu'il s'agit d'une maison, d'une marina ou d'un appartement. Pour une maison, l'abonnement varie de 1 483 F (une visite par mois tout au long de l'année) à 3 939 F (une visite par semaine). Ce dernier tarif est le plus demandé.

Les services d'Home-Assistance seront assurés par des « intendants ». C'est le nom que la société donne à son personnel qu'elle commence à recruter parmi la gendarmerie nationale et maritime. Le choix est judicieux. Ces hommes sont jeunes et ils se trouvent sur place. Un service rigoureux leur sera demandé. « Nos intendants devront remplacer l'œil du maître », fait observer Gérard de Mory.

La nouvelle société commence à s'implanter. Un siège social à Paris, quatre directions dans des régions-clés : Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon, Rhône-Alpes, Normandie. Son ambition ne s'arrête pas là. Home-Assistance entend rayonner sur toute la France. Pour proposer ses services, elle s'appuiera sur le réseau de distribution de la compagnie d'assurances, qui compte mille cinq cents agents. Moyen astucieux de faciliter cette prospection sur laquelle ont échoué ceux qui l'ont précédée.

Une question se pose cependant : le marché est-il mûr ? De l'avis des « pionniers », il faut attendre encore quelque temps. « Quand on parle de gardiennage », dit Jacques Parvay, de Saint-Tropez, les gens appellent mais ils ne sont pas prêts à payer. » Ce type de services est encore considéré comme un luxe. De leur côté les assureurs notent que la demande d'assistance s'accroît.

On peut aussi se demander si ce type de prestation, qui repose sur la notion de service, souffre d'être sous-traité. Le « recruteur » se sentira-t-il suffisamment motivé ? La... clé de la réponse, c'est le propriétaire qui la détermine. A lui, en définitive, de juger s'il préfère l'intendant ou le cousin.

FI. B.

* La Coccinelle, 54, bd Péral, 35800 Dinard. Tél. : (39) 45-54-23.
Home-Assistance, 105, bd Péral, 75017 Paris. Tél. : 758-12-44. La Vigie, 23 bis, rue Salma-Barbe, 64500 Saint-Jean-de-Luz. Tél. : (59) 26-42-49. Résidences Services, 4, rue Pasteur, 30270 Saint-Jean-du-Gard. Tél. : (66) 85-31-86. Villa Services, 14, quai de l'Épi, 83590 Saint-Tropez. Tél. : (94) 97-24-64.

Une façon de s'habiller qui fait son chemin

L'allure sportive

DESORMAIS, c'est à tous les niveaux de prix que l'homme se voit offrir des vêtements de coupe sportive. Hermès, en voie d'agrandissement et d'expansion, avec cent quarante points de vente de par le monde, nous l'a prouvé l'autre jour. Jean-Louis Dumas, le nouveau président-directeur général, a confié au bureau de style de Nicole de Vésian la tâche d'adapter leur chic « bon genre » à la vie contemporaine.

Cette recherche de formules plus actuelles caractérise aussi l'esprit de rénovation de la vénérable maison Henry Thierry, à l'angle de la rue Auber et de la rue Caumartin. Comme toujours en matière de modernisation, il s'agit d'attirer de nouveaux clients sans pour autant déranger les habitués du magasin. Troisième point de vente de vêtements pour hommes, après Brummel et Galt Club, tout proches, le magasin a été confié par Maurice Bidermann à Joël Quennehen. Il a entrepris de renouveler l'image de ce spécialiste de la mesure industrielle, tout en continuant à vendre pendant les travaux.

On a redistribué le stock, de sorte qu'on trouve maintenant les tenues de loisirs au sous-sol, les chemises, les tricotés et les accessoires à l'entrée, les costumes au second et les boutiques de marque au troisième. La présentation y est particulièrement réussie, avec une vue « cavalière » de l'ensemble permet-

tant d'embrasser d'un coup d'œil les thèmes coordonnés de formes, de tissus et de couleurs. En effet, les modèles Yves Saint-Laurent, Guy Dornmeil et Daniel Hechter voisinent, mais chacun dans un coin boutique, aux angles étudiés pour présenter les vestes de trois quarts, sur plusieurs niveaux.

Joël Quennehen définit les interventions du magasin : « J'ai l'intention de jouer la mode, les marques, le sportswear », en alliant les avantages d'une boutique et d'un grand magasin. « Un homme doit trouver ici un large assortiment en profondeur, comme dans un grand magasin, avec une notion d'accueil et de service. » Pour lui, les grands magasins sont responsables de l'acceptation de la mode masculine par le public, grâce à l'étendue des produits qu'ils proposent. Encore que notre interlocuteur trouve que le consommateur ait tendance à se perdre devant des rayons linéaires trop étendus.

Dans le quartier, la clientèle paraît changer. L'homme de trente à trente-cinq ans qui porte des jeans depuis son adolescence s'habille au rayon sport et s'achète de temps en temps un costume. Tandis que son père, par un changement inverse, est passé du costume au blazer et à la veste de sport avant de découvrir le confort des tricotés.

On a donc séparé les tenues de sport-ville des vêtements de loisirs.

NATHALIE MONT-SERVAN.

Trouvailles

Bricolage

Colle sur mesure

Pour coller le métal, le verre, la céramique ou le plastique, il est conseillé d'utiliser une colle à deux composants : résine et durcisseur. Si les qualités de collage sont indéniables, le dosage des composants, présentés en deux tubes, est souvent délicat. Pour éviter ces tâtonnements, Polyfilla propose maintenant une colle époxyde, présentée dans un conditionnement ingénieux : la résine et le durcisseur sont disposés dans un double doseur à piston. Il suffit d'appuyer sur ce piston pour obtenir, instantanément une colle au dosage correct et dans la quantité dont on a juste besoin.

* Polyfilla époxyde rapide, 16 F environ, en droguerie, quincaillerie, grande magasins et magasins de bricolage.

● La mode de l'été 1979 (superbes photos), illustre l'agenda « les Jours et la mode » de Stefano Miceli qui présente ici les modèles les plus marquants des grandes signatures parisiennes et italiennes du prêt-à-porter.

* 90 F environ au Drogstore Etalle et à la Boutique noire du Printemps.

● Contre le froid, la crème de protection des pêcheurs norvégiens de l'Arctique nous arrive via les États-Unis. C'est là, qu'a été lancée Ventrogon, maintenant fabriquée en France. Il s'agit d'un mélange très léger

Livre

Paris - Maison

Un guide d'un nouveau genre fait son apparition dans les kiosques de la capitale. Edité par le magazine de décoration « Maison française », il réunit des centaines d'adresses de boutiques parisiennes consacrées à la maison. Pour transformer ce répertoire géant en promenades dans Paris, le classement des boutiques y est fait par rues, elles-mêmes groupées par quartiers. Un chapitre « Où trouver quoi ? » facilite la recherche des magasins spécialisés et leur repérage géographique. Les départements de la périphérie ont aussi été prospectés pour que les habitants de l'Ile-de-France découvrent les boutiques de leur voisinage.

* Guide 1979 de Paris et Ile-de-France, 12 F, en kiosque.

d'huiles nutritives, adoucissantes et protectrices. Cette formule graise véritablement la peau mais sans laisser de film gras.

* 12 F. En pharmacie.

RUE VIGNON

(Tous le long de la...)
du 10 DEC. au 10 JANV. 1979

40 BOUTIQUES vous accueillent
Articles promotionnels, cadeaux
Remise de caisse
M^{re} Madeleine, Havre-Caumartin

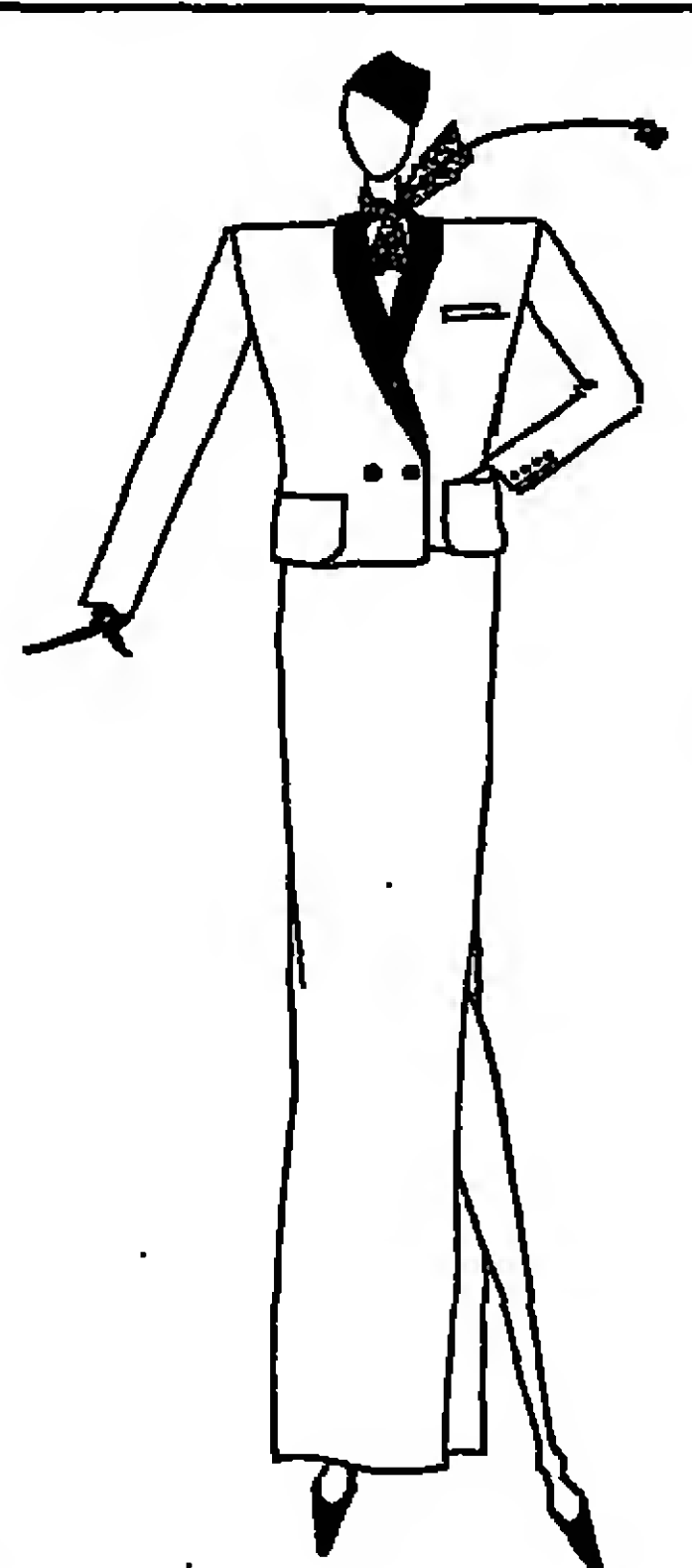
Le bon goût
est
parisien
DeSede aussi
chez
behr
maurice vignon

UN ART
UN MÉTIER
RENEL
fourreur

5, avenue Victor-Hugo
75116 PARIS
501-70-61 - 81-32

CUISINES
installations complètes
Meubles tous styles
Plans et Devis gratuits
Financement personnalisé

Tél. à STEB 020-35-14
pour une étude à domicile



CERRUTI 1881
FEMME
PARIS

Tailleur Smoking
crêpe de soie
Jupe longue

15, place de la Madeleine

La première liberté... c'est la liberté du corps

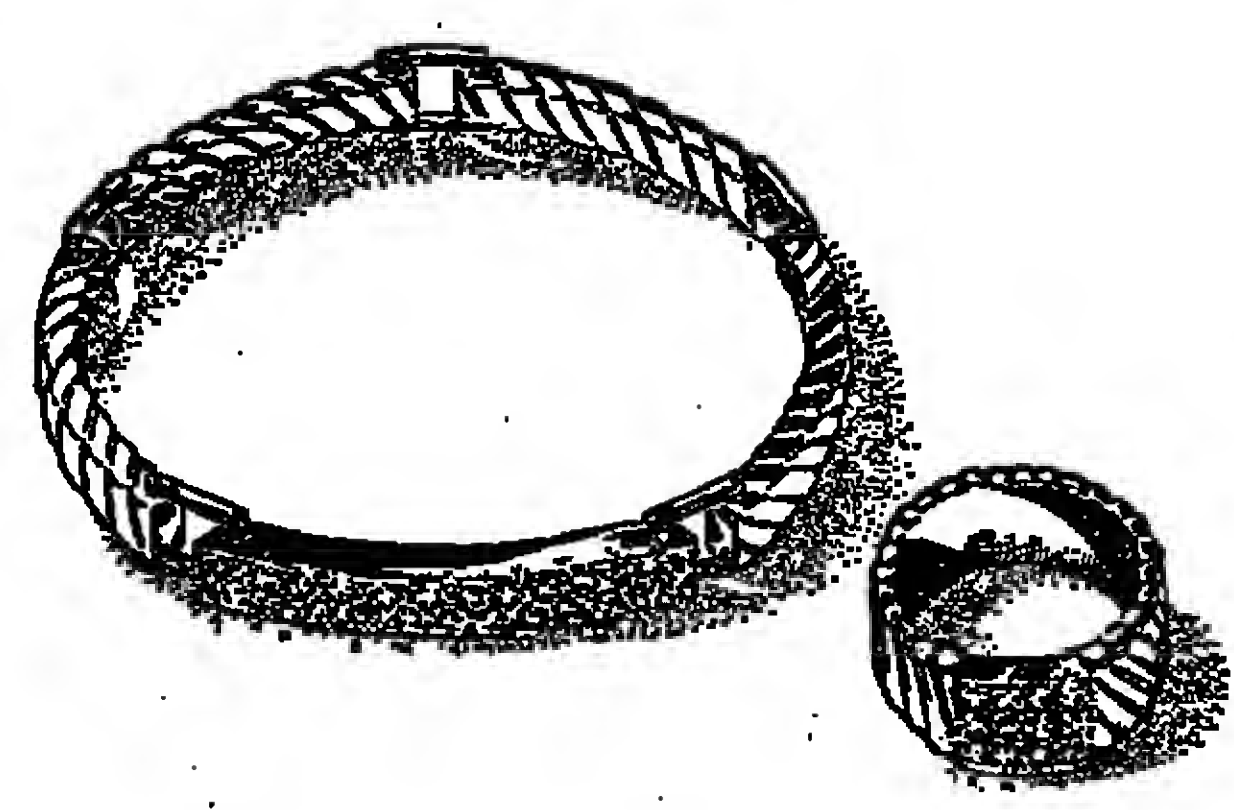


FRICITION DE FOUCAUD
"Coup de fouet contre la Fatigue"
TONIFIANT - STIMULANT - DÉODORANT - FRAICHEUR et BIEN-ÊTRE

FRICITION-LAIT DE FOUCAUD
sans alcool
Spécialement étudiée pour peaux fragiles

Pensez à les offrir
ainsi que nos Lotions - Savon - Crèmes - Eaux de Toilette - etc...
LAB. Lucienne Male
9, avenue Matignon - Paris 8^e
PHARMACIES MAISONS DE RÉGIMES
Flacon - essai contre 4 timbres tarif lettre.

"Il est des signatures
auxquelles on tient?"



"la boutique"
Van Cleef & Arpels
22, place Vendôme. Tél. 261.58.58.

INSTITUT

Expositions

TRAFIQUANTS DE LUMIÈRE

Ce que fait Nam June Paik avec la vidéo n'a pas de ton d'engouement, mais de bien mérité. Paik, qui a acquis à l'art vidéo pour le moins par sa manière de traiter son médium. Et, s'il fait figure de père auprès de toute une génération d'artistes, c'est un père rien moins que tranquille, qui est allé voir au-delà de l'écran ce qu'il y avait dans le ventre son outil de travail, en ingénieur bricoleur, en chercheur habile de l'électronique, en professeur et en joueur, brillant manipulateur de sons, d'images et d'idées.

Nam June Paik, qui est né en 1923, est coréen d'origine. Il a fait à Tokyo des études d'histoire de l'art, d'esthétique et de musique (piano, composition). Puis il est allé en Allemagne. En 1957, il suit les cours d'été de Stockhausen et de Nono, à Munich, et, de 1958 à 1961, participe aux recherches du studio électronique de Cologne. Il admire Schönberg. Il rencontre Cage. Et c'est le début de concerts-happenings, avec quelques coups d'éclat, dans l'esprit du mouvement Fluxus dont il contribue à propager « l'art de vivre » avec Maciunas, Beuys, Vostell et quelques autres admirateurs de Duchamp. En 1962, Paik commence à s'intéresser à la vidéo en termes artistiques. Ce qu'il ramène à Tokyo, seul endroit où l'on peut alors disposer d'un matériel vidéo couleur ; le temps de mettre au point, avec l'ingénieur Shibusawa, le premier synthétiseur couleur, qui va lui permettre de réaliser ses premières bandes, collages, de musique, de danse, de discours, d'images, à New-York.

Voilà pour l'itinéraire de formation, qu'on ne peut guère imaginer plus international. Pour ce qui est de la création, les pièces à conviction concernant l'engouement débandé vidéo proprement dites, sont relativement peu nombreuses, moins de dix Paik se dit paresseux. Elles mettent en scène, notamment, la violoncelliste Charlotte Moorman en des performances où Paik se plait à mettre en relation directe, le corps de l'artiste et l'appareillage électronique. Elles ont été présentées au Centre culturel américain, fin novembre.

Mais c'est d'autre chose qu'il s'agit à l'ARC, de choses silencieuses, qui portent sur le « médium » électronique lui-même qu'il détourne, au moyen d'un « truc » simple : l'aimant — après avoir vidé de vieilles boîtes à images et à son de leur contenu initial, pour y loger un bocal de poison rouge par exemple, ou en faire sortir par tous les trous du lièvre rampant.

L'exposition présente différents exemples de ses travaux sur tube cathodique relié à l'écran d'un petit moniteur, où l'aspect de bricolage est, balayé par une réflexion sur l'image et le temps. Ce trafiquant de lumière, qui démarre en trombe dans l'éclat de rires Fluxus, arrive dans la manipulation électronique directe des composantes de l'image au point de repère, au bain de lune, au silence intérieur, avec au passage quelques remarques sur le fonctionnement de l'image en circuit fermé : un petit moulage du Penseur de Rodin placé face à un écran qui lui renvoie son image :

un face à face comme Paik en a fait un aussi avec un bouddha. Les deux pièces principales de l'exposition sont des « environnements » dans le noir. Clock : douze moniteurs marquent chacun par un ral lumineux la course des aiguilles sur un cadran. Moon : douze moniteurs reproduisent en images fixes les phases de la lune. Étonnant spectacle qui, à force d'artifices, donne un coup à l'appréhension, un phénomène naturel qui se déroule dans le temps et l'espace, et vous embarque ailleurs, ou au-dedans de vous-même.

Après la lune, le soleil. Barbara et Michaël Leisgen, eux aussi, sont des trafiquants de lumière, de lumière naturelle, avec, là encore, beaucoup d'artifices, de technique et de patience. Leur médium, la photographie. Le ciel est leur toile de fond, le soleil leur écriture : le soleil, patiemment observé, minute après minute, seconde après seconde, dans ses habitudes du matin et du soir, capté et détourné de sa course par manipulation lente de l'objectif. Et c'est ainsi que l'alphabet, de A à Z, que les symboles géométriques élémentaires, le triangle, le cercle et le carré, que l'alpha et l'oméga de l'infini peuvent s'inscrire en lettres de feu dans le roulement du ciel. Tout cela est un rien romantique, un rien mystique. Ils sont le soleil. Le soleil est à eux.

GENEVIEVE BREERETTE.

ARC, Musée d'art moderne de la ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (16^e), jusqu'au 8 janvier.

« Natures mortes » japonaises

Chez Janette Coster sont réunis un peu plus de cent « surimono », ces estampes japonaises assez particulières, presque carrées, qu'Edmond Goncourt classait déjà en 1881 dans un groupe d'« impressions exceptionnelles » : « parodiquement vouées aux « figurations d'objets de la vie intime et quotidienne ». Si paradoxe il y a, c'est aussi celui de nos « natures mortes » où la précision descriptive exalte la présence éphémère — donc précieuse — de l'objet, même banal. Et, en effet, les « surimono » qui composent cet ensemble homogène, très récent, daté de la fin du dix-huitième siècle et plus souvent des premières décennies du dix-neuvième, nous séduisent à la manière de nos natures mortes : en réalisant la présence silencieuse des choses ; d'où le titre de l'exposition : « les objets tranquilles ». Mais les différences commencent vite...

L'une des plus claires tient au fait que ces objets tranquilles ne sont généralement pas tranquillisants. Une peau de citron peinte en Espagne brandit les fins dernières de l'homme aussi sinistrement qu'un crâne. Les « surimono » s'en tiennent à l'umiverselle et facile leçon du carpe diem, sans du reste s'en faire une spécialité menaçante. Leur particularité n'est pas là. Et puis, mises à part une ou deux pendules, qui ne semblent du reste pas poser plus de problèmes métaphysiques que la belle cage au rossignol, d'Hokusai, les répertories des humbles objets ne coïncident pas — ou seulement par hasard ou par goût de l'exotisme. Qu'est-ce qu'une solide coupe de cristal comparée au vaste ensemble de verrerie — fragile, bien sûr — représenté en Occident ? Si le « surimono » ne cherche pas le symbolisme, que cherche-t-il ? À dire vrai, nous n'en saurions à peu près rien sans les utiles explications du catalogue. Et, à ce point de vue, l'exposition, très jolie en elle-

même, se double d'un travail de recherches méritoires, très nouveau, qui replace les œuvres dans leur contexte historique, sociologique, etc. Surtout, la traduction des poèmes, ces fameux « kyōka », voisins des haïkus, en éclaircit l'esprit sans toujours parvenir à saisir toutes les allusions.

La poésie tranquille de l'objet

L'allusion est en effet le grand ressort du « surimono ». Allusion à des dates, à des textes souvent inconnus, à des superstitions, etc. Allusion souvent compliquée par des calembours, des jeux de mots, de l'ironie et la pratique d'un langage précieux à l'usage interne dans les petits cercles d'artistes. On s'orienterait dans ce monde confus, bien loin des « grandes et terribles leçons » religieuses de notre nature morte, genre tout à fait profane, pour ne pas dire distraction futile de amateurs et de marchands singes les grands en ruine et les poèmes académiques (« waika ») — le « surimono » conserve toujours l'optimisme un peu naïf qui lui vient de son origine ; il part des gravures publiées pour le Mouvet An et se porte rapidement vers l'illustration plus large de poèmes de circonstance.

C'est sur d'admirables papiers spéciaux, lourds et doux, que s'étaient des fonds délicatement dégradés, que sont pratiqués les gaurages — très fréquents, — les rehauts d'or, d'argent, de cuivre ou de bronze, voire de nacre, ou les effets de « crâpons ». Dans de douces harmonies dominées par l'ocre et le gris, les noirs et les rouges assurent une sobre structure graphique, généralement aérée. Les poèmes — tellement importants ! — restent d'une présence légère, comme en contrepoint. Quand les signes du printemps ne

sont pas les mêmes, quand on ignore une pince à épier l'allusion à la barbe du saule vert ou que l'hyrognier s'associe au nigre, il reste que des « objets tranquilles », aussi bien traités par la technique et souvent l'art de l'estampe que par une exposition particulièrement soignée, devienant tout-puissants.

PAULE-MARIE GRAND.

26, place des Voages. Jusqu'au 13 janvier.

Variétés

Ingrid Caven

Des rideaux noirs, quelques éclairages simples. Ingrid Caven a quinté les onomatopées du cabaret, les lumières troubles, les frolements du Pigall's (1). Elle passe au Théâtre 347, sur la scène sans arifice, mais garde sa robe noire Saint-Laurent, très chic, incongrue. Ingrid Caven se place au cœur des contradictions, fonce dans un double jeu ironique-agressif, bissextile. Elle n'entend rien dans les courtoises, car tel est le monde ; en perpétuels sursauts d'agonie et de survie, en luttes incessantes entre désirs et refus, entre amour et mépris. Et toujours violent. Tel est le monde d'Ingrid, et celui de ses chansons.

Sur le plateau brut, elle ne parle plus à travers le mythe rétro. Elle est Mildred l'Anouille traversant, baignée, les rues nauséabondes, les chambres tristes hantées par des dragueurs vicieux, par des gigolos opaques. « Bien des hommes ont pâli quand je leur ai dit : Tu fais bien l'amour, Anouille ! », se vantait-elle. « Un sourire pour toutes ses propres déconvenues, un haussement d'épaule. Flamme érotique, elle chante la désespérance d'une fille laide et coquette sur un Ave Maria vénéneux. Grave, elle est le garçon de la lande mort sous le coucou d'un valet. Cassandre rigide, elle dit les hommes de pierre levez-vous de blesser... Et encore la vérité du grand amour, derrière les clichés de l'amour-rougeur.

Les clichés, Ingrid ne les détruit pas, elle les exhibe, retrouve leur puissance d'émotion comme une comédienne qui ferait vivre un masque, comme une femme qui redonnerait sa nécessité à un rituel routinier. La Caven, séductrice sophistiquée, se place au cœur de la contradiction passion-lucidité. Elle joue orgueilleusement avec le danger et la peur, se charge de tendresse, puis, brusquement, se glace et fuit, attaque et semble se casser, et, quand on attend d'elle une réponse, elle questionne... Sur inaccessible, reine des nuits lourdes, guerrière, victime exigeante.

COLETTE GODARD.

★ Théâtre-347, 21 heures.

(1) Disque Barclay 90278 Ingrid Caven, au Pigall's.

Musique

Le chanteur-compositeur Boulat Okoudjava à la Sorbonne

Grande affluence dimanche après-midi à la Sorbonne. Côté cour, amphithéâtre Richelieu, réunion presque intime autour du prix Nobel de littérature 1978, I.B. Singer... Côté rue, dans le « grand » amphithéâtre, un écrin pas très connu chantait ! Sans annonces dans la grande presse, sans affiches, sans publicité, Boulat Okoudjava faisait amphithéâtre comble : uniquement par le bouche à oreille pour le plus célèbre des auteurs-compositeurs soviétiques, arrive l'avant-veille par le train, pour cet unique concert.

Okoudjava, lui, n'a pas eu le Nobel, mais, dans son pays, il est célèbre. Davantage pour ses chansons que pour ses romans et ses poèmes. On l'avait surnommé le « Baryton soviétique », surtout il y a vingt ans, il y a quinze ans, quand ses chansons circulaient sous le manteau — non conformistes, contre toutes les guerres, contre toutes les armées ! C'était un ton neuf, le ton du dégel. Il vint en France il y a dix ans, et « Chant du monde » publia son premier disque, devenu un best-seller. Ses romans furent publiés en français : La Caillie, chez Julliard (1967). Fevres d'Aravassian, chez Albin Michel (1972). Son dernier livre est en cours de traduction.

Communier dans la « russité »

Pour Boulat, donc, toute la colonie russe de Paris — plus quelques russes, professeurs et étudiants — s'est déplacée : l'ambassade d'U.R.S.S. et des représentants de la revue Continent et Syntaxis, des « dissidents », des communistes et des

croquants orthodoxes, des Russes de plusieurs émigrations et des fonctionnaires soviétiques... « Ici, il n'y a que des Soviétiques... et des autoritaires », expliquant, pince-sans-rire, l'ancien prix Staline, Victor Nekrasov, exilé à Paris. Le concert était organisé par Rodina (la Patrie), association créée récemment à Moscou pour prendre soin de ses ressortissants étrangers, et sous l'égide du club russe « Pouchkine ». On était venu communier dans la « russité ». Et dans le souvenir.

Car, pour tous les auditeurs présents, quelle que soit leur fonction, « Boulat », c'est un symbole : le symbole des années 60, quand tout le monde fredonnait déjà le Dernier Trille, la Chanson du Soldat d'Alfred Assolant ou le Soldat de papier. Comme on lui demanda de chanter le Cha noir, il répondit : « Je ne chanterai pas cette chanson, qui ne traite d'ailleurs pas de Staline. Avec Staline, j'ai eu toutes sortes à régler, mais c'était un très salaud que, même une chanson nigérienne, on ne peut pas la lui consacrer. » (Applaudissements) Le père d'Okoudjava a été huilé en 1937 ; sa mère a passé vingt ans au camp.

Dernier argument en date d'une « opération sourire » engagée par son pays, Boulat Okoudjava vient une semaine en France pour un seul concert. Mais, à Moscou, il est pratiquement jamais autorisé à chanter en public, son premier et seul disque 30 cm, « Mélodie », est sorti en U.R.S.S. il y a trois ans, quand déjà il ne chantait plus.

NICOLE ZAND.

Premier concert de la Société française de musique contemporaine

Récemment fondée, la Société française de musique contemporaine a pour but de faire entendre à nouveau les œuvres des musiciens qui se trouvent

très injustement abandonnés, délaissés, oubliés, dédaignés par les courants d'une actualité éphémère et fortement orientée. On comprend certes l'agacement de ces compositeurs devant des manifestations comme celles de l'IRCAM, qui les ignorent. Mais les canotiers de leur jeunesse étaient-ils beaucoup plus tendres à l'égard d'auteurs tels que Bréville, Rostropovitch, Mahler ? Et, outre que Messiaen ou Dutilleul (qui appartenaient à leur génération) sont partout reconnus, peut-on dire que Radio-France leur conteste le droit à l'existence ? Cela dit, le premier concert de la nouvelle Société, lundi, à l'Atelier, avait le mérite de nous rappeler qu'il existe effectivement beaucoup de bonne musique non jouée chez les compositeurs appartenant ou dépassant largement la soixantaine. Ce n'est pas le cas de Mana, de Jolivet, célèbre dès sa création en 1935, qui a gardé son étrange et de musique libérée des formes et chargée de forces obscures. Ni même de Bréville, artiste et fugueur, d'Honegger, si pieux feuilleton d'album en hommage à Bach, qui ne manque ni de savoir ni même de grandeur dans l'écriture.

À côté de ces pièces, l'excellente pianiste qu'est Françoise Petit nous révélait, en revanche, une œuvre étonnante de Luc André Marc (1919), l'harmonologue, « cérémonie de l'homme et des morts » à la manière des Grecs, une sorte de danse ou de suite de danses très dépouillées, changeant sans cesse de tempo et de rythme, mobiles, trépidantes, tragiques, aux profils nets et captivants, parfois d'un fantastisme halluciné à la manière de Scarbo. La grande Sonate pour violon et violoncelle, de Marcel Mihalovici, malgré certains dialogues de lignes un peu anguleuses, aux quels on aurait souhaité la soutien d'une polyphonie plus fournie (et peut-être des interprètes aux sonorités plus harmonieuses), frappait par son âpre et large lyrisme qui s'adoucissait souvent en de belles effusions mélodiques pleines de sentiment et d'amitié.

Et la Sonate pour Flûte et piano de Boulat Martin, fort bien jouée par Marjane Ancelin et Catherine Brilli, s'épanouissait dans un merveilleux climat de poésie fraîche et pétillante, à peine teintée parfois de nostalgie, justifiant tout à fait le programme de la nouvelle Société.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochain concert, au Théâtre de l'Atelier, le 15 janvier (20 h. 45) : œuvres de Delage, Louri, Ravel, Salignet et Mihalovici. (Renseignements : S.F.M.C., 7, rue du Heider, Paris-9^e.)

■ Une tapisserie de Gromaire, tissée d'après un ancien carton dans les ateliers Bob et Pour à Aubusson, pour le Mobilier national, est exposée au 28, rue Bonaparte, avec une quinzaine d'autres œuvres sur laine de Lurcat, Fumora, Dambiermont... « Le Printemps de Paris », dessiné en 1939-1940 par Gromaire, est une œuvre de grande dimension (3 m. x 4,40 m.) qui appartient à la série des Quatre Saisons.

INSTITUT

Élection de M. Olivier Wormser à l'Académie des sciences morales et politiques

L'Académie des sciences morales et politiques a élu, lundi 18 décembre, M. Olivier Wormser, ambassadeur de France, au siège laissé vacant par la mort d'André François-Poncet. Ce résultat a été acquis au premier tour de scrutin par vingt-cinq voix contre dix à M. Jean Milhaud et trois bulletins blancs. Il y avait trente-huit votants. M. Jean de Fabrègues, également sur les rangs, avait retiré sa candidature.

(18) à Jony-en-Josas (Yvelines) le 20 août 1913. M. Olivier Wormser est docteur en droit et diplômé de l'École libre des sciences politiques. Attaché à l'ambassade de France à Rome, en 1933, il entre ensuite au cabinet du ministre de France d'outre-mer, puis à celui du sous-secrétaire d'État aux affaires étrangères. En janvier 1940, il est commissaire auxiliaire de la marine. Démobilisé au Maroc, il rejoint les États-Unis, puis Londres et fait la campagne du Pacifique. En 1943, il est chargé de mission auprès du gouvernement britannique ; il reste

à Londres à la Libération comme secrétaire d'ambassade. À partir de 1948, de retour en France, il est en mission à l'Administration centrale. Nommé en 1950 chef du service de coopération économique, il devient ministre plénipotentiaire en 1952, puis, en 1954, directeur des affaires économiques et financières. De 1958 à 1969, il est ambassadeur de France en U.R.S.S., puis gouverneur de la Banque de France de 1969 à 1974, et, de 1974 à 1978, ambassadeur de France en République fédérale d'Allemagne.

Il est l'auteur de deux ouvrages : Délivrance et Délivrance (1968), les Origines doctrinales de la « révolution nationale » ; Vichy 10 juillet 1940 - 30 mai 1941 (1971).

M. Olivier Wormser est grand officier de la Légion d'honneur et titulaire de la médaille de la Résistance.

L'Académie a ensuite entendu M. Jean Imbert, professeur à l'université de droit de Paris, directeur des enseignements supérieurs, sur « L'assistance publique à Paris : le poids de l'histoire ».

mon premier est

mon deuxième est

mon troisième est

mon tout est une

UNE CALCULATRICE

UNE MONTRE

UN REVEIL...

CASIO

CQ-81

offrez-la en cadeau!

ainsi que:

- 20 AUTRES MODÈLES
- simples
- scientifiques
- combinés
- CALCULATRICE
- MONTRE
- CHRONOMETRE (A QUARTZ)

CASIO

la beauté en plus

Importateur exclusif

NOBLET-PARIS

مكتبة الأمل

حكايا من الماضي

CONCERTS

Radio France

CYCLE OLIVIER MESSIAEN

ÉGLISE SAINT-LOUIS des INVALIDES
Espectacle reconstitué
Trois Petites Liturgies
de la Présence Divine
J. LUDWIG - J.-F. HEISSER
Maître de Radio France
Nouvel Orchestre Philharmonique
Dir. : Gilbert AMY
Mardi 19 décembre
à 20 h 30

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

THÉÂTRE des CHAMPS-ÉLYSÉES
Dir. : Constantin Iliev
Sol. : Georgui BADEV
SPASSOV, ILIEV, SCHUMANN
Mardi 19 décembre
à 20 h 30

MUSIQUES SACRÉES

ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-ÎLE
LULLY
TE DEUM - DIES IRAE
A.-M. ROSSO - C. SANCER
P. LÉONARD - L. GUSTAT
P.-M. PÉREZ - M. PIGNON
CHŒURS DE RADIO FRANCE
NOUVEAU ORCH. PHILHARMONIQUE
Dir. : Jacques Jouineau
Mardi 19 décembre
à 20 h 30
(Complexe)

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

THÉÂTRE des CHAMPS-ÉLYSÉES
Hommage à :
CHARLES MUNCH
Dir. : Rostropovitch
Bertioz - Dutilleul
Ravel - Brahms
Sol. : Nicole HENRIOT
Vendredi 22 décembre
à 20 h 30

Location : RADIO FRANCE, Salle et Agences

CALENDRIER DES ORGANISATEURS DE CONCERTS

ÉGLISE SAINT-ÉUSTACHE (Hôtel de Paris)
YVAN REBROFF
et les Chœurs de Saint-Eustache
2 Récitals de Chants religieux et classiques
et œuvres de la Vieillesse Russe
Mardi 19, Mercredi 20, Jeudi 21 décembre
à 21 heures
Loc. : Bureau, 3 F.N.A.C., Kiosque Paris (P. & Warner.)

« Planètes et Concerts »

ORCHESTRE DE L'ÎLE-DE-FRANCE
Direction Jérôme KALTENBACH
Annie D'ARCO, piano
M. BENEDETTO, violon
MERCREDI 20 DÉCEMBRE
à 21 heures
Loc. : Salle, 3 F.N.A.C., Kiosque Paris (P. & Warner.)

REVUE DE L'IMAGE No 5

LES MINI-MEDIA

«SCOPITONES»
un film de Pascal Kané
débat, interventions :
Meddeb Abdelwahab
Jean Baudrillard
Daniel Caux
Gérard Rabinovitch
MERCREDI 20 DÉCEMBRE
à 20 h 30 PETITE SALLE
CENTRE GEORGES POMPIDOU
277 12 33

MERCREDI

IL A TOUT LES VICES!

UN Dessin Animé de RALPH BAKSHI

FRITZ the CAT

ROYAL HAUSMANN v.f.
STUDIO GIL-LE-CŒUR v.o.
14-JUILLET PARNASSE v.o.
14-JUILLET BASTILLE v.o.

Grand Théâtre. Jusqu'au 24 décembre
Le cercle de craie caucasien
Brecht/Besson. Public et presse enthousiastes.
Gémier. Jusqu'au 23 décembre
Bernard Haller/Salmigondivers
Places : 35 F. Moins de 25 ans, étudiants, 3^e âge : 16 F.
Collectivités : 22 F. Location : 727.81.15.

FACULTÉ DE DROIT - 96, rue d'Assas (6^e)
JEUDI 18 JANVIER à 20 h. 30
RÉCITAL SCHUBERT
BRENDEL
Loc. Fac. FNAC, COPAR

La recherche artistique présente
OLIVIER MESSIAEN
19 décembre - 21 décembre

Mardi 19 décembre
TROIS PETITES LITURGIES
DE LA PRÉSENCE DIVINE
ET ESPECTO
RESURRECTIONEM
MORTUORUM
Jean-François Faisant, piano ;
Jeanne Lortie, orgues Martenot ;
Maître de Radio France ; Nou-
vel Orchestre philharmonique
de Radio-France ; direction :
Gilbert Amy.
Eglise Saint-Louis-
des-Invalides - 20 h. 30

Mercredi 20 décembre
BANQUET CÉLESTE,
DIPTYQUE, LIVRE D'ORGUE
Raïff Gurgandjian, orgue.
Eglise de la Trinité,
20 h. 30
Entrée gratuite

Jeudi 21 décembre
PRÉLUDES, CANTÉYODJAYA,
LA FAUVETTE DES JARDINS
Yvonne Lortie, piano.
Espace Cardin - 20 h. 30

Renseignements : LA RECHERCHE ARTISTIQUE
104, rue de la Tour - 75016 PARIS - Tél. 504-08-51

MARIGNY - Cie VALERE-DESAILLY
LE CAUCHEMAR
DE BELLA MANNINGHAM
FRÉDÉRIC DARD - ROBERT HOSSEIN
RÉVEILLONS Location
256-04-41 et agences
Soirée supplémentaire JEUDI 28 DÉCEMBRE

REOUVERTURE LE 23 DÉCEMBRE

Moulin Rouge
JACK ROLAND
CLERICO et LEONAR
présentent
WATUSI
la grande vedette
brésilienne
dans
Forésia
LES 40 DORISS GIRLS
LES DAUPHINS DANS L'AQUARIUM GEANT
et toujours
LE PLUS CÉLÈBRE FRENCH-CANCAN DU MONDE
Chorégraphie : DORIS HAUG-RUGGERO ANGELETTI
Musique : HENRI BETTI - DON JAMES - PIERRE DELVINCOURT Décor et costumes : GIORGIO VECIA Lyric : ANDRÉ HORNÉZ
location ouverte pour les célèbres réveillons de fin d'année
Réservez à 606.00.19 - 606.78.02 et agences

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées
Comédie-Française, 20 h. 30 : la Puce à l'oreille.
Chaillet, Grand Théâtre, 20 h. 30 : le Cercle de craie caucasien.
Gémier, 20 h. 30 : Bernard Haller.
Odéon, 19 h. 30 : la Trilogie de la ville.
Petit Odéon, 18 h. 30 : Fugue en mineur.
TSP, 20 h. 30 : Quand je serai petit.
Petit TSP, 20 h. 30 : Catherine Sauvage.

Les salles municipales
Châtelet, 20 h. 30 : Rose de Noël.
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : les Colombes.
Colonne, 20 h. 30 : la Maison des courtes brèves.
Cité Saint-Maur, 18 h. 30 : le Cercle de craie caucasien.
Cité de la Musique, 20 h. 30 : la Trilogie de la ville.

Les autres salles
Aire libre, 20 h. 45 : Dillie à deux ; 22 h. : Davy.
Antenne, 20 h. 30 : le Pont japonais.
Arts-Hébertot, 20 h. 30 : Mon père avait raison.
Aster, 21 h. : la Culotte.
Athènes, 20 h. 30 : le Grand Feu.
Biothéâtre, 20 h. 30 : la Crique.
Bouffes-Parisiens, 20 h. 45 : la Charlatanerie.
Cartoucherie de Vincennes, Aquarium, 20 h. 30 : la Sœur de Shakespeare.
Espace des Bains, 20 h. 30 : le Cercle de craie caucasien.
Espace de la Trinité, 20 h. 30 : la Trilogie de la ville.
Cité internationale, Grand Théâtre, 21 h. : Latin American Trip.
Le Esmer, 21 h. : Tristia et Ysult.
Comédie Gaumartin, 21 h. 10 : Danton, 21 h. 15 : le Pays des merveilles.
Espace-VII, 21 h. : Nous ne connaissons pas la même personne.
Espace, 18 h. 30 : Œuvre ; 20 h. 30 : P.F.P. ; 22 h. : Abraham et Samuel ; 23 h. 30 : le Chant général ; 24 h. 30 : Veillées.
Fontaine, 21 h. : Je le dis, Jeanne, c'est pas une vie.
Gaité-Montparnasse, 20 h. 30 : la Surface de réparation ; 22 h. : J. Villard.
Galerie 55, 20 h. 30 : B. Dimey.
Gymnase, 21 h. : Coluche.
Huchette, 20 h. 30 : la Cantatrice chante ; le Lézard.
H. Teatrino, 21 h. : Louise la Pétroleuse.
La Bruyère, 21 h. : les Folles du samedi soir.
Lucernaire, Théâtre noir, 18 h. 30 : Chair chaude ; 20 h. 30 : le Stage ; 22 h. : Carmen City.
Théâtre rouge, 18 h. 30 : Une heure avec E. M. Riktor ; 20 h. 30 : Fragments ; 22 h. 15 : Acteurs en détresse.
Madeleine, 20 h. 30 : le Préféré.
Marigny, 21 h. : le Cauchemar de Bella Manningham.
Mathurins, 20 h. 45 : Changement à vue.

Les théâtres de banlieue
Asnières, Grand Théâtre, 20 h. 30 : Dames de l'Inde.
Boulogne, T.B.S., 20 h. 30 : G.R.T.O.F. Carolyn Carlson (danse).
Bourg-la-Reine, Église Saint-Gilles, 21 h. : Golden Gate Quartet.
Corbeil-Essonnes, Centre P. Neruda, 21 h. : Workshop de Lyon.
Créteil, Maison pour tous, 20 h. 30 : Anne Sylvestre.
Évry, Agorà, 21 h. : Orchestre de chambre P. Dubaut (Coralli, Haydn, Rameau, Britten).
Montreuil, Auditorium, 20 h. 30 : Steve Vint.
Nanterre, Théâtre des Amandiers, 20 h. 15 : Période, prince de Tyr.
Neuilly, J.C.C., 21 h. 30 : Tu brodes ? Oualé.
Saint-Denis, Théâtre G.-Philippe, 20 h. 30 : Ruffin.
Vincennes, Théâtre D.-Sorano, 19 h. : le Journal d'un fou.

FESTIVAL D'AUTOMNE
(278-16-06)
THÉÂTRE
Bouffes-du-Nord, 20 h. 30 : Mesure pour mesure.

Les concerts

Café d'Edgar, 18 h. 30 : les Elèves du Conservatoire (Pujol, Carré, Chénou, Choquet, Fanson, Volpny).
Lucernaire, 19 h. : P. Langelle, clavessin (Furcell, Byrd, Haendel...).
Palais des Congrès, 18 h. 30 : L. Wright, L.A. Bianchi, F. Gauthier (Haydn, Mendelssohn, Mozart).
Salle Gaveau, 21 h. : Trio Fontanarosa (Brahms, Beethoven).

MATHURINS
"LA PIÈCE LA PLUS ORIGINALE ET LA PLUS SENSIBLE DE LA SAISON". (F. Chabry) FRANCE SOIR
CHANGEMENT à VUE
LOREN BELLON
"UNE PIÈCE OU L'ON RIT"
(P. Morin) LE FIGARO
"VOYEZ-LA ABSOLUMENT"
(A. Le Monnier) LES LITTÉRAIRES
LOCATION 263.96.00 et agences

JEAN-MARIE RIVIERE
PARADIS LATIN
DINER SPECTACLE
25, rue Cardine-Lemoine PARIS 8^e
OUVERT LE DIMANCHE
(Relâche mardi)
Réservations : 325.26.23
Hôtels et Agences
LOCATION OUVERTE
POUR LES RÉVEILLONS

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
Mercredi 17 et vendredi 19 janvier à 20 h. 30
QUARTETTO ITALIANO
MOZART - BEETHOVEN - SCHUBERT - DEBUSSY
Loc. théâtre, agences, 3 FNAC

STUDIO SAINT-SÉVERIN - OLYMPIC ENTREPOT
Interdit aux moins de 13 ans
L'ÉVENEMENT
DE L'ANNÉE
DES RÉALISATEURS
CANNES 78
"INSIANG"
Une double découverte : le cinéaste Lino Brocka, la comédienne Hilda Koronel. On ne les oubliera pas.
M. GRISOLIA NOUVEL OBSERVATEUR
Admirateur de Kurosawa, Lino Brocka, a pour ces déshérités la compréhension, la charité, l'humanisme du réalisateur de "Barbarousse". J. SIGLIER LE MONDE
La verve et l'acuité visuelle des grands ancêtres du néo-réalisme jointes à l'admiration des maîtres du cinéma psychologique américain. M. PÉREZ LE MATIN

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes guides salles
"LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES"
784.70.28 (lignes groupées) et 727.12.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés).

Mardi 19 décembre

Michel, 21 h. 15 : Deux sur canapé.
Michodière, 21 h. : Les papes n'ont pas dans les armoiries.
Montparnasse, 21 h. : les Palmes de cœur d'une chante anglaise.
Nouveautés, 21 h. : Apprends-moi, Céline.
Oblique, 21 h. : le Malade imaginaire (derrière).
Orsay, 1. 20 h. 30 : Crénom.
II. 20 h. 30 : Ça ! les beaux jours.
Palais-Royal, 20 h. 30 : le Tout pour le tout.
Palais des sports, 20 h. 30 : Notre-Dame de Paris.
La Pénière, 20 h. 30 : Naïves hironnelles.
Faisances, 20 h. 30 : Tête de méduse.
Poche-Montparnasse, 21 h. : le Premier.
Porte-Saint-Martin, 20 h. 30 : M. Marceau, mime.
Présent, 20 h. 30 : Eve des Amériques.
Saint-Georges, 20 h. 45 : Attention ! l'fragile.
Studio des Champs-Élysées, 20 h. 45 : Fleurs de papier.
Théâtre d'Edgar, 20 h. 45 : Il était la Belgique.
Théâtre-en-Rond, 20 h. 45 : Si tout le monde en faisait autant.
Théâtre du Marais, 20 h. 30 : les Chaises ; 22 h. 30 : le Fompler de mes rêves.
Théâtre Marie-Saint, 18 h. : Punk ruis ; 20 h. 30 : l'Échange.
Théâtre de Paris, 20 h. 30 : Bubbling Brown Sugar Harlem années 30.
Théâtre 27, 21 h. : Ingrid Caven.
Tristan-Bernard, 21 h. : Crime à la chaise.
Troisième, 20 h. : 1948, la République de M. Dupont.
Variétés, 20 h. 30 : la Cage aux folles.

Jazz, pop, rock et folk
Chapelle des Lombards, 20 h. 30 : Free Improvising Music of Women ; 21 h. : Luther Allison.
Campagne-Française, 20 h. 30 : Eve (chansons et musique brésiliennes) ; 22 h. : J.-C. Vannier.
Club 55, 22 h. : Claude Goussset Quintet, middle jazz.
Troisième, 20 h. : Groupe Nadavati.
Stadium, 21 h. : François Couturier Quartet.
Show-Chand, 19 h. : Henry Byre ; 21 h. : Raphaël Pary Trio.
Caveau de la Huchette, 21 h. 30 : Maxime Saury Jazz Fanfare.
Petit Opportun, 22 h. : Patrice Caratini, Marc Fossat.
Patio, 22 h. : Joe Newmann, trompette jazz.

La danse

Palais des congrès, 20 h. 30 : Ballet-Théâtre Kirov (Noire-Dame de Paris).

TH. MONTPARNASSE
Un Merveilleux
Cadeau pour les Fêtes!
PEINES DE CŒUR
D'UNE
CHATTE
ANGLAISE
PAR LE GROUPE TSE
REPRÉSENTATIONS SUPPL.
Dim. 24 et 31 à 21 h.
Lundi 22 et 29 janvier à 16 h.

MATHURINS
"LA PIÈCE LA PLUS ORIGINALE ET LA PLUS SENSIBLE DE LA SAISON". (F. Chabry) FRANCE SOIR
CHANGEMENT à VUE
LOREN BELLON
"UNE PIÈCE OU L'ON RIT"
(P. Morin) LE FIGARO
"VOYEZ-LA ABSOLUMENT"
(A. Le Monnier) LES LITTÉRAIRES
LOCATION 263.96.00 et agences

JEAN-MARIE RIVIERE
PARADIS LATIN
DINER SPECTACLE
25, rue Cardine-Lemoine PARIS 8^e
OUVERT LE DIMANCHE
(Relâche mardi)
Réservations : 325.26.23
Hôtels et Agences
LOCATION OUVERTE
POUR LES RÉVEILLONS

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
Mercredi 17 et vendredi 19 janvier à 20 h. 30
QUARTETTO ITALIANO
MOZART - BEETHOVEN - SCHUBERT - DEBUSSY
Loc. théâtre, agences, 3 FNAC

STUDIO SAINT-SÉVERIN - OLYMPIC ENTREPOT
Interdit aux moins de 13 ans
L'ÉVENEMENT
DE L'ANNÉE
DES RÉALISATEURS
CANNES 78
"INSIANG"
Une double découverte : le cinéaste Lino Brocka, la comédienne Hilda Koronel. On ne les oubliera pas.
M. GRISOLIA NOUVEL OBSERVATEUR
Admirateur de Kurosawa, Lino Brocka, a pour ces déshérités la compréhension, la charité, l'humanisme du réalisateur de "Barbarousse". J. SIGLIER LE MONDE
La verve et l'acuité visuelle des grands ancêtres du néo-réalisme jointes à l'admiration des maîtres du cinéma psychologique américain. M. PÉREZ LE MATIN

SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits
aux moins de treize ans.
(**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillet, 15 h. : Cinéma japonais : le Dôdô de la Yama de T. Uchida ; 18 h. 30 : le Journal du théâtre ambulant, de S. Yamamoto ; 20 h. : film d'art et expérimental italien de 22 h. 30 : l'Homme pressé, d'E. Molinaro. Beauport, relâche.

Les exclusivités

ALAMBRISTAS (A. v.o.) : Palais des Arts, 3 (27-62-30).
ALERTES LES REBES (Fr.), Marais, (27-61-88), La Claf, 5 (37-90-90).
L'ALLEMAGNE EN AUTOMNE (Ail. v.o.) : Palais des arts, 3 (27-62-30) ; La Claf, 5 (37-90-90), 14 h. ; Olympia, 14 (54-67-42), 18 h. ; Saint-Germain, 14 (33-30-83).
ANNIE HALL (A. v.o.) : Clichy-Palace, 18 (33-30-83).
L'ARRÊT AUX SABOTS (Fr.), Marais, 5 (33-30-83), U.G.C. Opéra, 2 (26-50-30) ; Bienvenue, 15 (54-25-02).
L'ARGENT DES AUTRES (Fr.), Marais, 5 (33-30-83), U.G.C. Opéra, 2 (26-50-30), Clichy-Palace, 18 (33-30-83).
AU-DELA D'UN PASSE (A. v.o.) : Vidéothèque, 5 (33-30-83).
AU NOM DU PÈRE-ROI (Fr.), U.G.C. Opéra, 2 (26-50-30).
LA BALLADE DES DALTON (Fr.), Marais, 5 (33-30-83), Clichy-Palace, 18 (33-30-83).
BLUES COLLAR (A. v.o.) : Quinquante, 5 (33-30-83), U.G.C. Opéra, 2 (26-50-30), 14-Juillet-Bastille, 14 (33-30-83).
LES BRONZES (Fr.), Rex, 2 (23-63-83), U.G.C. Opéra, 2 (26-50-30), Normandie, 5 (33-30-83), Paris, 5 (33-30-83), U.G.C. Opéra, 2 (26-50-30), Lyon, 12 (33-30-83), 01, 30, Paris-Montparnasse, 13 (33-30-83), U.G.C. Opéra, 2 (26-50-30), 14-Juillet-Bastille, 14 (33-30-83), Magic-Convention, 14 (33-30-83), Bienvenue-Montparnasse, 15 (54-25-02), Montparnasse-Mall, 14 (33-30-83), Muret, 14 (33-30-83), Paris-Montparnasse, 13 (33-30-83), 14-Juillet-Bastille, 14 (33-30-83), Muret, 14 (33-30-83).
LA CAUSE AUX FOLLES (Fr.), U.G.C. Opéra, 2 (26-50-30), Biarritz, 5 (33-30-83), Miramar, 14 (33-30-83), Clichy-Palace, 18 (33-30-83).
LA CARAPATE (Fr.), Richelieu, 2 (23-63-83), Marais, 5 (33-30-83), Clichy-Palace, 18 (33-30-83), Montparnasse-Mall, 14 (33-30-83), 14-Juillet-Bastille, 14 (33-30-83), U.G.C. Opéra, 2 (26-50-30), 14-Juillet-Bastille, 14 (33-30-83).
LE CONVOI DE LA PEUR (A. v.o.) : U.G.C. Opéra, 2 (26-50-30), 14-Juillet-Bastille, 14 (33-30-83).
LES DENTS DE LA MER (A. v.o.) : U.G.C. Opéra, 2 (26-50-30), 14-Juillet-Bastille, 14 (33-30-83).
LA FEMME GÂCHÉE (A. v.o.) : Rex, 2 (23-63-83), U.G.C. Opéra, 2 (26-50-30), 14-Juillet-Bastille, 14 (33-30-83).
LA FEMME LIBRE (A. v.o.) : Rex, 2 (23-63-83), U.G.C. Opéra, 2 (26-50-30), 14-Juillet-Bastille, 14 (33-30-83).

LA FIEVRE DU SAMEDI SOIR (A. v.o.) : U.G.C. Opéra, 2 (26-50-30), Marais, 5 (33-30-83), Marais, 5 (33-30-83).
LA FRAIRIE (Fr.), Marais, 5 (33-30-83).
GIRL-FRIENDS (A. v.o.) : Quinquante, 5 (33-30-83).
LA GRANDE MENACE (Angl. v.o.) : Clichy-Palace, 18 (33-30-83), 14-Juillet-Bastille, 14 (33-30-83), 14-Juillet-Bastille, 14 (33-30-83).
GREASE (A. v.o.) : Clichy-Palace, 18 (33-30-83), 14-Juillet-Bastille, 14 (33-30-83).
LE GOUT DU SAKÉ (Jap. v.o.) : Saint-Germain, 14 (33-30-83), 14-Juillet-Bastille, 14 (33-30-83).
LES HOMMES DE MARBRE (Pol. v.o.) : U.G.C. Opéra, 2 (26-50-30), 14-Juillet-Bastille, 14 (33-30-83).
KORO, LE GORILLE QUI PARLE (A. v.o.) : La Claf, 5 (37-90-90).
KOUNAS, LES LYONS FIDÈLES (Sov. v.o.) : Cosmos, 5 (54-67-42), après-midi.

LA MALEDICTION DE LA PANTHÈRE ROUGE (A. v.o.) : Quarante, 5 (33-30-83), 14-Juillet-Bastille, 14 (33-30-83).
JUKES (A. v.o.) : Paris-Montparnasse, 13 (33-30-83), 14-Juillet-Bastille, 14 (33-30-83).
KORO, LE GORILLE QUI PARLE (A. v.o.) : La Claf, 5 (37-90-90).
KOUNAS, LES LYONS FIDÈLES (Sov. v.o.) : Cosmos, 5 (54-67-42), après-midi.

LE SECOND EVEIL (Ail.), v.o. : La Claf, 5 (37-90-90).
SONATE D'AUTOMNE (Sud.), v.o. : Hauteville, 5 (33-30-83), Marais, 5 (33-30-83).
LA SORCELLERIE A TRAVERS LES AGES (Sud.), v.o. : Studio Logos, 5 (33-30-83).
LE SUCRE (Fr.), Berlioz, 2 (74-63-83), Saint-Germain, 14 (33-30-83), 14-Juillet-Bastille, 14 (33-30-83).
UNDERGROUND (A. v.o.) : Olympia, 14 (54-67-42), h. sp.

UN MARIAGE (A. v.o.) : Studio de la Harpe, 5 (33-30-83), Hauteville, 5 (33-30-83), Marais, 5 (33-30-83).
UN MARIAGE (A. v.o.) : Studio de la Harpe, 5 (33-30-83), Hauteville, 5 (33-30-83), Marais, 5 (33-30-83).

Les festivals

THRILLER STORY (v.o.) : Olympia, 14 (54-67-42).
MARK BROTHERS (v.o.), Nickel-Boole, 5 (33-30-83).
CINEMA ITALIEN (v.o.) : Studio Bertrand, 7 (73-64-83).
MARGHERITA DURAS, Action Répétitive, 11 (83-31-33).
CONFERENCES MUSICALES (v.o.) : Action La Parfette, 9 (78-80-80).
PIERRE RICHARD Champollion, 5 (33-30-83).
FRED ASTAIRE AND PARTNERS (v.o.), Mac-Mabon, 17 (38-24-81).
CINQ FILMS A VOIR OU A REVOIR (v.o.) : Académie, 17 (74-67-43).
The Mismatch Breaks, 18 h. : Da dimanche comme les autres, 18 h. : Nous sommes tous des voleurs, 20 h. : Portier de nuit, 22 h. : The Rocky Horror picture show.

PAIRE ET IMPAIRE, film italien de Sergio Corbucci (v.o.) : Bouffon, 5 (33-30-83).
LES FILMS DE LA PORTE, film français d'Yves Boisset : Rex, 2 (23-63-83), U.G.C. Opéra, 2 (26-50-30), 14-Juillet-Bastille, 14 (33-30-83).
LE CRI DU SOUCRIER, film français de Jean-Pierre L'Évêque (v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5 (33-30-83).
LE CIEL PEUT ATTENDRE, film américain de Warren Beatty (v.o.) : Quinquante, 5 (33-30-83).

Les films nouveaux

SANS FAMILLE, film italien de Vittorio Gassman (v.o.) : Hauteville, 5 (33-30-83).
LES FILMS DE LA PORTE, film français d'Yves Boisset : Rex, 2 (23-63-83), U.G.C. Opéra, 2 (26-50-30), 14-Juillet-Bastille, 14 (33-30-83).

LES FILMS DE LA PORTE, film français d'Yves Boisset : Rex, 2 (23-63-83), U.G.C. Opéra, 2 (26-50-30), 14-Juillet-Bastille, 14 (33-30-83).

SPECTACLES POUR ENFANTS

du 20 au 27 décembre
Carré Silvia Montfort, Jardin d'acclimatation (745-31-43), tous les jours, sauf dim. et lundi, à 14 h. 15 : Ballet et de Bazarat ; 20 h. 30 : Théâtre du Jardin ; tous les jours, à 15 h. (sauf le 21) et à 18 h. 30 (sauf le 25) ; Cirque à l'avenue.
Square Henri-IV (74-57-61), sam., dim. et mer., 15 h. : Cirque de Paris.
Forum des Halles (223-60-99), tous les jours, sauf dim. et lundi, à 20 h. 30, dim., à 18 h. : le Cirque Imaginaire.
Centre Pompidou (277-12-33), Mini-cinéma tous les mer., 15 h. 30 : le Théâtre du docteur Cordelier, de J. Renoir ; le 21 : les Aventures fantastiques de R. Benard ; les 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30 et 31 : les Trois Petits Cochons. Théâtre d'animation, Paris-Vincennes (325-16-18), mer., sam. et dim., 15 h. : les Mille et Une Fables (marionnettes).
Café d'Orléans (330-25-11), mer., 14 h. 30 : Les Contes de la lune vagabonde ; 15 h. : Il habitait dans un champignon.
Théâtre de la Gaîté-Montparnasse (332-16-18), mer., 14 h. 30, sam., 15 h. : le Pays des galipettes ; tous les jours, sauf sam. et dim., 14 h. 30 : la Farce du cuvier ; tous les jours, 15 h. : le Petit Lapin Robespierre.
Théâtre de la Renaissance (209-89-78), tous les jours, sauf dim., 14 h. 30 : le Médecin malgré lui.
Théâtre de la Vierge (325-88-65), tous les jours, à 15 h. : Ariston et Petit Paul.
Théâtre 12 (637-35-20), mer. et sam., 14 h. 30 : les Sept Enigmes du dragon.
Palais des glaces (778-33-47), les 26 et 27, à 14 h. 30 : Renard super star.
Théâtre des Blancs-Manteaux (261-35-36), à partir du 22, les mardi, mer., jeudi et ven., à 14 h. 15 et 15 h. 45 ; les sam. et dim., à 14 h. 30 : M. Gabillo et la Petite Sirène.
Vincennes, Carrouxerie (325-97-04), tous les jours, à 15 h. : Arbre fleuri ; à 18 h. 30 : Polichinelle.
Gréville, Centre J. J. J. (207-60-03), tous les jours, à 15 h. et 16 h. 30 : Pierre et le loup, avec Walt Disney.
Massey Théâtre de Paris-Sud (320-51-04), les 20, 22, 23, 26, 27, à 14 h. 30 ; le 21, à 10 h. et 14 h. 30 ; le 22, à 10 h. et 14 h. 30 ; le 23, à 10 h. et 14 h. 30 ; le 24, à 10 h. et 14 h. 30 ; le 25, à 10 h. et 14 h. 30 ; le 26, à 10 h. et 14 h. 30 ; le 27, à 10 h. et 14 h. 30 ; le 28, à 10 h. et 14 h. 30 ; le 29, à 10 h. et 14 h. 30 ; le 30, à 10 h. et 14 h. 30 ; le 31, à 10 h. et 14 h. 30.

MERCREDI

GAUMONT AMBASSADE v.o. - A.B.C. v.f. - CLUNY ÉCOLES v.o.
MONTMARNES 83 v.f. - GAUMONT SUD v.f. - WEPLER PATHE v.f.
GAUMONT GAMBETTA v.f. - CAMBROUNE v.f.
BELLE ÉPINE Théâtre - PATHE Champigny - GAUMONT Evry
GAMMA Argenteuil - FLANADES Sarcelles - AVIATIC La Bourget
ULYS 2 Orsay - PARLY 2

Une aventure explosive, plus dangereuse que de faire l'air.
"Les Comens de Navarone"
L'OURAGAN VIENT DE NAVARONE
ROBERT SHAW
HARRISON FORD - BARBARA BACH - EDWARD FOX
FRANCO NERO dans le rôle de L'ESCORVIER
L'OURAGAN VIENT DE NAVARONE
16 ANS

Co-production Alpha Fnac
Forum des Halles, théâtre Gérard Philippe
ANNA PRUCNAL
«Frêle, tendre, violente, Prucnal flambe» (Colette Godard)
LOCATION: 3 FNAC ET SUR PLACE, RUE PIERRE LESCOT.
du vendredi 8 décembre au samedi 23 décembre
Jean DAVID et LE BAL DES MENDIANTS
pour un cinéma auquel les enfants ont droit (action manifeste)
du mardi 12 décembre au mercredi 3 janvier 1979
LE CIRQUE IMAGINAIRE
Victor CHAPLIN et Jean-Baptiste HÉRÈRE
du 19 décembre au 13 janvier
Un spectacle d'Eve GRILLIQUEZ
OMAJAKENO
(Hommage à Raymond Queneau)
Renseignements 232.60.96

GRAND REX (salle des eaux, 2.800 places) - U.G.C. ERMITAGE
MIRAMAR MISTRAL U.G.C. Gobelins - MAGIC CONVENTION
U.G.C. ODEON - NAPOLEON - CYRANO Versailles - PALAIS DU PARC
Le Perreux - CARREFOUR Pantin - ARTEL Clichy - GAMMA Argenteuil
FRANCAIS Enghien - ULIS Orsay - FLANADES Sarcelles - C 2 L
Saint-Germain - PARAMOUNT La Varenne - PARINOR Aubrey

WALT DISNEY
CENDRILLON
TECHNICOLOR

THEATRE DE L'ŒUVRE
JACQUES DUFLHO GEORGES WILSON
les aiguillards
FABRICE EBERHARD

STUDIO SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS
OLYMPIC ENTREPRET
ÉLYSÉES POINT-SHOW

APRÈS "VOYAGE A TOKYO"
Le Goût du Saké
une histoire simple
UN FILM DE YASUJIRO OZU

MERCREDI
VITTORIO GASSMAN
un film de ETTORRE SCOLA
Belfagor
LE MAGNIFIQUE
CLAUDINE AUGER - MICKEY ROONEY
avec ETTORRE MANNI - ANNABELLA INCORTERA - SHERILL MOCAN - LIANA ORFÈ - LUIGI VANNUCCI - GEORGIA MOLL
et GABRIELE PERZITTI

مكتبة الأمل

Un long cophonaum

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	40,00	52,62
IMMOBILIER	32,00	38,61
AUTOMOBILES	32,00	38,61
AGENDA	32,00	38,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADEES	La ligne col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	27,00	30,88
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,88
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

REPRODUCTION INTERDITE

emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

Groupe international français recherche pour sa filiale AU NIGERIA assurance distribution et entretien

Véhicules automobiles V.L. - P.L. Matériels de Travaux Publics

(C.A. : 1.400 Millions de F.F. - effectif : 3200)

RESPONSABLES S.A.V. pour les gammes respectives AUTOS et MATERIELS T.P.

- 30 ans minimum
- Formation technique spécialisée sanctionnée par diplômes professionnels
- Expérience dans le domaine d'activité concerné
- Langues anglaise et française indispensables
- Connaissance préalable de l'Afrique appréciée.

Tous avantages liés au statut d'expatriés.
Adresser offre et prétentions à n° 6701 COFAP 40, rue de Chabrol
75010 PARIS qui transmettra.

Le Ministère de la Coopération

POUR DES POSTES D'ASSISTANTS TECHNIQUES
A POURVOIR DANS DES CENTRES D'INFORMATIQUES
PUBLICS TRAITANT DES APPLICATIONS
DE GESTION ADMINISTRATIVE :

- CHEFS DE PROJETS
- INGÉNIEURS-SYSTEME
(CII-HB/IBM)
- CHEF D'EXPLOITATION
(CII-HB/IBM)

Ces postes nécessitent quatre années d'expérience professionnelle minimum dans la fonction.
Il est exigé des candidats une aptitude à la formation continue d'homologues africains.
Lieu de travail : AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE
Contrat de deux ans renouvelable, avec congés annuels de cinquante jours.
Voyage et logement assurés.

Adresser lettre man., photo et curriculum vitae sous n° 8891 à « LE MONDE » Publicité, 5, rue des Italiens, 75021 Paris (9e), qui transmettra.

EXPANSIAL

Recherche pour Importante
Société Algérienne de Recherches
et d'Exploitations Minières

DIVISION PRODUCTION

Exploitation à ciel ouvert

- Complexe phosphore : Djebel Onk
- Complexe Fer : Ouenza

INGENIEURS

- Mécaniciens
- pour entretien et maintenance et matériel TP - pelles électriques et diesel Réf. 2450 A M
- pour maintenance installations mécaniques de traitement Réf. 2450 B M
- Electriciens pour maintenance matériel carrières Réf. 2451 M
- Electromécaniciens : bureau de préparation et des méthodes Réf. 2457 M
- Traitement des minerais (fabrication) Réf. 2438 M
- Contrôle et études de fabrication (valorisation des minerais) Réf. 2439 M
- Des mines pour l'extraction Réf. 2440 M

Il est exigé :
• une expérience professionnelle de 5 ans minimum dans la spécialité
• un logement
• une rémunération selon compétence (nette d'impôts et en partie transférable)
• sécurité sociale et retraite cadre
• scolarité des enfants : pas de possibilités pour l'enseignement primaire - en internat pour l'enseignement secondaire
Adresser curriculum vitae détaillé, sous référence correspondante, à : EXPANSIAL - 6, rue Halévy - 75009 Paris

ERGE

ROULOTTES, HÉBERGEMENTS DE CHANTIERS,
SHELTERS, BATIMENTS INDUSTRIALISÉS ET
MODULAIRES, BASES-VIE

50 % du C.A. à l'exportation

recherche

CHEF DES VENTES AFRIQUE DE L'OUEST

pour développer les ventes sur ce secteur, expérience récente de la vente de matériels T.P. ou de biens d'équipement sur ce secteur indispensable. Anglaise impérative.

Modalités, tempérament commercial, sens des relations publiques, pratique de la négociation à bon niveau en secteur public et privé, volonté de réussir très fort par une action personnelle persévérante sont nécessaires.

Le poste, basé à Abidjan ou Lagos, est largement autonome. La rémunération est importante pour candidats de valeur ayant le profil recherché et rapidement opérationnel après stage approfondi de formation en France.

Nationalité indifférente.
Adresser lettre et C.V. manuscrite, photo et prêt à : ERGE - 67, BUTTENHEIM

L'OFFICE EUROPÉEN DES BREVETS

dont le siège est à Munich, comporte un département à La Haye et une agence à Berlin. Fondé en 1977, il est appelé à se développer progressivement de sorte qu'un cours des années 1978 et suivantes différents postes devront être pourvus et le lieu d'exercice des fonctions est, pour la plupart d'entre eux, situé à Munich. On demande notamment des

- Juristes,
- traducteurs et interprètes,
- assistants et commis administratifs (notamment dans les services financiers, administratifs, du personnel et des publications),
- personnel affecté aux divers secrariats, au pool dactylographique et aux télécommunications,
- portiers et buissiers,
- personnel technique pour l'entretien des bâtiments.

Les grades et les traitements afférents à ces emplois sont ceux du système adopté par les Organisations européennes. Aux traitements s'ajoutent des indemnités et allocations accordées en fonction de la qualité de non-résident et de la situation de famille. L'ensemble des conditions d'emploi nationales. Les qualifications minimales varient selon les emplois, mais une certaine expérience dans des fonctions techniques ou similaires est toujours requise.

Les personnes intéressées voudront bien adresser des renseignements complets concernant leur formation scolaire ou universitaire et leur expérience professionnelle au Directeur principal du personnel qui leur communiquera sur demande tous renseignements complémentaires. Copies des brevets, Postfach 200028, D-8 Munich 2, République Fédérale d'Allemagne.

Importante société d'ingénierie française recherche pour une assistance technique auprès d'un pays d'Afrique notre francophone un

ELECTROMECANICIEN

ayant une expérience d'au moins 5 ans dans l'entretien des équipements de la STATION DE POMPAGE. Cette activité spécifique, il aura également à assurer l'entretien de matériels agricoles et de terrassement ainsi qu'à gérer l'atelier central de réparations.

Il est prévu pour ce poste un séjour de longue durée auquel sont attachés les avantages de l'expatriation. Vous devez bien écrire (joindre C.V. et indiquer votre rémunération actuelle) précéder sur l'enveloppe la référence 9247 à MEDIA P.A., 9, bd des Italiens, 75021 PARIS, qui transmettra.

Important bureau d'études, Paris exerce une activité d'assistance technique auprès des pays en développement recherche un

INGÉNIEUR ROUTIER

Diplômé, âgé au min. 25 ans. Ayant une première expérience professionnelle dans le domaine des études urbaines. Cet ingénieur s'intégrera dans une équipe au sein de laquelle il devra faire autorité pour ce qui concerne sa spécialité. Le lieu d'affectation se situe dans la capitale d'un pays du bassin méditerranéen. Le séjour prévu, qui est préférable d'envisager en collaboration, est assorti des avantages liés à l'expatriation. Merci de prendre contact en écrivant (joindre C.V. et indiquer votre rémunération actuelle) précéder sur l'enveloppe la référence 9249 à MEDIA P.A., 9, bd des Italiens, 75021 PARIS, qui transmettra.

Important bureau d'études, Paris exerce une activité d'assistance technique auprès des pays en développement recherche un

CONSEILLANT EN FORMATION

spécialisé dans les problèmes de formation

INSPECTION TECHNIQUE DES VEHICULES

Cet expert est un ingénieur motoriste. Il a une large expérience des régimes de moteurs à essence et diesel. Il peut : conseiller sur les termes anti-pollution, organiser des visites périodiques de véhicules, former des homologues. Le séjour se situe dans un pays au climat des plus agréables. Une très bonne connaissance de la langue espagnole est préférable. Merci de prendre rapidement contact en écrivant (joindre C.V. et indiquer votre rémunération actuelle) précéder sur l'enveloppe la référence 9249 à MEDIA P.A., 9, bd des Italiens, 75021 PARIS, qui transmettra.

Pour une intervention de longue durée outre-mer, bureau d'études français, recherche un

ECONOMISTE-STATISTICIEN

Ce spécialiste, diplômé d'une grande école, a une expérience confirmée (de 5 à 8 ans) acquise, pour partie, à l'étranger dans des domaines très divers (projets d'investissement, études de faisabilité, statistiques budgétaires, démographiques, etc.). Il a fait une large part à l'initiative créatrice. L'anglais est nécessaire. Merci d'envoyer (joindre C.V. et indiquer votre rémunération actuelle) en précisant la référence 4280 à MEDIA P.A., 9, bd des Italiens, 75021 PARIS, qui transmettra.

Directeur comptable et administratif

120 000 F + SUD-OUEST

Le Directeur Général récemment promu à la tête d'une entreprise industrielle du secteur coopératif (80 millions de F) recherche son Directeur Comptable et Administratif, membre actif de l'équipe de Direction.

Il prendra en charge la comptabilité générale, analytique, la trésorerie, la paye et l'informatique ; il assurera lui-même le contrôle budgétaire et l'administration générale et dirigera une équipe d'une quinzaine de personnes compétentes et qualifiées. Désireux d'affirmer son autonomie professionnelle, il aura l'expérience de la Direction d'un Service de taille comparable acquise depuis plusieurs années dans une entreprise industrielle. Agé de 38 ans minimum, il sera titulaire du D.E.C.S. ou équivalent.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé à : FR. ROUSSEAU, sous réf. 6082/M, à SÉLÉ-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES. Discretion assurée.

sélé
CEGOS

AMORA - S.A.

recherche pour DIJON

CHEF DE PRODUITS

Dans le cadre d'un important programme de développement, ce chef de produits se verra confier une importante gamme de produits existants ainsi qu'une nouvelle ligne de produits en voie de lancement.

Pour réussir, le candidat devra disposer d'une solide formation H.E.C. - E.S.S.E.C. - E.S.C. ou équivalent et justifier de 2 à 3 années minimum d'expérience dans une fonction analogue.

Adresser candidature manuscrite, C.V. et photo en précisant l'adresse de rémunération souhaitée à : Direction des RECRUTEMENTS HUMAINS, AMORA S.A., B.P. 670 - 21017 DIJON CEDEX - Réf. 2.110.

S.A. LUREM

Constructeur de machines à bois de 1er plan
Activité à progression rapide et régulière - 500 salariés
Filiale du Groupe Peugeot recherche

ATTACHE COMMERCIAL EXPORT

30 ans - De nationalité française ou allemande, ayant si possible expérience dans les machines-outils, appelé à se fixer en R.F.A. après un séjour de 6 à 12 mois en France. Allemand courant exigé. Lettres jointes.

Adresser C.V. complet avec photo à LUREM S.A., B.P. 1 61700 DOMFRONT. Tél. 37-03-44.

Laboratoire ABBOTT SFLA

Filiale Française
d'un important groupe international recherche

PHARMACIEN CONDITIONNEMENT

ayant une expérience industrielle de deux à trois ans de préférence en fabrication ou en conditionnement. Un diplôme I.P.I. et de bonnes notions d'anglais seraient des atouts supplémentaires. Nous lui confierons la responsabilité de notre service conditionnement qui comprend environ cinquante personnes.

De réelles aptitudes à l'animation d'un groupe et à la résolution des problèmes industriels (planning - mécanique) sont indispensables. Ce poste se situe au sein d'une équipe jeune, dans un laboratoire en pleine expansion. Lieu de travail : 100 kilomètres ouest de Paris.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. détaillé et photo récente sous référence 1240 1912 à :

PHARMACIE INDUSTRIELLE

B.P. 50 - 92204 NEUILLY CEDEX

centre de recherches Clin-Midy

à Montpellier

recrute JEUNE DOCTEUR

vétérinaire

pour l'intégrer au service de Toxicologie

L'assistant en Pharmacie - Toxicologie, Physique Chimie, Médecine ou Histologie serait une expérience appréciée.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé à M. MAZUE - Chef du Service Toxicologie - C.R. CLIN-MIDY - rue du Pr Joseph Blayac 34082 MONTPELLIER cedex

مركز من الامم المتحدة

emplois régionaux

comex

Leader Français
des travaux sous-marins

jeunes contrôleurs de gestion

MARSEILLE ANGLAIS PARLE
Capacité d'assurer rapidement l'analyse et le suivi budgétaire de projets importants.
De formation supérieure - Gestion / Comptabilité - Ils seront dotés d'une bonne expérience - 2 ans minimum - de contrôle budgétaire en milieu industriel, de préférence ingénierie, offshore ou T.P.
Poste évolutif comportant des responsabilités et des déplacements à l'étranger.
Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi aux heures de bureau par Information Carrière SVP 11-11 qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés.
Information Carrière SVP 11-11
RUE M 544.
De part aussi
adresse, soit dossier à
SVP RESSOURCES HUMAINES 65 avenue de Wagram 75017 Paris.

Nous sommes un important groupe
alimentaire avec une usine proche de
STRASBOURG.

Compte tenu de l'expansion de notre
production nous recherchons :

un chef de fabrication

qui après une période de formation en
rapport avec le poste sera chargé de prendre
en main une des équipes de production
travaillant en 3 x 8 (5 jours par semaine).

Pour ce poste nous recherchons :

- un homme de caractère et d'action ayant
le sens pratique (organisation, rendement,
qualité, hygiène, coûts et surtout relations
humaines)
- une formation de base mécanique générale
avec niveau BTS, DUT ou ingénieur ayant
une expérience industrielle souhaitée mais
non indispensable.

Nous offrons un poste évolutif, un cadre
de travail très délégué et une rémuné-
ration élevée en ligne avec la politique
générale du groupe.

Envoyer lettre de candidature, CV, photo et
prétentions sous réf. R2SM à

Mars ALIMENTAIRE
Service du Personnel
B.P. 36 - 67501 HAGUENAU CEDEX.

ENTREPRISE BRETONNE DE BONNETERIE
(plus de 300 personnes)
DANS LE CADRE DE SON EXPANSION
SOUS-VENTUS ET PROGRESSIVE
CHERCHER DES POSTES NOUVEAUX

DIRECTEUR DE PRODUCTION

POUR ASSURER :

- la gestion ;
- l'organisation ;
- le contrôle des productions.

CHEF DES FABRICATIONS

RESPONSABLE DE :

- la productivité ;
- la qualité du travail ;
- la formation du personnel ;
- l'ambiance des ateliers.

NOUS DEMANDONS POUR CHACUN DE CES
POSTES :

- une compétence professionnelle certaine ;
- du dynamisme ;
- une parfaite maîtrise des techniques ;
- l'aisance dans les relations humaines.

NOUS OFFRONS :

- une rémunération de haut niveau ;
- un avenir motivant ;
- une stabilité de l'emploi.

Ecrire avec C.V., manuscrit et photo à n° 91.291
CONTEXTE Publ. 20, av. de l'Opéra, PARIS-17.
DISCRETION ASSURÉE.

Un groupe de sociétés spécialisées dans la
fourniture de biens et de services à une
CLIENTELE AGRICOLE
siège PAU
recherche pour remplacer le titulaire promu
à d'autres fonctions

contrôleur de gestion

Cette fonction, rattachée à la Direction
Générale, comprendra à un candidat de for-
mation supérieure (grandes écoles de com-
merce ou de gestion) complétée par un DECS.
Une expérience de 3 à 5 ans dans une fonc-
tion similaire est indispensable.

Nous lui confierons :

- la préparation et le suivi du budget,
- l'analyse des coûts et projets,
- l'établissement des prix de revient,
- le contrôle des inventaires,
- l'amélioration des procédures.

Les entretiens auront lieu en janvier.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo,
sous référence 169 TA à

SCOTI 33 rue de Miromesnil
75008 PARIS.
Discretion assurée

CHEF DE PRODUIT

Ville Universitaire de l'Est

Nous sommes une Entreprise en expansion
produisant et commercialisant ses produits sur
un marché de biens de loisir.

Constituée d'hommes jeunes et dynamiques,
notre Direction souhaite trouver rapidement le
collaborateur qui :

- L'assistera au niveau du développement des
produits existants et de la création de nouveaux
produits ;
- Collaborera avec les responsables commerciaux
à l'amélioration et l'animation de la Promotion
des ventes ;
- 30 ans environ, de formation supérieure (Sc. Eco.
Econ.), vous avez une expérience de 2-3 ans d'une
fonction similaire acquise si possible sur des
marchés de biens de loisir ou de service.

Outre une forte personnalité, mais aussi une cer-
taine souplesse dans les relations, nous attendons
de vous une aptitude réelle à la compréhension des
problèmes techniques.

Nous étudierons votre candidature avec atten-
tion et vous vous serez bien adresser votre C.V.
détailé et dernier niveau de rémunération.

Ecrire n° 8716 « Le Monde » Publiété, 5, rue
des Italiens, 75421 PARIS-9*, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MULTINATIONALE IMPLANTÉE EN PROVINCE

Nous proposons à des

JEUNES INGÉNIEURS

diplômés GRANDES ÉCOLES :
X. Mines, Centrale, E.S.E., Sup. Aéro. A.M.
débutants ayant 2 à 3 ans d'expérience
plusieurs postes en

INFORMATIQUE

Après une période de formation complémentaire,
nous leur confierons des responsabilités dans une
des deux spécialités suivantes :

- INFORMATIQUE DE GESTION : Production,
Comptabilité et Finances, Personnel. Réf. I.
- INFORMATIQUE INDUSTRIELLE : Contrôle de
processus, automatisation. C.A.O. Réf. 2.

Par la suite, une évolution de carrière sera assurée
au sein du Groupe permettant d'exercer des fonc-
tions diversifiées.

Les postes proposés nécessitent une bonne
connaissance de l'anglais.

Ecrire B.N. 79482 M. REGIS-PRÉSE,
85 bis, rue Réaumur 75002, Paris, qui transmettra.



THOMSON-CSF

Centre de CHOLET
recherche pour son SERVICE MICRO-
ÉLECTRONIQUE HYBRIDE COUCHE ÉPAISSE

UN INGÉNIEUR

A.M., I.N.S.A. ou E.N.S.C.I.

ANGLAIS lu et parlé souhaité
minimum 30 ans. Avoir une expérience en phy-
sique des matériaux.

Cet ingénieur sera chargé, dans la section études,
d'assurer le suivi des processus technologiques
utilisés, d'évaluer et mettre en œuvre de nouveaux
procédés, avec une équipe de techniciens.

Il participera, par ailleurs, aux travaux techno-
logiques engagés au niveau du Groupe.

Ecrire avec C.V. et photo au Service du Personnel,
110, avenue Leclerc, 49309 CHOLET.

ORGANISME SOCIAL MARSEILLE

recherche

contrôleur de gestion

● 40 ans maximum.

- formation supérieure (ESSEC, ESC, Expertise comptable) et
DECS complet exigés. De solides connaissances en
informatique et son utilisation courante sont indispensables.
- rattaché au Directeur Général ses responsabilités sont d'ordre :
— comptable : bilan, comptes de gestion.
- financier : trésorerie, tableau de bord, budgets et audit.
- 5 ans minimum d'expérience similaire sont nécessaires pour
pouvoir tenir la fonction.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions sous réf. 35-M.
Réponse et discrétion assurées

guillon sélection

23, AV. DE LIVRY - 93340 LE RAINCY

ENERTEC

Schlumberger

POITIERS

offre :

POSTE DE RESPONSABLE

d'un service de montage
de produits électromécaniques

Formation arts et métiers ou
équivalente. 30 ans minimum.

Adresser C.V. ENERTEC,
avenue de Bordeaux, 86009 POITIERS

offres d'emploi

offres d'emploi

CENTRE INTERNETIERIEL
D'ÉTUDES ET
D'EXPERIMENTATION DES
SYSTÈMES D'INFORMATION
MARSEILLE

INGÉNIEUR GRANDES ÉCOLES

pour justifier de plus années
d'activités de son pour l'ADM-
NISTRATION DE l'ÉTAT à des
postes de responsabilité, pour
assurer les fonctions de :
DIRECTEUR de programme.

Env. lettre manuscrite, photo,
C.V. et prêt. 20 pl confidentiel
à M. Rodriguez - CEESI,
34, boulevard Romain Rolland,
13007 MARSEILLE.

ORGANISATION

75.000 +

Importante société appartenant à un groupe international, recherche pour
mettre en œuvre son nouveau plan d'organisation, un ou deux jeunes
Diplômés (de) d'études supérieures (25 ans minimum) qui devra :
— développer à partir d'un cahier des charges certaines applications :
circulation et traitement de l'information, rédaction de procédures,
conception d'imprimés...
— assurer la mise en place, le suivi des applications ainsi que la formation
des utilisateurs.

Une première expérience réussie d'organisation est une condition préalable
à l'examen de toutes candidatures. La connaissance des contraintes
informatiques et la pratique de l'anglais seraient appréciées, mais non
indispensables.

Lieu de travail proche banlieue Sud.

Ecrire avec C.V. et n° 5893, COFAP, 40, r. de Chabrol, 75010 Paris, qui transmettra.

Produits Industriels

PARIS

Une importante société de négoce de produits sidérurgiques, recherche :

Directeur Produits - Tubes

Réf. 81276 M

Sous la responsabilité du directeur général il prendra en charge la politique d'Achat
des tubes auprès des fournisseurs tant français qu'étrangers. Il aura aussi un rôle actif
dans la mise au point de la politique commerciale et dans l'assistance aux chefs
d'agence.

Cette fonction importante ne saurait convenir qu'à un candidat pouvant faire état
d'expériences réussies dans les achats de produits industriels et parlant couramment
l'anglais et/ou l'allemand.

Chef de Produit - Pétrole - tubes et accessoires

Réf. 81277 M

Sous l'autorité du Directeur produits, il assurera le suivi des marchés de tubes et acces-
soires, passés avec l'industrie pétrolière.

Il jouera, sur ces produits, un rôle de conseil et d'assistance pour les agences régionales
et prendra en charge l'étude des dossiers complexes. Cette fonction conviendrait à un
candidat âgé d'au moins 28 ans, possédant l'expérience du produit.

René Dagnal vous remercie de lui adresser C.V. détaillé avec photo récente et rémuné-
ration actuelle sous la référence choisie.

Le secret absolu des candidatures est garanti par

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENTS

AÉRONAUTIQUES
rech. pour PARIS

JEUNES INGÉNIEURS

De formation aéronautique
SUP-AÉRO, ENICA ou équiv.,
pour son département
ÉTUDES AVANCÉES.

- Projets de systèmes
numériques embarqués ;
- Liaisons techniques avec
la clientèle.

Anglais nécessaire.

Adresser C.V., prêt. n° 91.046,
CONTEXTE Publ. 20, av. de
l'Opéra, Paris-17*, qui tr.

Importante Sté internationale

COLLABORATEURS (TRICES)

libres de leur, dynamiques
ambitieux, bonne diction et
excellente présentation. Volon-
taires soucieux. Travail sur
rendez-vous. Avantages sociaux,
gains importants, formation
continue, situation d'avenir.
Téléphonez ce jour à
Mlle FOURNIER au 538-64-66.

Pour un jeune diplômé: une succursale normande à faire tourner



Avec une formation supérieure et
4 ou 5 ans d'expérience commerciale, ou on
se laisse séduire par un cadre de faire autre
chose. Plus.

Dans le second cas, voici ce que nous
proposons : une concession machines agricoles
(15 personnes environ), à faire tourner.
Gestion, stocks, utilisation commerciale.
(Promotion, ventes, exploitation du potentiel
local).

Si vous vous sentez l'âme d'un "jeune
patron", c'est le moment de faire vos pro-
pres : une aventure à redresser dans les 3 ans.
Un challenge à tenir. Les moyens pour le
réaliser (y compris le support logistique d'une
grande entreprise nationale dont vous faites
partie).

En Normandie, vous ne serez pas tout
à fait un pionnier. Mais chaque région a ses
particularités. Vous y serez d'autant plus à
l'aise que vous les connaîtrez bien.

Un soupçon de régionalisme, une
solide connaissance de la distribution des
biens d'équipements...

Vous êtes sur la bonne voie.

Adresser votre C.V. et n° 5893, COFAP, 40, r. de Chabrol, 75010 Paris, qui transmettra.

STE INTERNATIONALE

recherche pour un de ses
départements PARIS

CHEF DE SERVICE VENTES

30 ans minimum.
H.E.C. ESSEC ou équivalent.
Responsabilité ventes produits
à base petite mécanique
et électronique.
Animation représentants et
réseau de vente.

Pratique de l'anglais.

Adresser C.V. et prêt. n° 91.046,
CONTEXTE Publ. 20, av.
de l'Opéra, Paris-17*, qui tr.

STE D'ÉQUIPEMENTS
AÉRONAUTIQUES
recherche pour PARIS

JEUNES INGÉNIEURS ÉLECTRONIQUES

Débutants ou 1 à 2 ans d'expér.
Formation générale
ESE, INSA ou équivalent.

- Études de systèmes
électroniques et logiciels
pour l'aéronautique.
- Connaissances des micro-
processeurs appréciées.

Anglais vivement souhaité.

Adresser C.V., prêt. n° 91.050,
CONTEXTE Publ. 20, av.
de l'Opéra, Paris-17*, qui tr.

91-ÉVÈRES, recherche

ANIMATEUR (TRICE)

pour M.J.C.
Env. C.V. à monsieur le Maire.

SOCIÉTÉ VENTE

FOURNITURES DE BUREAU
ET IMPRIMERIES

recherche UN

INSPECTEUR CGIAL

● Connaissances militaires
militaires et grandes admi-
nistrations région parisienne.

● MISSION : suivi et dévelop-
pement clientèle militaire et
administrative région parisienne.

Adresser C.V. et prétentions à
n° 74.300 M. REGIS-PRÉSE,
85 bis, rue Réaumur, Paris 2.
Important Cabinet
Commissaires aux comptes
recrute

JEUNES COLLABORATEURS

possédant (uniquement)
diplôme SUP de C.P., ELICA ou
I.S.C. (option P.C. ou finance).
Envoyer C.V. et photo à :
Mme Maryse PAPINEAU
217, rue St-Honoré, 75001 Paris.

Futur Directeur Général

F150 000 +

VENTE OUTILLAGE

Une société internationale, leader aux USA pour les procédés de fixation
destinés aux industries les plus diverses, implante un réseau de distribu-
tion en France. Elle recherche pour développer sa part de marché déjà
existante un responsable pour former, animer et contrôler une équipe
nationale de 10 vendeurs. Basé en Région Parisienne et en liaison étroite
avec la société-mère, ce cadre prendra progressivement la responsabilité
de tous les aspects de l'affaire qu'il devra gérer comme un centre de profit.

La poste convient à un homme jeune, ayant fait la preuve de ses
compétences de vendeur dans des secteurs industriels très ouverts et
capable d'imaginer et d'ouvrir de nouveaux marchés. Une expé-
rience des industries du bois ou du bâtiment serait un avantage.
La dimension internationale de la société et du poste requiert
l'habileté du milieu anglo-saxon et une pratique courante de
l'anglais parlé.

Adresser CV et prêt. s/réf. M 110 à J.N. CRÉTE - Tour Maine
Montparnasse - 33, av. du Maine 75215 Paris cedex 15.
Discretion absolue.

The Executive
Group management consultants

INGENIEUR ELECTRIQUE INDUSTRIALISAT

Bank

UN DIPLÔME D'ÉTUDES

CHEF DE PRO

IBD

achats

OFFICIEL

ORGANISATION

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Au sein du Groupe Schlumberger, **ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER** conçoit et réalise des "outils" permettant de rechercher, d'évaluer et d'exploiter les gisements d'hydrocarbures. Utilisés dans plus de 70 pays et dans des conditions diverses, ces systèmes intègrent des développements technologiques avancés dans de nombreux domaines (électronique, électromécanique, informatique, physique...). Nous souhaitons recruter un

INGENIEUR ELECTRONICIEN INDUSTRIALISATION

Il sera chargé d'assurer le passage de prototypes vers la fabrication en série, ainsi que la modernisation de systèmes de mesure existants. En relation étroite avec les différentes unités d'études et de production, il aura pour mission de vérifier le respect des spécifications, d'analyser les interactions des différentes parties des systèmes, et conduire les projets de mise au point et d'amélioration de circuits électroniques pour une grande variété d'"outils" Schlumberger. Il devra, à ce titre, être capable de mener des études de circuits. Ce cadre est un ingénieur diplômé (ESE ou équivalent), pouvant justifier de 2 à

3 années d'expérience dans une entreprise industrielle, et ayant une bonne connaissance de l'anglais parlé et écrit. Le développement constant de nos activités, leur haut niveau scientifique et technique, et les relations que ce poste permet d'établir avec tous les secteurs de l'entreprise ouvrent de réelles perspectives professionnelles dans E.P.S. et le Groupe Schlumberger. Les candidatures, accompagnées d'un CV, doivent être adressées sous la référence 7859, à ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER, 26, rue de la Cavée, 92142 CLAMART.

Schlumberger

HAVAS CONTACT

Les réalisations industrielles que nous concevons et réalisons en France comme à l'étranger, utilisent des techniques variées, souvent à la pointe des domaines scientifiques dont elles sont issues. Elles intègrent des équipements de grandes dimensions, soumis à de très fortes contraintes thermiques ou mécaniques. Le rôle de la section calcul est de ce titre prépondérant, et conditionne le bon déroulement des travaux qui nous sont confiés. C'est pour renforcer cette section, au sein du Département Etudes, que nous cherchons

DEUX INGENIEURS ANALYSE DE CONTRAINTE

- Le premier, débutant, se verra confier, après formation, à nos techniques et procédures des analyses très poussées, utilisant aussi bien des calculs manuels que des programmes informatiques. - Le second a acquis une solide expérience des calculs de contraintes d'équipement, de préférence dans l'industrie aéronautique, chimique ou pétrolière. Ces ingénieurs assumeront progressivement la responsabilité complète de projets, des hypothèses de calcul jusqu'à la synthèse débouchant sur les essais. Ils entretiendront des relations avec les usines et les constructeurs. Des déplacements de courte durée en France et aux U.S.A. sont à prévoir. Une connaissance de l'anglais est souhaitable.

Les candidatures accompagnées d'un CV, sont à adresser, sous la référence 75723, à HAVAS CONTACT 156, boulevard Haussmann 75008 PARIS qui transmettra.

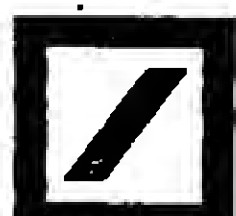
HAVAS CONTACT

ORGANISATION

90.000 +

Importante société appartenant à un Groupe international, recherche pour mettre en œuvre son nouveau plan organisation et systèmes, un ingénieur diplômé études supérieures (Maitrise Gestion, Ecole de Commerce...) qui devra : - définir, à partir des besoins exprimés par les utilisateurs, les cahiers des charges nécessaires à la mise en place de nouveaux systèmes de traitement ; - participer au choix de moyens informatiques à mettre en œuvre dans une structure décentralisée. Une expérience confirmée de la conception de systèmes d'organisation, une connaissance des outils informatiques et la pratique de l'anglais seront nécessaires pour réussir dans cette fonction. Lieu de travail proche banlieue Sud.

Ecrire avec C.V. au n° 6700 à COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris, qui tr.



Deutsche Bank

Pour notre Succursale de Paris nous recherchons un

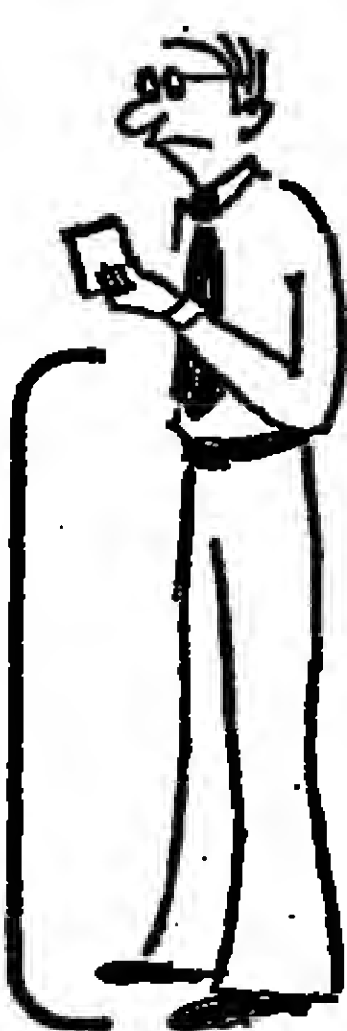
ATTACHE DE DIRECTION RELATIONS CLIENTELE ENTREPRISES

Ce jeune Cadre de langue française (90 ans environ) assistera les responsables de la Direction clientèle entreprises.

Il aura : - Une formation supérieure ; - Une expérience bancaire d'au moins deux à trois ans ; - Un goût pour les contacts commerciaux.

Bonnes connaissances de l'allemand sont indispensables, connaissances de l'anglais souhaitées.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. détaillé avec photo et prétentions à : **DEUTSCHE BANK** Succursale de Paris, 19, place Vendôme, 75001 PARIS.



Un Grand de la Petite Annonce

JEUNE AGENCE DE PUBLICITE, en pleine expansion, nous recherchons pour développer notre clientèle, un collaborateur.

Ayant déjà travaillé en agence, il doit connaître parfaitement le marché de la P.A. Son ambition et son dynamisme lui permettent de s'intégrer dans notre équipe qui voit grand.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. P.J. à Régie Presse "Le Monde", 85, bis rue Réaumur, 75002 PARIS qui transmettra.

Les dossiers de candidature seront traités confidentiellement.



étouffe son département INGENIERIE et recrute

UN INGENIEUR D'ETUDES CHEF DE PROJETS

DIPLOME ARTS ET METIERS ou EQUIVALENT

Il aura une expérience pratique d'au moins 2 années dans un service ingénierie au niveau des installations générales et plus particulièrement des équipements mécaniques.

Il devra gérer les projets qui lui seront confiés.

La connaissance des industries alimentaires serait appréciée.

Envoyer C.V., photo et prétentions **WILLIAM SAURIER** 81 à 89, Avenue Général Leclerc ST-THIBAUT 77400 LAGNY.

REVISION COMPTABLE Un cabinet d'expertise comptable (25 personnes) situé PARIS (7), recherche

REVEUR CONFIRME

POUR MISSIONS auprès d'une clientèle de sociétés vertes, principalement en région parisienne, mais également en province.

CE POSTE CONVENDRAIT à un candidat de niveau certifié supérieur ayant acquis un cabinet une exp. min. de 2 ans.

Env. C.V. et prétentions à n° 90.041 CONTEXTE PUBLI-20, avenue Colza, Paris (12).

Associé à la fonction culture, relations internationales, tech. pour budget d'opérations.

AIDE-COMPTABLE

Env. C.V. et cand. manusc. à M. le directeur de l'ONUEP, 26, bd Raspail, 75006 PARIS.

TEAM 5 SPORTS

recherche pour ses Magasins 2 DIRECTEURS

ADJOINTS AUX RESPONSABLES DE MAGASINS.

- Bons gestionnaires.

- Expérience commerciale.

- Équipe de vente.

- Pratique sportive souhaitée.

Env. C.V. et cand. manusc. à M. le directeur de l'ONUEP, 26, bd Raspail, 75006 PARIS.

UN INGENIEUR TECHNIQUE COMMERCIAL

Niveau d'études Ingénieur ou B.T.S.

Expérience du commercial souhaitée.

Minimum 30 ans.

Dynamisme.

Habitus aux contacts humains et commandement.

Il sera DIRECTEUR d'une agence de PARIS, où il assurera la gestion commerciale et administrative.

Salaire fixe + avantages.

Env. C.V. + photo + prétent. à n° 78481 REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

MEUDON-LA-FORÊT

généraliste et spécialiste

105

INFIRMIERS (BES)

D.S.

enseignants et responsables technique du service de NUIT. Expérience similaire nécessaire justifiant rémunération. Poste stable.

Tel. Surveillante Générale : 639-21-31

CADRE SUPERIEUR

bonne expér. direction commerciale et export. Angl. et Italien courants.

recherche

COLLABORATION

direction P.A.E.

avertir : missions temporaires. Ecr. à T 0958 M, Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

INGENIEUR MAINTENANCE

expér. pétrolière OFF-SHORE, pétrole offshore. Envoyer C.V. à B.T.E., 41, rue Meslay, 75001 Paris. - Tél. : 277-42-60.

ingénieur de développement 90/120 000 F

Nous sommes une multinationale américaine. Notre activité concerne la fabrication de produits plastique thermo-rétractables que nous commercialisons dans diverses branches d'activités : les télécommunications, l'énergie, le bâtiment et l'électronique.

C'est précisément pour cette dernière branche que nous recherchons un ingénieur AM, INFA, IDN, ou équivalent. Il s'agit de développer les recherches sur des produits nouveaux et les adapter aux réalités de notre marché.

Vous apporterez, par la suite, un support technique en clientèle auprès de notre force de vente. Une expérience de 2 à 5 ans dans un poste similaire nous paraît plus utile pour réussir que la connaissance de nos produits.

Enfin, étant donné le contexte international dans lequel nous travaillons, un anglais courant est souhaité.

Merci d'envoyer votre CV à Michel Garnier sous référence 3846, à :

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE 28, av. de Messine 75008 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

Nous sommes une importante affaire de composants radio-électroniques en progression rapide.

A la suite du départ à la retraite de son titulaire, notre Direction Générale recherche son

chef des achats

Agé de 40 ans minimum, de formation technique, ayant exercé cette fonction 10 ans et ayant des connaissances particulières en découpage, emboutissage, rendentes d'aluminium et composants électroniques, sous le contrôle du Directeur Général, il aura la responsabilité de la gestion du magasin, en liaison avec la fabrication, le service planning et la Direction commerciale.

L'expérience d'une tenue de stocks informatiques est fortement souhaitée.

La rémunération sera stimulante et fonction de l'expérience du candidat.

Localisation : Banlieue Est.

Envoyer C.V. + photo + rémunération sous réf. 357-M, 25, rue du Renard, 75004 Paris.

PROSSEL

International

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

comptable qualifié(e) NIVEAU DECS

recherché (e) par Cabinet Comptable International pour son Département Assistance aux Clients.

Fonction : tenue complète ou supervision de pertes comptabilités, piales, déclarations sociales et fiscales.

● Expérience Cabinet appréciée.

● Connaissance de l'anglais indispensable.

● Déplacements Région Parisienne à prévoir.

● 7h30x5, 13^e mois, avantages sociaux.

Envoyer C.V. sous réf. 6126-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, rue d'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

BANQUE PRIVEE

PARIS 9ème

recherche pour son

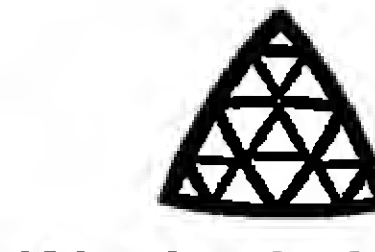
SERVICE INFORMATIQUE PROGRAMMEUR SYSTEME

débutant sur H.B. 66

Ecrire avec curriculum-vitae, lettre manuscrite et photo (perdue) sous référence 68.405.

PUBLICITE ROGER BLEY

101, rue Réaumur, 75002 PARIS.



le groupe des Arcs

caractérisé par la gestion dynamique de ses activités dans un marché en pleine expansion recherche un jeune

Paris **cadre financier** 90 000

Vous avez une formation Ecole Supérieure de Commerce et une première expérience professionnelle dans le secteur bancaire ou promotion-immobilière. L'analyse financière, le montage de dossiers d'investissements et de plans de trésorerie, des connaissances juridiques et fiscales font partie de votre acquis professionnel.

Vous collaborerez étroitement avec le Directeur de notre

service études et développement

et l'assisterez dans le montage et le suivi des dossiers financiers immobiliers des ARCS, vous pourrez devenir à terme entièrement responsable de la gestion des sociétés de construction du groupe.

En liaison avec la Direction Générale, vous participerez sous l'angle du montage financier à la création de formules originales de développement et de diversification des activités du groupe en France et à l'étranger.

Une pratique courante de l'anglais est souhaitée.

Si vous êtes intéressé, adressez votre curriculum vitae et réf. B 5608 à Mme Sigolot, 1, rue de Berni, 75008 Paris.

bernard julhiet psycom

Le Centre d'Etudes et de Recherches Biologiques et Analytiques recherche pour des postes de :

DIRECTEURS ADJOINTS

BIOLOGISTES

Pharmaciens ou médecins, compétents selon la loi du 11 Juillet 1975, ou en cours de certification, à temps plein ou à temps partiel, spécialisés en radio-immunologie (INSTN) ou hormonologie ou biochimie ou immunologie ou généralistes, ayant une bonne

expérience hospitalière universitaire et privée.

Les postes à pourvoir se situent au sein d'une équipe de consultants en biologie. Ils assurent la responsabilité du contrôle de qualité, de l'animation technique des laboratoires, de la signature et du commentaire biomédical des compte-rendus d'analyses.

Ils participent activement aux congrès, symposiums et séminaires. Ils mènent dans l'étude prospective de la biologie des travaux personnels. Ils pratiquent une langue étrangère.

Adressez lettre manuscrite, curriculum vitae et photo sous référence 1750 à Monsieur Alain FUNES - CERBA - MAFFLIERS 95660 MONTSOULT

Réponse et discrétion totale assurées.

dirigeant, affaire de transports

Un groupe français de notoriété et d'implantation internationale dans le transport routier, cherche un cadre de niveau élevé pour lui confier l'animation commerciale de son affaire en région parisienne (35 MF) qu'il doit développer et promouvoir. Il participe à l'exploitation et à la gestion. Sa réussite le destine à devenir, à court terme, D.G. adjoint, et peut-être plus... C'est un cadre du transport de 33 ans minimum qui assume déjà des responsabilités importantes et veut développer sa carrière. Nous souhaitons qu'il soit ambitieux.

Ecrire à G. BARDOU, réf. 3499 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.

10, RUE ROYALE - 75008 PARIS

LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

مكتبة الأمل

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

cimsa

Compagnie d'Informatique Militaire Spatiale et Aéronautique
Filière du Groupe THOMSON-CSF

développe son activité "SYSTEMES" en France et à l'exportation dans des domaines mettant en œuvre les techniques électroniques et informatiques les plus récentes :
• traitements répartis, mini-ordinateurs, microprocesseurs, réseaux, bases de données...
recherche

ingénieurs de haut niveau

INGÉNIEURS

— devant assurer la coordination des services d'exécution dans le cadre d'une étude ou d'une réalisation industrielle.
— Quelques années d'expérience et une formation informatique de base sont nécessaires. (Réf. MD/1)

RESPONSABLES D'ETUDE LOGICIEL

— Grandes Ecoles ou Universités.
— Ils auront à assurer :
• le développement de logiciel de base : compilateurs, moniteurs, bases de données, réseaux...
• la conception et la définition de produits futurs.
— Une formation spécialisée de haut niveau dans les domaines cités est nécessaire.
— Une expérience sur mini-ordinateurs ou microprocesseurs serait appréciée. (Réf. MD/2)

INGÉNIEURS "SYSTEMES"

— Grandes Ecoles ou Universités.
— Conseil auprès des chefs de projet dans leurs actions de définition, d'évaluation et de réalisation des systèmes informatiques temps réel.
— Ces postes s'adressent à des candidats ayant une solide formation informatique et quelques années d'expérience industrielle. (Réf. MD/3)

CHEFS DE PROJET

— Grandes Ecoles.
— Chargés de la maîtrise d'œuvre de systèmes informatiques temps réel depuis la conception jusqu'à la mise en service.
— Une expérience de plusieurs années dans une fonction analogue est EXIGÉE.
— Connaissance des matériels MITRA et SOLAR souhaitée. (Réf. MD/4)

UNE FORMATION COMPLEMENTAIRE SERA ASSURÉE au sein des équipes existantes.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions en indiquant la référence du poste à CIMS — Service Emploi-Formation — 10/12, Avenue de l'Europe - 78140 VELIZY

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

CONFIRME
Pour application temps réel sur SOLAR 16. Exp. av. C.V. prêt. à n° 5442 S BLEU 17, rue Lebel, 94 Vincennes

S.F.I.M.

STE DE FABRICATION D'INSTRUMENTS DE MESURE

INGÉNIEURS POSITION II

— E.S.E. ou équivalent.
— ANALYSTE-PROGRAMMEUR temps réel.
— Expérience mini-ordinateur indispensable.
Ecrire avec C.V. et prêt. au Service du Personnel B.P. 74 — 9201 MASY

DIRECTEUR (TRICE)

sans organisation bon (ne) animateur (rice) habilité (és) à négocier tous niveaux pour diriger agence immobilière Paris ou province. Revenu très important si capable. Envoyer C.V. et réf. à AVIS, allée de la Tour 7250 VILLEMOBLE
Bureau d'études
Travailleurs indépendants, implantation circuits imprimés (Id. après 10 h. 30-14-21)
SNE D'EDITION de revues et annuaires techniques offre 2 postes mi-temps en allemand et anglais UN DE CORRECTEUR Préférence sera donnée à candidat pouvant remplir les deux fonctions et connaître l'inform. S.F.I.M., 89, r. Barrois, 75013 Paris, av. C.V., prêt. phot.

informatis

SOCIETE DE SERVICES ET DE CONSEILS EN INFORMATIQUE en pleine expansion

recherche
Pour projets importants de logiciel de base, de temps réel et de bases de données

- 6 INGÉNIEURS (X, E.C.P., Sup. Aéro, Universitaires...)
- 2 INGÉNIEURS (compilateurs, spécialistes du langage L.T.R.)
- 3 ANALYSTES (titulaires maîtrise informatique...)
- 6 PROGRAMMEURS (titulaires D.U.T. informatique...)

maîtrisant l'un des systèmes suivants :
Systèmes SIRIS 3, SOLAR, MITRA 15/125
Ces postes comprennent à des informaticiens compétents ayant 3 à 4 années d'expérience, le poids de la recherche et le sens des responsabilités. Nous offrons la possibilité d'acquiescer une formation technique permanente grâce à des moyens audiovisuels importants. Nous offrons la possibilité de participer à des projets variés utilisant des techniques de pointe. Nous offrons de réelles possibilités de promotion pour des éléments de valeur. Le niveau des rémunérations dépendra exclusivement de la compétence technique.
Ser. 26, r. Daubenton, 75005 Paris - 337-39-22, p. 321.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

MATÉRIEL ÉLECTRIQUE

recherche

POUR SON AGENCE COMMERCIALE PARIS

UN CADRE ADMINISTRATIF

Le Candidat, de formation Bac Technique ou équivalent, aura quelques années d'expérience.
Adr. lettre manuscrite et C.V. sous réf. 202/4 à :

Infra 45, rue Boissy-d'Anglas 75008 PARIS
Paris-Lyon-Grenoble.

LE GROUPE DROUOT

(quatrième groupe privé d'assurances C.A. + 15,8 % en 1977)

situé dans la Banlieue Ouest de Paris près de Versailles et St-Germain-en-Laye (RER), équipé d'un ordinateur IBM 3033, de mini-ordinateurs et de deux cents terminaux dans toute la France

recherche
pour développer des projets informatiques importants :

- 1 INGÉNIEUR SYSTÈME 2 à 3 ans d'expérience OS. Connaissance MVS appréciée.
- 4 ANALYSTES PROGRAMMEURS Débutants ou quelques années d'expérience DUT informatique en BAC + 2 (formation assurée).
- 1 PROGRAMMEUR SYSTÈME 2 ans d'expérience, Assembleur IBM.
- 2 OPÉRATEURS DÉBUTANTS BAC E ou équivalent. Poste pouvant évoluer vers pupitreur 3033. Travail en équipe.

Adresser lettre manuscrite C.V. et photo sous référence LM 1278/2 à :

C. BENOIST
Groupe Drouot
Service du Recrutement
1, place Victor-Bardou
78101 MARY-LE-BOIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ AÉRONAUTIQUE

VELIZY-VILLACOUBLAY

RECHERCHE

ANALYSTE SYSTÈME T.P.

pour analyse, réalisation et mise en œuvre de procédures de télécommunications dans le

Service INFORMATIQUE DE GESTION équipé d'un 3031 (DOS/VS-DLI-CICS/VS et CMS sous VM).

Formation : Ingénieur, MIAGE, Institut de Programmation ou équivalent.

Expérience souhaitée dans la fonction système.

Connaissance ASSEMBLEUR IBM et TELEINFORMATIQUE.

Envoyer C.V. et photo à :

S.F.E.N.A.
B.P. 59 - 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY
S/s Réf. 1.014

INGÉNIEUR DÉBUTANT

Formation ENI, ENSA, AM. Formation en métallurgie ou résistance des matériaux. Lié au courant anglais technique. Situation stable à Paris mais déplacements possibles. Parfois V.L.
C.V. dét. photo et prétentions à n° 91.000
Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er g. tr.

PRIME : LA CARRIÈRE EN INFORMATIQUE

Dans le cadre de notre expansion à Paris et en province (Lyon, Lille, Rouen, Tours), nous offrons les opportunités suivantes :

Ingénieurs commerciaux
Ayant une bonne expérience du marché scientifique ou gestion.

Ingénieurs support
Ayant acquis une bonne expérience dans les domaines suivants : applications scientifiques, graphiques, dessins automatiques, communications, bases de données, applications marketing, financières, gestion de transactions.

Ingénieurs et techniciens de maintenance
Ayant 3 ou 4 ans d'expérience sur systèmes à technologie avancée ou périphériques.

Si vous souhaitez, comme nous le souhaitons, discuter avec nous de ces opportunités et vous joindre à notre équipe pour embrasser la carrière de l'informatique, envoyez votre curriculum vitae à :

PRIME INFORMATIQUE
33, rue Fernand Forest
92150 SURESNES

PRIME

ingénieurs système

La Générale Informatique d'Exploitation

recherche pour le développement dans le secteur tertiaire d'importants projets informatiques utilisant des bases de données et du téléprocéssing, des INGÉNIEURS SYSTÈME. Le matériel actuellement installé se compose de :
• DEUX 370/168 - AP 6000 K chacun,
• UN 370/168 - UP 5000 K,
• 600 terminaux téléprocéssing.

GIE

Envoyer C.V. sous réf. 2232, au Service du Personnel, Tour Franklin, Cédex 11, 92081 PARIS La Défense.

ROCHE

ROCHE BIOELECTRONIQUE

recherche pour faire face à la croissance rapide de ses activités

L'ADJOINT DE SON DIRECTEUR DE PRODUCTION

Le poste conviendrait à un

ingénieur électronicien

possédant au moins 4 ans d'expérience dans l'étude et la fabrication d'équipements électroniques de petites séries.

un ingénieur informaticien

possédant environ 3 ans d'expérience dans les applications de gestion temps réel sur mini-ordinateurs pour participer à des développements informatiques destinés au domaine médical.

La connaissance du POP 11 serait appréciée. Le développement de l'entreprise offre d'excellentes opportunités de carrière.

Adresser C.V. photo et rémunération souhaitée à P. BENOIST - Direction du Personnel

ROCHE BIOELECTRONIQUE

16-18, avenue de l'Europe

78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

ENVIRONNEMENT - HYGIENE PUBLIQUE

Sté FRANÇAISE, LEADER DE SA SPÉCIALITÉ

(Chiffre d'affaires : 500 millions de Francs)

Recherche pour sa DIVISION EXPORTATION

UN ADJOINT A CHEF DE ZONE EXPORT

Mission : Prospection, Vente et Administration des Ventes d'équipements spécialisés.

Lieu de Travail : Paris, déplacements fréquents mais réguliers.

Formation de base : Diplôme d'Enseignement Supérieur commercial ; Anglais : Paris, 10 et 10 bis ; Expérience commerciale : minimum 3 ans.

Position cadre : salaire 80.000-100.000 F suiv. expér.

Env. lettre manuscrite avec photo (qui sera retournée) à B. P. M. du MAZET, 180 - 75002 PARIS CEDEX 02 (Service n° 10) QUI TRANSMETTRA.

LE LOGEMENT FRANCAIS

Société Anonyme d'H.L.M.

- 25 000 logements en Ile de France et

gestionnaire de ces logements -

Nous vous proposons le poste de

CHEF du BUREAU

Contentieux Locataires

dépendant de la Direction de la gestion.

Vous aurez la responsabilité complète de ce service (procédure, suivi des dossiers, position des comptes).

Le candidat doit avoir :

- 35 ans minimum

- une formation juridique supérieure (Ecole Nationale de Procédure)

- une connaissance des problèmes immobiliers est nécessaire

Un sens développé de l'organisation, une autorité naturelle sont les conditions essentielles pour réussir dans ce poste.

Adresser C.V. et prétentions LE LOGEMENT FRANCAIS 12 r. Paul Baudry 75008 Paris

Poclain

DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

Rattaché au Président Directeur Général, c'est un fonctionnaire chargé de conseiller le Président à l'occasion de la mise en place d'une politique de Personnel (gestion des carrières, rémunération, formation, relations sociales, outils et indicateurs de la gestion sociale, etc...)

Il s'appuiera sur les services du Personnel existant dans les unités opérationnelles et assistera les Directeurs de ces unités.

Le candidat, âgé de 35 ans minimum, possède au moins dix années d'expérience dans la fonction au sein d'une moyenne ou grande entreprise industrielle, si possible internationale.

C'est un universitaire (Sciences Po, Droit, etc...) ou un ingénieur parlant couramment Anglais.

Les dossiers de candidatures sont à adresser, sous réf. 91160 à CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, et seront traités confidentiellement.

D. FEAU-S.A.

CONSEIL IMMOBILIER

recherche dans le cadre

de L'EXPANSION DE SON DÉPARTEMENT

UN NÉGOCIATEUR

— 30 ans minimum.

— Expérience similaire appréciée.

— Excellente présentation.

— Dynamique et sens commercial.

RÉMUNÉRATION MOTIVANTE BASÉE DIRECTEMENT SUR SES RÉSULTATS

POSSIBILITÉ D'UNE CARRIÈRE INTÉRESSANTE AU SEIN DU GROUPE

Envoyer curriculum vitae manuscrit, photo récente à :

D. FEAU - S.A.

SECRETARIAT GÉNÉRAL

132, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.

Discrétion totale assurée.

Pour résidences Cadres Étrangers

singuliers dans Campus universitaires

banlieue parisienne desservie R.E.R., nous recherchons un

DIRECTEUR

40 ans minimum.

• Formation et qualités requises : Diplôme

enseignement supérieur, anglais et espagnol courant, excellente présentation.

• Bonne expérience : relations avec étrangers, gestion hôtelière et administrative, direction de personnel.

Appartenance de fonction 5 places sur place.

Adresser candidature et C.V. manuscrit avec photo: 65.397, PUBLICITE ROGER BLEY 101, rue Réaumur, 75002 PARIS.

AMM

Technicien commercial

IBD

INSPEC COMMERCIAL

JURIS

3M

auditeurs confirmés

RECRUTEMENT

TELEPHONIQUE

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	32,82
IMMOBILIER	11,00	12,50
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	65,00	97,24

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADEES	La ligne col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

ingénieur technico-commercial

120/140 000 F

C'est un ingénieur électronicien ESE ou ESME par exemple, connaissant bien les marchés de l'aéronautique, des armées et de l'électronique professionnelle en général.

Dépendant du directeur de la division électronique, vous aurez à maintenir et à développer un chiffre d'affaires en établissant des contacts à niveau élevé auprès d'interlocuteurs connaissant bien ce domaine.

Il s'agit d'être à la fois un bon technicien et un excellent commercial parlant l'anglais couramment. Nous sommes, en effet, une multinationale américaine.

Nous serons heureux de vous rencontrer prochainement pour compléter cette annonce.

Merci d'envoyer votre CV à Michel Garnier sous référence 344, 3.

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche

ingénieur responsable fonction centrale process

Au sein d'une équipe devra :

- assurer le développement et la promotion des fonctions mise au point et assurance qualité.
- étendre l'utilisation des techniques mathématiques appliquées à la fabrication, (statistiques, plans d'expérience, etc.)
- effectuer la liaison avec les services techniques aux USA.

2 à 5 ans d'expérience dans une fonction technique des industries para-chimiques.

Anglais lu et parlé indispensable.

Un complément de formation sera d'être disposé dans le cadre de notre organisation européenne.

Lieu de travail région parisienne.

Envoyer C.V., photo, prétentions sous n° 754.518 M. Régie Presse 55 bis, rue Réaumur 75002 PARIS.

GÉNÉRALE BISCUIT

1^{er} biscuitier européen, C.A. 3 milliards recherche :

UN AUDITEUR INTERNE

Le candidat :

- diplômé d'une Ecole Supérieure de commerce ou D.E.C.S.
- ayant une réelle expérience d'au moins 2 ans dans un cabinet d'audit international ou dans le service audit interne d'un groupe international ;
- parlant couramment l'allemand ou le néerlandais.

Sera chargé :

- de missions de contrôle dans les filiales du groupe, tant françaises qu'étrangères, et en particulier de participer d'une façon active aux travaux de consolidation.

Env. lettre manuscrite, C.V., photo et résumé, à :

GÉNÉRALE BISCUIT, 4-6, rue Edouard-Vaillant 91201 ATELLIS-MONS.

5 CHEFS DE PROJET INFORMATIQUE

Au premier rang des SSSI françaises, nous recherchons 5 ingénieurs diplômés. Ils ont une expérience d'au moins six ans qui leur a donné l'occasion de conduire des projets importants. Au sein de nos agences, ils piloteront plusieurs chantiers (depuis la proposition jusqu'à la réception), dirigeront et encadreront nos équipes d'intervention. Des fonctions donc à la fois techniques et d'animation des hommes qui s'adressent à des informaticiens qui veulent continuer à évoluer en développant leur connaissance et leur potentiel personnel. Ecrire à Yves-Michel DUVAL - CAP SOGETI GESTION 20, rue Leclerc 75728 Paris cedex 15 - tél. 539.22.25

CAP SOGETI GESTION

GROUPES INTERNATIONAUX DE SERVICES

recherche

FISCALISTE

HOMME OU FEMME

sera le collaborateur direct du responsable du service fiscal.

- Formation universitaire E.N.I. et connaissances comptables appréciables.

- Expérience fiscalité des affaires souhaitée.

Env. C.V., photo et prêt n° 17.704 sur enveloppe à 30, rue de l'Aréopole, PARIS-8^e, qui transmettra.

IMPORTANT ENSEMBLIER AGRO INDUSTRIEL

Spécialiste dans le stockage et la transformation du grain recherche pour son dépt. EXPORTATION

un responsable

Spécialiste de la vente d'unités industrielles clés en main. Il sera chargé de la prospection commerciale, de la gestion et de l'exécution des contrats. Langue anglaise exigée. Langue espagnole souhaitée. Age minimum 35 ans.

Adresser C.V. et prétentions à :

SEQUIPAG 152, av. de Malakoff Paris 16ème

DOCTORAT BIOCHIMIE (ou chimie)

Le Centre de Recherche d'un important Laboratoire Pharmaceutique propose à un DEBUTANT (E) de prendre rapidement la responsabilité d'un équipement de GC - MS. Il est indispensable, pour être candidat, d'avoir acquis au cours de ses études une connaissance particulière des techniques de Spectrométrie de masse et d'analyses en Biologie.

De bonnes connaissances en anglais sont nécessaires.

Envoyer CV détaillé sous No 5068 à PARFRANCE P.A.

4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

POUR SERVICE DE MAINTENANCE

INGENIEUR LOGISTICIEN

Anglais parlé et écrit indispensable. Fréquents déplacements à l'étranger. Adresser C.V. et prétentions à ATS 38, rue de Maubeuge PARIS 9ème À l'attention de Monsieur LUQUET

CONTROLEUR DE GESTION PARIS

Le groupement coopératif national des Laboratoires L (45 adhérents, 300 M.F. de chiffre d'affaires) crée la poste de contrôleur de gestion.

Sous l'autorité du Directeur Général et faisant partie du Comité de Direction, le titulaire de ce poste sera chargé de la gestion du groupement (élaboration des budgets, contrôle et analyse des écarts, supervision du service informatique et comptable). Il sera en liaison permanente avec les adhérents auprès desquels il jouera un rôle d'« audit » et de conseil.

Agé de 35 ans minimum, le candidat aura une formation commerciale supérieure (ESG, option finance-comptabilité...) complétée par un perfectionnement type ICG, DSG... et une expérience acquise comme contrôleur de gestion - ou adjoint - d'un groupe de type chaîne. La connaissance du commerce de détail est indispensable.

Ec. av. C.V., photo, prêt n° 3449 à Ph. VINCHON, 64, avenue St-Jerôme, 75116 PARIS. Discretion assurée.

CORT

Usines de Beauchamp (Val d'Oise)

chef de service maintenance ingénierie Ingénieur électromécanicien

niveau ENSEM, ENSAM ou équivalent

Sera chargé de l'amélioration technique et de la maintenance des équipements de production, du bâtiment et des réseaux de distribution des fluides d'un secteur de l'établissement.

Une expérience de 5 ans environ en maintenance ou ingénierie d'usine est indispensable pour assurer les aspects techniques, financiers et d'encadrement du poste.

Envoyer C.V. + photo et prétentions au

Service Recrutement 3M France

Av. Boule - 95250 Beauchamp

3M

Notre client, un Cabinet d'Audit membre d'un réseau mondial d'un des 8 grands cabinets internationaux recherche

2 SENIOR AUDITEURS (réviseurs confirmés)

Il est demandé, première expérience de 2 à 5 ans acquise dans un cabinet de révision comptable et une formation supérieure de type école de gestion ou universitaire, plus études en cours d'expertise comptable. Envoyer CV et prétentions à Michel Seyer - 6, avenue Marceau 75008 PARIS sous la référence 8121.

La plus grande discrétion dans l'examen de votre candidature vous est garantie.

TÉLÉCOMMUNICATIONS RADIOÉLECTRIQUES ET TÉLÉPHONIQUES

recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Débutants ou ayant 1 à 2 ans d'expérience en laboratoire, pour études avancées.

● Traitement du signal

● Radiocommunications

● Pour ensembles logiques pouvant comporter des microprocesseurs.

Adresser C.V., prétentions et photo à T.E.T. & avenue Réaumur, 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

IMPORTANT GROUPE D'ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS PARIS

recherche

JEUNES CADRES

diplômés Ecole supérieure de Commerce ou équivalent.

Pour postes :

D'INSPECTEURS COMMERCIAUX

Chargés de :

- L'animation commerciale dans le cadre des réseaux de ventes (domaine véhicules automobiles particuliers ou industriels).

- L'étude et suivi de dossiers de financement.

- La gestion d'agence Régionale.

Mobilité indispensable dans le temps à l'échelon métropolitain ainsi que possibilité d'évoluer vers d'autres responsabilités.

Ecrire avec C.V. et photo sous réf. 51566 B à BLEU Publicité - 41, Avenue du Château 94300 VINCENNES - Q.T.

Revue spécialisée dans le domaine de la réglementation routière et la législation des transports routiers recherche

JURISTE

RESPONSABLE DE SON DÉPARTEMENT JURIDIQUE

Chargé d'études juridiques et des réponses aux abonnés. Il travaillera en collaboration avec la rédaction et assurera l'information routière du réseau commercial.

Titulaire d'une licence de Droit minimum et âgé d'au moins 40 ans, ce cadre doit allier un goût pour la recherche à des capacités certaines de rédaction et de contacts humains.

Une expérience professionnelle de plusieurs années est requise, de préférence dans le domaine de la route et des transports.

Adresser lettre manuscrite C.V. et photo à la Prévention Routière dans l'Entreprise 55, rue Le Marois - 75016 PARIS.

HAVAS CONTACT

Henkel France

filiale la plus importante du Groupe Henkel qui occupe une place prépondérante sur le marché des détergents et des produits de toilette en Europe, recherche :

1) pour sa Division "Cosmétiques"

UN CHEF DE PRODUITS SENIOR Réf. 43

Il assure la gestion de produits et, très rapidement, exerce des fonctions de Chef de Groupe. Il a une bonne connaissance des marchés des cosmétiques.

2) pour ses Divisions "Cosmétiques" et "Détergents" plusieurs

JEUNES DIPLOMÉS HEC, ESSEC, SUPDECO... Réf. 44

Débutants, ils acquièrent une première expérience dans la vente des gammes de détergents et cosmétiques. Ils évoluent, après une période d'environ 8 mois, vers des responsabilités accrues au sein de l'équipe des ventes ou du marketing.

Ecrire en indiquant le n° de référence à M. JUAN - Direction des Relations Humaines HENKEL FRANCE

42, avenue Raspail - 94250 GENTILLY

CENTRAL INFORMATIQUE S.A.

Société de conseil et de services en informatique, partageant entre tous ses collaborateurs les profits de sa gestion, dans le cadre de son développement continu.

recherche pour le 5 Mars 1979

plusieurs jeunes

INGENIEURS et UNIVERSITAIRES

DEBUTANTS - Physiciens, Chimistes ou Agrs

Femmes ou Hommes

- Les postes à pourvoir impliquent des relations suivies avec les clients

- Les six premiers mois sont consacrés à la formation à l'informatique et à nos méthodes

- Les perspectives de carrière sont très ouvertes

Envoyer lettre de candidature avec CV manuscrit et prétentions sous référence CI 379 à

CENTRAL INFORMATIQUE S.A.

A l'attention de Mlle Ruzé - 1517 rue Rivy 92300 LEVALLOIS PERRET

PS Conseil

Une division d'un très important groupe industriel français, spécialisée dans la fabrication et la vente de matériel de haute technicité, recherche le ou les responsables de la

PROMOTION DES VENTES

70.000 F

Ce cadre, en étroite liaison avec la Direction Commerciale et la fabrication, sera chargé : d'établir les arguments de vente à l'usage du réseau France et Etranger, les catalogues et notices publicitaires, de préparer les expositions et de gérer le budget Publicité. Ce poste conviendrait à un (e) candidat(e) diplômé(e) d'une école d'ingénieur et ayant une formation commerciale complémentaire, débutant(e) ou ayant acquis une ou deux années d'expérience à un poste similaire et promotion de produits industriels. Ce poste nécessite d'excellentes qualités de contact et de créativité. Une très bonne connaissance de la langue anglaise est impérative. Les réponses seront traitées confidentiellement par Ph. LESAGE.

Adresser C.V. sous référence A/203 M à :

PS CONSEIL

8, rue Bellini - 75782 Paris Cedex 16

Tél. 505-14-30

SI2

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE SERVICE ET DE GESTION

dans le cadre de la diversification de ses gammes de produits informatiques

recherche

UN INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

- Formation supérieure

- Base technique : expérience systèmes, connaissance des langages...

- Expérience de la vente de logiciel.

Il sera chargé au sein de l'équipe commerciale du groupe SI2 de promouvoir et de vendre des produits logiciels proches du système.

Envoyer C.V. et lettre manuscrite sous référence TC/IM à :

SI2

12/14, Av. Vion Whitcomb, 75018 PARIS

BIU

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES ASCENSEURS

KONE

Groupe Industriel 2.000 personnes

Dans le cadre de son développement

recherche pour ses opérations de diversification

ELECTRONICIENS

INGENIEURS et TECHNICIENS

Débutants ou quelques années d'expérience, dégages obligations militaires, connaissant l'anglais.

Adresser C.V., photo et prétentions à Ascenseurs KONE - Direction du Personnel - Tour Gan - Cedex 13 92082 PARIS LA DEFENSE.

IMPORTANT BUREAU D'ÉTUDES

recrute

INGÉNIEURS

pour travaux bureau d'études, calculs en aéronautique (Ingénieurs, Mines, Centrale, A.M. ou équivalent).

Adresser curriculum vitae + photo à :

RETEG 5, rue Geoffroy-Marie, 75004 PARIS

Tél. : 834-87-00 - 834-34-20.

مكتبة الأمل

سكربتات الأمل

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,02
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	88,00	97,24

	La ligne col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,88
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

secrétaires

demandes d'emploi

UNION CARBIDE FRANCE
recherche
pour son service informatique
de RINGIS (94)
(terminal relié au centre européen
du groupe)

ANALYSTE-PROGRAMMEUR
formation : IUT, maîtrise, MAGE...
4 ans d'expérience minimum, pouvant
justifier d'une très bonne connaissance
COBOL/ANS et JCL/OS (IBM) et d'une
bonne pratique d'analyse.
Anglais apprécié.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et
prétentions à
M. le Chef du Personnel
UNION CARBIDE FRANCE
4, place des États-Unis
SILIC 214
94518 RINGIS CEDEX

Groupes International
d'Instrumentation et de Matériel Dentaire
filiale de distribution en France (centre de Paris)

le RESPONSABLE
du service
FINANCIER ET ADMINISTRATIF
(BILINGUE ALLEMAND)

LE CANDIDAT IDEAL :

- un professionnel pragmatique avec une solide formation ;
- un gestionnaire habile avec une bonne expérience (acquise de préférence dans une société internationale) ;
- une personnalité autonome (min. 30 ans) orientée vers un poste à responsabilités importantes ;
- un homme dynamique et concré habitué à travailler dans un climat coopératif.

Rattaché directement au Directeur, il assurera l'ensemble de la gestion financière et administrative et participera activement à la stratégie d'expansion de la société.

C.V. + photo
Deutsch-französisch
Unternehmensberatung
Klaus W. Harterich
Référence 1810
44, r. La Boétie,
75008 PARIS.
Tél. : 563-49-24.

interconseil

Brooke Bond Liebig France
recherche pour son
DIRECTEUR GENERAL

secrétaire de direction

Bilingue Français-Anglais
ou
Trilingue Français-Anglais-Allemand

- Formation supérieure souhaitée
- Expérience secrétariat de direction au niveau élevé
- Qualités de discrétion, d'initiative et d'organisation.

Rémunération élevée et avantages sociaux intéressants

Envoyer C.V., photo et prétentions
à J.J. MEZGER
B.B.L.F. Tour d'Asnières
Avenue Laurent Cély
92606 ASNIERES

GÉOLOGUE CONFIRMÉ
Niveau Thèse 3^e cycle LYON
Stage géophysique (sismique)
Stage mécanique des sols

Cherche emploi correspondant - Libre de suite
Etranger indifférent - Ecrire HAVAS n° 325
95055 VILLEFRANCHE-SUR-SAONE

DIRECTEUR GÉNÉRAL FILIALE

- 39 ans. Cadre supérieur.
- Directeur Général importante filiale à l'étranger pendant 10 ans.
- Généraliste ayant grande pratique gestion auto-nome, négociations, commerce international, relations publiques.
- Dynamique, bon sens, travailleur.

Poste à responsabilité dans importante Société ou Direction P.M.E.

Ecrire sous le n° 441 à : « le Monde » Publicité,
5, rue des Italiens. - 75247 PARIS (9^e).

JEUNE DIRECTEUR D'AGENCE
DYNAMIQUE, COMMERCANT, GESTIONNAIRE

recherche
MARIAGE
avec
BANQUE

Désireux poursuivre son expansion
Ecrire HAVAS LYON 5519

HOMME, 38 ans
DIRECTEUR
DES AFFAIRES SOCIALES
ET JURIDIQUES

Filiale multinationale - 800 personnes membre du comité de Direction dépendant directement du P.D.G. - Formation droit privé - Gestion - recherche situation stimulante ou secrétariat général dans P.M.E. 3-4 millions Paris ou proche banlieue. Accepte déplacements fréquents.

Adresser propositions à Jacques BREDEL,
Ch. de l'Industrie, 75016 PARIS,
tél. après 20 heures au 527-15-61.

HOMME DE MEDIAS
Cadre, maturité (1920), grande
pratique journalistique, radio,
tous médias. Coopérateur
inter-média : formation développe-
ment Diplômé Sc. Po, Droit.
Disponible France ou étranger.
Ecr. n° 420, « le Monde » Pub.,
5, r. des Italiens, 75247 Paris-9^e.

CHIMISTE
Hme, 52 a., esprit de critère, et d'initiative, ayant assuré les responsabilités de chef de service, en charge de la recherche et du développement. Recherche poste de cabinet conseil en P.M.E.-P.A.I.
Ecr. n° 421, « le Monde » Pub.,
5, r. des Italiens, 75247 Paris-9^e.

CHROMOTOGRAPHISTE
Ingénieur de recherche, 10 ans
exp. labo chimie analyt. appli-
cations spécialisées capillaire,
verre, ch. poste chimie aliment.,
biologie ou pharmacie, parfums,
produits industriels.
Ecr. n° 422, « le Monde » Pub.,
5, r. des Italiens, 75247 Paris-9^e.

Ingénieur Organisation
49 ans recherche poste cabinet
ou entreprise
• Gestion économique, et financ.
• Développement de sociétés.
• Contrôle de gestion.
• Informations.
• Direction usine.
• Organisation travail,
production, distribution.
• Développement commercial
• Planification.
Parle anglais, espagnol.
Ecr. n° 423, « le Monde » Pub.,
5, r. des Italiens, 75247 Paris-9^e.

CHIMISTE
Hme, 54 a., esprit de critère, et d'initiative, ayant assuré les responsabilités de chef de service, en charge de la recherche et du développement. Recherche poste de cabinet conseil en P.M.E.-P.A.I.
Ecr. n° 424, « le Monde » Pub.,
5, r. des Italiens, 75247 Paris-9^e.

Ingénieur Organisation
49 ans recherche poste cabinet
ou entreprise
• Gestion économique, et financ.
• Développement de sociétés.
• Contrôle de gestion.
• Informations.
• Direction usine.
• Organisation travail,
production, distribution.
• Développement commercial
• Planification.
Parle anglais, espagnol.
Ecr. n° 425, « le Monde » Pub.,
5, r. des Italiens, 75247 Paris-9^e.

CHIMISTE
Hme, 54 a., esprit de critère, et d'initiative, ayant assuré les responsabilités de chef de service, en charge de la recherche et du développement. Recherche poste de cabinet conseil en P.M.E.-P.A.I.
Ecr. n° 426, « le Monde » Pub.,
5, r. des Italiens, 75247 Paris-9^e.

Ingénieur Organisation
49 ans recherche poste cabinet
ou entreprise
• Gestion économique, et financ.
• Développement de sociétés.
• Contrôle de gestion.
• Informations.
• Direction usine.
• Organisation travail,
production, distribution.
• Développement commercial
• Planification.
Parle anglais, espagnol.
Ecr. n° 427, « le Monde » Pub.,
5, r. des Italiens, 75247 Paris-9^e.

CHIMISTE
Hme, 54 a., esprit de critère, et d'initiative, ayant assuré les responsabilités de chef de service, en charge de la recherche et du développement. Recherche poste de cabinet conseil en P.M.E.-P.A.I.
Ecr. n° 428, « le Monde » Pub.,
5, r. des Italiens, 75247 Paris-9^e.

Ingénieur Organisation
49 ans recherche poste cabinet
ou entreprise
• Gestion économique, et financ.
• Développement de sociétés.
• Contrôle de gestion.
• Informations.
• Direction usine.
• Organisation travail,
production, distribution.
• Développement commercial
• Planification.
Parle anglais, espagnol.
Ecr. n° 429, « le Monde » Pub.,
5, r. des Italiens, 75247 Paris-9^e.

CHIMISTE
Hme, 54 a., esprit de critère, et d'initiative, ayant assuré les responsabilités de chef de service, en charge de la recherche et du développement. Recherche poste de cabinet conseil en P.M.E.-P.A.I.
Ecr. n° 430, « le Monde » Pub.,
5, r. des Italiens, 75247 Paris-9^e.

Ingénieur Organisation
49 ans recherche poste cabinet
ou entreprise
• Gestion économique, et financ.
• Développement de sociétés.
• Contrôle de gestion.
• Informations.
• Direction usine.
• Organisation travail,
production, distribution.
• Développement commercial
• Planification.
Parle anglais, espagnol.
Ecr. n° 431, « le Monde » Pub.,
5, r. des Italiens, 75247 Paris-9^e.

CHIMISTE
Hme, 54 a., esprit de critère, et d'initiative, ayant assuré les responsabilités de chef de service, en charge de la recherche et du développement. Recherche poste de cabinet conseil en P.M.E.-P.A.I.
Ecr. n° 432, « le Monde » Pub.,
5, r. des Italiens, 75247 Paris-9^e.

Ingénieur Organisation
49 ans recherche poste cabinet
ou entreprise
• Gestion économique, et financ.
• Développement de sociétés.
• Contrôle de gestion.
• Informations.
• Direction usine.
• Organisation travail,
production, distribution.
• Développement commercial
• Planification.
Parle anglais, espagnol.
Ecr. n° 433, « le Monde » Pub.,
5, r. des Italiens, 75247 Paris-9^e.

GROUPES BANCAIRES, recherche
RESPONSABLE D'ETUDES
pour mener des études en utilisant les mathématiques appliquées, l'économie, les techniques de recherche opérationnelle, élaborer des modèles de simulation et de prévision et traiter des problèmes d'information scientifique. Formation supérieure MATH et ECONOMIQUE. Expériences souhaitées et bonne pratique du FORTRAN.

Lieu de travail : région Versailles.
Adr. C.V., prêt et salaire à n° 8998 CONTEXTE
Publ. 20, av. Opéra, PARIS-1^{re}, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
DE CONSTRUCTION MÉCANIQUE

cherche
INGÉNIEUR
pour activité de recherche appliquée
en traitement des minerais.

Région Parisienne

Ecrire avec C.V. n° 9130 CONTEXTE Publicité,
20, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{re}, qui transmettra.

GEORGIN - S.A. LYON
recherche
2 COMMERCIAUX
pour prospecter à haut niveau et vendre notre matériel d'équipement pour le bâtiment et l'industrie.

Porte à pouvoir à PARIS et LYON
Une certaine connaissance en régulation ou électromécanique et/ou informatique temps réel serait appréciée.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo et prêt.
GEORGIN S.A., Directeur des Ventes France,
avenue De Latre-de-Tassigny, 69330 METZIEUX.

Filiale Française d'un groupe allemand
bâtiment second œuvre Paris-Ouest recherche
RESPONSABLE ADMINISTRATIF
COMPTABLE ET FINANCIER

- Chargé de gérer et de contrôler le budget ;
- Diplômé professionnel, expérience professionnelle de plusieurs années acquises nécessairement dans le secteur du bâtiment ;
- Bonne connaissance de la langue allemande, disponibilité immédiate.

Adr. lettre manuscrite avec C.V. et photo n° 30.225
Centrale d'annonces, 121, rue Réaumur, Paris-2^e.

MAISON D'ÉDITION
recherche
FOUR EMPLOI À PLEIN TEMPS
RÉDACTEUR SCIENTIFIQUE
(Sciences exactes et technologie)

Ayant solide expérience dans l'édition.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 784.782 M.
REGIS-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Société Multinationale
produits de grande consommation
dans le cadre de son expansion
recherche
UN RESPONSABLE
DES RELATIONS
CLIENTS
NATIONAUX

De formation HEC - Sup de Co, ESSEC ou équivalent. Ce cadre, directement rattaché au Directeur des Ventes, sera un négociateur confirmé rompu aux contacts de haut niveau. Il sera familiarisé avec la distribution des produits de grande consommation.

Age minimum 30 ans.
Zone d'activité et domicile souhaités Région Parisienne.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo
sous référence 4142 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris Cedex 02
qui transmettra.

Débutez votre Carrière
en Informatique

dans une Société de Conseil, spécialiste des problèmes d'informatique de gestion. Vous y acquerez une solide expérience grâce à la très grande variété de projets sur lesquels vous serez amenés à travailler.

Pour cela nous assurerons votre formation à nos méthodes et nous vous intégrerons dans des équipes entraînées.

Si vous êtes de :

- **Jeunes Ingénieurs**
- **Grandes Ecoles**

débutants ou ayant une petite expérience, libérés du service militaire, désireux de commencer à travailler le 15 JANVIER et acceptant d'éventuels déplacements en Province,

Envoyer une lettre manuscrite, accompagnée d'un CV et d'une photo, sous référence 437 à :

INFORMATIQUE ET ENTREPRISE
Conseil en Organisation et Informatique
9, rue Alfred de Vigny - 75008 PARIS

Filiale d'un groupe financier recherche
CONSEILLER GESTION PATRIMONIALE
pour analyser, développer ce service dans le réseau national.

- Formation supérieure économique ou bancaire.
- Expériences souhaitées de quelques années de la clientèle privée dans un établissement financier.

Adresser C.V., photo et prétentions à n° 874.
COFAP - 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui tr.

Recherchons
MARKETING MANAGER
pour fonctions niveau européen
domaines cardiologie.

Nous sommes un fabricant américain ayant réseau de distribution très important.

Le postulant devra posséder la langue anglaise et si possible une autre langue européenne.

Il devra voyager 50 % de son temps.

Envoyer curric. vitae à **GAMIDA S.A.**,
38, bd du Montparnasse, 75006 PARIS.

LA CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE
DE CORSE
ET DE L'ESSONNE

recrute :

- Pour Service AMÉNAGEMENT ET URBANISME :
- CADRE FORMATION SUPÉRIEURE

Expérience des mécanismes financiers pour opérations d'aménagement.

- Zones d'activités.
- Création de petits centres commerciaux.
- Création de programmes immobiliers.

• Pour ASSISTANCE AUX COMMERCIANTS INDÉPENDANTS :

- Connaissance des mécanismes commerciaux.
- Création de programmes immobiliers.

• Pour Service SECRETARIAT GÉNÉRAL :

- UNE ATTACHEE DE PRESSE

Les candidats devront :

- Résider en région Ile-de-France.
- Disposer d'un véhicule personnel.
- Adresser C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à :

SECRETARIAT GÉNÉRAL
7100 CORSE-LESSONNES
(Il sera répondu à chaque dossier.)

Emplois de l'artisanat, du plein air et des loisirs : dans une FRANCE-ANIMATION (B-3) S.P. 42109 Paris

Cabinet Relations Publiques recherche

• UNE ASSISTANTE possédant de préférence une formation universitaire, 3 ou 4 années d'expérience R.P. et une bonne connaissance des relations avec la presse.

Libre rapidement

Env. C.V. détaillé, photo et salaire souhaité sous n° 710204 M. REGIS-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

Recherche pour
REGION PARIS
INGÉNIEURS
SUP. AERO

INGÉNIEURS
ARTS ET METIERS
MÉCANIQUE

INGÉNIEURS I ou II
EN INFORMATIQUE
langage FORTRAN PL1
niveau maîtrise, bonne
connaissance des mathématiques logiques
ANALYSE SYSTEMES

INGÉNIEURS II
en mécanique des fluides
hydraulique aérodynamique.

INGÉNIEURS I ou II
ELECTRONIQUES
INSA Telecom, ex. CNET, connaîtant disquette avec calculateurs, études systèmes numériques logique.

Envoyer C.V. sous réf. 3308
à SPERAR, 12, rue J.-Jaurès,
75007 PUTEAUX.

Sté d'Electronique Ind. Ouest recherche

• **AGENTS TECHNIQUES**
ELECTRON, AUTOMATIQUES

• **ING. MAINTENANCE**
ELECTRONIQUE
MATIER. TTES TECHNOLOG.

Ecr. n° T. 010.212 M. R. Presse
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Sté Accessoires Automobiles Paris
rech. pour son service
Centrale de gestion

ASSISTANT
DE SERVICE
ADMINISTRATIF

Formation BTS ou UES
Ayant quelques années
d'expérience dans la profession
Anglais ou allemand souhaité.
Env. C.V. + photo et prêt.
à n° 24.71 B. BLEU Publicité,
17, rue Labat, 94000 Vincennes.

G.E. rech. employé COMPTA-
DACTYLO + m-tmp.
C.O.S. Bourne de Travail
93100 Montreuil. Tél. 858-91-82

ETUDES ET PRODUCTIONS
SCHLUMBERGER
recrute pour l'un de ses Départements
d'Etudes Techniques de Recherche
et d'Exploitation Pétrolières, une

SECRETAIRE

D'un bon niveau de connaissances générales
(BTS ou niveau équivalent), elle a acquis une
expérience professionnelle de quelques années
et maîtrise parfaitement la langue anglaise, par
exemple grâce à un séjour aux U.S.A.

Elle assure le bon fonctionnement administratif
du Département. Ses fonctions concerneront
également :

- le suivi des plannings administratifs et techniques des ingénieurs ;
- la préparation et l'organisation de leurs déplacements ;
- la dactylographie de rapports techniques (en français et en anglais).

La taille et l'importance de l'entreprise ouvrent
de larges perspectives d'évolution.

Lieu de travail : CLAMART.

Ecrire en joignant un CV et une photo,
sous réf. 7855, à :

ETUDES ET PRODUCTIONS
SCHLUMBERGER
26, rue
de la Carve 92142 CLAMART

ORGANISME NATIONAL
PROFESSIONS LIBERALES
1^{er} arrêt - cherche
SECRETAIRE

Excellente sténodactyle
orthographe
Organisée et dynamique
3 ans d'exp. minimum
Tél. pour récép. : 825-56-42

représent.
offre

CENTRE
Sté de diffusion (Drogan Raffi)
recherche VRP
h. int. tech. gén. Paris
Rn-Alp, Brt. Nor. N.E. S.O.
Téléph. : 778-3749 et 770-65-81
M. Raymond pour rendez-vous

capitaux ou
proposit. com.

Agence matrimoniale offrant des
prestations de qualité recherche
personne ayant bureau et télé-
phone pour recevoir les clients.
Situation intéressante. - Ecrire
avec C.V. sous référence 013 A.
à Mémoriel, 3, rue d'Haute-
ville, 75010 Paris, qui transmet.

Investisseur sérieux cherche
propriété Champigny ou Concorde
en exploitation ou participation.
Rem. assurée. Envoyer offres.
AGENCE DELTA (PARIS),
20, avenue Maloïre,
06400 ANTIBES. (Discret.)

Import-grossiste belge est inter-
nalement de l'article d'import.
Hobby, Dolly-Yoursell, nouv.,
quill., etc. Répondre av. prêt et
env. échantill. à : AZ Béguim,
78, r. de Merode, 1060 Bruxelles.

occasions

BIJOUX OCCASIONS
Grand choix exceptionnel
Vente-Echange de PIERRE
4, Chaussée d'Antin, Opéra
37, av. Victor-Hugo, Etoile

EN SOLDE mouette et
révêtements nouveaux 1er et
2^e chels. 100.000 m2 en stock.
Tél. : 335-55-50.

divers

LANCIA
AUTOBIANCHI
15 Bd Exelmans - 16^e
QUARTIER SAMOI TOUPE
LA JOURNÉE
• 524.50.30 •

104 - 504 - 604
78 et 79, rue de la
Auto Paris XV : 53-46-95
63, rue Desnoyettes, Paris-19^e.

Nous prions les lecteurs répondant aux
et ANNONCES DOMICILIAIRES de vouloir
bien indiquer l'abonnement sur l'enveloppe le
numéro de l'annonce les intéressement et de
vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de
« Monde Publicité » ou d'une agence.

ENSEIGNEM.
L'AMERICAN
CENTER
251, rue Raspail, 106, 65-67-68
Cours de conversation le soir
INSCRIPTIONS IMMEDIATES.
DEBUT LE 16 JANVIER.
Cours privés
sessions intensives (FULL-TIME)
cours de préparation au TOEFL
Cours pour lycéens.

perdu-trouvé

Perdu le 16 déc. vers 18 h
15, r. Sévres, Colmar, femme, au
nom HYDRO. Récomp. 305-55-57.

cours
et leçons

FISHER SCHOOL OF ENGLISH
anglais, allemand, espagnol,
jeunes, adultes, ap-midi ou soir.
22, rue Barès, 91201 Montrouge.
Téléphone : 65-94-94.

autos-vente

R 5 blanche, juin 78, 9.500 km,
limi. Disp. suit. 17.500 F.
Tél. 024-44-40 à partir 18 h, 20.

divers

LANCIA
AUTOBIANCHI
15 Bd Exelmans - 16^e
QUARTIER SAMOI TOUPE
LA JOURNÉE
• 524.50.30 •

104 - 504 - 604
78 et 79, rue de la
Auto Paris XV : 53-46-95
63, rue Desnoyettes, Paris-19^e.

occasions

BIJOUX OCCASIONS
Grand choix exceptionnel
Vente-Echange de PIERRE
4, Chaussée d'Antin, Opéra
37, av. Victor-Hugo, Etoile

EN SOLDE mouette et
révêtements nouveaux 1er et
2^e chels. 100.000 m2 en stock.
Tél. : 335-55-50.

divers

LANCIA
AUTOBIANCHI
15 Bd Exelmans - 16^e
QUARTIER SAMOI TOUPE
LA JOURNÉE
• 524.50.30 •

104 - 504 - 604
78 et 79, rue de la
Auto Paris XV : 53-46-95
63, rue Desnoyettes, Paris-19^e.

divers

LANCIA
AUTOBIANCHI
15 Bd Exelmans - 16^e
QUARTIER SAMOI TOUPE
LA JOURNÉE
• 524.50.30 •

104 - 504 - 604
78 et 79, rue de la
Auto Paris XV : 53-46-95
63, rue Desnoyettes, Paris-19^e.

équ

mobiliier

information divers

POUR TROUVER UN EMPLOI

Le CENTRE D'INFORMATION SUR L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (126 pages)

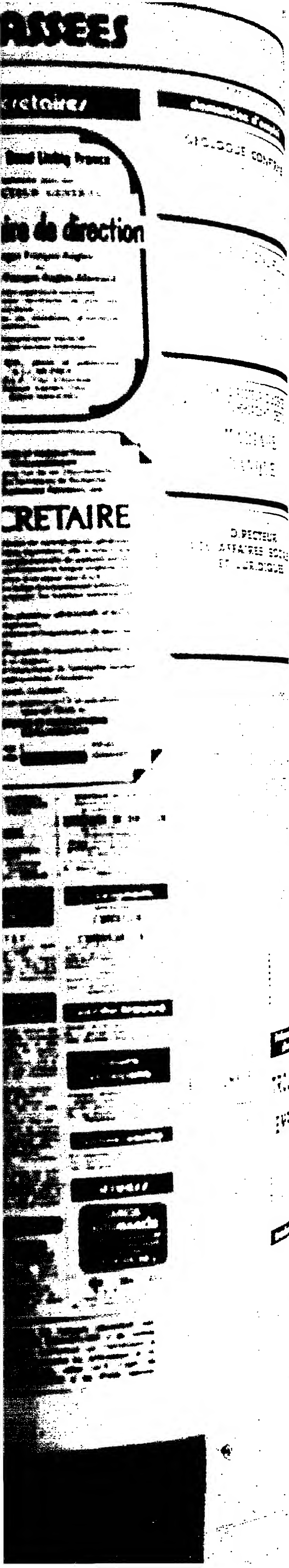
- Les 3 types de C.V. : réduct., exemples, erreurs à éviter
- La graphologie et ses pièges
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans, Réussir entretiens, interview.
- Les bons réponses aux tests.
- Emplois les plus demandés.
- Pour informations, adr. CIDEA, 6, sq. Montigny, 78 La Chesnaye.

traductions

Demande

Technicien Electronique (radars, informatique, etc.) rich. trav. product. espagn. à domic. ou ind. ou emp. fixe. Résultats antérieurs appréciés. Ecrire n° 444, « le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75247 Paris-9^e.

TRADUCTIONS TECH.
SCIENT. FRAN. ANG.
par ing. britan. B. Walden, 9, rue de Grenelle, 75. Tél. 548-94-55



LE GOUVERNEMENT ADOPTE LE PROJET DE LOI-CADRE SUR LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Des maires à temps complet dans les grandes villes • Institution d'un référendum communal

Le conseil des ministres devait approuver, ce mardi 19 décembre, le projet de loi-cadre sur la réforme des collectivités locales. Ce texte complet le plan de développement des responsabilités locales (dont M. Giscard d'Estaing veut qu'il soit un point fort de son septennat), qui a été soumis au Parlement, lors de

cette session d'automne, à l'occasion de la discussion de deux projets de loi : la réforme de la fiscalité directe et la création de la dotation globale de fonctionnement.

M. Raymond Barre a reçu, lundi soir, une délégation de l'Association des maires de France, conduite par M. Alain Pober,

à laquelle il a exposé les dispositions essentielles de la loi-cadre qui va être déposée au Parlement et qui verra en discussion à la session de printemps. Composée de plus de cent cinquante articles et divisée en six grands titres, ce projet de loi traite successivement de l'allègement des tutelles administra-

tives, des transferts de compétences au profit des communes, du statut des élus locaux, de la fonction publique communale, de la coopération entre les collectivités locales et de la démocratie des communes. Sur ce dernier point, l'institution d'une procédure de référendum communal était prévue.

La loi-cadre est en elle-même un « monument législatif » mis au point après maintes difficultés puisqu'il a fallu vaincre de nombreuses oppositions, au sein même du conseil des ministres, au sein des ministères, au sein des associations d'élus locaux qui se défendent, en guise de réforme, d'une simple redistribution des ressources entre les communes. Le projet de loi comprend pas moins de cent cinquante articles et six grands titres. Chaque partie d'un exposé des motifs qui tente de démontrer qu'en modifiant les compétences et les responsabilités des collectivités locales (communes, départements, régions, etc.), c'est à une réforme de l'Etat et des comportements de son administration qu'on veut s'attaquer.

● **L'allègement des tutelles de l'administration sur les communes.** — Le gouvernement propose d'abroger la règle selon laquelle l'autorisation préalable du préfet était requise pour l'emprunt de la commune, pour la passation d'un marché, pour une délibération du conseil municipal. Le préfet ne pourra plus faire inscrire sur les budgets communaux des dépenses obligatoires (aide sociale, par exemple). En revanche, il continuera, à posteriori, à exercer son contrôle sur la manière dont sont gérés globalement les budgets des communes. Son pouvoir restera intact si les communes présentent des budgets primitifs en déséquilibre.

Les contrôles techniques seront allégés. N'auront désormais de

leur juridiction que les normes techniques expressément mentionnées dans une loi. Le régime selon lequel les communes étaient soumises à l'avis du C.E.G. (Comité d'Etat et de la Région) et à l'avis du C.E.C. (Comité d'Etat et de la Commune) aura vécu.

Enfin, il est prévu d'attribuer une subvention globale d'équipement aux collectivités, alors que dans le régime actuel, chaque commune recevait des subventions pour des équipements précis. L'ensemble de ces subventions portera sur quelque 6 milliards de francs.

● **La globalisation de la gestion.** — Le projet de loi prévoit que le 1^{er} janvier 1980, 30 ou 50 % de ces 6 milliards de francs seront affectés à une ligne budgétaire unique du ministère de l'Intérieur.

En revanche, les maires des communes qui sont dotées d'un POS approuvé recevront pleine et entière compétence pour accorder les permis de construire. Les communes auront aussi la res-

ponsabilité des équipements sportifs, tandis que les départements seront maîtres d'œuvre pour l'organisation et la gestion des bourses et des transports scolaires.

Le gouvernement s'engage à ce qu'il apparaisse que les communes et les départements sont financièrement perdants dans ces opérations de transfert croisées — à leur allouer une indemnité compensatrice, dont on pense dans les milieux gouvernementaux qu'elle pourrait atteindre près de 2 milliards de francs.

● **Le statut des élus locaux.** — Pour permettre aux élus locaux d'exercer leur métier dans les meilleures conditions, il est prévu d'allouer une indemnité compensatrice, dont on pense dans les milieux gouvernementaux qu'elle pourrait atteindre près de 2 milliards de francs.

Le projet de loi prévoit que le 1^{er} janvier 1980, 30 ou 50 % de ces 6 milliards de francs seront affectés à une ligne budgétaire unique du ministère de l'Intérieur.

Le projet de loi prévoit que le 1^{er} janvier 1980, 30 ou 50 % de ces 6 milliards de francs seront affectés à une ligne budgétaire unique du ministère de l'Intérieur.

Le projet de loi prévoit que le 1^{er} janvier 1980, 30 ou 50 % de ces 6 milliards de francs seront affectés à une ligne budgétaire unique du ministère de l'Intérieur.

Le projet de loi prévoit que le 1^{er} janvier 1980, 30 ou 50 % de ces 6 milliards de francs seront affectés à une ligne budgétaire unique du ministère de l'Intérieur.

Le projet de loi prévoit que le 1^{er} janvier 1980, 30 ou 50 % de ces 6 milliards de francs seront affectés à une ligne budgétaire unique du ministère de l'Intérieur.

Le projet de loi prévoit que le 1^{er} janvier 1980, 30 ou 50 % de ces 6 milliards de francs seront affectés à une ligne budgétaire unique du ministère de l'Intérieur.

Le projet de loi prévoit que le 1^{er} janvier 1980, 30 ou 50 % de ces 6 milliards de francs seront affectés à une ligne budgétaire unique du ministère de l'Intérieur.

tions accessoires des fonctionnaires de l'Etat, essentiellement celles des ingénieurs des ponts et chaussées et des ingénieurs du génie rural.

FRANÇOIS GROSCHARD.

ENVIRONNEMENT

L'affaire du Larzac

Le préfet de l'Aveyron : les arrêtés de cessibilité ont été pris.

Les « Larzacs » ont-ils marché pour rien ? La question est posée après les déclarations de M. Paul Bernard, préfet de l'Aveyron, annonçant, lundi 18 décembre, aux conseillers généraux « que tous les arrêtés de cessibilité sur la totalité des communes concernées par l'extension du camp militaire du Larzac ont été pris ». Ce qui veut dire que l'Etat devient virtuellement propriétaire des terrains situés par l'extension du camp. La procédure d'expropriation ne saurait donc tarder.

Après avoir « déploré » cette décision, les conseillers généraux de l'Aveyron, dans une motion votée à l'unanimité, ont réaffirmé leur solidarité avec les agriculteurs du Larzac.

M. Bernard a donné l'assurance que la dizaine de propriétaires concernés par l'extension du camp seraient reconscus, par les soins de la SAFALT.

L'immobilier

appartements vente

3^e arrdt.

TURENNE
Urgent, appart. 13 m², possib. d'extension, 250.000 F.
SECONDI : 274-40-45.

4^e arrdt.

VRAY MARAIS
57-9, RUE DES TROUSSELLES, rénovation de grande qualité, 2, 3, 4, 5 pièces, 14-17 m², du mardi au samedi, 14-17 h, au tel, heures bureau, 359-30-85.

5^e arrdt.

PLATEAU BEAUBOURG
Im. récent, 7 ét., asc., 30 m², S. à mang., chère, gd. sol. 500.000 F. 544-13-34.

6^e arrdt.

STUDIOS
entree, grande cuisine, salle d'eau, 20.000 F. 24-22-22.

7^e arrdt.

ATELIER D'ARTISTE
40 m², 70 m² + terrasse, S. de S. cuisine en marbre. J. bain, 2 ch. 200.000 F. 485-00 F. Téléphone : 435-54-52.

8^e arrdt.

GRENNELLE - R. L. COMETE
S. P. 55 m², part. 600.000 F. à débiter. Mercredi 17 h-19 h. R. de Sévres, calme, dble livr. 2 chambres, 400.000 F. 267-78-01 ou 264-05-15.

9^e arrdt.

RUE BONAPARTE
Propriétaire vend 2 pièces, 30 m², 2 ch., 200.000 F. Immeuble rénové. Tél. 754-53-45.

10^e arrdt.

REPUBLICAINE
Bel imm. P. de T. 2^e étage, 3 ch., 200.000 F. 267-78-01 ou 264-05-15.

12^e arrdt.

MICHEL-BIZOT
Bel immeuble P. de T. 1910, 200 m², 2 ch., 200.000 F. Immeuble impeccable - 2 pièces, entrée, cuisine, 200.000 F. 267-78-01 ou 264-05-15.

13^e arrdt.

AV. MICHEL-BIZOT
BEL IMMEUBLE
pièce et brève appartements, 2 ch., 200.000 F. 267-78-01 ou 264-05-15.

14^e arrdt.

REUILLY AVEC JARDIN
MAISONNETTE en l'état, site agréable, 200.000 F. 267-78-01 ou 264-05-15.

15^e arrdt.

ALÉSIA
Bel immeuble, ch. + s. de b., 200.000 F. 267-78-01 ou 264-05-15.

16^e arrdt.

NOTRE-DAME
Magnifique appart., 100 m², 3 ch., 200.000 F. 267-78-01 ou 264-05-15.

17^e arrdt.

PASTEUR
Im. gd. standing, 120.000 F. 267-78-01 ou 264-05-15.

18^e arrdt.

NOTRE-DAME
Immeuble P. de T. 1^{er} étage, 2 ch., 200.000 F. 267-78-01 ou 264-05-15.

19^e arrdt.

BOULEVARD
R. de Ch. 3 Pcs princ., ch. conviend. profess. libér. 255-54-55.

20^e arrdt.

BOULEVARD
20 m², 2 ch., 200.000 F. 267-78-01 ou 264-05-15.

21^e arrdt.

BOULEVARD
20 m², 2 ch., 200.000 F. 267-78-01 ou 264-05-15.

22^e arrdt.

BOULEVARD
20 m², 2 ch., 200.000 F. 267-78-01 ou 264-05-15.

23^e arrdt.

BOULEVARD
20 m², 2 ch., 200.000 F. 267-78-01 ou 264-05-15.

24^e arrdt.

BOULEVARD
20 m², 2 ch., 200.000 F. 267-78-01 ou 264-05-15.

25^e arrdt.

BOULEVARD
20 m², 2 ch., 200.000 F. 267-78-01 ou 264-05-15.

26^e arrdt.

BOULEVARD
20 m², 2 ch., 200.000 F. 267-78-01 ou 264-05-15.

27^e arrdt.

BOULEVARD
20 m², 2 ch., 200.000 F. 267-78-01 ou 264-05-15.

immeubles

PROPRIÉTAIRES, GÉRANTS, Syndics d'immeubles
NOUS RECHERCHONS :
immeubles bourgeois, toutes surfaces, libres dans Paris et Ceinture.
● Décision sous 24 h
● Règlement 20% d'acompte sous 48 h
● Solde 80% à 30 jours
Intermédiaires sollicités
Contactez Mr. GERARD au poste 74
563.11.40
Compagnie Française d'Investissement
8, av. Hoche 75008 Paris

immeubles

ACHÈTE IMMEUBLES
OU PARTIES IMMEUBLES
COMMERCIAUX OU INDUSTRIELS
à partir de 1.000.000 F.
VIDES OU OCCUPÉS
Paris et région parisienne
INDIVIDUEL - TEL. : 766-01-43
7, RUE DE LOGELBACH - 75017 PARIS

immeubles

ACHÈTE IMMEUBLES
OU PARTIES IMMEUBLES
COMMERCIAUX OU INDUSTRIELS
à partir de 1.000.000 F.
VIDES OU OCCUPÉS
Paris et région parisienne
INDIVIDUEL - TEL. : 766-01-43
7, RUE DE LOGELBACH - 75017 PARIS

immeubles

ACHÈTE IMMEUBLES
OU PARTIES IMMEUBLES
COMMERCIAUX OU INDUSTRIELS
à partir de 1.000.000 F.
VIDES OU OCCUPÉS
Paris et région parisienne
INDIVIDUEL - TEL. : 766-01-43
7, RUE DE LOGELBACH - 75017 PARIS

immeubles

ACHÈTE IMMEUBLES
OU PARTIES IMMEUBLES
COMMERCIAUX OU INDUSTRIELS
à partir de 1.000.000 F.
VIDES OU OCCUPÉS
Paris et région parisienne
INDIVIDUEL - TEL. : 766-01-43
7, RUE DE LOGELBACH - 75017 PARIS

immeubles

ACHÈTE IMMEUBLES
OU PARTIES IMMEUBLES
COMMERCIAUX OU INDUSTRIELS
à partir de 1.000.000 F.
VIDES OU OCCUPÉS
Paris et région parisienne
INDIVIDUEL - TEL. : 766-01-43
7, RUE DE LOGELBACH - 75017 PARIS

immeubles

ACHÈTE IMMEUBLES
OU PARTIES IMMEUBLES
COMMERCIAUX OU INDUSTRIELS
à partir de 1.000.000 F.
VIDES OU OCCUPÉS
Paris et région parisienne
INDIVIDUEL - TEL. : 766-01-43
7, RUE DE LOGELBACH - 75017 PARIS

immeubles

ACHÈTE IMMEUBLES
OU PARTIES IMMEUBLES
COMMERCIAUX OU INDUSTRIELS
à partir de 1.000.000 F.
VIDES OU OCCUPÉS
Paris et région parisienne
INDIVIDUEL - TEL. : 766-01-43
7, RUE DE LOGELBACH - 75017 PARIS

immeubles

ACHÈTE IMMEUBLES
OU PARTIES IMMEUBLES
COMMERCIAUX OU INDUSTRIELS
à partir de 1.000.000 F.
VIDES OU OCCUPÉS
Paris et région parisienne
INDIVIDUEL - TEL. : 766-01-43
7, RUE DE LOGELBACH - 75017 PARIS

immeubles

ACHÈTE IMMEUBLES
OU PARTIES IMMEUBLES
COMMERCIAUX OU INDUSTRIELS
à partir de 1.000.000 F.
VIDES OU OCCUPÉS
Paris et région parisienne
INDIVIDUEL - TEL. : 766-01-43
7, RUE DE LOGELBACH - 75017 PARIS

immeubles

ACHÈTE IMMEUBLES
OU PARTIES IMMEUBLES
COMMERCIAUX OU INDUSTRIELS
à partir de 1.000.000 F.
VIDES OU OCCUPÉS
Paris et région parisienne
INDIVIDUEL - TEL. : 766-01-43
7, RUE DE LOGELBACH - 75017 PARIS

immeubles

ACHÈTE IMMEUBLES
OU PARTIES IMMEUBLES
COMMERCIAUX OU INDUSTRIELS
à partir de 1.000.000 F.
VIDES OU OCCUPÉS
Paris et région parisienne
INDIVIDUEL - TEL. : 766-01-43
7, RUE DE LOGELBACH - 75017 PARIS

immeubles

ACHÈTE IMMEUBLES
OU PARTIES IMMEUBLES
COMMERCIAUX OU INDUSTRIELS
à partir de 1.000.000 F.
VIDES OU OCCUPÉS
Paris et région parisienne
INDIVIDUEL - TEL. : 766-01-43
7, RUE DE LOGELBACH - 75017 PARIS

immeubles

ACHÈTE IMMEUBLES
OU PARTIES IMMEUBLES
COMMERCIAUX OU INDUSTRIELS
à partir de 1.000.000 F.
VIDES OU OCCUPÉS
Paris et région parisienne
INDIVIDUEL - TEL. : 766-01-43
7, RUE DE LOGELBACH - 75017 PARIS

immeubles

ACHÈTE IMMEUBLES
OU PARTIES IMMEUBLES
COMMERCIAUX OU INDUSTRIELS
à partir de 1.000.000 F.
VIDES OU OCCUPÉS
Paris et région parisienne
INDIVIDUEL - TEL. : 766-01-43
7, RUE DE LOGELBACH - 75017 PARIS

immeubles

ACHÈTE IMMEUBLES
OU PARTIES IMMEUBLES
COMMERCIAUX OU INDUSTRIELS
à partir de 1.000.000 F.
VIDES OU OCCUPÉS
Paris et région parisienne
INDIVIDUEL - TEL. : 766-01-43
7, RUE DE LOGELBACH - 75017 PARIS

bureaux

MAILLOT - 293-45-55
Locations sans pas-de-porte.

bureaux

BUREAUX NEUFS
à louer dans imm. de standing, 1.000 m² divisibles 1^{er} et 2^e ét., 2 ch., 200.000 F. 267-78-01 ou 264-05-15.

bureaux

BUREAUX NEUFS
à louer dans imm. de standing, 1.000 m² divisibles 1^{er} et 2^e ét., 2 ch., 200.000 F. 267-78-01 ou 264-05-15.

bureaux

BUREAUX NEUFS
à louer dans imm. de standing, 1.000 m² divisibles 1^{er} et 2^e ét., 2 ch., 200.000 F. 267-78-01 ou 264-05-15.

bureaux

BUREAUX NEUFS
à louer dans imm. de standing, 1.000 m² divisibles 1^{er} et 2^e ét., 2 ch., 200.000 F. 267-78-01 ou 264-05-15.

bureaux

BUREAUX NEUFS
à louer dans imm. de standing, 1.000 m² divisibles 1^{er} et 2^e ét., 2 ch., 200.000 F. 267-78-01 ou 264-05-15.

bureaux

BUREAUX NEUFS
à louer dans imm. de standing, 1.000 m² divisibles 1^{er} et 2^e ét., 2 ch., 200.000 F. 267-78-01 ou 264-05-15.

bureaux

BUREAUX NEUFS
à louer dans imm. de standing, 1.000 m² divisibles 1^{er} et 2^e ét., 2 ch., 200.000 F. 267-78-01 ou 264-05-15.

bureaux

BUREAUX NEUFS
à louer dans imm. de standing, 1.000 m² divisibles 1^{er} et 2^e ét., 2 ch., 200.000 F. 267-78-01 ou 264-05-15.

bureaux

BUREAUX NEUFS
à louer dans imm. de standing, 1.000 m² divisibles 1^{er} et 2^e ét., 2 ch., 200.000 F. 267-78-01 ou 264-05-15.

bureaux

BUREAUX NEUFS
à louer dans imm. de standing, 1.000 m² divisibles 1^{er} et 2^e ét., 2 ch., 200.000 F. 267-78-01 ou 264-05-15.

bureaux

BUREAUX NEUFS
à louer dans imm. de standing, 1.000 m² divisibles 1^{er} et 2^e ét., 2 ch., 200.000 F. 267-78-01 ou 264-05-15.

bureaux

BUREAUX NEUFS
à louer dans imm. de standing, 1.000 m² divisibles 1^{er} et 2^e ét., 2 ch., 200.000 F. 267-78-01 ou 264-05-15.

bureaux

BUREAUX NEUFS
à louer dans imm. de standing, 1.000 m² divisibles 1^{er} et 2^e ét., 2 ch., 200.000 F. 267-78-01 ou 264-05-15.

bureaux

BUREAUX NEUFS
à louer dans imm. de standing, 1.000 m² divisibles 1^{er} et 2^e ét., 2 ch., 200.000 F. 267-78-01 ou 264-05-15.

bureaux

BUREAUX NEUFS
à louer dans imm. de standing, 1.000 m² divisibles 1^{er} et 2^e ét., 2 ch., 200.000 F. 267-78-01 ou 264-05-15.

bureaux

BUREAUX NEUFS
à louer dans imm. de standing, 1.000 m² divisibles 1^{er} et 2^e ét., 2 ch., 200.000 F. 267-78-01 ou 264-05-15.

locations meublées

PARIS
OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour sa direction
beaux appart. de stand., 4 p.
et plus. - 267-78-01.

locations meublées

PARIS
OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour sa direction
beaux appart. de stand., 4 p.
et plus. - 267-78-01.

locations meublées

PARIS
OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour sa direction
beaux appart. de stand., 4 p.
et plus. - 267-78-01.

locations meublées

PARIS
OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour sa direction
beaux appart. de stand., 4 p.
et plus. - 267-78-01.

locations meublées

PARIS
OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour sa direction
beaux appart. de stand., 4 p.
et plus. - 267-78-01.

locations meublées

PARIS
OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour sa direction
beaux appart. de stand., 4 p.
et plus. - 267-78-01.

locations meublées

PARIS
OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour sa direction
beaux appart. de stand., 4 p.
et plus. - 267-78-01.

locations meublées

PARIS
OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour sa direction
beaux appart. de stand., 4 p.
et plus. - 267-78-01.

locations meublées

PARIS
OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour sa direction
beaux appart

RÉGIONS

Record de sécheresse à l'automne L'ISÈRE MANQUERA-T-ELLE D'EAU POTABLE ?

De notre correspondant

Grenoble. — Le département de l'Isère a battu pendant l'automne 1978 un record : avec 6 mm de pluie en novembre, la pluviométrie est la plus faible enregistrée depuis 1845 à Grenoble. Du 19 octobre au 24 novembre, on a dénombré trente-sept journées consécutives sans précipitation mesurable.

Si le « déficit pluviométrique » ne semble pas mettre en péril l'alimentation en eau de l'agglomération grenobloise — elle dispose d'une nappe souterraine très importante — la situation est, en revanche, qualifiée de « très sérieuse » par les maires des communes du plateau du Vercors situées au-dessus de 900 mètres d'altitude et par les responsables de plusieurs stations de sports d'hiver de l'Isère et des Savoies.

De très nombreuses sources et rivières qui assuraient l'alimentation en eau potable des petites communes de montagne sont tarées. La brève « redoux » qui a régné au début de décembre, faisant fondre la mince couche de neige, n'aura donné qu'un court répit. Des difficultés d'approvisionnement risquent d'apparaître à très brève échéance, notamment dans plusieurs stations de ski. Ainsi, aux Deux-Alpes, on a installé en toute hâte un système provisoire de pompes et de tuyaux non enterrés qui redescendra l'eau captée dans des nappes souterraines situées à plus de 2 000 mètres

d'altitude, au pied du glacier du Jaurin.

A Villard-de-Lans, dans l'Isère, le réseau desservant la commune ne donnait plus une goutte d'eau à la fin de novembre, l'alimentation étant assurée par une station de pompage qui ne servait habituellement que pendant les périodes de forte affluence dans la station.

Cette situation n'est pas propre au seul plateau du Vercors. Aux Gets, en Haute-Savoie, on affirme que « l'hiver ne se passera pas sans problèmes », la sécheresse d'automne étant beaucoup plus dangereuse que la sécheresse de printemps sur le plan des ressources en eau potable.

Les services du groupement régional de production hydraulique E.D.F. de la Savoie, estiment que la situation est « assez tendue » et « pourrait être critique si l'hiver était rigoureux ». Certes, les barrages E.D.F. se sont bien remplis à la fin du printemps et pendant l'été. Mais depuis septembre, ils ont été délestés d'une partie de leur eau pour permettre le fonctionnement des centrales au fil de l'eau, le débit de certaines rivières étant tombé à un niveau extrêmement bas en raison de la sécheresse. Actuellement, les barrages ne voyants sont remplis à 60 %, ce qui correspond à un niveau habituellement atteint au début du mois de janvier.

CLAUDE FRANCILLON.

Coup d'envoi pour le plan du Sud-Ouest

C'est le 5 juillet dernier que le président de la République, rentrant d'un voyage en Espagne, a demandé au gouvernement d'élaborer un plan de développement de dix ans pour les régions du Sud-Ouest (Midi-Pyrénées, Lan-

doc-Roussillon, Aquitaine), dans la perspective de l'entrée prochaine de l'Espagne dans la C.E.E.

M. Tony Rocha, préfet de la région Midi-Pyrénées, a été chargé de coordonner les travaux d'un groupe interminis-

tériel. Ce groupe, dont le secrétariat est assuré par la DATAR, se réunit pour la première fois ce mardi 19 décembre. A cette occasion, M. Henri Grenet, maire de Bayonne, nous dit quelles chances nouvelles s'ouvrent, selon lui, pour l'Aquitaine.

POINT DE VUE

L'AQUITAINE ET LE DÉFI EUROPÉEN

par HENRI GRENET (*)

L'ESPAGNE est dans une phase de mutation profonde dont il convient de prendre la mesure. Un vaste effort de modernisation est engagé depuis plus de dix ans qui a permis à ce pays d'obtenir des résultats appréciables en matière de production industrielle et agricole. Un des indicateurs de ces progrès est l'amélioration de la couverture de sa balance commerciale avec la C.E.E. et, plus particulièrement, l'excédent commercial constaté depuis 1976 dans ses échanges avec la France.

Il est certain que ces résultats peuvent être considérés comme artistiques, en partie, puisque dépendant d'un accord douanier préférentiel signé en 1970 entre l'Espagne et la C.E.E. Cet accord, au fur et à mesure du développement économique espagnol, est devenu de moins en moins satisfaisant.

Anticipons

Il est aujourd'hui peu probable qu'une renégociation de cet accord soit envisagée au moment où le processus d'adhésion à la C.E.E. est engagé. Cependant, il paraît possible que, secteur par secteur, entreprises par entreprises dans certains cas, il puisse être établie une liste des protections sectorielles justifiant une négociation sectorielle. Lors du dernier comité de coopération industrielle franco-espagnol, récemment réuni à

Bordeaux, les délégués espagnols ont paru donner un accord à cette démarche.

En fait, il ne faut pas perdre de vue l'immense effort d'adaptation que devra faire l'Espagne dans les années qui viennent. L'augmentation des salaires, le rapprochement des structures sociales, la disparition des barrières douanières, créeront pour ce pays s'ouvrant à l'industrie européenne des conditions de concurrence très contraignantes. C'est la reconstruction d'un pays avec, en plus, les difficultés que comporte la prise en considération des particularismes régionaux.

A partir du moment où le type d'organisation confédérale est choisi comme mode de construction de l'Europe, la possibilité d'élargissement de son espace devient logique. Il est probable qu'une C.E.E. à douze fonctionnera plus difficilement qu'une C.E.E. à neuf. Mais elle constituera un pôle économique plus puissant qui pesera davantage dans les diplomatie mondiale.

Sur le plan culturel, l'apport de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal dans la recherche, non pas d'une nouvelle force, mais d'une nouvelle voie qui est la mission de l'Europe, ne peut être que largement positif.

Enfin, l'élargissement de la C.E.E., en modifiant son axe d'équilibre territorial, affirme l'importance de la vocation méditerranéenne de l'Europe et ne peut que renforcer certains liens avec l'Afrique. Il constitue, en outre, par l'intermédiaire de l'Espagne et du Portugal, une première ouverture vers l'Amérique latine.

Quelles sont, dans cette perspective, les chances de l'Aquitaine ? Lorsque, à la même date, s'achèvera la réalisation des grands axes autoroutiers de désenclavement et s'ouvrira à nos frontières un marché de quarante millions d'habitants, on peut envisager véritablement une nouvelle dimension de développement économique pour notre région.

Afin de parvenir à une juste appréciation des risques et des chances que représente pour la région Aquitaine l'élargissement de la C.E.E., l'établissement public régional (E.P.R.) d'Aquitaine a constitué en son sein une commission spéciale dont je suis le rapporteur.

Cette commission, s'appuyant sur la réflexion de quinze groupes de travail sectoriels, élabore une série de propositions afin de faciliter l'adaptation de l'économie régionale à la perspective de l'entrée de l'Espagne dans la C.E.E. Au prochain budget de l'établissement public régional, un financement sera prévu pour permettre la réalisation de quelques propositions, et cette participation s'échelonnara durant tout le temps nécessaire jusqu'à la libre ouverture des frontières.

Il va de soi que cette démarche s'intègre parfaitement dans la réflexion déjà engagée pour l'établissement du plan décennal de développement du Grand Sud-Ouest. Mais rien ne se fera tout seul. Tout sera à conquérir. Notre proximité géographique ne sera un atout que si nous anticipons sur les autres régions de France et d'Europe qui seront présentes au rendez-vous de l'Espagne.

D'ores et déjà, nous proposerons la création d'une agence régionale d'appui à l'exportation des P.M.E. et des P.M.I. vers la péninsule ibérique destinée à mettre à la disposition de tous les industriels régionaux l'aide nécessaire pour mieux connaître et réussir leur implantation sur le marché espagnol.

Nous travaillons aussi avec la chambre de commerce de Bayonne à la création d'un Centre International de Commerce de Bayonne-Anglet-Malognon, destiné à fixer dans notre région les activités de transit des marchandises par voie routière ou ferroviaire entre l'Espagne et l'Europe.

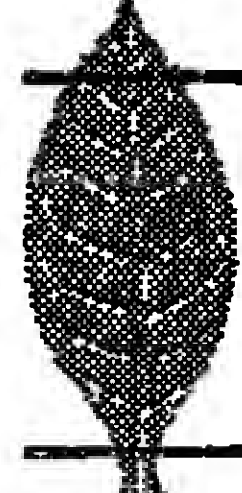
(*) Maire de Bayonne (modéré favorable à la majorité), conseiller régional d'Aquitaine.

LEGÈRE EN NICOTINE ET GOUDRONS. CORSE EN GOUT ET EN ARÔME.

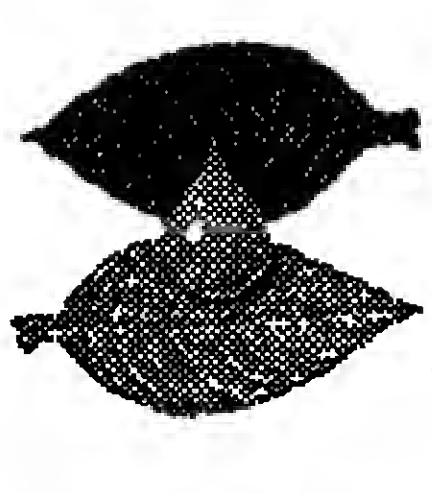
R6 est composée d'une sélection de tabacs blonds choisis pour leur très faible taux en nicotine et goudrons. Ces tabacs ont été enrichis de l'arôme de tabacs plus corsés. C'est le transfert d'arôme qui donne à la R6 tout son goût.



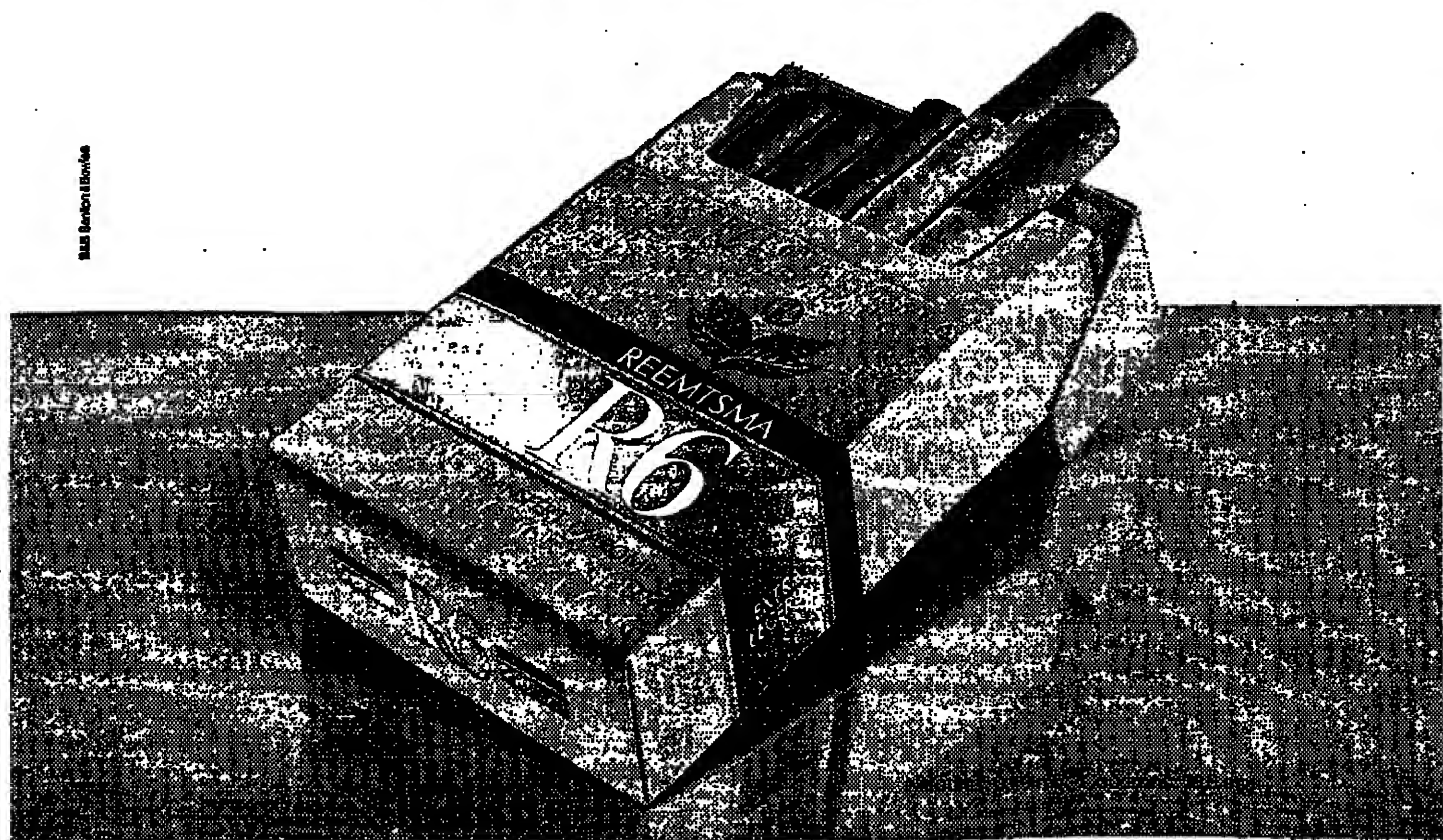
1/Sur un plant de tabac, seules les feuilles basses sont utilisées, celles qui contiennent le moins de nicotine.



2/Sur la feuille de tabac, seul le centre qui contient moins de nicotine est utilisé.



3/Transfert d'arôme: à R6 pour transférer l'arôme de tabacs corsés aux tabacs légers.



BIBLIOGRAPHIE

Marée noire : des Bretons témoignent

A peine les conséquences les plus visibles de la marée noire de l'Amoco- Cadiz se sont-elles estompées que voici déjà la marée noire : celle des livres que cette catastrophe écologique ne va pas manquer de provoquer.

Cinq mois à peine après le « printemps noir », François de Beaulieu et une équipe de Bretons qui ont vécu l'événement sur les plages racontent presque heure par heure ce qu'ils ont vu. Titre inspiré du cinéma d'épouvante : *Les Dents du progrès : la marée noire*.

Préfacé par Jean Carlier, journaliste à R.T.L. et ardent promoteur des thèmes écologiques, l'ouvrage vaut par son caractère de témoignage, sa vivacité de ton et sa facilité de lecture.

Car les réactions de l'administration, du pouvoir politique, des mass media et de la population sont bien esquissées. Ce qui permet à l'auteur de formuler au moins une conclusion : « Nous n'avons pas un coupable à pendre au grand mât, mais des responsables nettement identifiables. Les compagnies pétrolières, le transport et de remorquage ont causé la catastrophe avec le profit pour mobile. Le gouvernement français a refusé de tout moyen de prévention sérieuse avec pour mobile la rentabilité électorale immédiate. Les citoyens des pays développés portent une responsabilité de ce type de catastrophe directement liée à une demande irraisonnée d'énergie abondante et à bon marché. Seuls des remèdes portant sur ces trois niveaux — Etat, entreprises, citoyens — assureront une prévention efficace. »

★ *Les Dents du progrès : la marée noire*, par François de Beaulieu, Ed. du Sycomore, 182 p., 36 F.

Midi-Pyrénées et la C.E.E.

Quelles sont les chances et les handicaps de la région Midi-Pyrénées, qui se situe dans le peloton de queue des régions de la C.E.E., face aux perspectives d'élargissement du Marché commun ? Tel est le thème de l'ouvrage intitulé « Midi-Pyrénées et le Marché commun », réalisé par le centre de documentation et de recherches européennes de l'université des sciences sociales de Toulouse, qui vient d'être publié.

★ Université des sciences sociales de Toulouse, place Anatole-France, 31070 Toulouse Cedex. Prix : 20 F + 5 F de frais de port.

CORRESPONDANCE

Nîmes et son hôtel de ville

Après la publication, dans le Monde du 13 décembre, d'un article sur la construction, à Nîmes, d'un nouvel hôtel de ville face à la Maison Carrée, nous avons reçu de M. Jacques Toubert, de Nîmes, la lettre suivante :

Je crains que vous n'écriviez un aspect plus important à nos yeux que l'aspect esthétique : la population de Nîmes a besoin de services municipaux.

Le parti socialiste unifié, par l'intermédiaire de ses conseillers municipaux, a proposé, en vain hélas jusqu'à maintenant, de construire des services décentralisés mettant l'administration municipale à la proximité des lieux d'habitation, créant autour d'eux des lieux d'animation culturelle et associative.

Les économies réalisées en évitant les investissements énormes dans le centre ville (limites imposées par le site, aggravation des problèmes de circulation, d'où construction de très coûteux parkings souterrains) permettraient un meilleur emploi de l'argent des contribuables.

MARCHÉ COMMUN

Le taux d'entrée du franc dans le S.M.E. sera le cours constaté le 29 décembre

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Le taux d'entrée du franc français dans le système monétaire européen, autrement dit sa parité par rapport aux autres monnaies du S.M.E., sera le cours constaté le 29 décembre, a déclaré M. Monory, à l'issue de la courte réunion (deux heures) qu'ont tenue les ministres des finances des Neuf lundi à Bruxelles. « En tout cas, nous ne pourrions pas de différence, nous n'avons pas l'intention de nous donner des marges supplémentaires », a ajouté le ministre de l'économie.

Le ministre a souligné que la résolution du conseil européen ayant trait à la création du S.M.E. consistait en tout aux éléments indispensables et que la France considèrerait par conséquent comme tout à fait essentiel l'engagement de rétablir progressivement l'unité des prix agricoles et donc de supprimer les montants compensatoires monétaires (M.C.M.) se concrétiserait rapi-

dement par l'adoption du calendrier. Ce rappel a été appuyé par la majorité des délégations. Selon M. Monory, les Allemands, pour qui ce retour à la normale sera le plus pénible puisqu'il impliquera une baisse relative de leurs prix agricoles, ont eux aussi réagi de façon positive. Seuls les Anglais se seraient montrés très réservés, ce qui, a ajouté le ministre de l'économie et des finances, est moins grave puisque pour l'instant ils ne participent pas pleinement au S.M.E.

Les Neuf ont également délibéré du prix auquel il conviendrait de comptabiliser l'or mais par les États membres et la disposition du F.E.C.O.M. (fonds européen de coopération monétaire) pour obtenir des écarts. Le comité des gouverneurs des banques centrales était partisan de le faire à un prix égal à 75 % du cours du marché. M. Monory n'était pas très favorable à cette formule car, expliqua-t-il, il n'est de l'intérêt de personne d'affaiblir le rôle de l'or dans le système. Néanmoins, une large majorité d'États membres étant partisans de ce niveau de 75 %, il semble vraisemblable qu'il sera tout de même retenu par les gouverneurs de banques centrales. — Ph. L.

Les négociations commerciales

(Suite de la première page.)

De l'autre côté les États-Unis ont des préoccupations comme des alliés objectifs de la position française en renouant à faire le moindre geste supplémentaire en matière tarifaire.

La pause ainsi obtenue donne une première satisfaction à la France, puisque la notion de délai obligatoire disparaît. Il reste à voir si la Commission n'a pas choisi délibérément de lâcher du lest sur cet aspect « caler » pour améliorer le climat entre les Neuf et ensuite pouvoir terminer, sans heurts, avec un « paquet » très voisin de celui se trouvant actuellement sur la table.

M. Deniau ne le croit pas : « La dédramatisation sur la forme s'accompagne de progrès sur le fond », a-t-il expliqué, à Bruxelles. Le ministre du commerce extérieur ajoute que la Commission, du moins face aux Américains, a déjà marqué quel-

ques points acceptables : les États-Unis se sont notamment engagés à supprimer l'« américain selling price » qui gêne les exportations européennes de produits chimiques et à introduire dans leur législation anti-subvention la notion de préjudice (à l'avenir les droits compensateurs ne pourront être appliqués que si les producteurs américains prouvent qu'ils ont subi un préjudice grave).

Les États-Unis semblent enfin, selon lui, prêts à appliquer le GATT comme les autres. Cependant M. Deniau considère que le projet d'accord actuellement existant doit encore être amendé. Il a fait à cet égard trois observations :

1) Les propositions sur le plan tarifaire demeurent déséquilibrées. La Communauté n'a pas atteint son principal objectif qui est l'harmonisation des tarifs existants, c'est-à-dire l'écrêtement des droits de douane américains les plus élevés.

2) Sur le plan agricole, singulièrement dans le domaine des subventions à l'exportation, la France entend que la Communauté adopte une attitude prudente : « Personne n'a envie de déclencher une guerre commerciale », a souligné M. Deniau, mais, cela dit, il ne doit pas y avoir de contrôle international, de mise en tutelle de la politique agricole commune. La France voudrait que le projet de texte soit rendu plus modeste.

3) Il est prévu pour l'instant que l'application des réductions de droits de douane qui seront finalement décidées s'échelonnent sur huit ans : « On ne peut pas s'engager sur une période aussi longue », a déclaré le ministre français, qui demande que la période soit coupée en deux et qu'un bout de quatre ans la situation commerciale internationale soit approuvée avant de décider, à l'unanimité, s'il est opportun de continuer.

Le changement de ton qui vient de se produire pourrait bien annoncer cette fois que l'on approche vraiment d'une phase finale des pourparlers généraux. Les États-Unis vont être maintenant d'autant plus désireux d'atteindre cette conclusion qu'ils ne peuvent tout à fait se passer de la satisfaction avec le Japon et qu'ils ne veulent évidemment pas que ce résultat risquer d'être compromis par une remise en cause générale des N.C.M.

Toutefois les ultimes ajustements ne peuvent s'opérer que dans un climat de détente et de discrétion : personnes à ce stade ne peut donner l'impression à son opinion publique de « lâcher ». Il reste que ces derniers ajustements peuvent encore être l'occasion d'une coulée de négociations ardues. En bonne logique, leur principal effet, auquel personne d'ailleurs, et en tout cas pas les Français trouvent à redire, sera de réduire les résultats effectifs des N.C.M.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

● Le gouvernement britannique a décidé de ne pas instituer de contrôle des changes avec l'Irlande, annonce à Londres la Trésorerie. Cette décision a été prise en raison, à la fois de l'intention exprimée par le premier ministre irlandais, M. Jack Lynch, de maintenir aussi longtemps que possible la parité entre les livres britannique et irlandaise, et du contrôle des changes appliqué par l'Irlande elle-même pour empêcher tout afflux ou fuite excessive de capitaux à la suite de sa décision d'adhérer au système monétaire européen.

(1) Une unité de compte = 6 y environ.

APRÈS LA HAUSSE DU PÉTROLE BRUT

DÉGENCE

Après le président Carter et le secrétaire à l'énergie, M. Schlesinger, c'est le porte-parole du département d'État qui, le 18 décembre, a prononcé le dément regrette la décision de l'O.P.E.P. d'augmenter progressivement les prix du pétrole en 1979. « Nous espérons, ajoutait le communiqué, que les pays de l'O.P.E.P. reconsidéreront leur décision au moment de la prochaine étape du programme de hausse à une époque où la situation du marché mondial de l'énergie se sera modifiée. »

Ces multiples déclarations marquent la volonté des États-Unis, pense-t-on à Washington, d'amener les pays exportateurs à ne pas appliquer entièrement les augmentations de prix.

L'O.P.E.P. a, d'ores et déjà, répondu. Le nouveau secrétaire général de l'Organisation, M. René Ortiz, s'est étonné de « critiques injustifiées ». Et le cheikh Yamani a bien précisé que « sans accident majeur dans l'économie mondiale, l'O.P.E.P. ne reviendrait pas sur sa décision ».

Il y a quelque indécision aux États-Unis. Mais nul ne peut nier que les revenus pétro-

liers des treize pays membres ont diminué ces deux dernières années, même si le montant exact de cette perte est discuté. Or ces pays, qui regroupent trois cent trente millions d'habitants, ont besoin de cette source presque unique de revenus pour financer leurs plans de développement. De plus, la ponction pétrolière sur l'économie mondiale n'est pas immuable. En 1977, elle ne représentait que 7,3 % du P.N.B. américain, même pas 50 % du P.N.B. italien.

La protestation américaine serait sans doute mieux venue si, d'une part, l'aide américaine au tiers-monde n'était pas tombée, cette année, à son plus bas niveau et si, d'autre part, les États-Unis avaient réellement tenté de limiter leur gaspillage d'énergie. A qui Washington doit-il s'en prendre si les importations américaines de pétrole brut passent, en 1979, de 8 à 9 millions de barils par jour ?

En affirmant que l'économie française « pourrait absorber » la nouvelle hausse, M. Barre n'a, au moins, fait preuve de dignité. B. D.

AGRICULTURE

RÉUNIS A VASSY

Vingt mille agriculteurs ont durement contesté les pouvoirs publics et les syndicats « officiels »

De notre correspondant

Vassy. — Pour qui, pourquoi quinze mille à vingt mille paysans se sont-ils retrouvés lundi à Vassy ? Eux-mêmes ont dû se poser cette question. Nombreux étaient ceux qui ne cachent pas leur déception d'avoir fait un si long voyage (l'Ouest certes, mais aussi le Midi atlantique et méditerranéen, le Nord, l'Est et le Centre de la France étaient représentés) pour entendre que quelques discours des responsables agricoles rabâchant une analyse de la situation dix fois entendue : l'élevage est malade des montants compensatoires ; des revendications ont été mises en avant ; les pouvoirs publics ne doivent pas laisser mourir les éleveurs français.

Certes, les organismes « officiels » du monde paysan (F.N.S.E.A., C.N.J.A., Fédération nationale porcine, Fédération nationale bovine, Fédération nationale des producteurs de lait) de la situation dix fois entendue : l'élevage est malade des montants compensatoires ; des revendications ont été mises en avant ; les pouvoirs publics ne doivent pas laisser mourir les éleveurs français.

Les cris de « Pontivy ! », « les Bretons au micro ! », ou encore « Assez de cinéma ! » n'ont pas grand mal à couvrir un mauvais pastiche de la fable présidentielle et les prestations du

« cheik Méhaignerie », symbole du ministre « brasseur de pétrole agricole ». Un seul point semble faire l'unanimité : « A Vassy ce n'est pas une fable que prononce le président de la République mais un conte de fées destiné à nous endormir. »

Les huées, les sifflements, les hurlements de « vendus » couraient les deux côtés des tribunes accusés d'être des faiseurs de M. Debrasse : M. Marcel Daunay, un Breton pourtant, mais secrétaire général de la Fédération nationale des producteurs de lait, et M. François Guillaume, secrétaire général de la F.N.S.E.A. Certes, « les contestataires » n'étaient pas les plus nombreux, mais les autres se laissent éclipser, seule la tribune tentant de réagir. M. Guillaume est même drolé à une véritable conduite de Grenoble à la fin de la manifestation : conspué, bousculé, manquant de recevoir des cadavres de porcelaine, il ne dut qu'à une fuite en voiture de ne pas être tué.

A l'heure des comptes il apparaît que la F.N.S.E.A. hésitera avant de réviser une telle aventure. M. Debrasse, son président, absent de ce rassemblement, ne pourra oublier que sa politique de concertation avec les pouvoirs publics est durement critiquée par la base. Sur plusieurs banderoles il était assailli par Barre et Giscard, « les brasseurs de l'agriculture française ». Et d'autres lui conseillaient vivement « de reprendre sa foyère ». En revanche, Vassy respire. Le rassemblement s'est déroulé sans aucun incident dans la localité.

THIERRY BREHIER.

PRIX

LES DÉTAILLANTS RETROUVERONT LA LIBERTÉ DE LEURS MARGES S'ILS SIGNENT DES ACCORDS DE CONCURRENCE

Les prix des services du secteur privé (coiffeurs, blanchisseurs) resteront en 1979 sous le contrôle de l'administration. Des accords de modération devront être conclus entre l'Etat et les professions. Tel est le sens des décisions annoncées lundi 18 décembre par M. Monory aux membres du Comité national des prix.

Pour le commerce de détail, le régime du blocage des marges en valeur relative est maintenu. Mais M. Monory a annoncé que le retour à la liberté serait possible à la condition que les commerçants s'engagent vis-à-vis de l'Etat à supprimer un certain nombre de pratiques anciennes restreignant la concurrence et cela sous forme d'accord de concurrence. Enfin, le commerce de gros non alimentaire est libéré.

L'ensemble du dispositif annoncé par M. Monory semble avoir pour but de permettre au ministre de l'économie de décider des assouplissements si l'évolution des prix et de la conjoncture le permet en 1979.

ÉNERGIE

FORTE BAISSÉ DU DOLLAR CHUTE DE WALL STREET ET HAUSSE DE L'OR

Comme il fallait s'y attendre, la hausse du brut décidée à Abou Dhabi a provoqué une baisse générale du dollar sur tous les marchés des changes. Les opérateurs estiment que cette hausse, plus importante que les Américains ne l'avaient prévue, va gêner la politique de lutte contre l'inflation menée par le président Carter et compromettre le rétablissement de la balance commerciale des États-Unis en renchérisant le coût des importations de pétrole.

Très vite lundi 18 décembre, le repli de la devise américaine s'est poursuivi mardi à une cadence plus modérée, mais en deux jours la chute a été sévère : le cours du dollar est ainsi ramené à 1.853 DM contre 1.885 DM à Francfort, à 192,50 yens contre 195,75 yens à Tokyo et à 4,255 F contre 4,350 F à Paris (et 4,45 F huit jours auparavant). Les banques centrales sont intervenues massivement pour freiner la baisse, leurs achats ayant été évalués à plusieurs centaines de millions de dollars.

A Wall Street, les décisions de l'O.P.E.P. ont causé une forte chute des cours. L'indice Dow Jones perdant près de 18 points (2,2 %). La baisse, les opérateurs craignent l'impact de ces décisions sur le niveau des prix intérieurs et ont effectué des ventes massives. Sur le marché de l'or, par un mouvement de balancier très logique, les cours de l'once, déjà en hausse la semaine précédente, ont accentué leur remontée, passant de 207 dollars vendredi soir à 212,90 dollars lundi, pour s'élever au-dessus de 217 dollars mardi.

Aux États-Unis

LE GOUVERNEMENT S'OPPOSE A UN PROJET D'IMPORTATION DE GAZ NATUREL ALGÉRIEN

Le département américain de l'énergie a rejeté, lundi 18 décembre, un projet de la compagnie Tenneco qui se proposait d'importer, à compter de 1985 et pendant vingt ans, 10 milliards de mètres cubes de gaz naturel algérien par an. Les autorités américaines ont justifié leur décision en arguant du fait que de telles importations n'étaient pas nécessaires.

Les Algériens, par l'intermédiaire de la société nationale SONATRACH ont négocié de nombreux projets d'exportation de gaz (G.N.L.) avec des firmes américaines. Trois ont abouti à des accords. Deux de ces accords sont en cours d'exécution. Ils concernent la société Districgas qui, à compter de 1978, enlèvera 1,2 milliard de m³ de G.N.L. et la firme El Paso qui a partir de la même époque importera 10 milliards de m³ de G.N.L. par an pendant vingt ans à compter de 1980.

Le troisième contrat signé avec la société Panhandle, prévoit l'achat de 4,5 milliards de m³ par an, pendant vingt ans à compter de 1980. Deux autres contrats étaient en cours de négociation avec Tenneco, il vient d'être rejeté par l'administration et El Paso. La décision des autorités américaines amènera sans doute le gouvernement algérien à accélérer les négociations en cours avec plusieurs pays européens dont la France.

LA FRANCE EST EN MESURE D'ABSORBER LA HAUSSE DES PRIX PÉTROLIERS, affirme M. Barre

« Je me dirai pas que je me réjouis de la hausse du prix du pétrole car cette hausse est sensible », a déclaré, le 18 décembre, M. Barre, à la sortie de l'Élysée, « mais néanmoins cette hausse est graduelle et nous pourrions l'absorber mieux que si elle avait été brutale ».

Cette année, a poursuivi le premier ministre, l'excédent de la balance commerciale a été de 3 milliards de francs. Il faudra donc en trouver trois autres. Je crois que l'économie française est en mesure de surmonter ces difficultés car nous avons progressé sur la voie de l'industrialisation économique. « Une bonne tenue de la monnaie, un effort plus important en faveur de l'exportation et la modération des coûts de production et des prix » apparaissent à M. Barre les trois conditions pour surmonter cette nouvelle hausse.

des coûts de production et des prix » apparaissent à M. Barre les trois conditions pour surmonter cette nouvelle hausse.

L'Agence Tass, de son côté, se réjouit, dans un commentaire, de la décision de l'O.P.E.P. d'augmenter les prix pétroliers, « de cette mesure de rétorsion tout à fait légitime face à la situation prévalant dans l'économie du monde capitaliste ».

« Ces décisions ont montré, ajoute l'agence soviétique de presse, que le renforcement de l'unité des États nouvellement indépendants est une manière saine de s'opposer à leur exploitation financière et économique par l'Ouest. »

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ max + min	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -
\$ E.-U. ...	4,2550 4,2550	-180 -155	-370 -330	-1190 -1000
\$ S.-U. ...	1,5548 1,5520	130 120	230 220	720 650
Yen (100) ...	2,1770 2,1995	+100 +130	+125 +150	+400 +475
DM 2,2350 2,2370	+40 +65	+90 +125	+380 +355	
Florin 2,1125 2,1140	+100 +120	+110 +110	+210 +210	
F. R. (100) ... 14,4000 14,5500	-450 -280	-240 -650	-2050 -1550	
F. S. 2,5540 2,5735	+135 +160	+278 +280	+800 +850	
F. I. (100) ... 8,8000 8,8100	380 350	720 650	2250 2110	
F. 5,4750 5,5245	-450 -430	-380 -300	-2850 -2720	

Notes données ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3/12	3/6	3/4	6	3/3	4	3/6	4/6
\$ E.-U. ...	10	10 1/4	10 1/4	11 3/4	11 1/4	11 5/8	12	12 1/4
Florin	9 3/4	10 1/4	9 3/4	10 1/4	9 3/4	10 1/4	8 7/8	9 3/8
F. R. (100) ...	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2
F. S.	-1/4	+1/4	-1/4	+1/4	-1/4	+1/4	-1/4	+1/4
L. (100) ...	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
F. I. (100) ...	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4
F.	6 1/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4

Publicité

البنك الوطني للآلات الميكانيكية

SONACOME

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La Société Nationale de Constructions Mécaniques (Sonacome) lance un avis d'appel d'offres international en vue de la construction d'un complexe industriel à Bordj Menaïel, Wilaya de Tizi Ouzou, Algérie.

Les travaux comprendront les corps de métiers :

BATIMENT ET GÉNIE CIVIL INSTALLATIONS TECHNIQUES

Les entreprises qualifiées seront invitées à retirer les documents d'appel d'offres à partir du 3-2-1979. Les questionnaires de préqualification devront être retournés à la même adresse au plus tard le 15-1-1979.

SONACOME - D.D.E.
Route de Chéraga - DELLY IBRAHIM (ALGER)
Téléphone : 78-10-93 — Téléc. : 52-609

Les entreprises intéressées peuvent retirer les documents préliminaires ainsi que le questionnaire de préqualification contre remise d'un montant de DA 200, à partir du 16-12-1978, à l'adresse suivante :

مركز المأصل

صكنا من الاصل

(Publicité)

Location de voitures avec chauffeur

Paris-Provence
Toutes voitures équipées
de téléphone
Service jour et nuit
Tél. : 391-81-08
Forfait à la journée

Renting cars with driver

Paris-Provence
Every car equipped with
telephone
Service : day and night
Tél. : 391-81-08
Daily flat rate

(Publicité)

Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux (S.O.N.E.D.E.)

23, RUE JAWAHER LEL NEHRU - MONFLEURY - TUNIS
Alimentation en eau potable de Tunis et du Cap Bon

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Transport et mise en œuvre de conduites (lot n° 2)

La Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux lance un appel d'offres international pour le transport et la mise en œuvre de 11.000 m de conduites en béton précontraint ou en fonte ductile de diamètre compris entre 600 et 1.600 mm.

Cet appel d'offres s'inscrit dans le cadre d'un projet financé par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (B.I.R.D.).

Les entreprises qualifiées des pays membres de la B.I.R.D. et de la SUISSE qui désirent participer à cet appel d'offres peuvent se procurer le dossier d'appel d'offres auprès de la S.O.N.E.D.E. (Service Marchés) contre paiement de la somme de CENT CINQUANTE (150) DINARS TUNISIENS.

Les offres devront parvenir à la S.O.N.E.D.E. sous plis recommandés avec accusé de réception ou être remises contre reçu au plus tard le 2 mars 1979 à 10 heures, au 23, RUE JAWAHER-LEL-NEHRU - MONFLEURY - TUNIS.

L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 11 heures.

AFFAIRES

UN LIVRE BLANC DE LA C.F.D.T.

Les heures noires du textile français

Les ménages français, l'an passé, ont dépensé 80 milliards de francs pour des articles de textiles. Soit, pour la même période, le double de ce qu'ils ont déboursé pour leurs achats d'automobile. L'habillement, le cuir et le textile ont, en 1977, exporté pour 19 milliards de francs, soit autant que le montant des ventes à l'étranger de voitures de tourisme. Ce qui a laissé un gain net en devises de 1 milliard de francs.

C'est avec ces arguments incantés que M. Claude Vernier, secrétaire général d'Escaut, la fédération de l'habillement, du cuir et du textile, présente le Livre blanc sur le Maintien du textile que vient de publier la C.F.D.T. A l'aide de chiffres extraits des statistiques les plus officielles, cette plaquette réfute un certain nombre d'assertions selon lesquelles le marasme du textile serait dû à la fatalité.

Peut-on invoquer celle-ci quand « la Laineuse de Cambrai licencie deux cents personnes de son secteur « chaussettes » pour, dans le même temps, importer ce produit de Corée du Sud ? Est-ce la fatalité quand la société Rosy, dans le Nord, réduit ses effectifs de trois cents personnes et fait fabriquer, au même moment, ses soutiens-gorge en Corée ? Est-ce pour aider le tiers-monde que les industries du textile, du cuir et de l'habillement s'implantent au Sénégal, en Haute-Volta ou dans quelque autre pays en voie de développement ?

Beaucoup plus prosaïquement, répond le leader d'Escaut, c'est parce que le personnel coûte moins cher dans ces pays et que les profits y sont exorbitants d'impôts pendant cinq ans : parce que des prêts très avantageux y sont consentis et que l'usine y est amortie en cinq années. Faut-il, enfin, cette entreprise peut plier bagages et aller dans le pays d'à côté renouveler l'opération juteuse.

La disparition des huit cent mille emplois dans le textile entraînerait dans d'autres secteurs des pertes d'emplois, en aval et en amont, notamment dans le tertiaire et dans les services publics. Un emploi supprimé dans le textile, c'est deux emplois de moins ailleurs, estime Hacutex. Que faire pour empêcher l'hécatombe ? « S'organiser, se syndiquer », répondent les militants C.F.D.T. Sans leur action, les portes se seraient définitivement fermées aux Tanneries d'Annemasse, à la CIP, chez Desombre, chez Deffrennes, chez Montefibre, etc. Hacutex réclame le contrôle des fonds publics et des investissements à l'étranger, celui de la taxe parafiscale, qui doit permettre de réévaluer la situation sociale des travailleurs de ces branches. Enfin, pour obtenir les aides de l'Etat permettant les investissements nécessaires, il faut, pour la C.F.D.T., que les régions et les collectivités locales engagent leur responsabilité, « sous le contrôle des travailleurs, en vue du plein emploi ».

Les dépenses qu'entraîne la « politique du chômage », conclut le Livre blanc syndical, pourraient permettre de créer des emplois. Le textile et ses annexes peuvent et doivent vivre en France. Il faut donc négocier et « contraindre l'Etat et le patronat, les multinationales à cesser le braçage humain et technologique » qui, selon la C.F.D.T., tout un pan de l'économie à un « énorme gaspillage ».

MODELAGE SUR BOIS - MAQUETTES
MENUISERIE SUR MESURE
le bois
universel
6, rue Boulou - 92 700 Colombes
Téléphone : 782-40-69

BILLET

Les « guichets uniques » de renseignements pour créateurs d'entreprises

Vertueuse indignation

Une atmosphère de crise régnait récemment dans un grand salon de l'hôtel Meurice. Tout le « gratin » des professions juridiques était là : greffiers des tribunaux de commerce, huissiers de justice, notaires, avocats, bâtonniers, conseils juridiques, rassemblés autour d'une table richement dressée, s'indignant de concert. Mout : le projet dit de « lieu unique », qui devrait confier aux seules chambres de commerce et d'industrie le soin de centraliser toutes les formalités administratives nécessaires à la création d'une entreprise. Décidé par le gouvernement en février dernier, dans le cadre du programme des simplifications administratives, ce projet a reçu un début d'application à Blois, où une expérience pilote est tentée depuis l'automne.

A côté des professionnels de l'imbroglio juridico-administratif s'étaient rangés deux représentants des petites et moyennes entreprises et M. Rocca, directeur des affaires civiles et du Sceau. On attendait un débat, ce fut un concert unanime et véhément. Rivalisant d'éloquence, les orateurs s'acharnèrent à mettre en pièces un projet jugé non seulement « inefficace » — en fait de simplification, il « rajouterait un intermédiaire à des circuits déjà compliqués » — et « allongerait les délais » — mais aussi à plusieurs titres « dangereux ».

M. Pettiti, bâtonnier du barreau de Paris, ne craignit pas d'évoquer le spectre du « plan Safari », qui visait la « mise en carte totale des citoyens » et que « certains techniciens se sont mis en tête de ressusciter en utilisant le guichet unique ». Citant même le film *Deser* 67, il souligna, véhément, le danger de voir certains fonctionnaires « s'emparer de la vie de l'entreprise et de la vie privée de ses membres ».

Plus prosaïques, mais non moins virulents, les porte-parole de la confédération des P.M.E. parlèrent du « piège » tendu aux créateurs d'entreprises, à qui on « cachera » en simplifiant les formalités, « les difficultés qu'ils rencontreront par la suite dans leurs rapports avec l'administration ». Rappelant au passage que ce projet « facilitera surtout la tâche de la direction des impôts et de la Sécurité sociale », ils émettent des doutes sur la solidité des conseils

donnés par les guichetiers des chambres de commerce, universellement qualifiés, par le directeur de la Gazette du palais, de fonctionnaires « irresponsables et incompétents ».

Le directeur des affaires civiles au ministère de la Justice, loin de paraître embarrassé de ce déluge de critiques, renchérit. La chancellerie, opposée dès l'origine au choix des chambres de commerce pour tenir ce fameux guichet, a été « placée devant un choix du premier ministre », dit-il, reconnaissant de surcroît que « la manière dont est traité le problème peut donner quelque inquiétude ».

Ce projet, d'apparence anodin, ne semblait pourtant mériter « ni cet excès d'honneur ni cette indignité ». L'idée de concentrer en un lieu unique l'ensemble des formalités qui jusqu'ici contraignaient les malheureux entrepreneurs à de multiples démarches auprès d'administrations parfois rivales paraissait séduisante. Quelques « bavures » lors de son application notamment le fait que les administrations concernées ne sont pas encore parvenues à se mettre d'accord sur un questionnaire unique — justifiaient-elles cette débâcle d'indignation ?

Il est vrai que, dans cette affaire, bon nombre d'avocats, quelques notaires et surtout les sociétés spécialisées dans les démarches administratives, risquent de voir leur échapper quelques clients. Que les greffiers (1) redoutent de voir transférer aux chambres de commerce la tenue du registre du commerce — serait-ce à cause des « bakchichs versés aux greffiers », évoqués par l'un des orateurs emporté par l'émotion ? Vrai, enfin que la Confédération des P.M.E. craint de voir nombre de ses adhérents se détourner de ses propres « guichets » de conseils juridiques au profit des chambres de commerce et d'industrie.

« Nous ne défendons pas des intérêts privilégiés, mais la cause de l'économie libérale et des libertés », assuraient les professionnels. Vertueuse indignation.

VERONIQUE MAURIS.

(1) Consultés lors de l'élaboration du projet, les greffiers avaient d'ailleurs donné leur accord, à condition que le regroupement des formalités ait lieu — aux greffes des tribunaux de commerce !

LOGEMENT

400 MILLIONS DE FRANCS POUR L'AMÉLIORATION DU PATRIMOINE LOGATIF H.L.M.

Douze pour cent des sommes collectées au titre du « 1 % logement » pour les entreprises (en fait, 0,90 % du montant des salaires) seront désormais consacrées à l'amélioration du patrimoine locatif H.L.M. Un accord en ce sens vient d'être conclu entre l'Union nationale des H.L.M. et l'Union nationale interprofessionnelle du logement, qui fédère le plus grand nombre des organismes collecteurs du 1 %.

Cette contribution à l'amélioration de l'ancien parc H.L.M. représente en 1978 environ

400 millions de francs, soit plus que les crédits inscrits à cette fin dans la loi de finances pour 1979 (339 millions de francs), précise le communiqué commun des deux unions nationales.

Conséquence, les offices et les sociétés anonymes H.L.M. se concerteront au niveau local avec les comités interprofessionnels du logement (CIL) et les chambres de commerce et d'industrie, en présence de représentants du patronat et des syndicats de salariés, pour retenir les programmes de travaux à entreprendre.

Joël PICARD

CONSEILLER DE DIRECTION

Gestion de personnel - Formation - Recrutement

RESPONSABLE DÉVELOPPEMENT

100.000 F

+ intéressement

MARSEILLE - AIX. — Une société française de notoriété, implantée en région Provence - Côte d'Azur, réalisant des programmes de maisons individuelles importantes, recherche, dans le cadre de son expansion, un responsable du développement. Sous l'autorité du directeur de région, il aura une double mission. D'abord trouver des terrains par des contacts permanents avec les prospecteurs et les représentants communaux et une analyse des documents cadastraux, P.O.S. et autres. Ensuite aboutir à une négociation avec les propriétaires afin que de nouveaux programmes puissent être développés. Cette fonction pourra évoluer vers un poste englobant la gestion du contenu et des aspects financiers et le montage financier des opérations. Le candidat aura une formation commerciale ou juridique solide et devra attester d'une maîtrise de ses problèmes par une expérience de plusieurs années. Un fin négociateur, ayant le goût du contact et capable d'aller à l'essentiel, réussira dans ce poste. A la rémunération de 100.000 F s'ajoutera un intéressement substantiel directement lié au résultat. Larges perspectives.

Réf. : 66

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats

Adresser curriculum vitae en rappelant la référence à :

Joël PICARD - 67, avenue Maréchal-Foch, 69006 LYON - Tél. (78) 89-44-66.

PARIS-KANO

A PARTIR DU 6 JANVIER

OUVERTURE D'UN VOL HEBDOMADAIRE

UTA

Compagnie Aérienne Française

AFRIQUE

KANO

Océan

INDOCHINE

UTA 4 VOLS PAR SEMAINE SUR LE NIGERIA

SOCIAL

LA CRISE DE LA SIDÉRURGIE

Les élus du Nord-Pas-de-Calais sont divisés sur la manière de «riposter»

De notre correspondant

Lille. — La réunion extraordinaire du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, le 18 décembre à Lille, a résumé et amplifié les protestations qui montent des deux départements depuis l'annonce des licenciements massifs dans la sidérurgie du Valenciennais et du Boulonnais. Tout ce qui a été dit à la tribune par les élus socialistes et communistes — avait déjà été dit cette fois par les élus de la majorité.

On a à nouveau mis en cause la politique du gouvernement et sa carence depuis que la région a proposé son propre plan en 1976 : l'action des sociétés multinationales, l'Europe aussi. C'est sur ce point, comme il était prévisible, que les communistes et les socialistes se sont séparés, ce qui n'a pas permis de clore le débat sur une seule motion.

Le texte proposé et voté par les seuls socialistes, qui forment le groupe le plus important, a donc été adopté. Il reprend les idées que M. Pierre Mauroy, président du conseil régional, a développées dans sa lettre au président de la République (le Monde du 18 décembre) et demandant un plan d'urgence «immédiatement applicable».

Les communistes, par la voix de M. Gustave Ansart, membre du bureau politique et député du Valenciennais, réclament quant à eux une «table ronde» réunissant élus, syndicats et pouvoirs publics avant tout licenciement, une commission parlementaire d'enquête sur la véritable situation de

la sidérurgie et le contrôle public des fonds publics. M. Ansart a dénoncé vigoureusement le plan Davignon (du nom du commissaire de Bruxelles), qui est, selon lui, une opération de liquidation de la sidérurgie française.

«On ne peut pas prétendre défendre notre région sans condamner et rejeter les décisions de Bruxelles», a-t-il dit, ce qui, évidemment, s'adressait aux socialistes. Mais ces derniers ont réaffirmé leur conviction qu'il n'y a pas de solution à la crise de la sidérurgie au seul plan national et qu'il convient de construire «l'Europe des travailleurs».

M. Maurice Paraf, préfet de région, a souligné que la convention sociale qui doit être négociée avec les syndicats atténuera les effets de la restructuration et qu'elle permettra de nombreux recensements individuels.

Les orateurs R.P.R., C.D.S., notamment M. Roger Poudonson, sénateur du Pas-de-Calais, ont déploré la «stratégie» de la presse et de nombreux responsables politiques de gauche. Leur motion propose une démarche pressante auprès de la nouvelle direction de la société Usinor afin de maintenir le maximum d'activité sidérurgique dans la région, et surtout l'élaboration par le gouvernement en concertation avec les instances régionales d'un plan global d'adaptation de l'industrie du Nord-Pas-de-Calais, notamment par un effort en faveur des P.M.I.

GEORGE SUEUR.

Longwy «ville morte»

Toute l'activité de Longwy (Meuse-et-Moselle), localité de 20 000 habitants située dans le pays haut-lorrain, était arrêtée, ce mardi 19 décembre, pour protester contre les suppressions d'emplois aux grilles de la sidérurgie Usinor-Chiers-Châtillon.

A l'appel des syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.G.C., S.N.S. et S.N.I., la cité a été paralysée pour vingt-quatre heures, l'objet d'une opération «ville morte» : tous les commerces, y compris les salons de cinéma, étaient fer-

més et le traditionnel marché du mardi n'avait pas lieu. Le message socialiste ne fonctionnait pas, les enfants ne pouvaient se rendre en classe.

Dans l'après-midi, la population de Longwy était invitée à se rassembler dans le centre-ville, où les délégués syndicaux et les élus locaux devaient prendre la parole pour dénoncer le plan de restructuration de la sidérurgie qui touche, dans un premier temps à Longwy, 1 850 ouvriers à l'usine de la Chiers et 5 500 à celle d'Usinor.

Manifestations dans le Valenciennais

Une journée intitulée «Valenciennes en lutte» doit avoir lieu mercredi 20 décembre dans le chef-lieu du département du Nord, également pour protester contre les licenciements prévus dans les entreprises sidérurgiques de la région. Les syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.G.C., C.P.T.C. et F.E.N. ont appelé tous les salariés à cesser le travail mercredi après-midi et à manifester, à 18 heures, dans les rues de Valenciennes.

D'autre part, les travailleurs d'Usinor, qui doivent de nouveau se réunir mercredi pour décider de la continuation ou non de la grève déclenchée depuis vendredi

dernier, poursuivent l'occupation des services centraux d'Usinor à Trith-Saint-Léger (Nord). La section C.F.D.T. de l'entreprise a adressé une lettre au premier ministre pour lui demander de «sauver la fonte et l'acier à Duisburg», et les salariés ont publié un communiqué réclamant «la suspension des mesures annoncées, la mise en place immédiate d'une commission d'urgence parlementaire et l'élaboration d'un véritable plan industriel de restructuration de la sidérurgie et de reconversion des régions concernées, lié à la mise sur pied d'un calendrier plus humanitaire».

La C.F.D.T. : la création d'une «cinquième» équipe n'entraînerait pour le patronat qu'une majoration de 1,75 % de la masse salariale

«Le comportement du gouvernement est un scandale économique, social et politique», a déclaré récemment M. Jacques Chérèque, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie C.F.D.T., devant la presse. Lors d'une récente entrevue concernant la crise de la sidérurgie, le directeur du cabinet du ministre de l'Industrie a dit aux syndicalistes : «On s'occupe de vous», mais toutes les mesures sont décidées en dehors d'eux.

L'aggravation du chômage, dit M. Chérèque, menace la construction navale et à brève échéance, les télécommunications comme la sidérurgie. Dans ce secteur, vingt et un mille emplois ont été supprimés depuis 1975 et le total sera de cinquante mille d'ici à 1980.

La C.F.D.T. a annoncé qu'elle allait mobiliser les travailleurs sur la réduction de la durée du travail à trente-cinq heures par semaine (ce qui est aussi le but de la grève entamée depuis la fin novembre par les sidérurgistes ouest-allemands) et sur la création d'une cinquième équipe dans les services continus. Cette dernière mesure, estime la C.F.D.T.,

permettrait de sauver dix mille emplois et son coût serait élevé si on mesure toutes les incidences économiques.

L'horaire effectif actuel moyen est de trente-neuf heures et demi et le prix de la cinquième équipe serait fortement diminué par la réduction des accidents du travail (début de l'assurance-maladie, rentes, recettes perdues et production) et celle de l'absentéisme. On économiserait les indemnités de licenciements, qui ont été d'environ 45 000 francs par personne. Compte tenu des allocations versées aux chômeurs, de la perte de leurs cotisations aux régimes de protection sociale et de diverses autres incidences économiques, la «cinquième» équipe «entraînerait» qu'une majoration de la masse salariale de 3,5 %, estime la C.F.D.T. Et, si on obtient l'aide de la C.E.C.A., ce chiffre serait ramené à 1,75 %.

Les métallurgistes organisent le 15 décembre une journée de «sensibilisation» pour réclamer une conférence quadripartite sur la construction navale réunissant les représentants de la C.E.E., du gouvernement, des patrons et des syndicats.

● Les projets de M. Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, ont rencontré une forte opposition syndicale lors de la dernière réunion de la commission nationale de la main-d'œuvre étrangère. La C.G.T., la C.F.D.T. et, avec quelques nuances, la C.F.P.C., se sont en effet prononcées pour le renouvellement automatique des cinq cent mille cartes de travail actuellement détenues par des immigrés

et qui arrivent à échéance l'an prochain. Quant à l'organisation F.O., elle souhaite une adaptation des procédures «au contexte économique et social et au chômage dans les bassins d'emploi» position proche de celle du C.N.P.F. La Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles s'oppose, pour sa part, à tout retrait de carte des travailleurs étrangers employés dans l'agriculture.

LA JOURNÉE D'ACTION DE LA C.G.T.

Perturbations prévisibles dans les services des P.T.T., E.G.F. et S.N.C.F.

La journée nationale d'action que la C.G.T. seule a décidé d'organiser, le 21 décembre, sera marquée par de nombreuses manifestations à Paris et en province et aussi par des arrêts de travail d'inégale ampleur. Des grèves de vingt-quatre heures sont annoncées par la C.G.T. chez les travailleurs de l'E.G.F. dans la construction, les services de santé et des P.T.T. dans la fonction publique, les arsenaux et le livre «sans non partition de la quinzaine». A la S.N.C.F., la Fédération des cheminot-cogitantes a déposé un préavis de grève, le 21 décembre, de 0 à 24 heures, les arrêts de travail pouvant être de durée variable selon les réseaux. A l'E.G.F., les cogitantes appellent à «arrêt de travail minimum de

deux heures avec baisse de production d'électricité de 5 à 11 heures».

Du côté C.F.D.T., des cogitantes de débrayage ont été données dans la construction (de quelques heures et non pas de vingt-quatre heures, comme le Monde du 19 décembre l'a indiqué), dans les services parisiens des P.T.T. Dans les départements, plusieurs unions C.F.D.T. ont décidé de se joindre à la C.G.T. : c'est le cas dans sept départements sur huit de la région Rhône-Alpes, en Loire-Atlantique et Maine-et-Loire. La F.E.N. s'est également associée à la C.G.T. dans le Rhône, la Sarthe, le Cher, la Haute-Vienne, la Haute-Loire, l'Arège, les Hautes-Pyrénées, la Vienne, la Côte-d'Or.

M. MAIRE : la journée du 21 décembre est inacceptable.

«Il faut riposter, mais de façon efficace et non celle de nature à faire reculer le gouvernement», a déclaré, la journée nationale de protestation est inacceptable, lundi 18 décembre M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T.

«L'annonce que Mme Jacqueline Lambert (secrétaire confédérale de la C.G.T.) que cette journée nationale avait pour but de cristalliser le mécontentement populaire est un aveu : il montre qu'il y a une protestation véritable synonyme d'impunité», a ajouté M. Maire en posant la

question : «En quoi la journée du 21 décembre est-elle de nature à faire reculer le gouvernement ?» Et il a déclaré catégoriquement que la tactique de la C.G.T. consistait à organiser des actions régionales et professionnelles contre les licenciements ainsi que des actions au niveau des entreprises pour obtenir des compensations salariales après la majoration des cotisations de sécurité sociale. M. Maire a cependant affirmé que la C.F.D.T. «tenait à la rencontre au sommet, avec la C.G.T., le 20 décembre», date qui a été prévue avant les initiatives d'action de la C.G.T.

Syndicalisme «politicien»

(Suite de la première page.)

Il faut bien reconnaître que les propositions prises par le chômage ne pouvaient pas spontanément les travailleurs de l'industrie privée à utiliser l'arme de l'arrêt de travail. Mais la décision de la C.G.T. serait mieux comprise si elle avait quelques chances de faire céder ceux qui résistent. Personne, ne l'a dit, ne le pense. Ce qui est sûr, c'est, qu'une fois de plus, des citoyens seront privés de trains, de journaux, quelques heures dans la journée de courant et de chauffage, et que des perturbations gêneront les usagers du

métro, des autobus et des postes. On comprend que la C.F.D.T. ait fait savoir son opposition à cette journée de protestation sans lendemain, la «logique syndicale» devant être au centre des préoccupations et non la «logique politique». Sans doute est-il de plus en plus difficile de séparer l'action syndicale et l'action politique. Les mesures que l'on réprovoque sont prises par un gouvernement qui suit une ligne définie où le soul de l'efficacité l'emporte sur le reste. En fait, M. Maire aurait mieux été inspiré de parler d'«action politicienne» à propos de l'attitude de la C.G.T. La manière dont se comportent certains hommes politiques fran-

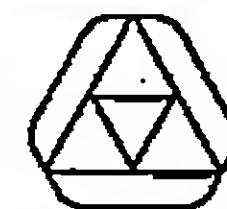
Mme VEIL ANNONCE LE DOUBLEMENT DE LA PENSION D'INVALIDITÉ DES ARTISANS

Mme Simone Veil, ministre de la Santé et de la Famille, a annoncé le doublement de la pension maximale d'invalidité des artisans, lundi 18 décembre, à l'occasion du trentième anniversaire de la C.A.N.A.V.A. (Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse artisanale). Alors qu'en 1972 une loi avait aligné l'assurance-vieillesse des artisans sur celle des salariés (50 % du salaire ou revenu plafonné après 37,5 années de cotisations), le système d'invalidité n'était progressivement harmonisé avec celui des salariés que depuis 1975, et au rythme actuel de cette harmonisation il aurait fallu une quinzaine d'années pour que les deux formules soient semblables.

L'annonce faite par Mme Veil consiste à réaliser cette harmonisation dès 1979 : la pension maximale d'invalidité, qui atteignait actuellement 13 475 F par an, sera portée à 26 950 F, soit 50 % du revenu ou salaire-plafond comme dans le régime général des salariés.

Mme Veil a, d'autre part, annoncé qu'à l'occasion de l'entrée en vigueur, en 1979, d'un régime de retraites complémentaires des artisans, un décret sera publié permettant de reconnaître et de valider la carrière des artisans pour leur ouvrir droit à cette retraite : les cotisants pourront, en outre, bénéficier du fonds d'action sociale de ce nouveau régime. En revanche, le ministre a refusé d'accorder un délai aux artisans en difficulté pour le versement de leurs cotisations, mais des études vont être menées pour rechercher d'autres solutions.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



PARCOR

Au cours de sa réunion du 13 décembre 1978, le conseil d'administration a décidé de porter le capital de la société de 40,58 millions de francs à 80,88 millions de francs par incorporation de réserves et attribution d'actions gratuites dans la proportion d'une action nouvelle pour deux actions anciennes.

Les nouvelles actions créées porteront jouissance à dater du 1^{er} janvier 1979. En raison du niveau de résultats attendu pour le groupe en 1978, il devrait être possible de maintenir, au titre de cet exercice, et après attribution gratuite, le montant du dividende par action au même niveau que celui de l'exercice précédent.

COMPAGNIE LA HÉNIN

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires s'est réunie le 13 décembre 1978, elle a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 août 1977, qui font apparaître un bénéfice net de 69 004 664 F contre 35 994 000 F au titre de l'exercice précédent.

Elle a décidé la mise en distribution du dividende de 16 F par action assorti d'un avoir fiscal de 8 F (impôt déjà payé au Trésor), le même niveau que celui de l'exercice 1976-1977.

Ce dividende sera payable le 18 décembre 1978 contre remise du coupon n° 31 pour les actions au porteur et sur présentation du certificat pour les actions nominatives aux guichets de la Banque de l'Indochine et de Suez, du Crédit du Nord, du Crédit Industriel et Commercial, de la Société Générale, du Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine et de la Société Séquanaise de banque.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

C.N.T. Obligations 11,30 % 1974

Les intérêts courus du 21 décembre 1977 au 20 décembre 1978 seront payables à partir du 21 décembre 1978 à raison de 101,70 F par titre de 1 000 F nominal contre détachement du coupon n° 4 après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 11,30 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement forfaitaire sera de 16,54 F soit un net de 84,76 F.

Le paiement des coupons sera effectué sans frais aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires habituels ainsi qu'aux caisses de comptabilité directe du Trésor (TRÉSORERIE GÉNÉRALE, recettes des finances et perceptions) et auprès des bureaux de poste.

Il est rappelé que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la Caisse Nationale des Télécommunications.

SUCRERIES ET RAFFINERIES BOUCHON ET PAJOT

Des informations inexactes ayant été publiées, la société indique qu'elle n'a pris aucun part dans le capital de la Compagnie Financière Privée et par conséquent, qu'elle ne participe, en aucune façon, à la prise de contrôle de Didot-Bottin par la Compagnie Financière Privée.



COMPAGNIE GÉNÉRALE DES VOITURES A PARIS

Société anonyme au capital de 24 877 600 francs
Siège social : 112 ter, rue Cardinet, 75017 PARIS
R. C. Paris 3 562 003 507 - A P E 78 00

AUGMENTATION DE CAPITAL de 24 877 600 F à 49 755 200 F

Par émission de 170 F de 248 776 actions nouvelles de 100 F nominal, à raison d'une action nouvelle pour une action ancienne.

Jourissances : le 1^{er} janvier 1979 (début de l'exercice).

Droit préférentiel de souscription (coupon n° 37).

Une pour une et à titre irréductible.

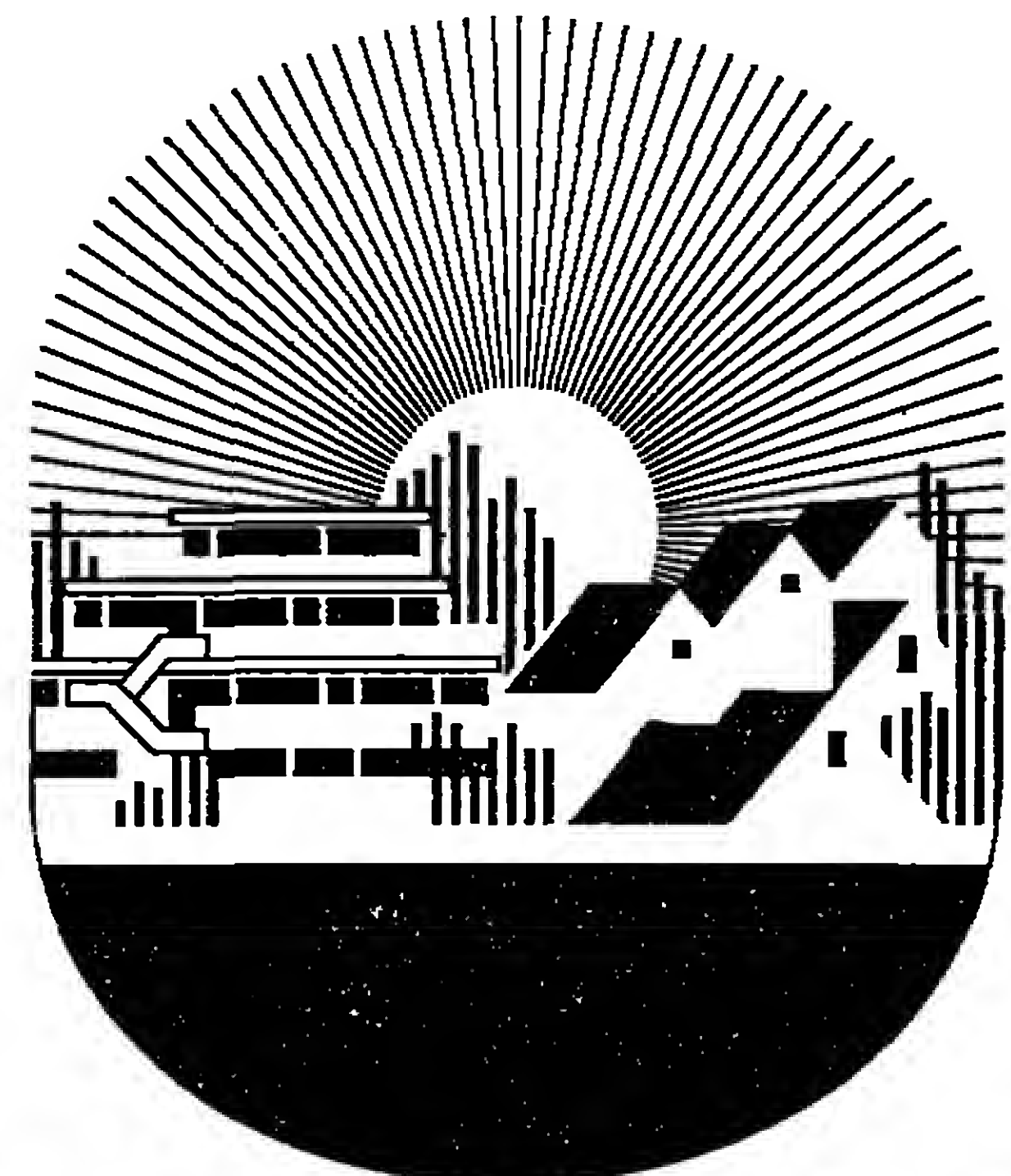
Délai de souscription : du 15 décembre 1978 au 15 janvier 1979.

Lieux de souscription : Société séquanaise de banque, Banque générale du Phénix, Banque nationale de Paris, Société Générale.

Régime fiscal : Exonération fiscale dans les conditions et limites prévues par la loi n° 78-141 du 13 juillet 1978.

Une note d'information, qui a reçu le visa de la COB n° 78-150 du 28 novembre 1977, peut être obtenue, sans frais, au siège social, ainsi que dans les établissements précités.

R.A.D. du 4 décembre 1978.



FRANCE HLM

emprunt 10,10%

Décembre 1978
de 165 millions de francs
émis avec la garantie de collectivités locales

Prix d'émission : F 995 par obligation.
Jouissance : 18 Décembre 1978
Durée : 15 ans.
Amortissement : en 15 ans, à partir du 18 Décembre 1978.

Taux de rendement actuariel brut (à l'émission)

10,18%

FRANCE HLM - S.A. au capital de F 500 000 - R.C. Paris B 310 134 002
Siège Social : 14, rue Lord Byron, 75008 Paris

Emission destinée au financement complémentaire d'opérations aidées par l'Etat.
Les HLM ont réalisé plus de 30 % des logements construits en France depuis 1945.

Bail du 18 décembre 1978. Une note d'information qui a reçu le visa COB No 78-158 en date du 28 novembre 1978 est à la disposition du public au siège social de FRANCE HLM.

مكتبة الأمل

حکومتی اہل

LES MARCHÉS FINANCIERS

Noël au Feu Orange.

Tous vos invités ont une voiture ; décidez votre arbre de Noël avec Feu Orange dont le diamant scintillera au voisinage des chandelles traditionnelles. Sédulisez-les en leur offrant Feu Orange. Cette attention délicate engendrera la bonne humeur.



feu orange, déodorant automobile

En vente dans les stations services, les grands magasins etc.

SOCIAL

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Une potion en forme de ponction

La diminution de 1 à 2 % du pouvoir d'achat des salariés constitue la conséquence la plus manifeste des mesures adoptées par le gouvernement. La semaine dernière, pour combler le déficit de la Sécurité sociale, l'augmentation des cotisations, déjà sévèrement critiquée par les organisations syndicales, n'est guère mieux accueillie par les commentateurs de la presse hebdomadaire.

Pour Arlette Laguerre, le gouvernement « rackette » les salariés. Dans **LUTTE OUVRIÈRE**, trotskiste, elle assure : « Le prétendu déficit de la Sécurité sociale n'est en réalité qu'un prétexte dont le gouvernement se sert pour récupérer encore plus d'argent sur la dos des salariés. Car de l'argent, il en a toujours besoin pour financer, par des subventions et des aides de toutes sortes, les grands patrons. » Elle ajoute : « Cette affaire de la Sécurité sociale montre en raccourci toute la politique du gouvernement et des patrons en face de la crise : ils ont décidé une bonne fois pour toutes que c'est à nous les salariés de payer. Réglez à savoir si nous sommes prêts à nous résigner et à en passer par leurs volontés. Nous devons entrer en lutte pour nous défendre. »

Après avoir remarqué que la promesse faite par M. Barre dans le programme de Blois n'a pas été tenue, François d'Orcival, dans **Valeurs actuelles**, écrit : « Comme le chef d'entreprise, selon l'expression de l'un d'entre eux, l'ajoutement des charges sociales va peser sur les salariés. C'est-à-dire sur les cadres, déjà victimes de ce que l'on appelle la lutte contre les inégalités. Les textes qui régissent la Sécurité sociale prévoient que les Français y sont « assujettis ». Le budget social est désormais plus élevé que celui de l'Etat. Claude Lambert constate « avant de se laisser « tondre », les cadres se posent certaines questions et la moulture leur monte au nez » et il énumère : « La première question consiste à se demander si, avant de trouver des recettes, on ne pourrait pas diminuer les dépenses. »

Dans **Le Point**, dont la couverture indique « Simone Veil fait payer les cadres », Claude Lambert constate « avant de se laisser « tondre », les cadres se posent certaines questions et la moulture leur monte au nez » et il énumère : « La première question consiste à se demander si, avant de trouver des recettes, on ne pourrait pas diminuer les dépenses. »

Mais les raisons données officiellement ne sont pas dénuées de fondement. Dans la zone de concurrence européenne, les entreprises ne supportent que 40 % des charges de la Sécurité sociale, alors qu'en France elles en assument 60 %. Les alourdir davantage serait les handicaper dans la concurrence. »

Dans **HEBDO - TC - TEMOIGNAGE CHRETIEN**, Yves Ruelan s'interroge : « La C.G.C., qui s'attendait, en assurance-maladie, à un déplaçonnement plus radical, protestera. Mais ira-t-elle au combat comme avait menacé Yves Charpentier ? Le plafond retenu pour l'assurance-vieillesse est pratiquement conforme à ce que l'on pouvait attendre. Alors la « guerre du plafond » n'enflammera même pas un petit sapin de Noël. Du côté des entreprises, on se plaindra, c'est de bon ton. Mais on se félicitera discrètement de ce que les industries de main-d'œuvre ne pâtissent pas trop des nouvelles mesures. Une fois de plus, le monde est gentil. Les salariés paieront. Pourant, le vrai débat devra avoir lieu un jour. »

L'HUMANITE DIMANCHE, dans sa rubrique « Les quatre vérités de la semaine », note : « La vraie remise en question d'une réforme sérieuse du financement de la Sécurité sociale, afin de s'en prendre aux groupes privés responsables de l'austérité. Sans parler des 26 milliards de charges mûres et des 8 milliards de dettes patronales. Ils nécessitent également une autre politique sociale qui permettrait de relancer le pouvoir d'achat. »

Evocant « la vigoureuse ponction sur les salaires » décidée, Christine Mital, dans **LE NOUVEAU ECONOMISTE**, relève : « La Sécurité sociale continuera à mordre sur le pouvoir d'achat (des ménages), entraînant sans aucun doute une baisse de la consommation : de 0,5 % selon la direction de la prévision. Moins selon Malignon, qui espère que les Français puiseront dans leur épargne. De toute manière, une hypothèque de plus sur une année 1979 qui s'annonce difficile. »

Dans **L'EXPRESS**, Yann de l'Escotais, avec Michel Jacques, Jean Grognet et François Chirot, relèvent : « On peut reporter les problèmes, on ne peut les éluder. C'est une évidence dont les Français subissent, en cette fin d'année, la douloureuse démonstration. Ils savent bien que la sidérurgie allait licencier massivement, que le système d'indemnisation du chômage, conçu pour traverser un accident de conjoncture, n'était plus adapté aux difficultés structurelles de l'emploi, qu'il faudrait combler le « trou » de la Sécurité sociale. » Après avoir analysé ces trois points, ils concluent : « Les douloureuses factures qui sont présentées en bloc aux Français en cette fin d'année recèlent un autre risque, dont sont conscients les pouvoirs publics, le patronat et les centrales syndicales : celui d'explosions incontrôlées, incontrôlables, dans les régions sinistrées. »

Le « risque » est d'autant plus grand qu'il ne semble pas que des compensations soient prévues en 1979 à ces « douloureuses factures ». — A. Ch.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DES TRANSPORTS
OFFICE NATIONAL DES PORTS

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour la fourniture et la mise en place de défenses d'accostage dans les six Ports Algériens suivants : ALGER - ORAN - ARZEW - MOSTAGANEM - ANNABA - SKIKDA

Les prestations demandées comprennent :
— La totalité des fournitures rendues au port concerné, le transport, la manutention, le stockage, le montage, la mise en place et la réglage.
— Le scellement ou le sondage des ancrages supports de défenses, la protection des supports métalliques contre la corrosion.

En conséquence, le fournisseur de défenses devra proposer à l'appui de sa soumission une entreprise de travaux publics apte à la mise en place.

Le cahier des charges peut être consulté ou retiré à l'adresse suivante :

OFFICE NATIONAL DES PORTS
DIRECTION TECHNIQUE
2, rue d'Ankora, B.P. 830 ALGER.

Le cahier des charges ne sera remis qu'aux sociétés justifiant de références en matière de défenses d'accostage.

Les offres devront parvenir à l'adresse indiquée ci-dessus, sous double enveloppe cachetée par voie postale en recommandé ou par porteur.

L'enveloppe extérieure devra porter uniquement la mention « Appel d'Offres International - Projet ouvrages d'accostage » A NE PAS OUVRIR ».

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant un délai de quatre-vingt-dix jours (90) à compter de la limite de remise des offres fixée impérativement au 12 mars 1979, délai de rigueur.

(Publicité)

EMPLOYEURS

FAITES CONFIANCE AUX ÉTUDIANTS pour des TRAVAUX TEMPORAIRES (bureau, vente, manutention, cours particuliers, gardes d'enfants...).

Téléphonez au 329-97-10

Le Service de Liaison Etudiants-Entreprises du Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de Paris, placé sous l'autorité du Ministère des Universités, vous propose gracieusement son aide.

English
EN 10 SEMAINES
707.40.38

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE, DE LA MISE EN VALEUR DES TERRES ET DE L'ENVIRONNEMENT

DIRECTION DES PROJETS ET DES RÉALISATIONS HYDRAULIQUES

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour l'étude et la réalisation d'une prise d'eau et d'une station de traitement en vue de l'alimentation en eau potable des villes de Béchar et Kenadsa à partir de la retenue de Djorf Torba.


Les entreprises intéressées peuvent retirer le dossier d'appel d'offres à la Direction des Projets et des Réalisations Hydrauliques - Sous-Direction de l'Utilisation des Ressources Hydrauliques - à BIRMANDREIS ALGER (B.P. 34).

Les offres accompagnées des pièces réglementaires devront parvenir à M. le Directeur des Projets et des Réalisations Hydrauliques à l'adresse sus indiquée avant le 25 janvier 1979 à 12 heures, délais de rigueur.

Les candidats resteront engagés par leur offre pendant 90 jours.

Pour votre arbre de Noël.

Sédulisez vos invités en leur offrant Feu Orange. Une attention délicate qui engendrera la bonne humeur. Tous vos invités remarqueront le scintillement du diamant Feu Orange au voisinage des chandelles traditionnelles. Penssez-ils ont tous une voiture.



feu orange, déodorant automobile

En vente dans les stations services, les grands magasins etc.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
Ministère de l'Agriculture et de la Révolution Agraire
Office Algérien Interprofessionnel des Céréales

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL OUVERT

Avis d'appel d'offres National et International ouvert pour la construction de silos en béton pour le stockage des céréales.

1) - OBJET DE L'APPEL D'OFFRES : L'Office Algérien Interprofessionnel des Céréales (O.A.I.C.) lance un Appel d'Offres National et International ouvert pour la réalisation « Clés en Mains » de deux (02) silos portuaires d'une capacité unitaire de 300 000 Quintaux, à MOSTAGANEM et BEJAIA.

2) - PRÉSENTATION DES OFFRES : Les soumissions devront être placées sous double enveloppe cachetée. L'enveloppe extérieure portera obligatoirement et uniquement l'indication suivante : « Appel d'Offres, Silos Portuaires O.A.I.C. Ne pas ouvrir ».

L'enveloppe intérieure cachetée contiendra les documents de soumission et portera de façon apparente : le nom du soumissionnaire et sa raison sociale.

3) - LIEU ET DATE DE RÉCEPTION DES OFFRES : Les pla, établis dans la forme précisée au paragraphe 2 ci-dessus, devront parvenir sous pli recommandé à l'adresse de l'O.A.I.C., 5, rue Ferhat-Boussed - ALGER.

Ils pourront également être déposés à cette adresse. La date limite de remise des offres est fixée au 5 février 1979, le cachet de la poste faisant foi.

4) - DÉLAI D'ENGAGEMENT DES CANDIDATS : Le délai pendant lequel les candidats resteront engagés par leur offre est fixé à 150 jours suivant la date limite de réception des pla fixés au paragraphe 3 ci-dessus.

5) - RETRAIT DES DOSSIERS : Dès parution du présent avis, les personnes physiques ou morales intéressées par cet Appel d'Offres peuvent retirer le cahier des charges et le dossier nécessaire à la présentation de leur offre contre la remise d'une demande écrite et le versement non remboursable d'une somme de 2 000 D.A. au siège du Maître de l'Œuvre O.A.I.C., 5, rue Ferhat-Boussed - ALGER.

Vos invités ont une voiture.

Sédulisez-les en leur offrant Feu Orange. Ils apprécieront votre attention délicate et remarqueront le charme et la gaieté de votre arbre de Noël : le diamant Feu Orange scintillera au voisinage des chandelles traditionnelles. Un geste qui engendrera la bonne humeur.



feu orange, déodorant automobile

En vente dans les stations services, les grands magasins etc.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. **IBES**
CHOMAGE : « Les trente-cinq heures : un objectif de lutte », par Gérard Bapt et Jean Lacroix ; « Changer de cap », par Pierre Marcellino.
3. **ÉTRANGER**
La normalisation des relations sino-américaines.
4. **ASIE**
THAÏLANDE : la nouvelle Constitution a été adoptée.
4. **DIPLOMATIE**
5. **AMÉRIQUES**
URUGUAY : un colloque international de juristes à Paris.
- 6-7. **AFRIQUE**
« La Guinée vingt ans après », par Jean-Pierre Langellier.
7. **PROCHE-ORIENT**
8. **EUROPE**
TRIESTE : une internationale de la gauche soviétique, par Mircea Oprisan.
- 10 à 12. **POLITIQUE**
Au Conseil de Paris, l'intergroupe U.D.F. s'oppose à M. Chirac.
13. **L'ÉVÈNEMENT**
Le Sénat, pour quoi faire ?
14. **SOCIÉTÉ**
JUSTICE
EDUCATION

LE MONDE DE LA MÉDECINE
PAGES 15 et 16
— Aspiration et vitamine C dans les états grippaux : mythes et réalité.
— Alcool et conduite automobile.
— S.O.S. Santé : le 15.

17. **ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE**
— La recherche française en péril (II), par Claude Kordon.

18. **DÉFENSE**
19 à 21. **FÊTES ET CALENDRIER**
MOBES DU TEMPS
PAGES 23 et 24
— Des tissus dans leurs meubles.
— Les cachemires de Canterbury.
— Gentilhomme-gardien.

25 à 27. **CULTURE**
35. **EQUIPEMENT**
— Le gouvernement adopte le projet de loi sur les collectivités locales.
36. **RÉGIONS**
— POINT DE VUE : « L'Aquitaine et la défilée européenne », par Henri Grenet.

37 à 40. **ÉCONOMIE**
LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (25)
Annonces classées (29 à 35) : Aujourd'hui (22) ; Carnet (23) ; « Journal officiel » (22) ; Médiologie (22) ; Mots croisés (32) ; Bourse (41).

Le numéro du « Monde », daté 19 décembre 1978 a été tiré à 618 124 exemplaires.

LATREILLE
sa boutique 30 ans



53, rue saint-andré-des-arts
75006 PARIS. Tél. : 329.44.10

MELUN
Résidence Le Chamblain
à 10 minutes de la gare
Luxe Studio grand standing
140 m² cuisine équipée
Tél. : 256-40-00 poste 2710
Mademoiselle JOUE

A B C D E F G

UNE PANNE A L'E.D.F. PRIVE D'ÉLECTRICITÉ LES TROIS QUARTS DE LA FRANCE

A 8 h. 27 précises...

« Une panne ? Vraiment ! Je croyais que c'était une grève », dit un Parisien. Mardi matin 19 décembre, les files d'attente s'allongeaient devant les arrêts d'autobus. Les usagers de l'R.A.T.P. chassés d'un métro dont les grilles ne tardaient pas à être tirées, hélaient les taxis et se transformaient rapidement en auto-stoppeurs. La circulation automobile, cependant, en dépit de l'arrêt des feux de signalisation, était relativement fluide dans le cœur de Paris et sur le périphérique.

Une infirmité de l'hôpital Bichat raconte : « Il était 8 h. 30 environ lorsque la rame de métro dans laquelle je me trouvais, entre la Porte de Champerret et Péreire, s'est arrêtée. Pendant un quart d'heure il ne s'est rien passé. Seules les veilles des voitures étaient allumées. Et puis, la rame de métro a tout d'un coup repartie. Pendant un quart d'heure il ne s'est rien passé. La foule est descendue en trottinant. » A 8 h. 30, le même scénario se jouait sur l'ensemble du réseau métropolitain.

Un cheminot du réseau Ouest explique pour sa part : « C'est à 8 h. 27 précises que la panne est survenue. Les trains se sont arrêtés net en vase campane. » A la gare Saint-Lazare, vers 11 heures, locomotives et wagons de la S.N.C.F. étaient sagement rangés sous le grand hall de verre et de métal. Quelques usagers allaient et venaient dans l'attente très hypothétique d'un train.

L'hôpital Bichat, à Paris (18^e arrondissement), n'aurait pas été pris trop au dépourvu. Les groupes électrogènes ont aussitôt été mis en route. L'E.D.F. a aussi les opérations chirurgicales ont-elles pu continuer sans encombre. A la maternité, excepté les accoucheuses, tout fonctionnait normalement.

Si la vie des quartiers de Paris ne semblait toutefois pas trop touchée par cette panne, le commerce, comme ceux de la rue des Moines (17^e arrondissement), de Neuilly, ou du boulevard de la Chapelle, ont subi de graves pertes. Les cafés, les gâteaux ont dû disposer sur leurs étagères quelques lampes à gaz. Autour du traditionnel café-crème ou du petit blanc, les visages en prenaient comme une allure plus sympathique.

Dans le quartier de la Défense, les hautes tours ont fait échec à la panne grâce à leurs groupes électrogènes. Ces riches de travail ont continué, pour ainsi dire, à fonctionner comme si de rien n'était. Seuls les escalators et la longue galerie souterraine du centre commercial se ressentait de la panne. — L. G.

L'ÉTAT DE SANTÉ DU PRÉSIDENT BOUMEDIÈNE SE SERAIT BRUSQUEMENT AGGRAVÉ

Le président Houari Boumedienne, dont l'état de santé s'est brusquement aggravé, souffre d'une importante hémorragie interne, a-t-on appris lundi 18 décembre de source sûre dans la capitale algérienne. Le chef de l'Etat, qui se trouve dans le coma depuis un mois, est toujours en réanimation totale. Son état est désormais jugé « critique » par l'équipe médicale restreinte qui l'entoure. Le professeur Mousallier, chef du service de réanimation de l'hôpital Cochin, a été rappelé d'urgence (lundi après-midi) à Alger. — (A.F.P.)

UNAMIJOAILLIER A PARIS
JACQUES TOUR
JOAILLIER-HORLOGER DEPUIS 1885
9 BD DES CAPUCINES - PLACE DE L'OPERA - 266.55.18

Réty
HOMMES FEMMES
Solde
50% sur toute sa collection
jusqu'au 23 Décembre
10 h - 19 h
54, Faubourg Saint-Honoré, Paris 8^e

Un château de cartes

A 8 h. 27, ce mardi 19 décembre, le dispatching central d'E.D.F. à Paris, constatait une baisse générale de tension sur le réseau d'alimentation à très haute tension. Quelques instants plus tard, la ligne de 400 000 volts qui, entre Beaumont (Nord-Pas-de-Calais) et Creus (Aube), apporte du courant électrique vers la région parisienne, disjonctait en raison d'une surcharge due à une demande trop forte.

La panne d'E.D.F., lors d'un incident comme celui de mardi, consiste à couper le courant plutôt que d'un tourbillon de « mauvaises nouvelles » en tension et fréquence, ce qui risquerait d'avoir des conséquences graves sur des équipements fragiles (télécommunications, ordinateurs...). Par suite du déséquilibre trop important entre l'offre et la demande, c'est la presque totalité du réseau interconnecté qui s'est « écroulé » et d'une manière trop rapide pour qu'il soit possible, en les isolant, de « sauver » des parties du réseau.

Sur le reste du pays, la panne de courant fut totale, « comprise pour les utilisateurs jugés « prioritaires », sauvegardés en cas de délestages provoqués (grèves, par exemple) : on ne peut pas donner ce qu'on n'a pas. » L'ensemble des centrales avait été mis en alerte complète, soit isolées en autoconsommation.

Dans la matinée, les techniciens d'E.D.F. entreprirent de reconstruire, morceau par morceau, le « château de cartes » qui s'était écroulé d'un coup : pour ce faire, on fait repartir l'un après l'autre de petits secteurs isolés du réseau, que

l'on reconstruit progressivement. Vers 11 h. 15, le courant était rétabli dans certains secteurs de la région parisienne et toutes les centrales du nord de la France avaient été remises en route. Cette « reconstruction » du réseau est très délicate puisqu'il faut assurer à chaque moment et sur chaque portion isolée du secteur un équilibre entre une offre croissante progressivement et une demande qui doit être aussi faible que possible, avant de recommencer une interconnexion plus générale.

Techniquement, explique-t-on à l'E.D.F., la panne est de même nature que celle qu'a connue New-York, en juillet 1977, mais à part le fait que c'était un orage, et non une demande trop forte, qui avait été responsable de la coupure de lignes de transport ayant précédé l'effondrement du réseau.

Ces derniers jours, indique-t-on également, la France importait régulièrement, en particulier d'Allemagne fédérale et de Belgique, une puissance électrique de 2 500 à 3 000 mégawatts. Sans qu'on puisse encore en tirer des conclusions définitives, on n'exclut pas qu'il ait pu être provoqué par une limitation imposée par ces pays à cette importation en raison, notamment, de la vague actuelle de froid.

Des rumeurs d'attentat qui couraient mardi, à Paris, ont été immédiatement démenties par E.D.F.

La NASA renonce à sauver Skylab

Le laboratoire spatial se désintègrera entre juin 1979 et mars 1980

Washington (A.F.P., Reuter). — La NASA a officiellement annoncé, lundi 18 décembre, qu'elle renonce à « sauver » le laboratoire spatial Skylab. Ce satellite de 30 mètres de long, qui pèse plus de 80 tonnes et qui a été lancé en 1973, devait donc « retomber » entre juin 1979 et mars 1980.

La NASA espérait jusqu'à présent, grâce à la navette spatiale qu'elle est en train de développer, pouvoir reprendre à temps le contrôle du satellite : la navette aurait permis l'installation, sur Skylab, d'une petite fusée télécommandée qui aurait soigné la navette sur une orbite haute, soit aurait provoqué sa chute contrôlée au-dessus de l'océan. Le retard pris dans le développement de la navette et des difficultés dans la mise au point de la fusée forcent aujourd'hui l'agence à abandonner ce projet.

Lors de sa rentrée future dans l'atmosphère, la désintégration de Skylab devrait, suivant des calculs faits par la NASA, provoquer la chute au sol de débris — certains impor-

La « journée du 21 décembre » accentue les divergences entre la C.G.T. et la C.F.D.T.

La crise économique ne « fait pas de cadeaux » au mouvement ouvrier français. Alors que les salariés sont éprouvés comme jamais depuis la guerre dans leur droit au travail et que leur niveau de vie est menacé de diverses façons, l'épreuve, au lieu de ressouder l'unité disloquée par l'échec de la gauche aux dernières élections, fait resurgir avec éclat les divergences dans la stratégie globale et des oppositions dans la tactique d'action immédiate.

« Si nous n'organisons pas la riposte, le gouvernement se croira les mains libres », déclare en substance M. Séguin. A quoi M. Maire répond : « Un front du refus, une protestation verbale, sont synonymes d'impuissance. »

Il est vrai qu'une « grande journée nationale » de grèves et de manifestations glisse sur l'indifférence des pouvoirs publics. Mais il est vrai aussi que ceux-ci ont fini par céder pas à pas, par exemple, en ce qui concerne l'abaissement de l'âge de la retraite, revendication numéro un de tant de défilés populaires. Et pour l'heure, en matière de sécurité sociale, le souvenir de la violence des protestations soulevées par une amputation des prestations a fait opter le gouvernement pour un relèvement des cotisations.

Le refus que M. Maire oppose à

M. Séguin peut être interprété comme l'illustration frappante de l'image de marque que se donnent les deux centrales : la C.G.T., traditionnellement, « à la pointe » de l'action révolutionnaire, la C.F.D.T., pragmatique, cherchant par des voies nouvelles à atteindre des objectifs plus « qualitatifs ».

L'initiative cégétiste du 21 décembre, plus encore, montre le fossé qui sépare les analyses sur les raisons de la défaite électorale de la gauche, et sur les conclusions qu'il faut en tirer. Les dirigeants de la C.F.D.T., en choisissant leur « recentrage », ont dû affronter les pièges de l'ouverture sociale gouvernementale et la médiocrité de ses résultats non entièrement négatifs cependant. Ils n'ont pas fini de faire bien comprendre à leurs militants les raisons et les perspectives de leur retour à une action immédiate purement syndicale. Il leur faut maintenant faire admettre à toutes leurs troupes qu'en l'absence d'horizon électoral une journée de grèves et de cortèges, dressée contre la politique gouvernementale, n'est guère qu'un exutoire. D'autant qu'elle n'est pas le couronnement d'une agitation sociale croissante, et que rien ne permet d'affirmer qu'elle aura des suites.

M. Maire et ses amis ont également conscience que l'alourdissement des cotisations de sécurité sociale, bien que les salariés en fassent principalement les frais, n'est pas un thème mobilisateur sans défauts. Accablés par le chômage total ou partiel, combien de travailleurs ne pensent-ils pas que la grève fait l'affaire des patrons ? La façon dont le public a accueilli les grèves des services publics a montré que les débrayages n'étaient pas le moyen le meilleur pour mobiliser l'opinion. Et puis, était-il opportun de choisir la date du 21 décembre, jour où l'Assemblée nationale aborde le projet gouvernemental sur l'aide aux chômeurs qui, restreint sur nombre de points, relève cependant de 2,5 milliards les contributions de l'Etat ?

Pour la C.G.T. qu'elles qu'aient été les vicissitudes du mar, le réflexe reste le même : le « tous ensemble » est la seule façon de faire reculer le gouvernement même si, au congrès de Grenoble, la C.G.T. s'est interrogée sur le meilleur moyen de répondre à l'attente des travailleurs. La négociation n'a de chance d'aboutir que sous la pression de la masse, nombre de militants de la C.F.D.T. partagent cette conviction.

La route sera longue avant que la réadaptation décidée par le congrès de la C.G.T. et le « recentrage » que la C.F.D.T. avait choisi au printemps conduisent les deux centrales à marcher du même pas.

JOANNE ROY.

La réforme du C.N.R.S.

LE COMITÉ RESTREINT N'A PRIIS AUCUNE DÉCISION

Aucune décision définitive n'a été prise, lundi 18 décembre, à l'hôtel Matignon, sur les réformes de structures envisagées au Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), a-t-on appris sur le terrain de ces réformes, qui ne devraient donc pas voir le jour avant, au plus tôt, le milieu du mois de janvier.

A l'appel du Syndicat national des chercheurs scientifiques (S.N.C.S.-FEN), du Syndicat national des travailleurs de la recherche scientifique (S.N.T.R.S.-C.G.T.) et du Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.), environ trois cents personnes ont manifesté aux abords de l'hôtel Matignon, où une délégation a remis une lettre à l'adresse du premier ministre. Les trois organisations syndicales appellent les chercheurs du C.N.R.S. à organiser la suite de l'action « contre le plan Aigrain-Sautier-Sétié ».

(Lire page 17 la suite de la série d'articles de M. Claude Kordon sur « La recherche française en péril ».)

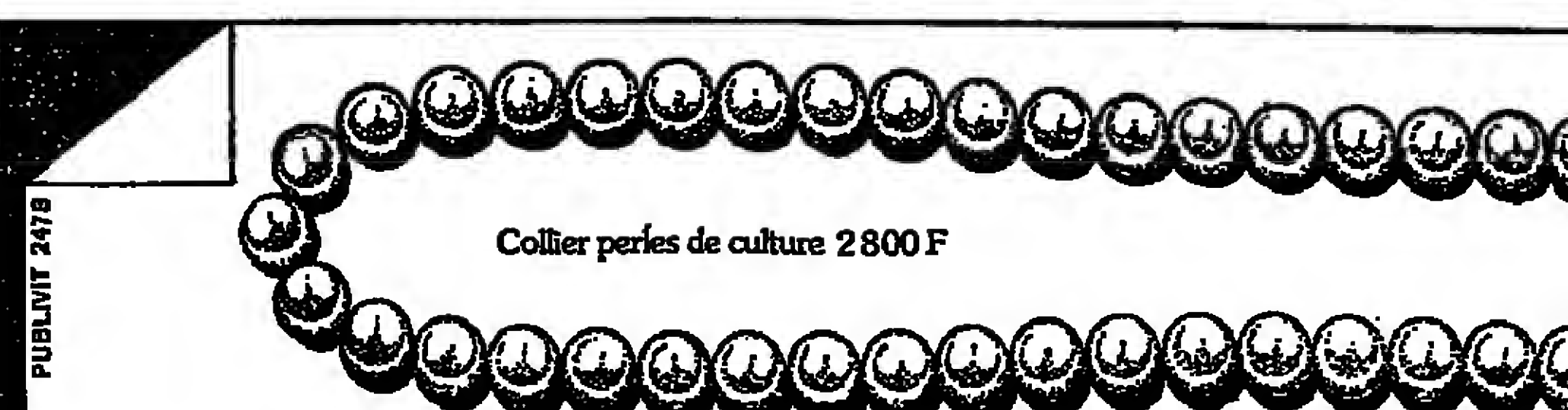
ÉCHECS
UN PARTENAIRE TOUJOURS DISPONIBLE



CHALLENGER
3 NIVEAUX DE DIFFICULTÉ. Votre adversaire est un micro-ordinateur. Il sait aller à l'attaque, faire le grand et le petit roque, prendre en passant.

Au prix TTC de **1.300 F**
Garantie 6 mois - S.A.V. assuré.
FANATRAC
35, rue de la Croix-Nivert
75015 Paris - Tél. : 306.93.69
Nous expédions franco en France

Collier perles de culture 2800 F



“Pour vos cadeaux j'ai sélectionné un beau choix de colliers perles de culture à partir de 1 500 F.”



Paris
8, place de la Madeleine
138, rue La Fayette
86, rue de Rivoli
Colombes
65, rue Saint-Denis

Le Directeur
Herwin

GRATUIT CATALOGUE COULEUR Tél. : 260.31.44

CRÉDIT 6 MOIS sans frais après acceptation du dossier et comptant légal

Le monde

M. Séguin d'Etat en Guinée en accord

Paris et Cameroun relancer leur co

La dynamique de la baisse

UNE COMMISSION PERMANENTE

Le poid

BONNES FÊTES avec la garantie d'un maître tailleur

COSTUMES MESURE
à partir de 798 F dans un choix de 3.000 draperies
20 % sur PARDESSUS CACHEMIRE
ou **POILS DE CHAMEAU 20 % sur IMPERS**
Chemises - Echarpes - Pulls
Prix spéciaux sur les royaux
Prêt-à-porter Homme
Boutique Femme

LEGRAND Tailleur
21, rue de la République, PARIS (Opéra)
Tél. : 742-70-51